

Des manifestants pro-démocratie marchent du bâtiment des Nations Unies vers le mémorial du 14 octobre, le 10 décembre 2020 à Bangkok, en Thaïlande. Photo : Lauren DeCicca/ Getty Images



RAPPORT 2021 SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**LA DÉMOCRATIE DANS LE
CONTEXTE DE LA PANDÉMIE**

En 2020 les libertés démocratiques ont été mises à rude épreuve dans de nombreux pays. Le contexte était marqué par une fermeture de l'espace civique dans les pays du monde entier, et par des attaques des forces étatiques et non étatiques contre les libertés civiques clés d'association, de réunion pacifique et d'expression, sur lesquelles repose la société civile. À la fin de l'année 2020, **87 %** de la population mondiale vivait dans un pays ayant un espace civique soumis à de sévères restrictions. Certains États ont utilisé la pandémie comme prétexte pour introduire de nouvelles restrictions qui n'avaient aucun lien avec la lutte contre le virus, mais avec l'extension des pouvoirs de l'État et avec la réduction de l'espace pour la reddition de comptes, le dialogue et la contestation. En règle générale, les États ont étendu leurs pouvoirs dans le cadre de la pandémie en renforçant la censure, en se faisant souvent les seuls arbitres de la vérité sur la pandémie et en criminalisant les discussions sur la pandémie provenant des sources non étatiques, les qualifiant de « fausses nouvelles » ; en étendant considérablement

la surveillance, au nom du contrôle du virus ; et en renforçant les pouvoirs des forces de sécurité pour criminaliser et contrôler violemment les infractions aux réglementations concernant la pandémie.

Partout où cela s'est produit, l'exercice des libertés démocratiques a été rendu plus difficile : non seulement la capacité des populations à faire valoir leur vote lors des nombreuses élections de l'année a été entamée, mais aussi leur capacité à exprimer leur désaccord, à remettre en question et même à se moquer des personnes au pouvoir, et à proposer des alternatives politiques. La lutte contre le virus et la pratique de la démocratie n'auraient pas dû être incompatibles, mais c'est malheureusement ce qui s'est souvent produit au cours d'une année marquée par de nombreuses élections entachées d'irrégularités, où les populations se sont exposées à la répression lorsqu'elles ont manifesté pour réclamer des libertés démocratiques.



Vue aérienne d'une manifestation prodémocratie organisée à Minsk, au Bélarus, le 16 août 2020. Photo par Getty Images/Getty Images

LES ÉLECTIONS DANS UNE ANNÉE MARQUÉE PAR LA PANDÉMIE

L'une des conditions essentielles de la démocratie est la tenue régulière d'élections libres et équitables, dans lesquelles existent un véritable choix et un débat, et où les candidats en exercice ont une chance de perdre. L'année 2020 a connu un autre défi : la tenue d'élections sûres malgré la pandémie, afin que les électeurs n'aient pas l'impression de devoir risquer leurs vies pour s'exprimer. Les élections ont été reportées dans toutes les régions du monde jusqu'à ce que les pics des contaminations soient passés : on a signalé que les élections avaient été reportées dans au moins **75 pays et territoires**⁷. Certains gouvernements ont prouvé qu'il était possible d'organiser des élections en réduisant le risque de contagion. C'est le cas de la Nouvelle-Zélande et de la Corée du Sud, où la gestion sans heurts d'élections aseptisées et respectant les distances était en cohérence avec la réponse globalement efficace et efficiente des gouvernements face à la pandémie, ce que les électeurs ont semblé récompenser en augmentant leur soutien aux candidats sortants.



Une femme fait contrôler sa température à son arrivée pour voter le 15 avril 2020 à Séoul, en Corée du Sud. Photo par Chung Sung-Jun/Getty Images

Mais ces exemples sont malheureusement rares. Parfois la pandémie a conduit à des différends sur le calendrier des élections, les candidats en exercice cherchant soit à précipiter les votes pour qu'ils se tiennent à des moments qui leur conviennent, sans tenir compte de la sécurité des électeurs, comme cela semblait être le cas en Pologne, à Singapour et au Sri Lanka ; soit à les retarder à leur avantage, comme cela semblait être le cas des gouvernements en place en Bolivie et au Malawi, lesquels ont été accusés d'agir de telle sorte. Certains pays ont interdit les réunions publiques, mais les partis politiques, en particulier ceux au pouvoir, ont bravé ces interdictions, comme en Tanzanie et en Ouganda. Lorsque l'organisation de campagnes publiques classiques a été suspendue, les partis au pouvoir ont pu bénéficier d'un avantage certain grâce à leurs liens étroits avec les médias publics, laissant les partis d'opposition confrontés au besoin de développement de nouvelles compétences en matière de campagnes sur Internet. Dans de nombreux cas, notamment en République dominicaine et en Pologne, les partis au pouvoir ont tenté de tirer profit de leur rôle de chef de file dans la réponse à la pandémie et de la politiser, sans succès en République dominicaine.

Dans de nombreux contextes les autorités ont fait des efforts pour rendre le vote plus sûr, notamment en éloignant les files d'attente, en utilisant des masques et en aseptisant les bureaux de vote, mais ce n'a pas été toujours le cas. Des dispositifs pour le vote à distance ont été mis en œuvre de manière inégale, mais ils ont parfois suscité de la méfiance, notamment lorsque les candidats en exercice ont estimé qu'ils avaient tout à perdre du vote en ligne ou par correspondance, ou lorsqu'ils ont nourri délibérément la suspicion. Aux États-Unis, par exemple, les tentatives visant à priver les électeurs d'autres moyens de vote étaient manifestement partisans par nature, même si elles n'ont pas réussi à empêcher le changement.

Au second semestre 2020, alors que le virus était en recul temporairement dans de nombreux endroits, un **ensemble de bonnes pratiques**⁷ a été établi sur la manière dont les élections pouvaient se dérouler en toute sécurité pendant la pandémie : application d'une neutralité concernant les restrictions imposées aux réunions politiques, renforcement des contrôles sanitaires et de sécurité, mise à disposition d'autres moyens de vote et allongement de la durée du scrutin pour réduire l'affluence, diffusion d'informations claires sur la manière de voter en toute sécurité, et prévention

de tout changement de dernière minute susceptible de semer la confusion ou de provoquer des conflits. Ignorer cette pratique est devenu un choix largement politique. En substance, la pandémie a permis de tester la volonté et la capacité des États à organiser des élections libres et équitables, et trop souvent les résultats ont été, au mieux, inégaux.

Dans la plupart des pays, la société civile joue généralement un rôle majeur pendant les élections, notamment en éduquant les électeurs et en les encourageant à voter, en posant des questions engagées aux partis et aux candidats, et en observant et en contrôlant le déroulement du processus électoral, y compris le vote et le dépouillement. Mais sous les effets de la pandémie, ces rôles ont été limités et, pays après pays, la société civile a été frustrée car elle n'a pas pu jouer pleinement et correctement son rôle. Une fois la pandémie passée, la société civile s'attend à récupérer ces rôles et ne se contentera pas de rester sur la touche.

En ce qui concerne les résultats des élections, 2020 a tout connu : dans certains contextes — République dominicaine et Seychelles — les élections ont signé le renversement des ordres établis depuis longue date, puisque des partis longtemps confinés dans l'opposition ont pris le pouvoir. Au Malawi, un changement de gouvernement n'est intervenu qu'après l'annulation d'un premier résultat électoral injuste grâce à une action en justice, marquant ainsi une étape importante pour le respect des normes en matière d'élections libres et équitables. La défaite du président Trump aux États-Unis a laissé espérer que le courant toxique du populisme et du nationalisme de droite pourrait être inversée, mais en Europe — non seulement en Pologne mais aussi dans des pays comme la Serbie et la Slovaquie — les forces d'extrême droite ont gagné en pouvoir et en confiance, ont semé la division et attaqué la société civile.

Ailleurs, comme en Russie, en Ouganda et dans un grand nombre d'États d'Afrique de l'Ouest, dont la Guinée et le Togo, le vote n'a offert qu'une maigre caution aux intentions des dirigeants bien ancrés. Parfois les élections ont eu lieu après que les présidents ont réécrit les constitutions afin de favoriser leur maintien au pouvoir. Certaines élections, notamment en Biélorussie et au Kirghizstan, ont été clairement truquées par des candidats en exercice refusant de se soumettre à un verdict démocratique ; ceci a entraîné des manifestations au Kirghizstan, qui ont chassé ceux qui avaient revendiqué la victoire, et au Mali, où elles ont déclenché une colère qui a ouvert la voie à un coup d'État militaire. Dans de trop nombreux endroits les élections n'ont été qu'une mise en scène sans substance, et lorsque le masque est tombé et que les populations ont exigé des libertés démocratiques adéquates, une répression brutale a souvent suivi.

BIÉLORUSSIE : LA POPULATION DÉNONCE UNE ÉLECTION TRUQUÉE

Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie, s'attendait à ce que l'élection présidentielle au mois d'août se déroule comme d'habitude. Après tout, il est président depuis 1994, date à laquelle il a remporté le premier vote du pays depuis l'éclatement de l'Union soviétique. Ce fut également la dernière élection du pays ayant été considérée comme libre et équitable, le président Loukachenko ayant rapidement consolidé son emprise sur le pouvoir, ce qui lui a valu l'étiquette douteuse de « dernier dictateur d'Europe ». Depuis son arrivée au pouvoir, les élections ont été symboliques, le gouvernement n'ayant autorisé qu'une maigre représentation de l'opposition véritable. Lors des élections parlementaires de 2019, aucun candidat de l'opposition n'a réussi à remporter un siège.

Mais en 2020 tout ne s'est pas déroulé comme prévu : un candidat d'opposition crédible est apparu. Sviatlana Tsikhanouskaya n'avait pas prévu de se présenter jusqu'à ce que son mari, le militant prodémocratie Sergei Tikhanovsky, soit arrêté en mai peu après avoir annoncé son intention de se présenter à l'élection et après le rejet formel de sa candidature. Il a été à nouveau arrêté plus tard en mai alors qu'il faisait campagne pour sa femme et reste en détention au moment de la rédaction de ce rapport. Sans expérience politique préalable, Sviatlana Tsikhanouskaya s'est portée candidate et est devenue une menace inhabituelle pour le président Loukachenko, se présentant comme une nouvelle venue avec une campagne qui a résonné dans l'imaginaire populaire. Au départ Loukachenko n'a pas dû se sentir menacé par une candidate qui n'avait pas l'habitude des campagnes électorales, mais plus tard il s'est rendu compte qu'il l'avait sous-estimée. La campagne de Tsikhanouskaya a galvanisé une opposition qui, autrement, n'aurait pu s'exprimer que discrètement, a aidé les gens à surmonter leur peur et leur a offert l'occasion de s'exprimer, parfois pour la première fois. La **colère** [↗] face au déclin économique s'est doublée d'une indignation face à la gestion de la pandémie par le gouvernement, qui a largement ignoré le virus et n'a pas su protéger la population. Dans ce contexte, Lukashenko a répondu en truquant les élections.

Avant les élections le gouvernement a **arrêté** [↗] plusieurs candidats de l'opposition, **des journalistes et des blogueurs** [↗], dans le but de supprimer toute contestation et de ne pas avoir à rendre des comptes. Viktor Babaryka, ancien favori de l'opposition, a vu sa candidature bloquée en juin et a été placé en détention en juillet. Des restrictions supplémentaires ont été imposées aux manifestations de sorte que les autorisations puissent être refusées plus facilement. Des centaines de personnes ont été détenues lors

des manifestations des mois précédant l'élection, y compris des journalistes couvrant les manifestations. Plusieurs membres de l'équipe de campagne de Tsikhanouskaya ont été arrêtés avant l'élection, tandis qu'elle-même restait cachée. Lors du déroulement du scrutin, Internet a été coupé dans la capitale, Minsk. Les seuls sondages d'opinion autorisés étaient ceux réalisés par l'État. Le scrutin s'est déroulé sans la présence d'observateur international crédible ; le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) se sont vu refuser l'accréditation lorsqu'ils ont tenté d'envoyer des observateurs, tandis que les observateurs d'Azerbaïdjan et de Russie, tous deux alliés de la Biélorussie, avaient peu de chances d'être neutres.

Lorsque les résultats en faveur de Loukachenko ont été annoncés, Tsikhanouskaya les a **rejetés** ⁷ en insistant sur le fait qu'elle avait gagné le vote. Les électeurs savaient que l'élection avait été truquée de manière évidente. Ils savaient qu'eux-mêmes et tous leurs interlocuteurs avaient voté pour Tsikhanouskaya et que les chiffres officiels ne pouvaient pas tout simplement être exacts. Les efforts déployés par les citoyens pour surveiller le scrutin, notamment en affichant et en cataloguant des photographies de bulletins de vote remplis, ont confirmé ce constat. La **plateforme Voice** ⁷ a constaté de grandes disparités entre les résultats officiels et les votes exprimés en faveur de Tsikhanouskaya qu'elle avait suivi dans plus de 20 % des bureaux de vote, ce qui l'a amenée à conclure que l'élection était frauduleuse.



Des manifestants continuent de défilé malgré l'utilisation de canons à eau par les forces de police, le 11 octobre 2020 à Minsk, en Biélorussie. Photo par Jonny Pickup/Getty Images

Ainsi, une génération qui n'avait jamais connu d'autre dirigeant que Loukachenko s'est rendu compte que son règne n'avait rien d'automatique et qu'elle ne devait pas simplement l'accepter ; dès lors qu'elle commençait à s'opposer à son maintien au pouvoir, tout semblait possible. Par conséquent, les manifestants étaient bien plus nombreux que les contestataires habituels que le gouvernement aurait pu encercler et arrêter avec facilité. **Nikolai Kvantaliani** ⁷ de l'association New Group décrit ce qui était différent cette fois-ci :¹

L'un des défis des élections biélorusses venait du fait que nous avions eu un dictateur pendant plus de 25 ans et que nous ne nous attendions pas à quelque chose de différent cette fois-ci. Cette fois-ci, nous avons davantage de preuves du fait que l'élection avait été truquée. Et la manière dont le gouvernement a décidé d'écraser les candidats et les civils qui protestaient nous a conduits à cent jours de manifestations.

De nombreux citoyens ont cru au changement, si bien que beaucoup de personnes ont commencé à enregistrer des infractions commises dans les bureaux de vote. Cependant, après l'élection, le président a affirmé avoir obtenu plus de 80 % des voix. La réalité était un peu différente : il n'a probablement obtenu que moins de 50 % et il aurait dû y avoir un second tour, mais comme il est dictateur, il a franchi le pas.

Après l'élection nos collègues ont décidé de suivre la voie judiciaire et ont rassemblé des preuves confirmant que l'élection était frauduleuse. Ils ont apporté ces lourds dossiers au bureau du procureur, mais malheureusement rien ne s'est passé. Les gens se sont donc mis en grève pour protester contre une élection qui n'avait été ni libre ni équitable. Des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées pour protester et ont été brutalement réprimées par la police. Résultat : plus de 6 000 personnes ont été arrêtées et nombre d'entre elles ont été victimes de tortures pendant leur détention. La population ne comprenait pas pourquoi le gouvernement se comportait de la sorte, et les protestations se sont multipliées. Nous avons eu de petites manifestations communautaires aux niveaux local et régional ainsi qu'à Minsk avec des personnes de différents milieux et professions qui ont organisé leurs propres grèves.

¹ Les citations dans ce chapitre proviennent soit d'entretiens avec des représentants de la société civile, soit d'un séminaire web organisé par CIVICUS afin de permettre à un éventail de militants de contribuer à ce rapport. Ces citations sont des extraits édités. Les versions complètes des entretiens sont disponibles ici ⁷. Un enregistrement du séminaire web intitulé « L'état de la démocratie : élections en temps de pandémie » est disponible ici ⁷.

Les manifestations se sont poursuivies malgré les tentatives de répression par la violence et les détentions ; l'ampleur de la violence a choqué encore plus de personnes qui se sont jointes aux manifestations. Alors que le président Loukachenko prétendait que les manifestations étaient dirigées de l'étranger, en réalité il s'agissait d'un mouvement organique réunissant de multiples groupes de personnes unies par la colère. Au cours de la campagne, alors que Loukachenko affirmait que la Biélorussie n'était pas prête pour une femme présidente, des femmes associées à deux autres candidats de l'opposition se **sont réunies** ↗ pour faire campagne conjointement avec Tsikhanouskaya ; l'image de trois jeunes femmes leaders mettant de côté leurs différences pour faire front ensemble a trouvé un écho auprès de la population, montrant ainsi qu'un style de gouvernement différent était possible. Cette solidarité a aussi trouvé un écho dans les manifestations postélectorales dirigées par des femmes. À Minsk, des centaines de femmes vêtues de blanc ont formé une **chaîne humaine** ↗. Un signe du caractère général des manifestations est venu des travailleurs des entreprises publiques qui ont pris part aux grèves, alors qu'en temps normal le gouvernement compte sur leur appui ou les contraint à le soutenir. Ainsi, dans une manifestation sans précédent de contestation directe, des travailleurs ont chahuté M. Loukachenko lors de la visite d'une usine, un exercice de propagande normalement sans aucun risque. Des journalistes ont **quitté** ↗ les médias d'État, ne voulant plus être les porte-paroles du gouvernement. Les médecins ont manifesté contre la violence généralisée de l'État.

Des manifestations de solidarité ont eu lieu dans d'autres pays, notamment en **Estonie** ↗, en **Géorgie** ↗ et en **Finlande** ↗, où des Biélorusses ont été rejoints par des Finlandais soutenant leur cause. La **chaîne humaine** ↗ qui a traversé les États baltes en août a eu une résonance particulière et a fait écho aux manifestations de la Voie balte de 1989, au cours desquelles des Estoniens, des Lettons et des Lituaniens se sont donné la main pour réclamer leur indépendance de l'Union soviétique. La Lituanie accueille de nombreux exilés, notamment ceux auxquels elle avait accordé l'asile politique. Dans ce contexte, la société civile lituanienne a **aidé** ↗ les Biélorusses exilés à créer des groupes de la société civile pour poursuivre leur lutte pour la démocratie et les droits humains. L'ambassadeur biélorusse en Slovaquie a rompu les rangs et a **soutenu** ↗ les manifestants.

Les manifestations se sont installées dans une dynamique de mobilisations continues le week-end. Les populations ont formé de nouveaux **groupes de voisinage** ↗, ont organisé leurs communautés et se sontentraïdés, phénomène relativement rare en Biélorussie. Les manifestants ont mis en commun leurs responsabilités en matière de garde d'enfants et ont pris l'habitude de faire leurs bagages avant de se rendre aux manifestations au

cas où ils seraient arrêtés. Face à la censure et à la répression, les contestataires ont trouvé des **moyens créatifs** ↗ de montrer leur soutien à la démocratie, en utilisant les couleurs rouge et blanche de l'ancien drapeau biélorusse, par exemple. Les particuliers ont afflué pour soutenir les entreprises ayant subi des représailles de l'État pour avoir exprimé leur soutien à la démocratie, par exemple en achetant des fleurs rouges et blanches à un fleuriste qui avait été détenu.

À présent nous avons des groupes qui manifestent en différents jours de la semaine. Par exemple, les dimanches précédents, les gens se rassemblaient sur la place centrale et traversaient le centre-ville à pied, mais cela permettait à la police d'être mieux préparée parce qu'ils empruntaient toujours les mêmes rues et la police pouvait bloquer les manifestants, les maîtriser et les arrêter. Récemment nous avons donc organisé des manifestations locales : les gens se sont rassemblés sur des places locales et, dans l'ensemble, il y avait le même nombre de personnes, des centaines de milliers, mais la police était désorientée car elle ne pouvait pas surveiller toutes les manifestations locales se déroulant en même temps. Il est important de s'adapter aux agissements de la police et du gouvernement.

La société civile atténue la situation répressive actuelle et de nombreux mouvements de bases ont été créés. Par exemple, le lieu de vote se trouvant dans les écoles, les enseignants y ont participé, car ils ont été contraints d'intégrer les comités électoraux locaux chargés des élections ; en conséquence, nous avons maintenant une communauté de plus de 10 000 enseignants qui se soutiennent mutuellement et qui défendent leurs droits face à la répression. Et il en va de même pour les médecins, les retraités, les ouvriers d'usine. Un mouvement de bénévoles s'est également développé en réponse à la répression. Nous avons, par exemple, des bénévoles qui rencontrent les gens à l'extérieur des prisons et qui leur fournissent de la nourriture, des avocats qui soutiennent les manifestants détenus pendant les procédures judiciaires, et des personnes qui traduisent les nouvelles dans de nombreuses langues. Le site web de la **Voice of Belarus** ↗ est géré uniquement par des bénévoles.

Chaque fois que nous voyons les manifestations se calmer, le gouvernement se comporte d'une manière que la société juge inacceptable, et les manifestations continuent. Récemment, nous avons connu le cas d'un citoyen qui est sorti manifester en faveur d'une Biélorussie libre et qui a été enlevé et assassiné par des policiers en civil. Les représentants de l'État n'ont pas assumé leur responsabilité. Aucun des cas de torture de manifestants détenus n'a fait l'objet d'une enquête.

Nous organisons toujours des manifestations pacifiques mais, malheureusement, la police utilise une violence brutale pour réprimer des citoyens qui ne font que protester, sans faire rien de mal.

Le militant assassiné était l'artiste **Raman Bandarenka** ⁷, mort en novembre après avoir été battu par des agresseurs masqués que l'on soupçonne d'appartenir aux des forces de sécurité, avant d'être emmené par la police. À mesure que le mouvement de contestation se poursuivait le recours à des groupes d'agents dissimulés pour commettre des violences est devenu courant. Des milliers de personnes se sont rassemblés pour **pleurer** ⁷ la mort de Raman et le lieux où il a été attaqué s'est transformé en un site commémoratif où les gens ont déposé des fleurs, avant que la police ne détruise le mémorial et n'arrête ceux qui s'en occupaient. Les manifestations de quartier se sont poursuivies, mais en février 2021 les forces de l'ordre, dans le cadre d'une opération coordonnée, ont **perquisitionné** ⁷ les domiciles et les bureaux de dizaines de dirigeants d'organisations de la société civile (OSC), de militants et de journalistes. Les **détentions** ⁷ illégales se sont poursuivies et, selon certaines informations, des personnes se trouvant sous détention ont été torturées.



Sviatlana Tsikhanouskaya prononce un discours au Parlement européen lors de la remise du Prix Sakharov le 16 décembre 2020 à Bruxelles, Belgique. Photo par Thierry Monasse/Getty Images

Loukachenko n'est pas encore tombé. Les forces de sécurité n'ont pas fait défection et ne se sont pas rangées du côté des manifestants, un facteur décisif dans d'autres contextes de contestation. Bien que l'on ait **signalé** ⁷ que certains officiers avaient démissionné et qu'ils s'étaient cachés ou exilés, le personnel des forces de sécurité est resté en grande partie fidèle au gouvernement. Loukachenko n'a pas hésité à **octroyer** ⁷ un grand nombre de médailles aux policiers et aux agents de sécurité pendant les premiers jours des manifestations de masse, sans doute pour s'assurer de leur loyauté. De manière délibérée on a nourri les officiers avec de fausses informations qui dépeignaient les manifestants pour la démocratie comme de dangereux agitateurs soutenus par l'étranger et qui cherchent à nuire. Pour les membres des forces de sécurité il était difficile d'exprimer des opinions différant de cette vision officielle.

Entre-temps, Tsikhanouskaya, qui avait judicieusement envoyé ses enfants à l'étranger avant les élections, a été contrainte de fuir en Lituanie, craignant pour sa vie. Elle a annoncé la formation d'un Conseil de coordination transitoire dans le but de gérer un transfert du pouvoir. En septembre le Parlement européen a reconnu cet organe comme la représentation intérimaire du peuple de la Biélorussie et une loi adoptée en



Des dizaines de milliers de personnes manifestent à Minsk le 30 août 2020 pour demander la démission du président Alexandre Loukachenko à la suite d'élections frauduleuses. Photo par Getty Images

Lituanie a reconnu Tsikhanouskaya comme dirigeant élu. Toutefois, de nombreux autres États n'ont pas donné suite à ces demandes, appelant plutôt à la tenue de nouvelles élections dans des conditions plus équitables. L'Union européenne (UE) a imposé une série de **sanctions** à l'encontre de M. Loukachenko et des responsables associés, et **s'est engagée** à rediriger vers la société civile un paquet de soutien de 53 millions d'euros (environ 64,4 millions de dollars) destiné au gouvernement biélorusse.

Malgré cette pression internationale, M. Loukachenko peut avoir le sentiment d'avoir surmonté le pic de la contestation. Il est certain que l'attention du monde, après s'être fixée brièvement sur la Biélorussie, s'est rapidement déplacée ailleurs. Mais en Biélorussie on a le sentiment qu'il est impossible de revenir en arrière. Quelque chose a été brisé et la soif de démocratie demeurera.

L'un des problèmes du gouvernement actuel est que nous avons dépassé le moment où il était possible de tout ramener à ce qu'il était auparavant. Son comportement récent envers la communauté internationale et ses propres citoyens ne permettra pas au régime autoritaire de rester en place pendant dix ans encore. Le gouvernement devra prendre une décision et finalement se débarrasser du dictateur. Alors nous pourrons parler de l'avenir, de la société civile et de la démocratie en Biélorussie.

KIRGHIZSTAN : L'OPPORTUNISME POLITIQUE EN PÉRIODE DE CHANGEMENT

En revanche, les manifestations en faveur de la démocratie ont eu un impact rapide au Kirghizstan, mais avec des conséquences potentiellement préoccupantes. Le pays a longtemps été considéré comme plus démocratique que ses voisins d'Asie centrale, mais les élections législatives d'octobre n'ont pas réservé de surprise : les partis pro-gouvernementaux ont obtenu la majorité avec une victoire écrasante qui n'a laissé que 13 des 120 sièges du Conseil suprême pour un parti s'étant opposé systématiquement au gouvernement. De nombreux petits partis d'opposition ont eu du mal à payer les frais d'inscription élevés pour se présenter, ou à atteindre le seuil de sept pour cent requis pour obtenir des sièges au Parlement. Une observation adéquate des élections étant impossible, il est rapidement apparu que les partis pro-gouvernementaux avaient profité de l'occasion pour tricher. Les accusations d'**achat de voix** et de bourrage d'urnes se sont multipliées, et des **vidéos** montrant de telles pratiques ont circulé. L'État a été accusé d'abuser de ses ressources pour gagner le soutien des partis pro-

gouvernementaux. Les journalistes ayant documenté des pratiques de fraude électorale évidentes ont été attaqués.

Ulugbek Azimov, de la **Legal Prosperity Foundation**, décrit le déroulement de l'élection :

Sur les 16 partis en lice pour un siège au Parlement, seuls cinq ont franchi le seuil des sept pour cent requis pour entrer au Parlement. Bien que le président de l'époque, M. Jeenbekov, ait déclaré publiquement qu'il ne soutenait aucun parti, celui qui a obtenu le plus de voix - Birimdik (Unité) – lui était lié puisque son propre frère et d'autres membres de l'élite dirigeante se présentaient sous sa bannière. Le parti arrivé en deuxième position, Mekenim Kyrgyzstan (Mère patrie du Kirghizistan), était également considéré comme pro-gouvernemental et associé à la famille de l'ancien haut fonctionnaire des services douaniers Raiymbek Matraimov, qui a été impliqué dans une enquête très médiatisée sur la corruption, publiée en novembre 2019. Le gouvernement de Jeenbekov a ignoré les conclusions de cette enquête et n'a pas engagé d'action pénale contre Matraimov, malgré les appels publics en ce sens.

Il était prévisible que Birimdik et Mekenim Kyrgyzstan obtiennent de nombreux votes, compte tenu de l'utilisation de ressources publiques et des cas signalés d'achat de votes en faveur de leurs candidats. Ces deux partis, qui participaient pour la première fois à des élections législatives, ont obtenu près de la moitié des voix et donc la majorité absolue des sièges au Parlement. Les méthodes utilisées par les deux partis vainqueurs pour s'assurer le contrôle du Parlement ont suscité l'indignation des autres partis politiques ayant participé aux élections, de leurs électeurs et même des personnes apolitiques.

Les élections se sont déroulées dans un contexte de mécontentement croissant face aux difficultés sociales et économiques causées par la pandémie, ainsi que de sentiments antigouvernementaux grandissants au sein de la population.

Douze partis d'opposition se sont réunis pour rejeter les résultats. La fraude est allée trop loin et la population est descendue dans la rue dès l'annonce des résultats. Plusieurs milliers de personnes, en majorité des jeunes, se sont mobilisées dans la capitale, Bichkek, et le 6 octobre les manifestants ont **pris d'assaut et occupé** des bâtiments gouvernementaux, y compris celui du Parlement. La police a réagi violemment.

Les autorités avaient la possibilité de prendre le contrôle de la situation et de la résoudre pacifiquement, mais elles ne l'ont pas saisie. Ce n'est que dans la soirée du 5 octobre que le président de l'époque, M. Jeenbekov, a annoncé qu'il rencontrerait les dirigeants des différents partis en lice pour les élections. Il a fixé une réunion pour le matin du 6 octobre, mais il était trop tard, car dans la nuit du 5 octobre, les manifestations pacifiques ont dégénéré en affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre à Bichkek, qui se sont terminés par la prise de la Maison Blanche (siège de la présidence et du Parlement) et d'autres bâtiments publics par les manifestants.

Au cours de ces affrontements, les forces de l'ordre ont utilisé des balles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes contre les manifestants. À la suite de ces affrontements, un jeune homme de 19 ans a été tué et plus de 1 000 personnes ont dû recevoir des soins médicaux, dont des manifestants et des membres des forces de l'ordre, et plus de 600 policiers ont été blessés.

La pression des manifestations a rapidement porté ses fruits : les résultats des élections ont été annulés le 6 octobre. Les partis d'opposition ont continué à **occuper** plusieurs édifices gouvernementaux et ont **insisté** sur le fait qu'ils étaient désormais au pouvoir, des actions que le président Jeenbekov a dénoncées comme un coup d'État. Différentes forces se sont affrontées pour revendiquer le pouvoir. Des groupes contestataires ont remis en liberté certains hommes politiques de premier plan qui étaient emprisonnés, notamment le politicien nationaliste Sadyr Japarov et, brièvement, l'ancien président Almazbek Atambayev, ancien allié devenu ennemi acharné de Jeenbekov. Le premier ministre Kubatbek Boronov a **démissionné** et les partis d'opposition ont tenté de former un gouvernement, avant que les partisans de Japarov ne l'emportent : l'ancien prisonnier est devenu du jour au lendemain premier ministre.

Les manifestations et les violences des forces de sécurité se sont poursuivies. Des épisodes de pillage de masse se sont produits. L'état d'urgence a été déclaré et l'armée a été déployée à Bichkek. On craignait que le vide au pouvoir ne permette aux **groupes criminels** organisés de gagner en influence. Des groupes d'autodéfense se sont formés et des personnes se sont **nommées** elles-mêmes à des postes sans aucun semblant de processus démocratique. Des journalistes ont été agressés et menacés, et on a imposé des restrictions à l'accès à Internet et aux communications téléphoniques. Les manifestants ont continué de réclamer la démission de Jeenbekov jusqu'à ce qu'il le fasse le 15 octobre, après quoi Japarov s'est déclaré président par intérim. Ce dernier a

ensuite démissionné pour forcer la tenue d'une élection présidentielle en janvier 2021 qu'il a remportée de manière écrasante avec 79 % des voix.

C'était un changement, mais pas nécessairement celui que les manifestants non partisans de Japarov avaient demandé. Japarov semble fermement ancré dans la tradition des dirigeants forts de la région. Il est rare qu'une seule personne détienne autant de pouvoir au Kirghizstan. Les groupes associés à Japarov ont eu recours à la violence et aux menaces pendant les troubles d'octobre. Ses antécédents ne laissent guère penser qu'il s'attaquera à la corruption. Nombreux sont ceux qui parmi les manifestants ont exigé que des mesures sévères soient prises à l'encontre de Matraimov, un fonctionnaire corrompu soupçonné d'avoir dérobé environ 24 millions de dollars américains. Bien qu'il ait été finalement arrêté après l'arrivée au pouvoir de Japarov et qu'il ait plaidé coupable, il s'est vu infliger une amende symbolique d'environ 3 000 dollars américains. On est loin de la justice recherchée.

Une proposition visant à renforcer les pouvoirs présidentiels et à réduire le rôle du Parlement a été approuvée lors d'un référendum organisé en même temps que le vote de janvier 2021. Toutefois, le faible taux de participation pourrait être le signe d'un certain désaccord.

Selon les résultats du référendum, 84 % des électeurs ont soutenu le changement d'un système de gouvernement parlementaire à un système présidentiel.

Sur la base d'une expérience comparative, de nombreux avocats et activistes de la société civile ne considèrent pas ce changement comme négatif en soi, à condition qu'un système de contrôle et d'équilibre des pouvoirs efficace soit mis en place. Cependant, ils sont sérieusement préoccupés par le fait que les autorités tentent de mener cette transition à un rythme anormalement rapide, en utilisant des approches et des méthodes discutables qui ne correspondent pas aux principes généralement acceptés et aux règles et procédures juridiques établies.

Il est également à **craindre** que, comme lors des élections d'octobre, les ressources de l'État aient été mobilisées pour assurer la victoire du président sortant, et que les médias se soient imposé une politique d'autocensure pendant la période électorale. L'opposition reste peu représentée. Bien que les lois aient été modifiées pour permettre aux partis de se présenter et d'obtenir plus facilement des sièges lors des nouvelles élections législatives, celles-ci ne devraient pas avoir lieu avant juin 2021. L'ancien parlement

reste en place jusque-là, même si, aux yeux de beaucoup, il manque de légitimité. Entre-temps plusieurs projets de loi sur les libertés d'association et d'expression sont toujours à l'étude ⁷, notamment une loi sur les ONG, une loi sur les syndicats et une autre sur la désinformation. Malgré son manque de légitimité, le Parlement en place a adopté une nouvelle **constitution** ⁷ que la population a approuvée par **référendum** ⁷ en avril 2021, bien que le taux de participation ait encore été faible et dépasse de peu le seuil minimum requis pour que le vote soit valide. Même si certains des pires excès du projet de constitution ont été réduits à la suite d'une violente réaction, l'accroissement des pouvoirs présidentiels a fait craindre un autoritarisme rampant.

Le projet de Constitution accordait au président des pouvoirs pratiquement illimités, tout en réduisant au minimum le statut et les pouvoirs du Parlement, ce qui compromettait l'équilibre des pouvoirs et créait un risque d'abus de pouvoir présidentiel. Il prévoyait également une procédure d'impeachment compliquée, impossible à mettre en œuvre dans la pratique. En outre, alors qu'il ne mentionne pas une seule fois le principe de l'État de droit, le texte fait référence à plusieurs reprises à des valeurs et principes moraux. De nombreuses dispositions de la Constitution actuelle qui garantissent les droits humains et les libertés ont été exclues.

En raison de critiques sévères, les autorités ont été contraintes d'abandonner leur projet initial de soumettre le projet de Constitution à un référendum le même jour que l'élection présidentielle de janvier 2021, et ont accepté d'organiser une discussion plus large. À cette fin, une conférence dite constitutionnelle a été convoquée et ses membres ont travaillé pendant deux mois et demi, malgré les accusations d'illégitimité de leurs activités. Au début du mois de février 2021, la conférence constitutionnelle a soumis ses suggestions au Parlement.

À la suite de la discussion et des propositions soumises par la conférence constitutionnelle, certaines parties du projet de Constitution ont été améliorées. Par exemple, la référence au principe de l'État de droit a été rétablie et des modifications importantes ont été apportées aux sections relatives aux droits humains et aux libertés, notamment en ce qui concerne la protection de la liberté d'expression, le rôle des médias indépendants et le droit d'accès à l'information. Mais le projet est resté pratiquement inchangé en ce qui concerne les dispositions qui prévoient des pouvoirs illimités pour le président.

En mars 2021, le Parlement a adopté une loi sur l'organisation d'un référendum sur le projet de Constitution révisé, fixant la date au 11 avril 2021. Cela a suscité

une nouvelle vague d'indignation parmi les politiciens, les juristes et les activistes de la société civile, qui ont souligné que cela allait à l'encontre de la procédure établie pour les changements constitutionnels et ont de nouveau averti que la concentration du pouvoir entre les mains du président pourrait aboutir à un régime autoritaire.

Le projet de Constitution comporte deux autres dispositions problématiques. L'une d'elles permet d'imposer des restrictions à tout événement qui contredit les « valeurs morales et éthiques » ou « la conscience publique du peuple de la République kirghize ». Ces concepts ne sont pas définis ou réglementés, ils peuvent donc être interprétés différemment selon les cas, ce qui crée un risque d'interprétation trop large et subjective et d'application arbitraire. Cela pourrait à son tour entraîner des restrictions excessives des droits et libertés humains, notamment des droits aux libertés d'expression et de réunion pacifique.

L'autre disposition impose aux partis politiques, aux syndicats et aux autres associations publiques de garantir la transparence de leurs activités financières et économiques. Dans le contexte des récentes tentatives de renforcement du contrôle des organisations de la société civile (OSC), on craint que cette disposition ne soit utilisée pour faire pression sur celles-ci. Le jour même où le Parlement a voté en faveur de l'organisation d'un référendum sur le projet de Constitution, certains législateurs ont accusé les OSC de porter atteinte aux « valeurs traditionnelles » et de constituer une menace pour l'État.

Les activistes de la société civile continuent de demander la dissolution du Parlement actuel, qui a perdu sa légitimité à leurs yeux, et exhortent le président à convoquer rapidement de nouvelles élections. Les activistes organisent un rassemblement permanent à cette fin et, si leurs demandes ne sont pas satisfaites, ils prévoient de se tourner vers les tribunaux en invoquant l'usurpation du pouvoir.

Il n'y a pas eu non plus de tentative pour obliger les agents des forces de sécurité à rendre des comptes pour les violences commises contre les manifestants en octobre. Les journalistes et les personnes s'exprimant sur les réseaux sociaux ont été victimes de **harcèlement et d'intimidation** ⁷ sous l'ancien régime et continuent de l'être sous le nouveau, notamment pour avoir critiqué la gestion gouvernementale de la pandémie. Ces menaces ont visé les **femmes journalistes** ⁷ en particulier.

L'ardeur de la contestation ne s'est pas entièrement éteinte, car tous les manifestants n'étaient pas dans le camp de Japarov. À partir du mois de novembre des **marches** ⁷ ont

été organisées chaque dimanche à Bichkek pour revendiquer la légalité et pour protester contre la nouvelle constitution proposée et le manque de légitimité du Parlement en place. La société civile continue de réclamer justice pour le militant **Azimjan Askarov** ⁷, mort en prison en juillet des suites d'une pneumonie, probablement liée à la COVID-19. Il s'était vu refuser des soins médicaux appropriés ou une libération anticipée. Des appels sont toujours lancés pour l'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale sur sa mort.

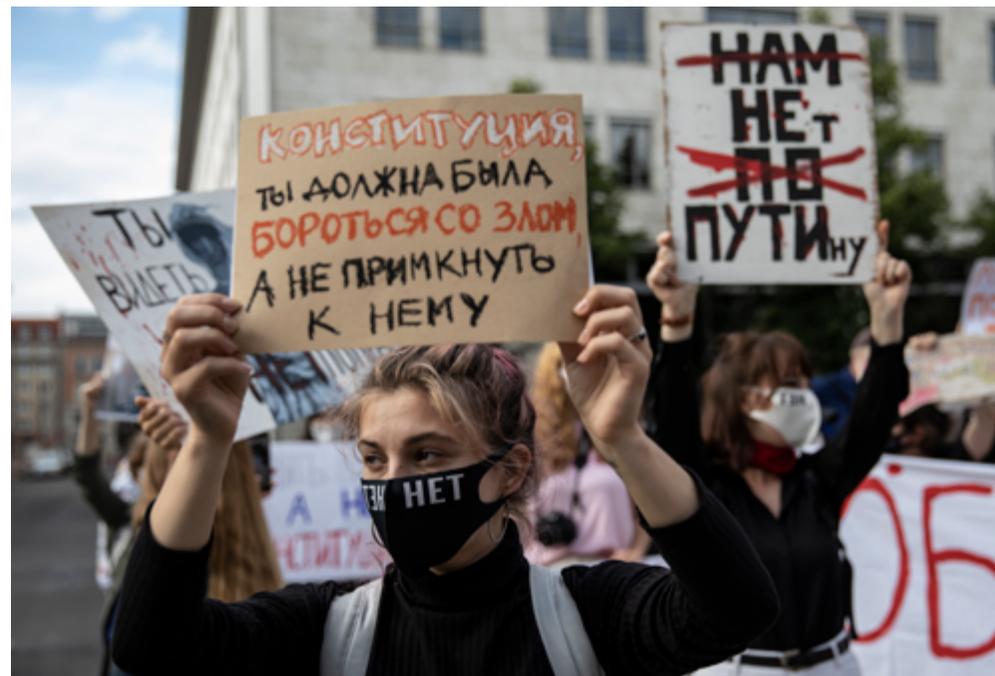
Il semble qu'en fin de compte, dans une période de changement politique, l'opportunisme a prévalu plutôt que l'idéalisme. Au Kirghizstan la politique ressemble toujours plus à un affrontement entre des partis organisés pour défendre les intérêts d'hommes puissants, qu'à un concours d'idées sur la manière d'améliorer la vie des gens. La société civile devra faire de son mieux pour assurer en partie le contrôle des pouvoirs élargis du président, que le système politique officiel semble peu susceptible d'assurer.

RUSSIE : UN VOTE MANIPULÉ CONFIRME LE POUVOIR DE POUTINE

Le président russe Vladimir Poutine a observé les événements en Biélorussie et au Kirghizstan avec un vif intérêt. Les forces de sécurité étant restées fidèles au gouvernement biélorusse, Poutine n'a pas eu à prendre une décision difficile quant à une possible intervention pour étouffer un mouvement démocratique à la frontière occidentale de la Russie. Sur le plan intérieur le président Poutine n'a pas été confronté depuis longtemps à une élection qui risquait d'entamer son pouvoir et, après un vote en juin, il pourrait rester au pouvoir jusqu'en 2036 s'il le souhaite.

Ce vote, portant sur une proposition de modification de la Constitution, a été approuvé par une écrasante majorité et a effacé de l'ardoise les mandats présidentiels que Poutine a déjà effectués. Ce scrutin a souvent été décrit à l'extérieur comme un référendum. Mais comme le décrit **Leonid Drabkin** ⁷, de l'organisation russe de défense des droits humains **OVD-Info** ⁷, ce vote n'a même pas respecté les critères formels qui auraient permis au gouvernement de le décrire comme tel :

Référendum n'est même pas le mot juste. Le gouvernement n'a jamais qualifié le vote de référendum ; ils l'appelaient une « enquête nationale ». Il n'est même pas nécessaire de tenir un référendum pour amender la Constitution. En fait, il n'y a pas longtemps, lorsque la Russie a conquis la péninsule de Crimée, la Constitution a dû être amendée pour inclure une région supplémentaire de la



Des manifestants, dont beaucoup de Russes expatriés, manifestent le 1er juillet 2020 devant l'ambassade de Russie à Berlin, Allemagne, contre les changements constitutionnels proposés. Photo par Maja Hitij/Getty Images

Russie, mais aucun référendum n'a eu lieu ; d'autres mécanismes ont été utilisés.

Le gouvernement aurait pu emprunter la voie législative, mais il voulait que les modifications soient légitimées par une grande majorité de la population. Cependant, ils n'ont pas pu organiser de référendum car ce mécanisme devait être appelé des mois à l'avance et les règles permettaient uniquement aux personnes ayant des problèmes de santé de voter de chez elles. Ils ont donc appelé cela une « enquête nationale », une figure qui n'est réglementée par aucune loi - contrairement au référendum, qui doit être organisé selon des directives spécifiques.

Dans de nombreuses régions, les gens pouvaient voter à distance par des moyens électroniques, ce qui ne serait pas en soi négatif, mais dans ce contexte, cela offrait des possibilités supplémentaires de violations. Une semaine complète a été ajoutée pour voter avant le jour du vote, ce qui était une bonne décision du point de vue de la santé publique, mais a ajouté encore plus de possibilités de

fraude. Et il n'y a pas eu de contrôle indépendant, donc les résultats ne peuvent être fiables ; une écrasante majorité de 70 % s'est prononcée en faveur de la réforme.

Les militants de l'opposition **ont dénoncé** l'ampleur du vote pro-Poutine comme étant frauduleuse et soulignant que les sondages d'opinion réalisés avant le vote n'indiquaient pas des niveaux de soutien aussi élevés. Parallèlement à l'allongement de la durée du scrutin, de grands employeurs, étroitement liés aux intérêts du pouvoir, ont encouragé leurs employés à voter, et des personnes se sont vu **décerner des prix** pour avoir voté. Des influenceurs des réseaux sociaux ont déclaré avoir reçu des propositions de pots-de-vin pour inciter leurs adeptes à voter. Ce vote ayant l'objectif évident d'appliquer une couche de légitimité apparente au pouvoir continu du président Poutine, il semble que la plus grande crainte des organisateurs n'était pas de perdre, mais d'avoir un faible taux de participation ; dans tout vote qui n'est pas destiné à prendre une véritable décision mais à légitimer le pouvoir existant, avoir un taux de participation élevé est toujours une préoccupation.

Lors du vote, la modification de la limitation des mandats a été associée à une série de mesures sans rapport avec celle-ci, notamment l'augmentation des retraites et du salaire minimum, et à des mesures qui semblaient délibérément conçues pour galvaniser les bases conservatrices en faisant appel au sentiment nationaliste et à l'homophobie. La publicité faite avant le vote a mis l'accent sur les autres mesures plutôt que sur la modification de la limitation des mandats.

J'ai été indigné par les modifications possibles de la Constitution, qui comprenaient de nouvelles dispositions faisant référence aux limites du mandat présidentiel et permettaient de ne pas compter les périodes précédemment détenues par ceux qui occupaient le poste, permettant à Poutine de concourir pour deux mandats présidentiels supplémentaires de six ans. Par ailleurs, l'accent était mis sur la « famille traditionnelle », l'introduction de l'éducation patriotique dans les écoles, une mention explicite de la foi en Dieu et une déclaration qui place la Constitution au-dessus du droit international.

Le moment choisi pour le vote — après que les mesures initiales de confinement de la pandémie ont quelque peu ralenti la propagation du virus, mais avant qu'une deuxième vague n'entraîne de nouvelles restrictions et, avec elles, une récession économique — semble également opportuniste et suggère que le président Poutine cherchait à consolider son soutien en prévision de périodes probablement plus difficiles à venir.

Si des centaines de personnes ont manifesté à Moscou en juillet après l'annonce des résultats, les restrictions pandémiques ont rendu difficile la mobilisation de l'opposition avant le vote. Ces dernières années les autorités ont fait en sorte qu'il soit de plus en plus difficile pour la population de se rassembler pour exprimer son désaccord.

Avant de protester, vous devez informer le gouvernement local que vous souhaitez organiser une réunion, et pour ce faire, vous avez besoin de leur approbation. Dans de nombreux cas, le processus d'approbation échoue. Le fait même que cette procédure existe est en soi une menace. Selon les normes internationales, ce n'est pas ainsi que cela devrait fonctionner.

Il est nécessaire de demander une autorisation à l'avance. Le délai varie d'une région à l'autre, mais supposons que vous deviez soumettre la demande 7 jours à l'avance, puis attendre le permis et alors seulement, s'ils vous le donnent, pouvez-vous faire votre déclaration. Cela signifie que vous n'avez pas la capacité de réagir rapidement lorsque quelque chose de grave se produit, par exemple en cas de meurtre ou en cas de doute sur les résultats des élections. Il n'est pas possible de protester en réaction à ces événements car vous devez soumettre la demande d'autorisation et attendre plusieurs jours à ce qu'elle vous soit remise, et ce si elle vous est donnée. L'enthousiasme et l'énergie que ces événements provoquent ont tendance à diminuer avec le temps, et il est fort probable que dans une semaine ou deux ils se soient calmés, ce que la législation actuelle prévoit.

Si votre rallye est approuvé, ils ne vous arrêteront probablement pas. Mais les protestations sur des questions controversées ne sont généralement pas approuvées, et si vous n'avez pas d'autorisation et que vous vous exprimez de toute façon, il est très probable que vous soyez arrêté, puis envoyé dans un poste de police et ensuite jugé. Lorsque les manifestations sont réprimées, vous pouvez également être frappé par les forces de police. Ce n'est pas si courant, mais parfois la police a frappé les manifestants avec leurs matraques, ou leurs « démocratiseurs » comme nous les appelons.

Si vous êtes poursuivi et qu'il s'agit de votre première violation des règles qui s'appliquent à la manifestation, vous ne serez condamné qu'à une amende, mais si vous êtes un récidiviste, vous pourriez être emprisonné pendant 10 ou 15 jours. Si vous êtes un activiste, vous faire prendre une deuxième ou une troisième fois n'est qu'une question de temps. Or, le système est absurde, car il implique que la nature du crime change lorsqu'il est commis à plusieurs reprises : lorsque vous enfreignez la réglementation pour la première fois, c'est un crime mineur

qui est poursuivi par le tribunal administratif, mais quand vous le faites pour la troisième fois, il est considéré comme un crime grave, qui est donc poursuivi par le système pénal, avec d'autres crimes graves tels que le meurtre ou l'enlèvement.

Le 10 mars, jour où la proposition visant à annuler la limitation des mandats a été adoptée pour la première fois à la Douma, le Parlement russe, les manifestations de masse réunissant plus de 5 000 personnes ont été **interdites** à Moscou en raison de la pandémie, rendant ainsi superflue une demande pour l'organisation d'un rassemblement de contestation d'environ 50 000 personnes. Il est devenu encore plus difficile de manifester en décembre, lorsque les restrictions sur le financement de la société civile ont été **étendues** aux rassemblements, ce qui a entraîné l'interdiction des manifestations recevant un financement anonyme ou provenant de l'étranger. Les piquets de grève individuels — une réponse de plus en plus courante lorsque les



La répression s'est intensifiée en Russie après les manifestations de masse de 2019. Photo par Andrey Rudakov/Bloomberg via Getty Images

manifestants essayent de contourner les restrictions imposés aux manifestations, comme on l'a vu en 2019 dans les **manifestations pour le climat** — se sont rapidement imposés comme une alternative pour protester contre la modification de la limitation des mandats. Une petite manifestation contre les changements constitutionnels s'est également organisée à Saint-Petersbourg en juillet, mais elle a été **arrêtée** au motif qu'elle bloquait la circulation. Contrairement à ces restrictions imposées sur les rassemblements et alors que le nombre d'infections de COVID-19 en Russie a dépassé les 600 000, le gouvernement a maintenu son **défilé militaire** du Jour de la victoire en juin, rassemblant des milliers de personnes dans une démonstration patriotique de puissance militaire à la veille du vote. De toute évidence, la tenue d'événements publics critiquant le gouvernement étaient impossibles pour des raisons liées à la pandémie, tandis que d'autres événements, comme un vote cérémoniel, pouvaient avoir lieu.

Le gouvernement russe a utilisé la pandémie comme excuse pour violer les droits humains. La Russie a été l'un des pays **les plus touchés** par les infections et les décès causés par le COVID-19, mais elle a également été l'un des rares pays d'Europe à autoriser les gens à se rendre dans les stades de football, les cinémas et les théâtres ; même le métro, toujours plein, fonctionne comme d'habitude, alors que toutes les mobilisations et manifestations sont interdites, selon l'allégation de la pandémie.

La société civile comprend mieux que le gouvernement tous les impacts négatifs du COVID-19 et n'a pas l'intention de déclencher une grande manifestation. Tout ce que nous voulons, c'est que les gens puissent organiser de petites manifestations, même des manifestations à une personne ou des piquets de grève individuels, qui sont en principe les seuls types de manifestation que nous pourrions faire sans préavis ni demande d'autorisation des autorités. C'est l'une des raisons pour lesquelles les piquets individuels ont augmenté ces dernières années. Mais la répression à leur encontre s'est également intensifiée et les restrictions ont également continué de s'appliquer pendant la pandémie, même si ces manifestations ne présentent aucun risque pour la santé publique. Au cours du premier semestre 2020, quelque 200 manifestants ont été arrêtés, plus que lors de toute année précédente. En fait, j'étais l'une des personnes **arrêtées**, même si je n'ai pas été arrêtée en relation avec le travail que nous faisons à OVD-Info. En tant qu'OSC, nous essayons de rester politiquement neutres, tandis que moi, en tant qu'individu et activiste, j'ai fait un piquet de grève individuel et j'ai été arrêté pour cela. Je porte actuellement mon cas devant la Cour européenne des droits de l'homme.

J'étais également très préoccupé par le fait que personne autour de moi n'était assez en colère. Les partis politiques et les dirigeants de l'opposition n'ont pas appelé les gens à voter contre ; ils n'ont simplement rien dit. Ils n'étaient même pas opposés au vote pendant la pandémie. Pour moi, c'était une décision criminelle, mettant inutilement en danger des dizaines de millions de personnes en les faisant voter en pleine pandémie. Je fais partie d'un comité électoral et à toutes les élections je travaille aux tables de vote ; je me présente à l'école locale et je reste assis toute la journée à chercher les noms des électeurs dans les registres, à leur remettre leurs bulletins de vote et à signer à côté de leurs noms, mais cette fois-ci je ne l'ai pas fait parce que j'avais peur pour ma santé. Je ne voulais pas être dans une pièce avec autant de monde en pleine pandémie.

La société civile n'était pas non plus très active. L'une des OSC russes les plus connues, Golos, qui travaille sur les questions d'observation électorale, a fait la lumière sur la question, **dénonçant** que le vote a été manipulé et que les résultats ont été falsifiés. Mais la société civile dans son ensemble n'a pas vraiment été confrontée au problème, et je pense que la pandémie pourrait avoir quelque chose à voir avec cela, car en temps normal, elle serait sortie pour protester, mais à l'heure actuelle, la pandémie rend les choses extrêmement compliquées.

Tout le monde n'est pas resté en silence. Alexei Navalny, longtemps une épine dans le pied du président Poutine, a peut-être été la figure d'opposition la plus importante à dénoncer ce vote. Ce militant anticorruption, qui a fait l'objet d'accusations pénales à plusieurs reprises et qu'on a empêché de se présenter aux élections, a été **empoisonné** en août. Évacué en Allemagne, il s'est finalement remis d'une attaque qui a mis sa vie en danger. Les analyses ont montré qu'il avait été empoisonné au **Novichok**, un agent neurotoxique mortel mis au point en Russie soviétique et qui n'a été utilisé que contre les **opposants** aux dirigeants russes.

Lorsque Navalny est rentré en Russie en janvier 2021, il a été immédiatement **placé en détention** et, le mois suivant, il a été condamné à deux ans et huit mois de prison. Des manifestations de grande ampleur ont éclaté suite à l'arrestation et à la condamnation de Navalny, et à la diffusion d'une vidéo montrant un **opulent** palais dans la mer Noire qui aurait été construit pour Poutine aux frais de l'État. Le 23 janvier 2021 se sont tenus des **manifestations** de masse en solidarité avec Navalny dans quelques 110 villes et environ 5 000 personnes ont été arrêtées. Un nombre similaire a été **arrêté** lors d'autres manifestations organisées le 31 janvier 2021. Lorsque de **nouvelles manifestations** ont éclaté après la condamnation de Navalny, la police a

fait usage de la force, notamment au moyen de décharges électriques et de passages à tabac. Plus de 1 000 personnes supplémentaires ont été placées en détention et nombre d'entre elles se sont vu refuser l'assistance la plus élémentaire, notamment de l'eau, de la nourriture, des médicaments, un appel téléphonique et l'accès à un avocat. Certaines personnes ont déclaré avoir été torturées ou maltraitées pendant leur détention et plusieurs journalistes couvrant les manifestations ont été **arrêtés**. En mars 2021 on **estimait** qu'au moins 11 000 personnes avaient été arrêtées dans 125 villes, dont au moins 150 journalistes. Parmi les manifestants, il y avait des personnes qui n'étaient pas nécessairement des partisans de Navalny, qui a un **passé** nationaliste, mais qui voyaient à travers l'injustice évidente de son traitement le signe d'un État abusif et d'un dirigeant dictatorial. Les populations ont manifesté même si elles pensaient que la Russie n'avait pas besoin d'un autre leader nationaliste charismatique pour résoudre ses problèmes.

La tentative d'assassinat de Navalny a mis en lumière les dangers mortels auxquels peuvent être confrontés ceux qui s'opposent au pouvoir du président Poutine. Il faut un courage considérable pour s'opposer au pouvoir autoritaire de Poutine. Mais il existe encore des personnes courageuses qui continueront à trouver des moyens nouveaux et créatifs d'exprimer leur désaccord, et s'il y a un espoir pour l'avenir de la démocratie russe, il se trouve dans ces réponses.

Les activistes des droits humains sont comme des champignons après la pluie : nous nous multiplions en réaction aux violations des droits humains. Après chaque nouvelle vague de répression, l'activisme augmente et de nouvelles OSC émergent. OVD-Info est né en réaction à la répression des grandes manifestations qui ont eu lieu après les élections législatives, et neuf ans plus tard, nous continuons à grandir. 2019 a été une année de persécutions massives et de nombreux projets prometteurs ont été développés en conséquence. Par exemple, nous avons maintenant un excellent tchat Telegram appelé « paquets aux postes de police », qui est activé lorsqu'une personne est détenue et a besoin d'eau, de nourriture, d'un chargeur de téléphone portable ou de tout autre élément essentiel, et à travers laquelle nous nous coordonnons afin que quelqu'un aille tout simplement au poste de police et remette les éléments à la personne détenue. De cette manière, tout le monde peut exprimer sa solidarité. En participant à cette initiative, même ceux qui ont peur de protester peuvent être utiles sans risque. Nous avons une autre initiative, « taxi pour prisonniers », à travers laquelle les gens se portent volontaires pour vous chercher ou vous chercher un taxi si vous êtes détenu et ils vous libèrent au milieu de la nuit, quand il n'y a pas de transports publics.

Lorsqu'ils m'ont arrêté plus tôt cette année, ils m'ont infligé une amende, et alors j'ai bénéficié d'une autre initiative qui soutient le piquetage individuel en utilisant « crowdfunding » afin de recueillir les fonds nécessaires au paiement de l'amende. De nouvelles initiatives continuent de voir le jour pour lutter contre chaque nouvelle violation des droits, et à mesure que de nouvelles restrictions sont imposées, on peut s'attendre à ce que l'activisme des droits humains s'intensifie.

UGANDA : DES ESPOIRS DE CHANGEMENT DÉÇUS

De même, le président ougandais Yoweri Museveni est confronté à peu de contraintes pour sa continuité au pouvoir : il dirige le pays depuis 1986 et a entamé son sixième mandat à l'issue des élections générales en janvier 2021. Museveni a remporté des élections successives caractérisées par des niveaux croissants de violence, d'intimidation de l'opposition et de fraude électorale, après avoir réécrit la Constitution pour effacer les limites de mandat et pour supprimer la limite d'âge qui l'aurait autrefois obligé à prendre sa retraite.

Lors de l'élection de 2021, Museveni a toutefois été confronté à une menace crédible pour la poursuite de son règne incarnée par le chanteur et acteur Bobi Wine, qui a été élu au Parlement en 2017 et a fait campagne contre l'autoritarisme de Museveni. Sa candidature a transformé la course à la présidence en un choix décisif : la poursuite du régime autocratique sous Museveni ou un changement de direction sous la direction d'un candidat assez jeune pour être son petit-fils et dont le manque d'expérience a été présenté comme un atout. La candidature de Wine a constitué un point de ralliement pour ceux qui sont mécontents avec Museveni : les personnes privées de leurs droits civils et politiques, les nombreux jeunes qui luttent pour trouver un emploi et gagner leur vie, et tous ceux qui trouvent que 35 ans sous le même président, c'est trop.

Avant les élections, **Mohammed Ndifuna** ⁷ de **Justice Access Point-Uganda** ⁷ a expliqué ce qui faisait de Wine un candidat attrayant pour de nombreux électeurs et une menace pour l'ordre établi :

Bobi Wine est un chanteur, acteur, activiste et politicien. En tant que leader du mouvement du Pouvoir Populaire, Notre Pouvoir, il a été élu législateur en 2017.

L'attention que Bobi reçoit des jeunes est énorme et il faut tenir compte du fait



Manifestation en faveur de la candidature de Bobi Wine le 3 novembre 2020 à Kampala, Ouganda. Photo par Luke Dray/Getty Images

que plus de 75 % de la population ougandaise a moins de 30 ans. Cela fait des jeunes un groupe qu'il est essentiel d'attirer. Bobi Wine semble être le candidat le plus capable d'attirer ces votes. Bien qu'il n'ait pas beaucoup d'expérience en tant que politicien, Bobi est une personnalité très charismatique et a réussi à attirer non seulement des jeunes mais aussi de nombreux politiciens des partis traditionnels dans son mouvement de masse.

Longtemps connu comme le « **président du ghetto** » ⁷, Bobi Wine a utilisé son appel en tant que star de la musique populaire pour produire des chansons politiques et mobiliser les gens. Ses racines dans le ghetto l'ont également rendu plus attractif dans les zones urbaines.

Face à la lutte acharnée actuelle pour les votes des jeunes, il n'est pas étonnant que l'appareil de sécurité se soit violemment attaqué aux jeunes, dans une tentative évidente de contenir la pression qu'ils exercent. De nombreux activistes politiques liés au Pouvoir Populaire ont été harcelés et, dans certains cas, tués. Plusieurs dirigeants politiques du Pouvoir Populaire ont été détenus intermittemment et poursuivis devant les tribunaux, ou auraient été enlevés et torturés dans des lieux clandestins. Dans une tentative évidente d'attirer les jeunes du ghetto, le président Yoweri Museveni a nommé trois personnes du ghetto comme conseillers présidentiels.

Mais la nomination de conseillers n'a pas été la seule réponse de Museveni à la menace que représentait Wine pour son maintien au pouvoir. Avant les élections il s'est produit une intensification évidente de la répression. Bobi Wine a été pris pour cible à plusieurs reprises. En août, il a reçu une **assignation à comparaître au pénal** pour des irrégularités présumées dans les documents qu'il avait présentés pour concourir aux élections. En novembre, peu après que le parti National Unity Platform l'avait désigné comme candidat, il a été **arrêté avec violence**. Les bureaux du parti ont été perquisitionnés en octobre et mis sous scellés en novembre lorsque Wine a tenté de publier son manifeste. Plus tard dans le mois il a été détenu pendant trois jours au motif qu'il avait dépassé les jauges imposées par la réglementation contre la pandémie lors d'un rassemblement électoral. Cette arrestation a déclenché des **manifestations** que les forces de sécurité ont réprimées avec violence, faisant des dizaines de **morts**, souvent tués par balles, et procédant à des centaines d'arrestations. En décembre **Francis Senteza**, le garde du corps de M. Wine, est décédé après avoir été écrasé par un camion de la police militaire alors qu'il tentait de venir en aide à des journalistes blessés par des grenades lacrymogènes que la police avait tirées sur une foule de manifestants. Les partisans de l'opposition ont souvent été victimes de **violences**. La police a ciblé les rassemblements de l'opposition au motif qu'ils enfreignaient les



Bobi Wine défile à travers la foule dans le district de Kayunga à Jinja, Ouganda, le 1er décembre 2020. Photo par Getty Images/ Getty Images

règles imposées pendant la pandémie, tandis que les événements du parti au pouvoir étaient souvent **autorisés**. Et puis, après l'annonce des résultats des élections, M. Wine a été placé en résidence surveillée, les militaires ayant encerclé sa maison et l'empêchant de recevoir des visites pendant plus d'une semaine.

Wine n'a pas été le seul à être attaqué pour avoir osé s'inviter dans l'arène politique. En mars, Henry Tumukunde, qui avait également déclaré sa candidature, a été **arrêté** pour trahison et s'est vu refuser la liberté sous caution jusqu'en mai. Situation étonnante, alors que dans d'autres pays des détenus ont été remis en liberté afin de réduire le risque d'infection de COVID-19, dans son cas, la pandémie a servi d'excuse pour lui refuser la liberté sous caution. Le même mois, le cinéaste Moses Bwayo a été placé en détention provisoire pour avoir réalisé un film sur Bobi Wine. En avril, le journaliste de télévision Samson Kasumba a été **arrêté** pour sédition et Francis Zaake, un homme politique de l'opposition, aurait été **torturé** par les forces de sécurité après avoir été arrêté parce qu'il distribuait des colis alimentaires aux personnes touchées par la pandémie ; Museveni a affirmé que ces actions propageaient le virus et a ordonné de les réprimer, tandis que ceux qui protestaient contre la lenteur et les efforts insuffisants de l'État risquaient d'être arrêtés. Les élections primaires de septembre ont été entachées de **violences**. En décembre, plusieurs journalistes ont été **blessés** alors qu'ils couvraient des événements de l'opposition, notamment lors des passages à tabac de la police et des tirs de grenades lacrymogènes. Le niveau de violence de l'État à l'égard des journalistes était tel qu'en décembre, plus de cent journalistes **ont quitté** une conférence de presse avec des représentants de l'armée, celle-ci ne s'étant pas excusée.

Ces événements sont venus s'ajouter à une répression de l'espace civique qui dure depuis des années et qui se caractérise par l'adoption de nombreuses lois restreignant l'activité des OSC et des médias, par des descentes dans les bureaux des OSC et par la répression de la plupart des formes de contestation. En août, le comportement intrusif de l'État est tombé dans le ridicule : en représailles pour des moqueries à l'égard du gouvernement et afin de limiter encore davantage la critique, on a annoncé des projets de **réglementation** qui obligerait les artistes comiques à signer un code d'éthique et à soumettre leurs scénarios pour approbation. L'année 2020 a été marquée par l'arrestation de plusieurs humoristes, de musiciens et de toute personne ayant utilisé sa visibilité publique pour remettre en question ou satiriser les personnalités du gouvernement. En septembre, il a été annoncé que toute personne souhaitant publier des informations sur Internet devrait demander une licence ; les restrictions à l'expression en ligne étaient particulièrement inquiétantes étant donné les contraintes imposées aux campagnes conventionnelles lors d'une élection en période de pandémie.

En octobre, on a **interdit** ↗ aux chaînes de télévision de présenter des hommes politiques portant des bérets rouges, symbole du parti National Unity Platform. En décembre, tous les journalistes étrangers ont dû demander une **nouvelle accréditation** ↗. Deux jours avant le scrutin de janvier, tout le pays a subi une **coupure** ↗ d'Internet et l'accès aux réseaux sociaux et aux applications de messagerie en ligne a été suspendu.

Le 7 septembre, la Commission ougandaise des communications (CCU) a publié un avis public indiquant que toute personne souhaitant publier des informations sur Internet doit demander et obtenir une licence de la CCU avant le 5 octobre 2020. Cela affectera principalement les internautes, tels que les blogueurs, qui sont payés pour le contenu qu'ils publient. De toute évidence, cela tente de supprimer les activités politiques des jeunes sur Internet. Et c'est aussi particulièrement inquiétant car, étant donné que les réunions et assemblées publiques sont limitées en raison des mesures de prévention de la COVID-19, les médias numériques seront la seule méthode autorisée de campagne pour les élections de 2021.

L'espace civique en Ouganda peut être caractérisé comme un espace harcelé, étouffé et pillé. La société civile semble être sur une sorte de pente glissante alors que les choses tournent de mal en pis. Par exemple, les organisations de la société civile (OSC) ont subi une vague d'attaques effrontées contre leur espace physique qui ont pris la forme d'effractions dans leurs bureaux en plein jour. Pendant ce temps, les attaques contre les OSC en général, et en particulier celles qui défendent les droits humains et encouragent la responsabilité, se sont poursuivies. Ces dernières années, un certain nombre de mesures législatives et administratives ont été adoptées à l'encontre des OSC et d'autres secteurs, comme la loi sur la gestion de l'ordre public (2012) et la loi sur les ONG (2016).

Le ministre de l'Intérieur a établi que toutes les OSC doivent passer par un processus obligatoire de validation et de vérification pour pouvoir fonctionner. De nombreuses OSC n'ont pas été en mesure d'achever le processus. De ce fait, au 19 octobre 2020, seulement 2 257 OSC avaient terminé avec succès le processus de vérification et de validation, et celles-ci ne comprenaient que quelques OSC qui plaident en faveur des questions de gouvernance.

Le vote s'est déroulé dans une atmosphère intimidante, avec des soldats et des policiers patrouillant à pied et dans des véhicules militaires blindés dans la capitale, Kampala, où Wine bénéficiait d'un grand soutien. Les militaires étaient particulièrement présents dans les quartiers concentrant les électeurs favorables à Wine. Selon les résultats officiels



Des électeurs votent dans un bureau de vote à Kampala, Ouganda, le 14 janvier 2021.
Photo par Luke Dray/ Getty Images

de l'élection, Museveni a obtenu environ 58 % des voix contre 35 % pour Wine, mais ce dernier n'a pas été le seul à dénoncer la fraude. De nombreux observateurs électoraux fiables se sont vu **refuser** ↗ leur accréditation. Le gouvernement américain a **annulé** ↗ sa mission d'observation lorsque plus de 75 % de ses demandes d'accréditation ont été rejetées, tandis que l'UE a **décidé** ↗ de ne pas envoyer de mission au motif que ses recommandations à la suite de l'élection précédente avaient été ignorées.

Les efforts de la société civile pour garantir une élection libre et équitable se sont heurtés à la répression de l'État. En octobre, les activités de National Election Watch Uganda, une coalition de la société civile, ont été **suspendues** ↗ et, en décembre, les comptes bancaires d'au moins quatre OSC qui prévoyaient d'observer l'élection ont été **gelés** ↗ en raison d'accusations de blanchiment d'argent. Le jour des élections, la police a **fait une descente** ↗ dans un centre d'observation de la société civile et arrêté au moins 25 personnes. La Coalition pour l'observation des élections en Afrique, qui a pu déployer environ 2 000 observateurs, a signalé des irrégularités manifestes, notamment la falsification de bulletins de vote, l'absence de bulletins de vote et l'ouverture tardive de la plupart des bureaux de vote. Malgré ces preuves, les États voisins de l'Ouganda se sont empressés de féliciter Museveni pour sa victoire.

Outre l'assignation à résidence de Wine, le siège de son parti a fait l'objet d'un **raid militaire** ⁷, alors que des responsables se réunissaient pour préparer une contestation des résultats par la voie judiciaire. En février, Wine a **retiré** ⁷ son action en justice en raison de l'absence d'indépendance du système judiciaire et parce qu'il doutait que sa demande soit examinée de manière équitable. Museveni semble rassuré et l'Ouganda a raté une occasion de changer. Malheureusement, cela signifie que le sixième mandat de Museveni n'apportera que davantage de répression.

MALAWI : UNE PREMIÈRE HISTORIQUE POUR L'AFRIQUE

En revanche, l'élection présidentielle de juin au Malawi a réservé des surprises. Pour la première fois un pays africain a connu un changement de gouvernement à la suite d'une nouvelle élection après l'**annulation** ⁷ du résultat initial par la Cour constitutionnelle. Cet événement laisse espérer que les garanties qui protègent les libertés démocratiques sont en train de se renforcer au Malawi.

Le président sortant Peter Mutharika a revendiqué sa victoire et l'accès à un second mandat à l'issue de l'élection de 2019. Or, de vastes manifestations et actions en justice ont suivi l'annonce des résultats et l'élection a été annulée par la Cour constitutionnelle en février. Comme le relate **Michael Kaiyatsa** ⁷, du **Centre for Human Rights and Rehabilitation** ⁷, la pression exercée par la société civile a joué un rôle essentiel dans la décision d'organiser une nouvelle élection :

Je pense qu'il est juste de dire que les manifestations menées par les avocats et la société civile ont ouvert la voie à la tenue d'une nouvelle élection présidentielle.

Lors de la présidentielle de mai 2019, le président sortant Peter Mutharika a été déclaré vainqueur au scrutin majoritaire à un tour, avec 38,57 % des voix. Cependant, l'opposition a affirmé que l'élection était frauduleuse. Elle a cité, entre autres, l'utilisation présumée de liquide correcteur Tippex pour modifier les chiffres sur les bulletins de vote. Le Dr Lazarus Chakwera, du Parti du Congrès du Malawi (MCP), et le Dr Saulos Chilima, du Mouvement Uni de Transformation, ont demandé à la Cour constitutionnelle d'annuler les résultats de l'élection présidentielle. Tous deux ont invoqué des irrégularités généralisées, notamment l'utilisation de Tippex et des signatures manquantes sur certaines listes de résultats.

L'arrêt historique de la Cour constitutionnelle, validé ensuite par la Cour suprême, constitue une illustration remarquable de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans la démocratie naissante du Malawi. Cependant, la clé de cet arrêt n'est pas seulement l'indépendance du pouvoir judiciaire, mais aussi les mois de manifestations de masse menées par la société civile. Les protestations étaient si soutenues et vigoureuses qu'elles ne pouvaient être ignorées par les institutions démocratiques majeures comme le pouvoir judiciaire. La Coalition des Défenseurs des Droits Humains (Human Rights Defenders Coalition), un groupement influent de la société civile, a courageusement conduit des milliers de personnes dans les rues à maintes reprises pour protester contre les résultats erronés des élections de mai 2019. Cette action a été particulièrement importante car elle a considérablement augmenté la pression sur le pouvoir judiciaire et d'autres institutions démocratiques incontournables pour qu'ils agissent comme il se doit.

Il ne s'agit pas de sous-estimer le rôle joué par le pouvoir judiciaire. Les juges se sont vraiment levés pour défendre la démocratie. Avant l'arrêt de la Cour constitutionnelle, il y a eu plusieurs tentatives de corruption des juges pour que l'arrêt soit favorable à l'ancien président Mutharika ; un banquier de premier plan a d'ailleurs été arrêté dans le cadre de cette **affaire de corruption** ⁷. De nombreuses menaces ont également pesé sur l'indépendance du pouvoir judiciaire avant la tenue de la nouvelle élection, notamment une **tentative** ⁷ du gouvernement de mettre à la retraite anticipée des juges de haut rang de la Cour suprême quelques jours avant l'élection. Les juges auraient pu facilement succomber à cette intimidation et statuer en faveur de Mutharika, mais ils ne l'ont pas fait. Au contraire, ils ont tenu bon et ont rendu un jugement qui a radicalement changé la façon dont le Malawi est gouverné.

En manifestant contre le résultat de 2019, la population a été confrontée à des dangers considérables. Des **rapports** ⁷ ont fait état de brutalités policières et de violences sexistes à l'encontre de manifestantes, et l'État a **poursuivi** ⁷ ses tentatives pour réprimer la contestation et le débat avant le nouveau vote. En mars, trois leaders de la contestation associés à la Human Rights Defenders Coalition ont été **arrêtés** ⁷ ; ils ont déclaré qu'ils marcheraient jusqu'au siège du gouvernement en signe de protestation si ce dernier n'approuvait pas une loi permettant l'organisation d'une nouvelle élection en 2020. Les **juges** ⁷ ont fait l'objet de critiques et de harcèlement, ce qui a suscité des manifestations telles que « hands off the judiciary » (ne touchez pas au système judiciaire). Cela dit, le comportement de l'armée a été décisif : dans certains cas, elle n'a pas réprimé les manifestations, mais elle est intervenue pour **protéger** ⁷ les manifestants et permettre le déroulement des événements.

Le nouveau vote s'est bien sûr déroulé pendant la pandémie, faisant craindre que le président Mutharika ne prenne prétexte de cette crise grandissante pour reporter l'élection et prolonger sa continuité au pouvoir. La société civile a été la première à demander inlassablement la tenue de l'élection en toute sécurité plutôt que de la reporter. Elle s'est également inquiétée du fait que le gouvernement n'ait pas apporté un soutien adéquat aux nombreuses personnes privées de revenus en raison des mesures de confinement.

La société civile voulait que le confinement soit suspendu jusqu'à ce que le gouvernement trouve un moyen de protéger les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Les groupes de la société civile étaient mécontents que le gouvernement n'ait pas mis en place un filet de sécurité sociale pour les personnes les plus vulnérables pendant le confinement, ce qui a conduit la Coalition des Défenseurs des Droits Humains et d'autres OSC à demander une **décision de justice** ⁷ pour la suspendre. Il s'agit d'un instantané de la réalité que vivent de nombreuses personnes au Malawi au quotidien.

Il est également important de noter que la demande de la société civile est intervenue après que des milliers de commerçants informels dans les villes de Blantyre et de Mzuzu et dans des districts tels que Thyolo soient descendus dans la rue pour protester contre le confinement avec des banderoles sur lesquelles était écrit « nous préférons mourir du coronavirus plutôt que de mourir de faim ». Beaucoup de ces vendeurs sont des gens qui gagnent leur vie au jour le jour et un confinement aurait pu les affecter gravement. La société civile et les citoyens soupçonnaient de plus en plus le gouvernement d'essayer d'utiliser le confinement pour justifier l'annulation ou le report des élections.

La tenue d'élections dans un contexte marqué par la pandémie a posé de nouveaux défis, notamment parce que les partis ont régulièrement fait fi de l'interdiction des grands rassemblements, alors que cela risquait d'éprouver encore davantage les infrastructures sanitaires du pays.

L'expérience du Malawi a montré que l'organisation d'élections pendant une pandémie peut être très difficile. Les mesures de précaution émises par le gouvernement n'autorisent pas les rassemblements de plus de 100 personnes. Cependant, la plupart des partis politiques ont ignoré cette restriction et ont organisé des événements de campagne qui dépassaient ce nombre.

L'un des principaux défis auxquels la Commission électorale du Malawi (MEC) a été confrontée lors de ces nouvelles élections était la nécessité de donner la priorité à la santé et à la sécurité des électeurs tout en garantissant l'intégrité des élections. La MEC dispose généralement d'un budget pour l'éducation des électeurs qui est utilisé avant chaque élection. Cependant, comme cette nouvelle élection n'a pas été budgétisée à l'avance, la MEC a dû faire face à des difficultés financières, qui ont été aggravées par la pandémie de COVID-19, car elle a nécessité l'achat d'équipements de protection individuelle, ajoutant des contraintes budgétaires supplémentaires.

La MEC a également rencontré des difficultés importantes en ce qui concerne la production et la distribution du matériel de vote. Le Malawi importe beaucoup de matériel électoral d'autres pays. Alors que le Malawi se préparait aux nouvelles élections, de nombreux pays étaient en confinement total ou partiel en raison de la pandémie. Cela a eu des répercussions sur les préparatifs des élections, car certains fournisseurs ont eu des difficultés à transporter des matériaux au-delà des frontières internationales. En conséquence, l'impression des bulletins de vote, qui a eu lieu à Dubaï, a connu des retards importants.

Un autre défi a été que les partis politiques n'ont pas pu surveiller le processus d'impression des bulletins de vote, comme cela a toujours été le cas, en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19. Une autre conséquence importante de la pandémie a été l'absence d'observateurs électoraux internationaux. Compte tenu des restrictions de voyage imposées dans le monde entier, la capacité des observateurs internationaux à contrôler les élections a été considérablement réduite. Et comme mentionné ci-dessus, la pandémie a également affecté la participation électorale.

La participation a été plus faible, car, sans surprise, certaines personnes inquiètes pour le risque d'infection ont décidé de rester chez elles. La société civile n'a pas été capable elle non plus de jouer son rôle habituel dans l'éducation et la mobilisation des électeurs.

On craignait que les gens ne se rendent pas aux urnes en grand nombre par peur de la contagion dans le contexte de la pandémie. Ces craintes se sont en partie concrétisées. La participation des électeurs a été plus faible que lors des élections précédentes. Sur les 6 859 570 Malawites inscrits pour voter en 2020, 64,8 % ont voté. Ce chiffre est inférieur à celui de mai 2019, lorsque 74,4 % des électeurs inscrits avaient participé. Mais le faible taux de participation pourrait

également être attribué à l'insuffisance des campagnes d'éducation civique et électorale. Contrairement aux élections précédentes, la plupart des OSC n'ont pas été en mesure de mener à bien ces campagnes en raison d'un manque de ressources. L'incertitude quant à la date des élections a rendu difficile la mobilisation des ressources par les OSC. La précédente MEC n'a pas donné suffisamment confiance à la population pour que les élections aient lieu dans le délai imparti de 150 jours. La date officielle de l'élection a été fixée à peine deux semaines à l'avance, et il n'a pas été facile de mobiliser des ressources pour mener une éducation civique et électorale dans un délai aussi court.

Cependant, il est également possible que certains Malawites aient évité de se rendre aux urnes à cause de la pandémie de COVID-19. Le jour de l'élection, on comptait déjà 803 cas documentés et 11 décès dus au COVID-19 au Malawi. Il est donc possible que certaines personnes - en particulier les personnes âgées ou celles ayant des problèmes de santé préexistants - se soient abstenues de se rendre aux urnes.

Après le dépouillement des voix, le Malawi a eu un nouveau président. Un groupe de partis d'opposition, autrefois divisé, s'est rassemblé derrière Lazarus Chakwera, le deuxième finaliste de 2019, qui a recruté Saulosi Chilima comme colistier pour le poste de vice-président. Ce dernier avait divisé le vote de l'opposition en 2019 et est arrivé troisième. Le regroupement du nouveau président a recueilli 59 % des voix, contre 39 % pour Mutharika.

Les changements de président offrent toujours des opportunités pour les revendications de la société civile et des espoirs pour le développement de relations plus constructives. Ces espoirs ne se réalisent pas toujours, car parfois la société civile constate que peu de choses ont changé, si ce n'est le nom sur la porte des bureaux. Au Malawi, le nouveau président a **promis** de s'attaquer à la corruption, a lancé des enquêtes sur certaines affaires et a suspendu certains contrats conclus par le gouvernement précédent. Certains hauts responsables associés à l'ancien régime ont fait l'objet d'une enquête de police et ont été arrêtés pour des accusations de corruption et de comportement violent. Le président Chakwera **s'est engagé** à appliquer la loi sur l'accès à l'information adoptée en 2017 mais pas encore appliquée. Le nouveau gouvernement a également présenté un budget prévoyant une augmentation du salaire minimum, des subventions pour les petits agriculteurs, davantage de fonds pour la création de petites entreprises et l'élargissement d'un dispositif visant à encourager davantage de femmes et de jeunes à créer des entreprises. Toutefois, le président Chakwera a été critiqué pour son favoritisme dans les nominations au sein de son cabinet : la plupart de ses ministres

provenant de sa région natale, dont six lui sont apparentés. Il n'est pas certain qu'il poursuive la politique de relations étroites avec la Chine, qui a investi massivement dans de grands projets d'infrastructure au Malawi. La société civile devra non seulement espérer, mais aussi s'efforcer de demander des comptes à la nouvelle administration.

La société civile espère que le programme du nouveau gouvernement donnera la priorité aux droits humains et renforcera les libertés fondamentales de tous les Malawites, conformément aux normes internationales en la matière. On attend également du gouvernement qu'il agisse pour protéger l'espace de la société civile. La nouvelle élection présidentielle s'est déroulée dans un contexte d'attaques concertées du gouvernement contre la société civile et le pouvoir judiciaire. Nous attendons du nouveau gouvernement qu'il tienne sa promesse électorale de protéger l'espace civique et de permettre aux OSC de fonctionner librement.

Dans son manifeste électoral de 2019, le MCP a promis de soutenir le fonctionnement des OSC locales et internationales de défense des droits humains grâce à un cadre politique, institutionnel et législatif permissif et habilitant, et de faciliter le développement progressif d'une société civile pleinement capable de demander des comptes au gouvernement et de faire respecter les droits des citoyens. Nous espérons que le nouveau gouvernement donnera suite à cette promesse et retirera le projet de loi oppressif sur les ONG de 2018, qui contient un certain nombre de dispositions susceptibles de constituer une menace pour la capacité des OSC à fonctionner.

TANZANIE : DES INTERROGATIONS APRÈS UN CHANGEMENT INATTENDU

Le changement est arrivé de manière inattendue en Tanzanie. Le président John Magufuli semblait bien parti pour conserver sa mainmise sur la politique du pays. Lors des élections d'octobre il a remporté 84 % des voix pour un second mandat, tandis que son parti Chama Cha Mapinduzi (CCM) qui, sous diverses formes, a exercé le pouvoir sans interruption depuis l'indépendance en 1961, a remporté 261 des 264 sièges au Parlement, faisant ainsi de la Tanzanie un **État à parti unique**. Mais Magufuli n'a pas eu le temps de savourer son triomphe. Il est mort en mars 2021, apparemment d'une insuffisance cardiaque. Avant cela, il n'avait pas été vu depuis plus de deux semaines et des rumeurs circulaient selon lesquelles il se trouvait dans un hôpital kenyan, malade de la COVID-19.



Le cercueil du président Magufuli arrive pour un dernier service avant un enterrement privé le 26 mars 2021 à Chato, Tanzanie. Photo par Luke Dray/ Getty Images

On ne saura peut-être jamais si c'est la COVID-19 ou un problème cardiaque qui a emporté Magufuli, mais dans le premier cas, ce serait une ironie du sort : le président Magufuli a mené une politique de déni généralisé de la pandémie, faisant partie de la poignée de chefs d'État sans scrupules qui ont purement et simplement rejeté les avis scientifiques. Le gouvernement a cessé de publier les données sur les cas de COVID-19 en avril 2020. Il a décidé de ne pas mettre en place de confinements ni de promouvoir la distanciation physique, et n'a proposé que peu de tests. Magufuli a découragé l'utilisation de masques et a plutôt insisté sur le pouvoir de la prière contre le virus, **encourageant** activement les rassemblements religieux de masse. Son ministre de la Santé a fait la promotion de prétendus **remèdes** à base de plantes sans fondement scientifique et, en juin, Magufuli a **insisté** sur le fait que, grâce à la prière, la Tanzanie s'était miraculeusement débarrassée du virus.

Face à la désinformation officielle, il est devenu difficile de faire circuler des informations ancrées dans la réalité. En mars, l'autorité tanzanienne de régulation des communications a **mis en garde** contre la publication ou la diffusion de fausses nouvelles et de mensonges sur la COVID-19 : dans la pratique cela signifiait que toute personne évoquant l'incapacité du gouvernement à prendre la pandémie au sérieux pouvait s'attendre à être punie. En avril, plusieurs médias ont été **condamnés à des amendes** pour

avoir couvert l'absence de réponse de la Tanzanie à la pandémie, tandis que la licence numérique du journal Mwananci a été **suspendue** pour six mois après la publication d'une photo du président Magufuli entouré de personnes sans aucune distanciation physique. En juillet, la chaîne de télévision numérique Kwanza a été **interdite** pendant onze mois après avoir publié une alerte sanitaire de l'ambassade des États-Unis en Tanzanie, mettant en garde contre le « risque élevé » de pandémie et soulignant que le gouvernement avait cessé de publier des statistiques. Pour illustrer la rigueur du contrôle des contenus sur Internet, même un acte anodin comme **se moquer** d'une vieille photo du président, ce qu'a fait l'humoriste Idris Sultan en mai, a entraîné une arrestation et des accusations de harcèlement en ligne.

Pour la société civile, déjà accablée par une avalanche de restrictions, il était **difficile** d'argumenter contre le déni du gouvernement. L'autocensure était compréhensible. Mais le déni n'a pas fait disparaître le problème. La mort de Magufuli a naturellement fait les gros titres, mais pas la lamentable perte de nombreuses personnes qui ont payé de leur vie son refus d'agir de manière responsable. En février 2021, les **hôpitaux** tanzaniens étaient remplis de personnes ayant les symptômes de la COVID-19 et le nombre d'**enterrements** est monté en flèche. Plusieurs autres responsables de haut niveau sont morts, dont **Seif Sharif Hamad**, vice-président de Zanzibar, ou ont été signalés comme étant malades. Le déni s'est poursuivi. Lorsque les gens mouraient ou tombaient malades, la cause était rarement imputée à la COVID-19, une situation qui rappelle l'époque où l'on déclarait toujours que les gens étaient morts d'autre chose que du VIH/ SIDA. Bien que Magufuli ait finalement conseillé aux gens de porter des masques, même au cours de ses dernières semaines il a **jeté le doute** sur les vaccins et le gouvernement a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de les accepter, alors que le reste du monde les réclamait à cor et à cri. Alors même qu'il était mourant, des personnes ont été **arrêtées** pour avoir fait allusion à la mauvaise santé du président.

L'insistance de Magufuli sur le fait qu'il était le meilleur et que le reste du monde avait tort était caractéristique de son style très personnalisé de gouvernement autocratique. Il ne fait aucun doute que de nombreux électeurs, notamment dans les zones rurales de Tanzanie, ont apprécié son approche populiste, sa rhétorique **nationaliste** et son caractère bluffeur. Mais tout cela allait de pair avec une intolérance face à la contestation et au dialogue, un manque de volonté pour l'écoute et la prise en compte d'autres points de vue qui ne laissait que peu de place à la société civile. Il s'inscrivait dans une approche qui visait le développement économique à tout prix. Magufuli semblait vouloir faire de la Tanzanie un autre Rwanda, avec un développement économique rapide mais sans droits humains et avec des libertés démocratiques minimales. Le ralentissement

économique entraîné par des mesures qui auraient pris la pandémie au sérieux aurait représenté une menace pour ce plan : ce sont les citoyens qui l'ont payé de leurs vies.

Conformément à l'opinion de Magufuli, selon laquelle le pluralisme politique ne ferait qu'entraver ses plans de développement, un politicien du CCM a **suggéré** en 2019 que l'élection présidentielle soit tout simplement supprimée et que le président Magufuli soit reconduit dans ses fonctions afin de réduire les coûts. La Tanzanie n'est pas devenue un État à parti unique de facto par accident, mais plutôt à la suite d'une tentative concertée pour concentrer le pouvoir et écraser toute forme d'opposition ou de désaccord. Lors du scrutin d'octobre le gouvernement a déployé toute la panoplie des tactiques disponibles pour fausser le résultat des élections : violences, intimidation, criminalisation de l'opposition, bourrage des urnes, coupures d'Internet et entraves aux contrôles de l'élection.

Le Chadema, le principal parti d'opposition, a été **pris pour cible** à plusieurs reprises, ses dirigeants ont été criminalisés et harcelés sans arrêt. Les exemples sont suffisants pour suggérer qu'il s'agissait d'une attaque systématique. Tundu Lissu, candidat présidentiel défait du Chadema, est revenu d'exil pour se présenter, après s'être fait **tirer dessus** plusieurs fois en 2017. On lui a **interdit** de faire campagne pendant une semaine en octobre. Après l'élection, alors qu'il contestait les résultats et dénonçait des irrégularités généralisées, la police l'a soumis à plusieurs heures d'**interrogatoire**. D'autres dirigeants du Chadema ont été **arrêtés** afin de les empêcher de prendre part aux manifestations prévues pour contester les résultats de l'élection, **parmi eux** le président du parti, Freeman Mbowe, qui avait été détenu en mars et **hospitalisé** après avoir été battu en juin. Ils ont été accusés de participer à des manifestations violentes et de planifier des incendies, et on les a mis en examen pour infractions liées au terrorisme. Des **centaines** de partisans du Chadema auraient été arrêtés.

En août les bureaux du Chadema au nord ont été la cible d'une **bombe incendiaire**. En mars, neuf dirigeants du Chadema ont été **condamnés** pour avoir fait des déclarations séditeuses lors d'un rassemblement en 2018. Des militants de l'opposition ont été battus, menacés, et ont fait l'objet de harcèlement policier, et on a **empêché** certains candidats de l'opposition de se présenter aux élections législatives, ce qui a permis au CCM d'emporter **28 circonscriptions** sans concurrence. Les rassemblements politiques sont **interdits** depuis 2016, mais dans la pratique cette décision ne s'applique qu'aux rassemblements de l'opposition. Plusieurs membres du parti d'opposition Alliance for Change and Transparency ont été **arrêtés** en juin pour avoir tenu une assemblée illégale lorsqu'ils ont organisé une réunion en interne.

L'un de ses dirigeants a été **détenu** pendant 27 jours. La persistance des menaces à l'encontre des dirigeants de l'opposition après l'élection a été telle que plusieurs d'entre eux ont dû s'enfuir et s'exiler.

Le vote s'est déroulé dans une atmosphère d'intimidation et de harcèlement, avec une forte présence armée dans les rues. Dans le territoire semi-autonome de Zanzibar, la **violence** et les arrestations ont marqué les jours précédant immédiatement le scrutin. L'armée a été déployée et, selon certaines informations, la police a **abattu** plusieurs personnes avant le scrutin : elle aurait tiré sur des partisans de l'opposition qui tentaient d'empêcher l'armée de distribuer des urnes qu'ils croyaient déjà remplies.

Outre les rapports faisant état de **bulletins de vote préremplis**, on a dénoncé des cas de **bourrage d'urnes**, de vols d'urnes, de votes répétés et de refoulement d'**électeurs de l'opposition** dans certains bureaux de vote. Pour l'examen des accusations de fraude, on ne faisait pas confiance à la commission électorale car elle **n'est pas indépendante** : son chef est nommé et le président peut le renvoyer. Cette institution s'est empressée de certifier les résultats, après quoi il n'existe aucune possibilité d'appel selon la législation tanzanienne. La réalisation d'un examen indépendant a été restreinte par toute une série de moyens. L'observation des élections a été limitée, le gouvernement ayant mis des obstacles à l'inscription et certains observateurs **n'ayant pas été autorisés** à entrer sur le territoire, tandis que les partis d'opposition n'ont pas été autorisés à observer certains bureaux de vote. Plusieurs grands groupes de médias internationaux n'ont pas été accrédités pour couvrir l'élection et certains observateurs internationaux clés, comme l'UE, n'ont pas été invités. Avant l'élection, de nouvelles lois ont **limité** les moyens des médias internationaux pour couvrir les événements. Ces lois imposaient aux radiodiffuseurs l'obligation de demander une autorisation au gouvernement pour leur couverture sept jours à l'avance et de travailler avec un représentant nommé par le gouvernement lors de leur couverture. Les réglementations sur les contenus numériques ont encore été **renforcées** et les principaux réseaux sociaux ont été **bloqués** la veille de l'élection et immédiatement après.

En janvier 2021, quatre OSC ont demandé des comptes pour ces violations en **poursuivant** le gouvernement devant la Cour de justice d'Afrique de l'Est pour les violences électorales, notamment le meurtre, la disparition, le traitement violent et l'arrestation arbitraire de partisans et de responsables de l'opposition. Cependant, pendant la période électorale, la capacité de la société civile à exercer un contrôle et aider les électeurs à participer pleinement a aussi été limitée. Les relations de l'État avec la société civile ont été caractérisées par l'**aggravation** du climat de méfiance

et d'intimidation existant depuis l'arrivée au pouvoir du président Magufuli en 2015. Les menaces, le harcèlement et la violence ont été renforcés par la modification des lois visant à restreindre le champ d'action de la société civile. Cet espace a encore été restreint en juin avec l'**adoption** ↗ d'une loi qui impose que seules les personnes directement touchées par une violation des droits pourront intenter des procès d'intérêt public. Cette nouvelle loi, adoptée après une délibération minimale, empêche les OSC d'engager des actions en justice pour demander aux autorités de rendre des comptes sur les violations. Cette loi accorde également l'immunité totale au président et à d'autres hauts fonctionnaires.

L'environnement difficile dans lequel évolue la société civile a été mis en évidence en juin par une **descente** ↗ dans les locaux de la Tanzanian Human Rights Defenders Coalition alors que celle-ci organisait une activité de formation sur la sécurité et la sûreté ; la police a insisté sur le fait qu'elle seule pouvait dispenser ce type de formation. En août la police a **gelé** ↗ ses comptes bancaires, apparemment sur ordre du gouvernement, ce qui a contraint l'organisation à suspendre ses activités et à les reporter en prévision des élections.

Après le décès de Magufuli en mars 2021, la vice-présidente Samia Suluhu Hassan a été rapidement, de manière quelque peu inattendue, assermentée en tant que nouvelle présidente de la Tanzanie, devenant ainsi la première femme dirigeante du pays. Elle a hérité de l'hégémonie de son parti, mais son accession à la présidence pourrait marquer un changement de style. Son approche apparemment moins personnaliste laisse espérer une évolution vers une forme de gouvernance plus consensuelle et consultative. Bien que la présidente Hassan puisse voir sa marge de manœuvre limitée par de puissants rivaux qui se veulent les successeurs de Magufuli, un premier signe encourageant est apparu en avril 2021 lorsqu'elle a **ordonné** ↗ que l'on facilite l'ouverture des médias fermés pour avoir critiqué le gouvernement.

De manière inattendue, une opportunité pour plus de démocratie s'est offerte à la Tanzanie. De nombreuses réformes supplémentaires sont nécessaires, notamment pour faire face au sombre **héritage** ↗ de Magufuli en ce qui concerne la pandémie, et la société civile sera à l'affût de nouveaux signes indiquant que la présidente Hassan est prête à ouvrir l'espace civique et à restaurer les institutions que Magufuli a systématiquement affaiblies. Étant donné que de nombreux leaders de l'opposition sont en exil ou détenus, et qu'il n'y a pas d'opposition au Parlement, la Tanzanie a besoin d'une société civile active et de médias divers et libres qui contribuent à contrôler les décisions, à proposer des alternatives et à encourager le débat.

BURUNDI : UN CHANGEMENT DE NOM SEULEMENT ?

Le sort a réservé un revirement similaire au Burundi, qui a également changé de président dans des circonstances dramatiques en 2020, même si les perspectives de rupture avec le passé sont incertaines là aussi. Le président autoritaire Pierre Nkurunziza, qui a présidé à d'effroyables violations des droits humains destinées à écraser toute opposition, a décidé, de manière un peu surprenante, de ne pas se représenter après quinze ans au pouvoir, même si la Constitution qu'il avait modifiée en 2015 le lui permettait. Cette réécriture de la Constitution pour permettre à Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat en 2015 avait **déclenché** ↗ des manifestations de masse qui ont été brutalement réprimées.

Mais les militants de la société civile burundaise, dont beaucoup ont été contraints de fuir le pays par crainte pour leur vie, n'avaient guère d'espoir que son remplaçant, trié sur le volet, change grand-chose, et s'attendaient à ce que Nkurunziza continue à tirer les ficelles en coulisse. Évariste Ndayishimiye, le nouveau candidat du parti au pouvoir, a dûment remporté les élections de mai qui ont été organisées en pleine pandémie et ont été entachées d'irrégularités. Mais en juin, avant la fin officielle de son mandat, le président Nkurunziza est soudainement décédé, apparemment d'une crise cardiaque, bien que, comme en Tanzanie, des rumeurs persistantes indiquent qu'il aurait été victime de la COVID-19. Ce soudain concours de circonstances a suscité des spéculations selon lesquelles un plus grand espace pourrait s'ouvrir à la société civile avec le nouveau président.

Un **militant de la société civile** ↗ burundaise, qui a tout naturellement demandé à rester anonyme pour des raisons de sécurité, a critiqué la décision de poursuivre les élections pendant la pandémie simplement parce que cela convenait au parti au pouvoir :

L'espace civique au Burundi est fermé depuis avril 2015, à la suite de troubles politiques déclenchés par la décision de l'ancien président burundais récemment décédé, Pierre Nkurunziza, d'obtenir un troisième mandat malgré les controverses. Cela a déclenché une violence généralisée qui a fait au moins 1 200 morts et contraint 400 000 personnes à fuir le pays. Étonnamment, en mars 2020, alors que la pandémie de COVID-19 se propageait dans presque tous les pays africains, les autorités burundaises ont ouvert un espace pour que des campagnes aient lieu pour les élections présidentielles, parlementaires et municipales de mai. Mais on peut conclure que l'espace civique continue d'être fermé en ce qui concerne les possibilités d'expression de toute critique ouverte de la façon dont le pays est géré

politiquement, ce qui inclut la critique de la façon dont le gouvernement a géré la pandémie au cours de la période électorale.

La décision des autorités burundaises de permettre le déroulement des campagnes électorales à une époque où de nombreux autres pays africains prenaient des mesures de confinement pour arrêter la propagation du COVID-19 a été interprétée comme un déni de la réalité de la pandémie visant à sauver les intérêts politiques du parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie), au détriment de la santé de la population.

Malgré les craintes d'une propagation massive du COVID-19, l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement s'est précipité pour organiser les élections a été l'opportunité de mener un processus électoral en l'absence d'un nombre important d'observateurs indépendants et internationaux qui pourraient signaler tout acte répréhensible. La Commission Électorale Nationale Indépendante étant principalement composée de membres du parti au pouvoir, cette décision a mis le gouvernement en mesure de manipuler les résultats des élections autant qu'il le voulait.

La période précédant l'élection a été **marquée** par des abus et des irrégularités. En mars, quatre des dix candidats ont vu leur candidature rejetée ; à la suite d'un appel l'un d'entre eux a été autorisé à se présenter. Quelques jours plus tard, Methuselah Nahishakiye, chef du parti d'opposition du National Congress for Liberty Party, a été **abattu**. Il avait auparavant déclaré que l'aile violente de la milice de jeunes du CNDD-FDD, les Imbonerakure, avait menacé de le tuer. D'autres candidats ont été arrêtés. La violence et les discours de haine **se sont multipliés** à l'approche du scrutin, et on a empêché systématiquement les reportages indépendants sur l'élection, notamment en arrêtant des journalistes. Le jour du vote, les principaux réseaux sociaux, notamment Facebook, WhatsApp et Twitter, ont été **bloqués**. Il n'y a pas eu de distanciation dans les files d'attente des bureaux de vote, même si l'on avait recommandé aux électeurs de se laver les mains avant de rejoindre la file.

Deux mois avant l'élection, la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi a **lancé** un appel à la communauté internationale, notamment au Conseil de sécurité des Nations unies et aux institutions régionales, pour qu'ils unissent leurs forces afin d'encourager le gouvernement du Burundi à rouvrir l'espace civique et politique, et pour que l'on puisse organiser une élection libre, transparente et crédible. Mais le jour du vote, le président de la Commission des Nations unies a **déclaré** que les conditions nécessaires à la tenue d'une élection libre et crédible n'étaient pas réunies. La supervision

internationale s'est heurtée à une résistance : lorsque des observateurs électoraux de la Communauté d'Afrique de l'Est ont tenté d'y assister, ils ont été placés en quarantaine pendant quatorze jours.

Sans surprise, et compte tenu de l'atmosphère tendue et des multiples cas de violations, de nombreuses personnes ont rapidement mis en doute les résultats officiels. Mais le parti au pouvoir a l'habitude de rejeter ces accusations et l'autocensure, motivée par la peur de la répression, a contribué à atténuer les critiques de la population.

Dès l'annonce de ces résultats par la commission électorale, des partis d'opposition comme le Congrès National pour la Liberté, placé comme lointain second, **ont déclaré** aux médias étrangers que les chiffres officiels n'étaient pas crédibles et qu'ils étaient le résultat de fraude massive. La vérité est que les élections se sont déroulées dans un contexte de répression permanente de l'opposition politique, des médias indépendants et de la société civile. Il n'y avait pas d'observateurs internationaux car le gouvernement les avait avertis qu'en raison de la pandémie, ceux qui venaient devraient rester en quarantaine pendant 14 jours à compter de leur arrivée.

Il y a eu quelques critiques discrètes, notamment de la part de l'Église catholique, à propos des incidents qui ont marqué le processus électoral. D'autres ont chuchoté (car il n'est pas facile de faire une critique ouverte au Burundi) que les résultats des élections avaient été truqués. Mais ce fut tout. Des membres puissants de la communauté internationale, comme le gouvernement de la Belgique et des États-Unis, se sont précipités pour saluer le président élu, et la Communauté de l'Afrique de l'Est a félicité le Burundi pour avoir organisé des élections « pacifiques et réussies ».

À mon avis, le résultat des élections a finalement été accepté car beaucoup craignaient l'effusion de sang qui pourrait se produire si le rejet ouvert des résultats des élections par l'opposition était suivi de manifestations de rue.

Mais avant que la tension ne retombe, Nkurunziza est décédé et Ndayishimiye a immédiatement prêté serment, entamant ainsi son mandat présidentiel de manière anticipée. Alors s'est posée la question de savoir si des réformes étaient possibles sous un nouveau président, soudainement débarrassé de l'emprise de son prédécesseur.

Du point de vue de la société civile, le bilan est mitigé. Le discours d'investiture du président Ndayishimiye a suscité des **inquiétudes**. S'il a dit beaucoup de choses que la

population voulait entendre, notamment en promettant de réformer le système judiciaire, de demander des comptes aux responsables abusifs, de s'attaquer à la corruption et de protéger les victimes et les témoins, et en exhortant les personnes en exil à rentrer chez elles, il a également profité de l'occasion pour dénigrer les défenseurs des droits humains et les lanceurs d'alerte, et pour affirmer que les restrictions des droits humains sont justifiées pour préserver la culture burundaise. Il a également promis davantage de promptitude face à la pandémie, mais il s'en est également pris aux personnes qui refusent de se faire dépister, faisant d'elles des cibles potentielles des violences. Deux membres de son nouveau cabinet restent sous le coup de sanctions internationales pour leur rôle dans les violences de 2015.

Si le mois d'août a vu l'incarcération de plusieurs policiers et membres d'Imbonerakure pour leur rôle dans l'extorsion de travailleurs migrants, ce qui laisse entrevoir une possible avancée dans la lutte contre les abus qu'ils commettent et l'impunité dont ils bénéficient, les mois qui ont suivi les élections ont également été marqués par des actes de vandalisme contre les bureaux des partis d'opposition. En septembre, la conférence de presse d'un homme politique de l'opposition a été **interrompue** et il a été **placé en détention**, accusé d'avoir tenté de renverser le gouvernement, ce qui a fait **craindre** que peu de choses aient changé. En février 2021, il a été **révélé** qu'en juin dernier, 34 personnes en exil, dont des dirigeants de la société civile, des journalistes et des avocats, avaient été condamnées à la prison à vie par contumace à l'issue de procès secrets ; une nouvelle qui n'incitera guère ces personnes à rentrer chez elles.

Il y a ceux qui disent croire qu'élire de nouveaux dirigeants est synonyme de démocratie. Le résultat des élections de mai 2020 a aidé le Burundi à changer le visage des hauts dirigeants et à montrer que le dictateur qui nous gouvernait depuis 15 ans ne dirige plus le pays. Cependant, les violations des droits humains qui ont eu lieu pendant la campagne électorale, la nomination de responsables sous sanctions économiques américaines ou européennes pour avoir commis des violations des droits humains et la rhétorique politique utilisée pour dépeindre certains pays et leurs dirigeants comme des colonialistes montrent que la démocratie au Burundi a encore un long chemin à parcourir.

Il est trop tôt pour s'assurer que le fait que Nkurunziza ait été exclu de l'équation permettra au nouveau gouvernement d'ouvrir l'espace civique et que le nouveau président saisira cette opportunité. Cependant, il est encourageant de voir que le nouveau président a déjà rencontré les dirigeants d'autres partis politiques, les anciens présidents du Burundi, les évêques catholiques et anglicans, et a promis

de promouvoir le dialogue. Nous sommes impatients de voir si ses paroles se traduiront en action.

Certaines mesures de lutte contre la corruption et autres abus que le président Ndayishimiye a prises depuis son entrée en fonction laissent penser que l'impunité dont jouissaient certaines autorités locales sous le gouvernement Nkurunziza pourrait prendre fin. Cependant, le ministre de l'Intérieur a récemment publié une résolution visant à suspendre jusqu'à nouvel ordre l'enregistrement des nouvelles organisations de la société civile et des églises et la reconnaissance des nouvelles autorités des organisations existantes. Cette décision est incompatible avec le changement qu'on désire. Si elle est maintenue, elle empêchera la société civile de se développer et de devenir un interlocuteur légitime et publiquement reconnu.

En septembre aussi, la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi a **indiqué** qu'elle n'avait constaté que peu de changements positifs depuis l'arrivée au pouvoir du président Ndayishimiye et a identifié de nombreuses violations des droits commises par des membres des Imbonerakure et par des responsables locaux dans le but de réduire le soutien de l'opposition. Mais en novembre le gouvernement a pris des mesures pour limiter les contrôles ; alors que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) avait renouvelé le mandat de la Commission d'enquête pour une année supplémentaire (voir le chapitre de ce rapport sur la société civile dans l'arène internationale), le gouvernement a **ordonné** aux Nations unies de fermer le bureau de leur envoyé spécial au Burundi, alors que où les Nations unies espéraient le conserver une année de plus. Le gouvernement a déclaré que ce bureau n'était plus nécessaire car la situation était désormais « calme et stable » et que les élections avaient signé une « transition historique ».

De nombreux États semblent désireux de normaliser les relations avec le Burundi. Des liens sont en cours d'établissement avec des États auxquels l'ancien président était hostile, notamment le Rwanda et la Tanzanie. Le gouvernement du Burundi et l'UE **ont repris** le dialogue politique après une parenthèse de cinq ans. Cependant le Burundi est toujours loin des normes minimales en matière de respect de l'espace civique, des libertés démocratiques et de l'État de droit. De nombreux Burundais restent en exil et connaissent des conditions difficiles dans les pays voisins, comme en **Tanzanie**, mais ils ont encore trop de peur pour rentrer chez eux. Si certains sont rentrés du Rwanda à la suite de l'investiture du nouveau président, des informations ont également fait état de la **disparition** de certains d'entre eux, tandis que des personnes toujours en exil restent la cible de **discours haineux sur Internet**. Il est clair qu'il reste beaucoup à faire pour que le président Ndayishimiye soit pris au sérieux en tant que leader du changement.

AFRIQUE DE L'OUEST : UNE NOUVELLE ANNÉE DE DÉNI DE DÉMOCRATIE

Les candidats sortants d'un grand nombre d'**États d'Afrique de l'Ouest** ont utilisé les élections pour consolider leur pouvoir. Dans chaque pays les pratiques étaient tristement similaires. Plusieurs candidats au pouvoir, souvent très âgés, refusaient de renoncer à leur emprise sur le pouvoir ; même s'ils le faisaient, aucune alternative réelle au candidat du parti au pouvoir n'était proposée. Des pans entiers de la population — souvent des populations urbaines jeunes et nombreuses — ont exigé un changement, cherchant un dirigeant et un style de gouvernement plus en phase avec leurs besoins et leurs valeurs, et ont formé des mouvements pour obtenir ce changement. Ces mouvements ont été réprimés. La violence s'est déchaînée contre les manifestants. Les dirigeants des mouvements en quête de changement et les hommes politiques de l'opposition ont été emprisonnés. Les journalistes ont été harcelés et criminalisés, et l'accès aux réseaux sociaux a été restreint. Une élection entachée d'irrégularités a eu lieu. Le candidat du parti en place ou du parti au pouvoir l'a emporté. Souvent des puissances étrangères ayant des intérêts particuliers — des intérêts économiques ou une volonté d'ignorer les violations des droits humains au profit de la stabilité dans une région en conflit — se sont empressées de qualifier l'élection de libre et équitable, et de féliciter la continuité au pouvoir, ou du moins de détourner le regard.

Dans le contexte d'une tendance établie vers la **détérioration de l'espace civique** en Afrique de l'Ouest, les événements de l'année ont clairement montré qu'il reste beaucoup à faire pour demander des comptes aux présidents et aux militaires, et pour favoriser un fort respect des libertés démocratiques qui réponde au désir des populations de la région qui veulent choisir librement leurs dirigeants et exiger davantage d'eux. Il est également nécessaire d'exercer une pression accrue venant de l'extérieur de la région afin de garantir le respect des libertés démocratiques et le renforcement de la société civile plutôt que sa répression. Ceci concerne les institutions régionales et continentales, ainsi que les États du Nord qui investissent dans la région au nom de la prévention des conflits et de la lutte contre le terrorisme. Dans une région marquée par des conflits religieux et ethniques permanents, par de fréquentes interventions militaires dans la politique et par la corruption, l'année 2020 n'a pas offert beaucoup d'espoir pour l'avenir de la démocratie. Le peu d'espoir qu'il reste réside dans les nombreux jeunes de la région qui se mobilisent pour trouver des alternatives démocratiques et socialement justes.

GUINÉE : SUPPRESSION DE LA LIMITE DES MANDATS

En Guinée le président octogénaire Alpha Condé a remporté un troisième mandat en octobre, après avoir fait passer un référendum constitutionnel en mars qui a remis à zéro le **nombre des mandats présidentiels** qu'il avait exercé afin de lui permettre de se représenter. Suivant une tactique couramment utilisée pour ce type de référendum et de vote — comme en Russie — la proposition pour la modification de la limite des mandats a été regroupée avec une série de **mesures** susceptibles d'être plus populaires et d'être vendues à l'international comme libérales, notamment des mesures visant à faire avancer les droits des femmes et qui bénéficieraient aux jeunes : en somme, des changements que le président aurait pu mettre en œuvre à tout moment au cours de ses deux mandats sans effacer cette limite des mandats. Ce changement a été dûment sanctionné en mars lors d'un vote **boycotté** par l'opposition et **caractérisé** par des violences meurtrières, des détentions de militants et de personnalités de l'opposition, des attaques contre des journalistes, le **blocage** des réseaux sociaux, les restrictions d'Internet et le retrait des principaux observateurs internationaux ; mais Condé a continué à aller de l'avant. Le référendum de mars s'est d'autant plus révélé être le signe d'une consolidation symbolique de la position de Condé lorsqu'on a su que la nouvelle constitution **comportait** des extensions supplémentaires du pouvoir présidentiel, qui ne figuraient pas dans le projet que le peuple avait voté.

Le climat était violent à l'approche des élections d'octobre. Au moins **douze personnes** auraient été tuées lors d'une manifestation en avril. Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles et on a accusé les groupes liés au parti au pouvoir. Des mosquées et des églises ont été la cible d'**attaques** meurtrières. Le vaste mouvement du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) s'est mobilisé en 2019 pour tenter de résister au changement qui ouvrirait la voie à un troisième mandat de Condé, mais plusieurs de ses dirigeants ont été arrêtés et les manifestations prévues par le FNDC ont été **interdites**. Puis, lors des violences postélectorales, plus de vingt personnes **auraient été tuées** ; le bilan serait probablement plus élevé compte tenu que les forces de sécurité ont une fois de plus tiré à balles réelles sur les manifestants. Le même scénario s'est répété : les connexions à Internet et au réseau téléphonique ont été fortement limitées et les journalistes couvrant la campagne de l'opposition ont été attaqués. Comme en Ouganda, Cellou Dalein Diallo, le candidat battu de l'opposition, a été confiné à son domicile et les manifestations sont restées interdites. Le président Condé a sans aucun doute obtenu ce qu'il voulait, mais par le biais de procédés qui n'avaient pas même l'apparence de la démocratie.

TOGO : UNE DYNASTIE SE PRÉLASSE DANS SA SIXIÈME DÉCENNIE

Le président togolais Faure Gnassingbé, qui a hérité de son père le poste de président en 2005, peut se prélasser dans le confort d'un quatrième mandat après avoir remporté l'élection de février, assurant ainsi la perpétuation d'une dynastie familiale au pouvoir depuis 1967. Comme en Guinée, la Constitution a été **remaniée** en 2019 pour lui permettre de se représenter, non seulement en 2020 mais aussi en 2025 s'il le souhaite ; la nouvelle version de la Constitution lui confère également une large immunité juridique pour ne jamais avoir à rendre de comptes. Les principaux groupes de la société civile togolaise n'ont pas été autorisés à observer l'élection, le personnel du National Democratic Institute travaillant avec eux a été **expulsé** du pays, et on a abandonné un système de sécurité électronique prévu pour les votes. Le jour de l'élection les réseaux sociaux ont été **perturbés**. Après l'élection et, comme d'habitude, on a assigné à résidence le candidat battu de l'opposition. Ainsi Agbéyomé Kodjo s'est retrouvé **confiné** à son domicile et accusé de préparer un coup d'État après avoir contesté les résultats. Deux membres d'un réseau de défense des droits humains qui ont tenté d'assister à son arrestation ont été arrêtés et des gaz lacrymogènes ont été utilisés contre un groupe de journalistes couvrant l'événement.

Avant et après les élections une vaste campagne de censure et de répression des contestataires a été mise en œuvre. En mars, trois journaux ont été **suspendus** de publication après avoir accusé la France de soutenir les dictateurs en Afrique et de ne pas soutenir la démocratie au Togo ; il s'agissait clairement d'un sujet sensible. La dénonciation de la corruption était un autre sujet apparemment tabou. En novembre le rédacteur en chef d'un journal a été **reconnu coupable** de diffamation pour avoir publié un article sur des détournements de fonds dans l'importation d'essence. En décembre un journaliste a été arrêté et un journal a reçu **l'ordre de fermer ses portes** après avoir informé de la corruption du gouvernement. On a également **signalé** que les critiques du gouvernement étaient soumises à surveillance à l'aide du logiciel Pegasus, développé par une société israélienne et vendu uniquement aux États. Il est clair que le Togo reste une démocratie sur le papier dans laquelle la contestation n'est pas la bienvenue.

NIGER : LE CHOIX DIFFICILE ENTRE LE STATU QUO OU UN RÉEL CHANGEMENT

La corruption était un sujet sensible au Niger également. Tout au long de l'année les personnes ayant informé d'un scandale de détournement de fonds dans le cadre de la

passation de marchés militaires ou ayant demandé des comptes à ce sujet pouvaient s'attendre à une répression. Un rapport d'audit officiel ayant fait l'objet d'une fuite **indiquait** que le pays avait perdu au moins 137 millions de dollars dans des contrats d'armement irréguliers, notamment en raison d'une surévaluation délibérée des prix, de documents falsifiés et de l'acheminement de fonds par le biais de sociétés fictives. La révélation de ce scandale a été très embarrassante pour l'armée, qui a l'habitude d'organiser des coups d'État, d'autant plus que de nombreux États du Nord ont soutenu le gouvernement, qui s'est positionné comme un rempart régional clé dans la lutte contre le terrorisme islamiste, notamment en accueillant plusieurs bases militaires étrangères. Mais cette corruption est une source légitime de colère dans un pays où **plus de 40 %** de la population vit dans une extrême pauvreté.

En mars, les forces de sécurité ont dispersé une **manifestation** contre la corruption de l'armée à l'aide de gaz lacrymogènes et de passages à tabac, et trois personnes sont mortes dans un incendie qui aurait été déclenché par une grenade lacrymogène. Plusieurs personnes arrêtées lors de cette manifestation ont été soumises à de longues périodes de détention, les trois dernières n'ayant **été libérées** qu'en septembre. Cette manifestation avait été interdite en vertu de la réglementation sur la pandémie, or les manifestations hostiles au gouvernement avaient déjà été **interdites** à plusieurs reprises avant la pandémie, ce qui laisse penser que le virus n'était qu'un nouveau prétexte très pratique. En avril un dirigeant de deux organisations de lutte contre la corruption a été **convoqué** pour être interrogé au sujet d'un délit de diffamation, tandis qu'en juin une **accusation de diffamation** a également été portée contre la journaliste Samira Sabou, qui avait publié sur Facebook un article sur les détournements de fonds de l'armée ; elle est restée sous détention pendant **48 jours**. Un autre journaliste a été placé en **détention** en juillet pour avoir publié un message indiquant que les entreprises impliquées dans le scandale de détournement de fonds étaient en train de renégocier des paiements pour éviter les poursuites. En janvier 2021, le journaliste d'investigation Moussa Aksar a été **convoqué** pour diffamation en raison d'un article qu'il avait publié sur la corruption de l'armée en septembre dernier. D'autres manifestations contre la corruption et la mauvaise gestion ont été interdites au cours de l'année.

Mais sur un point important le Niger se démarque de la tendance générale : le président Mahamadou Issoufou a respecté la limite constitutionnelle de deux mandats et ne s'est pas représenté, peut-être en raison des manifestations qui avaient empêché son prédécesseur de briguer un troisième mandat en 2010. Son parti est resté au pouvoir grâce à l'élection du président Mohamed Bazoum, qui a remporté le second tour du

scrutin de février 2021, organisé après qu'aucun candidat n'avait obtenu la majorité au premier tour en décembre 2020.

Le résultat a été salué comme la **première** 7 passation pacifique de pouvoir dans le pays, bien qu'au moins deux personnes aient été tuées lors des **manifestations** 7 de l'opposition qui ont suivi le second tour du scrutin, et que 468 personnes aient été arrêtées lorsque le candidat vaincu a rejeté le résultat. L'Observatoire du processus électoral, un groupe de la société civile, a déployé des milliers d'observateurs électoraux qui ont **signalé** 7 des irrégularités lors du second tour, notamment l'achat de voix, le détournement d'urnes et de cartes de vote, le manque de sécurité, la méconnaissance des procédures électorales chez les fonctionnaires, le recours très limité aux mesures de prévention de la COVID-19, les campagnes illégales et l'utilisation de discours haineux dans les campagnes. Internet a été **bloqué** 7 pendant dix jours pendant les manifestations post-électorales.

Un changement pacifique de président peut être une étape importante, à condition qu'il marque le début d'un changement de direction à plus long terme ; or les premiers signes ne sont pas prometteurs. La société civile fera pression pour obtenir des conditions plus



L'acteur Ilou Barma Waziri et d'autres manifestent en Belgique pour un changement démocratique au Niger le 19 mars 2021. Photo par Thierry Monasse/Getty Images

favorables et la fin de la répression. Elle espère, voire attend, que certaines tendances négatives majeures de l'héritage du président Issouf s'inversent, notamment la **loi envahissante de 2020** 7 sur l'interception des communications et la loi de 2019 sur la cybercriminalité, qui a été mise en pratique à de nombreuses reprises pour **réprimer la contestation** 7, y compris contre les personnes posant des questions gênantes sur les scandaleux détournements de fonds de l'armée, ainsi que sur la **réponse du gouvernement à la pandémie** 7. Elles continueront à contester l'**impunité** 7 grâce à laquelle personne n'a eu à rendre de comptes pour les détournements de fonds de l'armée jusqu'à présent. Si le nouveau gouvernement tend la main à la société civile et favorise un dialogue constructif, il pourra prouver sa détermination en faveur de la consolidation de la démocratie dans une région où elle est dans un net recul.

MALI : L'ESPOIR D'UNE FIN RAPIDE DU RÉGIME MILITAIRE

Le coup d'État militaire au Mali a montré que même une démocratie imparfaite et formelle ne peut être considérée comme acquise. Une élection législative longtemps repoussée s'est finalement tenue en pleine pandémie aux mois de mars et d'avril. En plus du virus, ce sont aussi les problèmes de sécurité qui ont découragé la participation,



Des candidats de l'opposition s'adressent à leurs partisans après la sortie de prison de deux de leurs leaders le 19 août 2020 à Bamako, Mali. Photo par John Kalapo/ Getty Images

compte tenu d'un contexte marqué par les attaques des groupes d'insurgés. Signe de ces problèmes de sécurité, Soumaïla Cissé, alors chef du parti Union pour la République et la Démocratie, a été **enlevé** par un groupe terroriste islamiste, ainsi que des membres de son équipe, alors qu'il faisait campagne en mars. Il est resté sous détention jusqu'en octobre, alors que des manifestations **réclamaient** sa libération. La campagne a été marquée par de nouvelles attaques, menaces et intimidations perpétrées par des groupes armés, et **entachée** d'accusations d'achat de voix. L'annonce des résultats officiels a été accueillie par des **manifestations** dans plusieurs villes en raison du nombre de sièges emporté par le parti au pouvoir, bien supérieur à ceux annoncés dans les résultats provisoires. Au moins **onze personnes** ont été tuées lorsque les manifestations ont pris une tournure violente et que les manifestants ont été confrontés à la violence des forces de sécurité en juillet. Plusieurs journalistes ont été **attaqués** et détenus alors qu'ils couvraient les manifestations et l'accès aux réseaux sociaux a été **restreint**. Une large coalition comprenant certaines OSC **s'est formée** pour demander la démission du président et du premier ministre, et la dissolution du gouvernement.

C'est pour ces raisons que certaines personnes sont descendues dans les rues pour **célébrer** la chute du gouvernement et l'arrestation du président et du premier ministre lorsque les militaires ont pris le pouvoir en août. Un **groupe** d'officiers de haut rang de l'armée s'est autoproclamé comme nouveau gouvernement. En octobre, un gouvernement de transition a été **nommé**, avec quelques civils aux côtés des officiers militaires, et avec l'objectif déclaré d'organiser des élections après 18 mois. Toutefois, ce nouveau gouvernement était **dominé** par le personnel militaire et des personnes ayant des liens avec l'armée, notamment le nouveau président et les vice-présidents successifs. L'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont réagi au coup d'État avec une rapidité louable, l'UA suspendant l'adhésion du Mali et la CEDEAO imposant des sanctions. La société civile du Mali et de toute la région sait qu'une intervention militaire n'est jamais compatible avec le respect des droits humains. Elle demandera aux principales institutions continentales et ouest-africaines de maintenir la pression, et elle appellera le gouvernement de transition à laisser la place à des élections libres et équitables dès que possible.

CAMEROUN : LE RDPC CONSOLIDE SON POUVOIR LORS DES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Le Cameroun a organisé des élections régionales pour la première fois en décembre, mais celles-ci n'ont pas semblé aller vers plus de démocratie. Paul Biya

est président du Cameroun depuis 1982, ce qui fait de lui le plus ancien dirigeant du monde (hors les monarques) et, à 88 ans, le plus ancien chef d'État d'Afrique. Il est resté en poste en réduisant au minimum les alternatives à son pouvoir. Le parti au pouvoir a présenté ce vote comme une dévolution du pouvoir aux provinces, cependant les groupes d'opposition ont dénoncé ces élections, car elles ne respectent pas le principe d'une personne, une voix, mais se font par un suffrage **indirect** au moyen d'un collège électoral constitué de délégués régionaux et de chefs traditionnels qui élisent des conseillers régionaux. Les groupes d'opposition ont affirmé que le collège électoral était rempli de partisans du parti au pouvoir, et que certains d'entre eux ont refusé de se présenter. Ils ont vu dans ces élections une tentative de colmater les brèches causées par un **violent conflit séparatiste** dans les régions anglophones du pays. Ce conflit, qui représentait peut-être la plus grande **menace** pour le pouvoir du président Biya pendant son long règne, a été brutalement réprimé, les deux parties étant responsables des pertes civiles. En avril une commission d'enquête a signalé que les forces armées camerounaises étaient **complices** du massacre d'au moins 21 civils en février à Ngarbuh, dans une région anglophone.

En octobre, l'annonce de la tenue d'élections a déclenché des **manifestations** de l'opposition, qui ont été, comme on pouvait s'y attendre, dispersées dans la violence, à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau, et au cours desquelles plus de 500 arrestations ont été effectuées. Certaines des personnes arrêtées ont été battues en détention et plusieurs ont été jugées et poursuivies par des tribunaux militaires. En janvier 2021 on a **signalé** que plus d'une centaine de personnes arrêtées lors des manifestations d'octobre étaient toujours en détention. Lors de l'interdiction des manifestations le gouvernement les a qualifiées d'« actions insurrectionnelles » et a menacé d'appliquer la loi antiterroriste aux personnes impliquées. Parmi les personnes arrêtées figuraient plusieurs dirigeants de l'opposition, des membres de la coalition de jeunes Stand Up for Cameroon et des journalistes qui couvraient les manifestations. Le scrutin s'est soldé, sans surprise, par une **victoire écrasante** du parti au pouvoir, qui a remporté neuf des dix régions. Dans ce contexte on ne peut s'attendre qu'à une faible remise en cause du pouvoir du gouvernement central.

Pour de nombreux habitants des zones anglophones, qui se sentent depuis longtemps marginalisés dans un pays où les leviers du pouvoir sont détenus par les élites de la majorité francophone, les résultats n'ont pas répondu de manière adéquate à leurs demandes d'autonomie. Les appels pour que le président Biya renonce à son emprise sur le pouvoir et pour que les libertés démocratiques soient étendues à tous se poursuivront.

BÉNIN : UNE ÉLECTION AVEC UNE CONCURRENCE MINIMALE

Le président sortant Patrice Talon a remporté son deuxième mandat lors de l'élection présidentielle d'avril 2021, triomphant sans surprise d'une opposition minimale. Les modifications apportées au code électoral en 2019 imposaient que tout candidat devait compter avec le soutien de 10 % des membres du Parlement et des maires élus. Mais il n'y a pas de députés de l'opposition ; l'Assemblée nationale qui a adopté la nouvelle version du code électoral avait été choisie lors d'une **élection en avril 2019** dans laquelle seuls deux partis pro-gouvernementaux ont été autorisés à se présenter en raison de l'exclusion totale des partis d'opposition acté par le président. Le président Talon, l'une des **personnes les plus riches** d'Afrique subsaharienne, est revenu sur sa promesse de n'exercer qu'un seul mandat et a déjà essayé de **supprimer** la limite des mandats ; une assemblée nationale aussi biaisée n'offrirait aucune opposition s'il tentait de le faire à l'avenir. Les populations ont exprimé leur colère en 2019 en boycottant en grande partie ce simulacre de vote, mais les autres moyens par lesquels elles auraient pu exprimer leur désaccord face à cette situation lamentable ont été réprimés sans pitié au moyen d'une interdiction générale des manifestations et des restrictions sur Internet.

Des élections locales se sont déroulées en mai **malgré** la pandémie et l'ordre de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples de suspendre les élections en raison de l'exclusion de partis clés. Les groupes d'opposition ont appelé au boycott et le **taux de participation** a de nouveau été faible. Cette élection a eu pour conséquence qu'il n'y avait pas assez de députés ou de maires pour désigner un candidat présidentiel de l'opposition. Dans tous les cas, beaucoup parmi ceux qui auraient pu s'opposer au président s'étaient **exilés** ou avaient été condamnés pour des motifs douteux concernant des infractions graves. En mars 2021, Reckya Madougou, un rival potentiel, a été **placé en détention** sur la base d'accusations qui semblaient fabriquées. Par la suite un juge d'un tribunal spécial chargé de juger les délits économiques a fui le Niger, invoquant des pressions politiques pour qu'il se prononce contre les détracteurs du président, dont Madougou. Dans ce contexte sombre, la société civile s'est efforcée d'insister sur les normes les plus élémentaires pour la tenue d'un vote démocratique, soit le choix entre au moins deux candidats concurrents. En septembre, dix OSC se sont **réunies** pour lancer la campagne « Laissez-moi choisir en 2021 », demandant l'abrogation des restrictions d'éligibilité.

Le président Talon aurait sans doute trouvé trop embarrassant de se présenter sans d'autres concurrents, ce qui n'aurait pas donné à l'élection le vernis de

légitimité que même les dirigeants autoritaires jugent nécessaire. Sur les vingt candidats potentiels qui se sont présentés, seuls deux personnages peu connus ont été sélectionnés pour opposer leur candidature symbolique à celle du président Talon. Les forces d'opposition ont appelé au boycott et des **manifestations** ont précédé le vote, avec des informations faisant état de meurtres et de violences commis par les forces de sécurité, tandis que la société civile a **signalé** le harcèlement et l'intimidation généralisés des électeurs. Le résultat du scrutin d'avril 2021 a scellé un autre triomphe sans surprise du président Talon, avec un **taux de participation** beaucoup plus **faible** que le chiffre officiel. Le Bénin était autrefois connu dans la région pour ses pratiques bien ancrées de démocratie multipartite, toutefois cela semble désormais un lointain souvenir sous un président qui, de toute évidence, n'apprécie pas la concurrence électorale.

CÔTE D'IVOIRE : LES ESPOIRS DÉÇUS D'UNE NOUVELLE ÈRE

À un moment donné, c'est en Côte d'Ivoire que les espoirs semblaient les plus fondés. En mars le président Alassane Dramane Ouattara a semblé apaiser les craintes suscitées par sa candidature à un troisième mandat, en **annonçant** qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle d'octobre. Cette annonce a été accueillie avec grand enthousiasme. Le respect des limites constitutionnelles des mandats et une transition pacifique seraient un progrès pour un pays qui a été secoué par la violence après les élections de 2010, lorsque le président sortant Laurent Gbagbo a tenté de revendiquer la victoire après un vote qu'il avait perdu selon la plupart des électeurs ; Ouattara, l'adversaire de Gbagbo dans cette élection, est arrivé au pouvoir après l'avoir battu dans une campagne militaire qui a entraîné la mort de plus d'un millier de civils. Il semblait que Ouattara serait le premier dirigeant de l'histoire de la Côte d'Ivoire à céder le pouvoir de manière pacifique.

Hélas, il n'en a rien été. En août, Ouattara a fait volte-face et a annoncé qu'il se présentait à un troisième mandat à l'encontre des dispositions constitutionnelles. Ce changement d'avis est intervenu en juillet après la **mort soudaine** de son dauphin, le premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Ouattara a présenté sa candidature comme un « sacrifice » et a déclaré qu'il répondait « à l'appel de ses concitoyens ». Il a affirmé que ses deux premiers mandats ne comptaient pas pour le calcul de la limite de mandats, puisqu'une nouvelle Constitution avait été adoptée en 2016 ; c'est de cette manière que les limites de mandats ont été effacées dans plusieurs pays du continent et du monde.

Pour l'opposition et pour de nombreux membres de la société civile ce revirement de situation ressemblait plus à un coup d'État furtif qu'à un changement démocratique. L'annonce a déclenché des manifestations de masse au cours desquelles **six personnes sont mortes** suite aux violences entre les forces de sécurité et les manifestants, plus de cent personnes **ont été blessées** et au moins 69 ont été arrêtées. Les manifestations des jours suivants ont été rapidement **interdites** et lorsque les manifestants ont érigé des barricades et allumé des feux, la police a répondu avec des gaz lacrymogènes. Parmi les nombreuses arrestations figurent celles de plusieurs femmes partisans de l'opposition dont les actes de **contestation** avaient été de brandir le drapeau national et chanter l'hymne national. D'autres manifestations ont été **interdites** au moyen des pouvoirs d'urgence accordés pour arrêter la propagation de la COVID-19. Des groupes de jeunes soutenant le président se sont équipés de **machettes et de gourdins** pour disperser les manifestations de l'opposition. Les OSC ont lancé un appel à la paix alors que la violence menaçait de devenir incontrôlable une nouvelle fois.

Malgré cela les dirigeants d'OSC ont également été pris pour cible. En août des hommes armés ont **arrêté** Pulchérie Edith Gbalet, coordinatrice d'Alternative citoyenne ivoirienne, ainsi que deux de ses collègues après qu'ils avaient appelé à manifester contre le troisième mandat du président Ouattara. Ils ont notamment été accusés d'atteinte à l'ordre public et de participation à un mouvement insurrectionnel. Des OSC se sont unies pour **demander** leur libération. D'autres défenseurs des droits humains auraient été arrêtés. L'espace civique s'est dégradé avant l'élection et de nombreux journalistes ont subi la répression, notamment par le biais de nombreuses et **lourdes amendes** pour la publication de « fausses nouvelles » et d'articles sur la corruption et l'extorsion, ainsi que sur les conditions dans les hôpitaux et les prisons pendant la pandémie. Les militants de l'opposition actifs sur les réseaux sociaux ont subi un traitement similaire.

La volte-face de Ouattara a menacé de détourner l'attention d'un problème connexe, à savoir l'absence pure et simple de choix à l'élection. La décision de Ouattara de se représenter n'est pas la seule à avoir **anéanti les espoirs** de renouveau. L'ancien premier ministre Guillaume Soro, qui depuis son exil en France avait annoncé son intention de se présenter, a été exclu après avoir été condamné à **vingt ans de prison** dans un jugement biaisé politiquement selon ses partisans. Ainsi les rivaux de Ouattara n'étaient que l'ancien président Henri Konan Bédié, renversé par un coup d'État en 1999, et Pascal Affi N'Guessan, ancien premier ministre sous Gbagbo. Il semblait que ce jeune pays n'avait pas le droit de proposer de

nouvelles figures politiques et ne pouvait que recycler les anciennes, qui étaient déjà associés à l'échec.

L'élection n'a donné lieu à aucune contestation, le président sortant ayant obtenu 95 % des voix après que les candidats de l'opposition ont appelé au boycott. L'insécurité a entraîné la **fermeture** de nombreux bureaux de vote ou leur clôture anticipée, privant ainsi de nombreux électeurs de leur droit de vote. Mais ce scrutin a également reflété la division de l'opposition et l'absence d'un candidat alternatif convaincant et capable de promettre aux Ivoiriens quelque chose de mieux. Les candidats de l'opposition ont rejeté le résultat en raison d'irrégularités présumées et d'un faible taux de participation, et ont **annoncé** leur intention de former un « gouvernement de transition », bien qu'ils ne semblent pas en mesure de le faire. L'annonce du résultat a été accueillie par de nouvelles manifestations violentes et **plus d'une cinquantaine de personnes** auraient été tuées. Les dirigeants de l'opposition qui avaient rejeté les résultats ont été **arrêtés**, détenus et mis au secret pendant plusieurs jours.

Une fois la tension retombée, Ouattara est resté au pouvoir sans qu'aucun consensus ne soit atteint et la légitimité du président, qui entame son troisième mandat et qui pourra même se présenter aux prochaines élections, ne peut qu'avoir été compromise. Dans un pays qui reste **divisé ethniquement** selon de profondes différences entre le nord et le sud, on craint que tout conflit puisse rapidement s'aggraver et devenir tumultueux, polarisant et violent. Dans ce contexte les violences et les discours haineux et toxiques ont été rapidement déployés au cours de la campagne et après l'annonce des résultats. Pour le vainqueur de l'élection, les bénéfices sont considérables, grâce à l'existence d'un pouvoir centralisé et de cercles présidentiels soudés ethniquement. Cela dit, le pouvoir doit s'accompagner de la responsabilité de dépasser les clivages et de désamorcer les conflits, faute de quoi la Côte d'Ivoire restera prisonnière d'une spirale destructrice.

La démocratie est fragile et la confiance dont elle bénéficie ne se verra pas renforcée si un énième président persiste à croire que lui seul est à même de diriger son pays. Le pays aura manqué une occasion de rompre avec le passé. De nouveaux leaders potentiels devaient émerger, mais 40 des 44 personnes qui se sont portées candidates au poste de président ont vu leur candidature **rejetée**. Il faudra peut-être convaincre de nombreux jeunes Ivoiriens désireux de changer leur pays que l'arène démocratique est un espace où ils peuvent défendre des alternatives et obtenir des avancées.



Des personnes font la queue pour voter à l'élection présidentielle à Colombo, Sri Lanka, le 16 novembre 2019. Photo par Paula Bronstein/ Getty Images

SRI LANKA : LE POUVOIR, UNE AFFAIRE DE FAMILLE

Plus encore qu'au Togo, la politique du Sri Lanka est devenue une affaire de famille. Les élections législatives du mois d'août ont encore consolidé l'emprise de la famille Rajapaksa sur le pouvoir politique. L'Alliance de la liberté du peuple uni a remporté une victoire écrasante. Elle s'est construite autour de son principal parti, le Sri Lanka Podujana Peramuna (SLPP), et elle est dirigée par le premier ministre et ancien président Mahinda Rajapaksa. Profitant de la division de l'opposition, l'alliance a remporté 59 % des voix et 145 des 225 sièges au Parlement. Le premier ministre Rajapaksa ainsi que cinq membres de sa famille ont été élus au Parlement. Son frère, Gotabaya Rajapaksa, est devenu président en novembre 2019.

Le gouvernement par une famille dirigeante, dans lequel des cercles restreints se forment autour des leviers du pouvoir, n'est jamais bon pour la société civile. Lorsque le pouvoir familial prévaut, l'espace public est contrôlé en privé et les décisions sont prises de manière informelle plutôt qu'institutionnelle, souvent en faveur de la préservation du pouvoir familial. Les familles dirigeantes résistent à tout contrôle et cherchent à léguer le pouvoir. En outre, la position nationaliste tranchée du gouvernement Rajapaksa et

la promotion d'une conception étroite de l'identité cinghalaise laissent peu de place aux minorités ethniques et religieuses. Cela a pour conséquence que le gouvernement de la famille dirigeante du Sri Lanka est particulièrement hostile à l'idée d'un contrôle indépendant des droits humains universels par la société civile.

Les gouvernements précédents du président Mahinda Rajapaksa avaient adopté une attitude intransigeante envers la société civile et ne toléraient pas la contestation. Ils se sont efforcés d'empêcher que les responsables des violations des droits humains commises pendant la guerre civile (1983-2009) aient à rendre des comptes. Gotabaya Rajapaksa, ancien chef de l'armée, était ministre de la Défense sous la présidence de son frère lorsque le gouvernement a brutalement mis fin au conflit par un assaut militaire soutenu qui a donné lieu à de nombreuses accusations de crimes de guerre. Les tentatives visant à enquêter sur ces exactions et à demander des comptes aux auteurs de ces crimes ont été repoussées à plusieurs reprises par les gouvernements de M. Rajapaksa. En février le gouvernement a déclaré qu'il ne **respecterait** ⁷ plus la **résolution 30/1** ⁷ du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en vertu de laquelle le gouvernement précédent, dirigé par un autre président, s'était engagée à mettre en place un mécanisme d'enquête indépendant afin de permettre l'établissement de la responsabilité pour les violations des droits humains commises pendant le conflit ; ce mécanisme n'a jamais été mis en place. Autre signe du refus du gouvernement de prendre au sérieux l'obligation de rendre des comptes pour les crimes passés : le président a gracié en mars un officier de l'armée reconnu coupable du meurtre de huit civils tamouls pendant le conflit. Cette décision **a été condamnée** ⁷ par de nombreuses OSC sri-lankaises.

À la suite de l'élection présidentielle de novembre 2019 et à l'approche des élections parlementaires de 2020, la société civile a **signalé** ⁷ une recrudescence du climat de peur avec une multiplication des cas d'intimidation, de menaces et d'arrestations. Des journalistes et des avocats spécialisés dans les droits humains **ont été victimes** ⁷ de diffamation et de harcèlement. Des personnes ont appris que leurs noms figuraient sur les « listes de surveillance » du gouvernement et en réponse certaines ont fui le pays ou contenu leurs critiques. Dans ce qui s'apparentait à un coup de force militaire, un grand nombre d'officiers militaires, en activité ou à la retraite, ont accédé à des fonctions gouvernementales autrefois occupées par des civils. Autre fait alarmant, le Secrétariat des ONG, l'entité qui régule les OSC, a été placé sous le contrôle du ministère de la Défense. La société civile a également **constaté** ⁷ que les puissants groupes de travail présidentiels, qui n'ont pas de comptes à rendre, étaient composés en grande majorité de Cinghalais, même lorsqu'ils traitaient de questions qui concernaient les

communautés tamoule et musulmane. Le gouvernement a abandonné le processus d'abrogation de la Loi sur la prévention du terrorisme, qui est très sévère et permet la détention arbitraire et prolongée, ainsi que la torture. Plusieurs OSC ont déclaré avoir reçu la visite d'agents des services de renseignement qui leur ont posé des questions sur leur personnel, leurs programmes et leur financement. Les OSC du nord et du nord-est du pays, les régions les plus touchées par le conflit, semblent particulièrement visées.

Sandun Thudugala ⁷, du **Law and Society Trust** ⁷, souligne cette détérioration de l'espace civique depuis que la famille Rajapaksa a repris le pouvoir :

La situation a empiré avec l'élection de Gotabaya Rajapaksa comme nouveau président en novembre 2019. Sa campagne électorale, basée sur les idées de suprématie du bouddhisme cinghalais, de discipline de la société et de sécurité nationale, a reçu un soutien massif, en particulier de la communauté bouddhiste cinghalaise. Le résultat a été interprété comme un mandat donné au gouvernement de miner les libertés fondamentales et l'espace civique au nom de la sécurité nationale et du développement.

Des signes de militarisation accrue de tous les aspects de la société et d'affaiblissement des institutions démocratiques ont été observés, comme la nomination à des postes clés du gouvernement de membres des forces spéciales présidentielles, qui ne rendent compte qu'au président. Il y a également eu un message clair de refus de l'État de respecter ses obligations internationales.

La surveillance des activités de la société civile s'est accrue et des activistes actifs sur les réseaux sociaux ont été arrêtés. Cela a clairement reflété la tentative de porter atteinte aux libertés et à l'espace civique à l'approche des élections. La situation a été aggravée par la pandémie de COVID-19. La nécessité de lutter contre le virus a servi de prétexte à une militarisation accrue et à une concentration du pouvoir entre les mains du président.

Lors d'un rassemblement électoral en juillet, le premier ministre Rajapaksa a promis la même chose, en déclarant que le nouveau gouvernement renforcerait son contrôle des OSC et des financements qu'elles reçoivent depuis l'étranger. Le gouvernement a annoncé qu'il allait enquêter sur les inscriptions d'OSC effectués sous le gouvernement précédent.

L'État a semblé considérer la pandémie sous un angle similaire : lorsque la COVID-19 a frappé le Sri Lanka, la première réaction du gouvernement aurait été de supprimer la

contestation. En avril, il a annoncé que quiconque **critiquait** ⁷ la réponse officielle à la pandémie pourrait être arrêté. Apparemment cela comprenait la critique sur Internet de la nomination de Basil Rajapaksa, frère du président et du premier ministre, à la tête du groupe de travail présidentiel sur la COVID-19 ; on a signalé que le domicile d'un étudiant avait été perquisitionné pour cette raison. Le ministère de la Défense a pris la tête de la réponse à la pandémie, et il semble que sa principale tactique pour tenter d'endiguer la propagation du virus était de punir les personnes qui auraient enfreint les règlements d'urgence. **Plus de 66 000 personnes** ⁷ auraient été arrêtées en août.

Désireux de tenir les élections, le président Rajapaksa a dissous le Parlement en mars, mais la pandémie l'a contraint à reporter le vote à deux reprises. Ce retard, associé à l'utilisation croissante des groupes de travail présidentiels, a réduit la possibilité de contrôler et de mettre en question les actions du gouvernement. Le parti au pouvoir était impatient d'organiser les élections, mais apparemment il était moins soucieux de garantir la sécurité du scrutin que de profiter de l'élan généré par sa victoire à l'élection présidentielle et de tirer parti d'une opposition divisée. Le parti au pouvoir souhaitait organiser les élections le plus rapidement possible et s'est opposé à la décision de la commission électorale de les reporter. Pourtant, ce report ne lui a pas porté préjudice et les restrictions imposées à la campagne électorale pendant la pandémie ont joué en sa faveur. Comme on l'a vu lors d'élections dans d'autres contextes, le fait de s'appuyer davantage sur les médias plutôt que sur une campagne sur le terrain a joué en faveur du pouvoir en places grâce à ses privilèges et ses relations avec les médias.

Le gouvernement a voulu organiser les élections le plus rapidement possible. Il était prêt à les tenir en avril, comme prévu, même si nous étions au plus fort de la pandémie. Presque tous les partis d'opposition se sont opposés à la tenue d'élections en avril. Par la suite, la Commission électorale a décidé de les reporter jusqu'en août en raison des risques potentiels pour la santé. En août, la situation s'est considérablement améliorée, de sorte qu'il n'y a pas eu d'opposition majeure à la tenue des élections, qui ont eu lieu le 5 août.

La Commission électorale a publié un ensemble de directives sanitaires et a imposé des contrôles importants sur les campagnes électorales. Aucun grand rassemblement ou réunion n'a été autorisé, mais le gouvernement et les principaux partis d'opposition ont violé ces directives sanitaires en organisant ouvertement des manifestations publiques et d'autres rassemblements, et n'ont subi aucune répercussion. Il est apparu clairement que les partis les plus puissants avaient un net avantage à contourner certaines règles. En outre, les

candidats des principaux partis politiques, qui avaient plus d'argent à consacrer aux campagnes dans les médias électroniques et les médias sociaux, ont eu un avantage certain sur les autres.

Grâce à son contrôle sur les médias d'État et au soutien qu'il a reçu de la plupart des médias privés, tant électroniques que de la presse écrite, le gouvernement a eu un net avantage sur l'opposition pendant la campagne électorale. Les petits partis politiques de l'opposition étaient les plus défavorisés, car ils n'ont pas bénéficié d'un temps d'antenne significatif ni de publicité dans les grands médias. Cela a certainement eu un impact sur les résultats des élections.

Comme dans d'autres contextes, la tenue d'une élection pendant une pandémie s'est également traduite par une limitation bien plus élevée que d'habitude du rôle de la société civile, ce qui a abouti à une baisse de la qualité du débat public.

Outre la participation au contrôle des élections, la participation de la société civile indépendante au processus électoral a été minime. Il s'agit d'un changement radical par rapport aux élections de 2015, où la société civile avait joué un rôle clé dans la promotion d'un programme de bonne gouvernance et de réconciliation dans le cadre de la campagne électorale. Les divisions au sein de l'opposition et le contexte de COVID-19 ont rendu difficile l'engagement effectif des organisations de la société civile dans le processus. Certaines organisations ont tenté de produire un discours sur l'importance de protéger le 19^{ème} amendement à la Constitution, qui limite les pouvoirs présidentiels tout en renforçant le rôle du Parlement et des institutions indépendantes ainsi que les processus de responsabilité, mais n'ont pas obtenu d'espaces significatifs pour discuter de ces questions dans les médias ou tout autre espace public.

Les principaux partis d'opposition étaient divisés, et pendant la campagne électorale, leurs conflits internes ont été plus importants que leurs messages électoraux. L'une de leurs principales promesses était de fournir une aide économique aux personnes pauvres qui avaient été les plus touchées par la pandémie de COVID-19 et le confinement.

Pendant la campagne électorale, aucun des grands partis n'a mis en avant des questions centrales telles que la nécessité de renforcer les systèmes de gouvernance démocratique, la justice pour les victimes de guerre et la recherche de solutions à plus long terme aux problèmes ethniques ou aux causes profondes de la pauvreté, de l'endettement et des inégalités en milieu rural.

La coalition n'a donc pas obtenu la **supermajorité** qu'elle recherchait pour apporter des changements constitutionnels majeurs, mais cet obstacle a été surmonté en concluant des accords avec des partis mineurs. En octobre, le Parlement a dûment approuvé une série de modifications constitutionnelles visant à **accroître** le pouvoir présidentiel. Grâce à ces changements le président a davantage de pouvoir pour dissoudre le Parlement, peut nommer et destituer les ministres, et assurer des fonctions ministérielles. Le président Rajapaksa s'est immédiatement nommé ministre de la Défense et ministre de la Technologie, tout en conservant son poste de président ; il restait suffisamment de postes à pourvoir pour nommer deux autres Rajapaksa au cabinet. Un autre **changement** permettant aux personnes ayant la double nationalité d'occuper des fonctions politiques a été perçu comme une manœuvre destinée à faciliter l'entrée d'un autre Rajapaksa dans l'entreprise familiale.

Les modifications constitutionnelles ont également donné au président le **pouvoir** de nommer les juges et les autorités qui supervisent la commission électorale et les commissions de police, des droits humains et d'enquête sur la corruption. Certaines modifications sont intervenues après un **arrêt** de la Cour suprême à la suite de plaintes déposées par la société civile et par des groupes d'opposition. Dans sa forme initiale cette décision affirmait que quatre changements auraient dû être approuvés par référendum. Néanmoins, ces changements ont marqué une nette consolidation du pouvoir présidentiel qui ne fera que rendre plus difficile le contrôle des décisions du gouvernement.

Le scénario était prévisible, le nouveau gouvernement a poursuivi sa répression de la société civile au niveau national et a continué à s'opposer à la supervision internationale. La stratégie de la peur appliquée par les Rajapaksas au cours des dernières années du conflit civil a été mise en œuvre de nouveau. Plusieurs défenseurs des droits humains sont restés en détention pendant longtemps et ont été exposés à un risque élevé de contracter la COVID-19, notamment, **Shani Abeysekera**, ancien responsable des enquêtes judiciaires qui avait impliqué des dirigeants politiques dans des violations des droits humains, et **Hejaaz Hizbullah**, un éminent avocat spécialisé dans les droits humains.

Dans son **rapport** de septembre sur les représailles exercées par les États contre les personnes coopérant avec le système international, le secrétaire général des Nations unies a noté que le gouvernement sri-lankais avait convoqué le personnel de la société civile pour l'interroger avant et après les visites au CDH et l'avait soumis à une surveillance accrue. En décembre, plus de quarante OSC sri-lankaises **se sont adressées** au Haut-



Les candidats de l'opposition se sont mobilisés dans tout Singapour pour faire du porte-à-porte et rencontrer les électeurs avant les élections. Photo par Suhaimi Abdullah / Getty Images

Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme pour signaler plusieurs cas de harcèlement, de surveillance et d'intervention des forces de sécurité, notamment des interrogatoires du personnel sur leurs proches à l'étranger. Des OSC ont signalé avoir été interrogées sur leurs projets revendicatif en vue de la réunion de février du CDH.

Les exigences en matière de justice, longtemps insatisfaites, demeurent. En août, à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparition forcée, les familles de personnes disparues ont organisé des manifestations dans le nord et le nord-est du Sri Lanka malgré les tentatives des forces de sécurité pour empêcher le déroulement de ces manifestations. Les manifestants ont demandé le concours de la justice internationale, car ils savent que leurs demandes resteront ignorées au niveau national par une famille dirigeante qui considère toujours la fin de la guerre comme son propre triomphe.

SINGAPOUR : LE PARTI AU POUVOIR POURSUIT LES ÉLECTIONS MALGRÉ LA PANDÉMIE

Comme au Sri Lanka, l'une des principales controverses électorales à Singapour a porté sur la tenue et le calendrier des élections. Le People's Action Party (PAP), au pouvoir depuis que Singapour est devenu autonome en 1959, a insisté pour maintenir la tenue des élections, tandis que les partis d'opposition ont demandé qu'elles soient reportées. Lors du déroulement des élections, on n'a fait que peu de concessions à la pandémie en cours, à l'exception d'une prolongation des heures de vote et de l'obligation d'utiliser du désinfectant pour les mains, explique [Jolovan Wham](#), défenseur des droits humains :

Les partis d'opposition étaient largement opposés à la tenue des élections car la pandémie de COVID-19 n'avait pas reculé et elle pouvait constituer une menace pour la santé publique. Ils craignaient également que les rassemblements physiques et le démarchage en porte-à-porte ne soient pas autorisés, ce qui entraverait leurs efforts de campagne.

En effet, il était plus difficile d'établir un contact direct avec les électeurs lorsqu'il était nécessaire de maintenir une distance d'un mètre pendant les marches et les visites en porte-à-porte. Chacun a dû prononcer son discours et se connecter aux électeurs en ligne.

Certains changements ont été introduits pour que les élections se déroulent dans le contexte de la pandémie. La période de vote a été prolongée de deux heures en prévision de files d'attente plus longues en raison de la distanciation sociale. Mais il n'a pas été question du vote en ligne. Et il est possible que les personnes âgées ou ayant des problèmes de santé n'aient pas participé par peur d'être infectées par le COVID-19.

Comme pour les autres élections organisées pendant la pandémie, les questions sur la gestion de la pandémie elle-même ont joué un rôle important dans le débat électoral. Le gouvernement espérait tirer profit du soutien de la population aux mesures sanitaires, ce qui laissait craindre que l'opposition perde sa représentation si les électeurs récompensaient le parti au pouvoir. Les partis de l'opposition ont critiqué la gestion gouvernementale de la pandémie, notamment concernant l'épineuse question de la pénurie de masques à un stade crucial. Au fur et à mesure que la pandémie progressait, les éloges internationaux initiaux pour l'apparente efficacité de la réponse

gouvernementale ont cédé la place à une reconnaissance croissante du manque de protection accordée aux **travailleurs immigrés** ⁷, dont beaucoup vivent dans des espaces exigus qui les rendent vulnérables au virus. L'opposition a soulevé ces questions et d'autres avant les élections.

Pour le PAP, la campagne s'est concentrée autour de la diffamation des candidats de l'opposition, les accusant de colporter des mensonges et d'avoir des intentions néfastes, et s'est attachée à les discréditer. Des tactiques de peur ont également été utilisées : l'idée a été transmise à l'électorat que seul le PAP pouvait sortir les Singapouriens de la pandémie de COVID-19, et que la présence de plus de représentants de l'opposition au Parlement contrecarrerait ces efforts.

Les partis d'opposition, quant à eux, se sont attachés à faire passer à l'électorat le message qu'ils étaient sur le point d'être éliminés du Parlement, puisqu'ils disposaient de moins de 10 sièges sur près de 90. Les autres questions clés soulevées par l'opposition étaient le coût élevé de la vie et l'immigration.

En réponse aux critiques, le gouvernement s'est rabattu sur l'un de ses outils favoris pour museler la contestation : la loi sur la protection contre les mensonges et les manipulations en ligne (POFMA, par ses initiales en anglais), une loi étendue contre les fausses informations. En février, avant les élections, le gouvernement a utilisé la POFMA pour **cibler** ⁷ le New Straits Review, en demandant à Facebook de bloquer la page du média après la publication d'un article sur la pénurie de masques. La POFMA a encore été utilisée dans les jours qui ont précédé les élections, lorsque le gouvernement a émis une **série** ⁷ de « directives de correction » à l'encontre de sites d'information, de pages Facebook de partis d'opposition et de sites qui avaient rapporté les commentaires d'un candidat de l'opposition sur l'épidémie de COVID-19 dans les dortoirs de travailleurs immigrés. Le site indépendant New Naratif a également fait l'objet d'une **enquête** ⁷ de police à la suite d'accusations selon lesquelles ses réseaux sociaux auraient incorporé des publicités payantes de certains candidats en violation de la loi électorale ; l'État a harcelé New Naratif à plusieurs reprises et l'a accusé de soutenir des intérêts étrangers. Tout cela ne peut qu'avoir un effet pernicieux sur la qualité du débat électoral.

Jolovan Wham a aussi été concerné par les tendances répressives du gouvernement singapourien. En août il a purgé une peine de dix jours de prison pour avoir organisé une discussion en ligne avec le militant hongkongais Joshua Wong (voir plus loin dans ce chapitre). En novembre il a de nouveau été **mis en examen** ⁷ pour rassemblement public illégal après avoir organisé deux manifestations en solo, l'une en soutien à un

site Internet accusé de diffamation ayant dénoncé la corruption, l'autre en solidarité avec deux jeunes militants pour le climat ayant fait l'objet d'une enquête de police (voir le chapitre consacré au militantisme économique et environnemental).

Lorsqu'un seul parti détient le pouvoir depuis longtemps, l'État et ce parti ont tendance à se confondre. À Singapour le PAP maintient une mainmise sur les institutions de l'État, y compris sur les médias publics, qui garantissent au parti au pouvoir une couverture favorable. Avant les élections le gouvernement a été accusé d'appliquer un **redécoupage électoral** ⁷ en redistribuant certaines circonscriptions que l'opposition avait ciblées. En temps normal l'opposition aurait tenté de surmonter ces obstacles en organisant des rassemblements et en faisant campagne porte à porte, mais dans le contexte de la pandémie elle a été réduite à utiliser des réseaux sociaux.

Le contrôle du PAP sur toutes les institutions publiques est un problème majeur de liberté civique. Cela signifie qu'il peut façonner le discours politique en fonction de son programme et fixer les règles du jeu à sa convenance. Par exemple, le département électoral, qui dessine les circonscriptions électorales, relève du Premier ministre. La plupart des groupes de la société civile ont peur de s'impliquer de manière significative dans les élections en raison des conséquences d'être perçus comme « partisans ». Si une association de la société civile est liée à un parti d'opposition, elle peut perdre le financement, le soutien et les ressources nécessaires à son travail.

Un récent **rapport** ⁷ des Parlementaires pour les droits humains de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) a mis en évidence des failles structurelles qui ont empêché l'élection d'être équitable. Il s'agit notamment des pouvoirs étendus du premier ministre sur l'ensemble du processus électoral, sans qu'aucun contrôle efficace ne soit exercé. Le contexte dans lequel les Singapouriens pouvaient exercer leur droit de participer à la vie publique était sévèrement restreint. Les principaux candidats de l'opposition ont fait l'objet de poursuites judiciaires par des membres du PAP, et les électeurs des districts dirigés par l'opposition craignaient des représailles s'ils ne votaient pas pour le PAP. Les libertés fondamentales, qui sont intrinsèquement liées à l'existence d'élections libres, sont limitées car le gouvernement contrôle les médias et utilise des lois restrictives contre les voix critiques et dissidentes.

Les candidats et les partis de l'opposition ont dû s'appuyer uniquement sur les médias sociaux pour faire passer leur message en raison de la couverture défavorable qu'ils ont reçue de la part des médias d'État. Ils ont également eu des

difficultés à atteindre les électeurs en raison du monopole, de la manipulation et du contrôle exercés par le PAP sur les syndicats et les organisations et groupes de base dans tout le pays, auxquels s'ajoutent les difficultés liées à l'organisation de manifestations physiques dans le contexte de la pandémie.

La victoire du parti au pouvoir n'a pas été une surprise, mais elle n'a pas été écrasante. Avec un peu plus de 61 % des voix, le PAP a perdu plus de huit points. Toutefois, grâce à ses avantages intrinsèques, il a pu obtenir 83 des 95 sièges du Parlement. Le Workers' Party, un parti d'opposition, a obtenu 10 sièges, soit le meilleur score de son histoire.

Bien qu'il ne remette guère en cause le pouvoir bien établi du PAP, ce résultat montre que la contestation reste vivante et indique que l'opposition doit être respectée puisqu'elle a un rôle important à jouer dans la démocratie singapourienne. Le parti au pouvoir devrait le reconnaître et cesser d'abuser de sa position. Cependant, le fait qu'il ait continué à utiliser la POFMA après les élections et qu'il aurait ciblé des opposants laisse penser qu'il tire les mauvaises leçons d'un résultat moins important qu'il ne l'avait espéré. Dans ces circonstances difficiles la société civile devra continuer à exhorter le gouvernement pour qu'il reconnaisse la valeur de la critique et la laisse s'exprimer.



Les partisans du Workers' Party célèbrent l'augmentation de leur vote lors de l'élection générale du 11 juillet 2020 à Singapour. Photo par Suhaimi Abdullah/Getty Images

SERBIE : UN PAYS SUR UNE TRAJECTOIRE AUTORITAIRE

La Serbie ressemble de plus en plus à un État à parti unique. Les élections législatives ont enregistré le taux de participation le plus faible de l'histoire du pays depuis la disparition de l'ancienne Yougoslavie. Elles se sont tenues en juin après avoir été reportées au mois d'avril en raison de la pandémie. La cause de cette situation serait plutôt la polarisation que l'apathie. Comme en Hongrie et en Pologne (voir ci-dessous), le parti nationaliste de droite au pouvoir a gagné la loyauté d'une partie de la population en jouant sur la xénophobie et en attaquant la société civile et les médias indépendants. Son discours est renforcé par des groupes d'extrême droite anti-droits qui cherchent à supprimer la contestation par le biais d'insultes, de calomnies et d'attaques violentes. Ceux qui se trouvent de l'autre côté du fossé, notamment les groupes exclus et les défenseurs des droits humains, sont de moins en moins présents dans le discours national. Ce fossé est apparu clairement lorsque la principale coalition d'opposition a boycotté l'élection, déclarant qu'elle ne serait ni libre ni équitable. Même si elle avait probablement raison, compte tenu de l'infiltration du parti au pouvoir dans les médias officiels, ce boycott a non seulement entraîné un faible taux de participation, mais aussi la victoire écrasante du parti au pouvoir, qui n'a plus guère de limites formelles à son pouvoir.

Maja Stojanovic ⁷, de Civic Initiatives ⁷, décrit l'environnement politique dans lequel s'est déroulée l'élection :

Les élections de 2020 ont été les moins démocratiques que nous ayons connues depuis vingt ans et pour nous, en tant que membre de la société civile, il est très important de le dire, car la Commission européenne a parlé, a publié des rapports et a essayé d'être diplomatique, en évitant de mentionner les vrais problèmes du pays.

Il n'y avait pas de médias libres : les médias sont très polarisés et il y a beaucoup de contrôle sur les médias, donc seulement environ cinq à dix pour cent des médias sont en mesure de rendre compte librement des problèmes de la Serbie, et ils n'ont pas beaucoup d'audience. Les électeurs ont subi des pressions du parti au pouvoir, beaucoup plus que lors de la dernière élection de 2017. Les représentants de l'État ont fait campagne de manière active depuis leurs postes officiels.

Le principal parti d'opposition a boycotté les élections, ce qui a conduit à la maigre représentativité actuelle de l'Assemblée nationale, la plupart des députés

soutenant le parti au pouvoir et seuls six députés sur 250 appartenant à des partis d'opposition.

La pandémie a influencé les élections et la période qui les a précédées, et nous avons également connu une très vaste contestation après les élections. Il y avait beaucoup de problèmes liés à la COVID-19 dans le sens où chaque décision revenait en quelque sorte à un exercice d'équilibre entre la démocratie et la santé des citoyens. Pour la société civile il était difficile de prendre une décision sur la manière de réagir aux actes du gouvernement, car nous n'étions même pas sûrs qu'il était préférable pour les citoyens d'avoir ou de ne pas avoir d'élections.

De toute évidence le fait de disposer d'un média public captif qui lui serve de porte-parole n'était pas suffisant pour le parti au pouvoir. Il lui fallait aussi réduire au silence les médias indépendants. L'année a offert un exemple après l'autre de la campagne de harcèlement systématique de l'État contre les médias indépendants. En janvier des individus se sont **introduits** ↗ dans les bureaux du site Kolubarske.rs et ont fouillé des dossiers concernant des investigations journalistiques. Au cours des premiers mois de 2020, avant les élections, la chaîne de télévision indépendante N1, connue pour son professionnalisme et pour l'objectivité de ses reportages, a été contrainte de **cesser ses émissions** ↗ en raison d'un différend avec un câblo-opérateur contrôlé par l'État. Elle a également fait l'objet de calomnies répétées de la part du gouvernement. Le premier ministre Ana Brnabic est entrée en scène lorsque le conflit s'est approfondi et a **accusé** ↗ N1 de diffuser des fausses nouvelles et de **mener** ↗ une campagne politique. Le site web de N1 a fait l'objet d'attaques, dont une **attaque** ↗ par déni de service distribué (DDoS) en janvier, au cours de laquelle des robots ont tenté de saturer son serveur pour rendre le site inaccessible.

Le parti au pouvoir et ses hérauts — des partis nationalistes encore plus extrêmes, des groupes non étatiques conservateurs, des médias clients — n'ont cessé de lancer des calomnies et des insultes agressives à l'encontre des journalistes qui communiquaient des informations qui ne leur plaisaient pas ou qui cherchaient simplement à leur demander des comptes. Ces calomnies associaient souvent les personnes attaquées à des puissances étrangères, notamment à des pays dont la population est majoritairement musulmane, comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, une nation sécessionniste à laquelle la Serbie reste opposée. Les femmes journalistes ont été attaquées de manière disproportionnée. Ces calomnies et ces insultes sont venues d'en haut. En juillet, le président Aleksandar Vučić a **insulté** ↗ à plusieurs reprises une journaliste de télévision qui lui avait posé des questions auxquelles il ne voulait pas répondre. En novembre il a **accusé** ↗ les médias indépendants d'être financés par l'opposition. En décembre des

hommes politiques du parti au pouvoir à l'Assemblée nationale se sont mis d'accord pour **dénoncer** ↗ les médias étrangers comme étant des ennemis de l'État, des mercenaires étrangers et des traîtres.

Outre les attaques des dirigeants politiques, les calomnies et les insultes sont souvent le fait de sites Internet clandestins où les articles sont publiés de manière anonyme. En mars l'Association indépendante des journalistes de Voïvodine — une région septentrionale de Serbie, la plus diverse, et qui jouit d'une certaine autonomie par rapport à la capitale — a été **accusée** ↗ d'être une « organisation séparatiste » et un « ennemi de la Serbie » sur des sites d'extrême droite. Le portail Prismota.net s'est révélé être une source régulière de diffamation. En mai il a **cité** ↗ les noms de plusieurs dirigeants de la société civile en les qualifiant d'« espions étrangers ». En août, il a **accusé** ↗ le Centre pour l'écologie et le développement durable, qui avait critiqué le secteur de l'électricité, d'être des informateurs des services étrangers œuvrant contre le développement économique de la Serbie, notamment les investissements chinois. Le portail les accusait de coopérer avec les services de renseignements de Bosnie-Herzégovine. D'autres articles accusaient les groupes de la société civile de diffuser une propagande anti-serbe et de se livrer à la corruption. De fausses **accusations** ↗ d'extorsion ont été diffusées à l'encontre de la journaliste d'investigation Brankica Stankovic.

Une autre attaque s'est produite en juillet, lorsque la direction gouvernementale chargée de la lutte contre le blanchiment d'argent a **publié** ↗ une liste d'organisations et de personnes soupçonnées de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, et a demandé aux banques d'enquêter sur leurs transactions. Bon nombre des personnes figurant sur cette liste étaient des détracteurs du gouvernement bien connus, notamment un grand nombre d'OSC et d'organisations de médias indépendants. Son intention semblait claire. La législation était en train d'être **utilisée à mauvais escient** ↗ pour faire pression sur les contestataires et les efforts du gouvernement n'ont pas réussi à le masquer, bien qu'il ait présenté cette mesure comme une mise en conformité nécessaire avec les règles du Groupe d'action financière internationale. Plus de 270 organisations et particulier se sont réunis pour **mettre en évidence** ↗ cet abus et son impact sur la démocratie. En novembre trois rapporteurs spéciaux des Nations unies ont **accusé** ↗ le gouvernement d'étouffer la société civile en utilisant de manière abusive ses engagements dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Les attaques en ligne ont été reproduites sous forme de menaces et de violences dans le monde réel, notamment de nombreuses menaces de mort et des attaques contre

des équipes de télévision informant depuis les bureaux de vote pendant les élections. Les personnalités du parti au pouvoir se livrant largement à des attaques verbales qui créent les conditions propices aux menaces et à la violence, les personnes à risque savaient qu'elles ne pouvaient pas compter sur l'État pour les protéger. Le **contrôle** ↗ des médias inquiétait aussi.

Le parti au pouvoir a également utilisé à son avantage son pouvoir sur les organismes de financement de l'État. Les organes des médias indépendants se sont plaints que les comités qui déterminent la distribution des fonds publics étaient **remplis** ↗ de partisans du parti au pouvoir, ce qui pouvait également alimenter l'autocensure. De même, les médias indépendants se sont plaints de leur incapacité à accéder aux financements au niveau local et du **refus** ↗ de nombreux responsables locaux de leur parler. Le boycott de l'État contre les médias indépendants a été accentué pendant la pandémie : les médias **se sont vu refuser** ↗ des données essentielles et ont été exclus des conférences de presse, tandis que des menaces de lourdes actions en justice pesaient sur quiconque diffuserait des informations non officielles. Le harcèlement de la police et la violence de groupes non identifiés ont eu également lieu lorsque des journalistes ont tenté de communiquer des informations sur la COVID-19.

À la suite des élections le gouvernement a clairement exprimé sa position en **supprimant** ↗ le Bureau pour la coopération avec la société civile, qui avait été créé pour faciliter la consultation de la société civile dans les processus décisionnels nationaux et locaux. Cette décision a été prise sans aucune consultation. La première réaction du gouvernement face à la pandémie a été de **suspendre** ↗ l'attribution de contrats publics et de rendre les OSC inéligibles aux permis de circulation pendant les restrictions d'urgence.

Compte tenu de l'absence d'opposition au sein de l'Assemblée nationale et de l'impossibilité d'exprimer son désaccord dans la plupart des médias, les manifestations de rue sont devenues l'un des rares moyens de demander des comptes au gouvernement. En juillet la tension subjacente a atteint son paroxysme lorsque l'annonce du gouvernement à propos du retour d'un couvre-feu a entraîné des manifestations spontanées à Belgrade, la capitale, qui ont rapidement pris de l'ampleur pour devenir des **manifestation de masse** ↗ qui ont duré plusieurs jours et qui se sont étendues à d'autres villes. L'État a répondu par la violence et la désinformation. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, tandis que de mystérieux groupes en civil ont également exercé de la violence à l'encontre des journalistes et des manifestants. **Ivana Teofilović** ↗, de Civic Initiatives, décrit les manifestations :

Les manifestations qui ont suivi les élections semblent aller dans le sens d'une plus grande polarisation et d'un approfondissement de la crise politique, car une grande partie des citoyens n'est pas représentée et se sent privée du droit de choisir sans crainte ses représentants par des élections libres et démocratiques.

La cause immédiate du rassemblement spontané et massif des citoyens en juillet 2020 a été l'annonce de l'introduction d'un nouveau couvre-feu, c'est-à-dire une nouvelle interdiction de tout mouvement pendant 72 heures. Dès la fin de la conférence de presse du président, des gens mécontents ont commencé à se rassembler devant l'Assemblée nationale à Belgrade, la capitale. Si le motif immédiat a été l'insatisfaction face à la gestion de la crise de la COVID-19, les citoyens ont également voulu exprimer leur mécontentement à l'égard de nombreuses autres mesures gouvernementales et de leur impact, et en particulier des conditions dans lesquelles se sont déroulées les récentes élections législatives.

En réaction, les forces de sécurité ont fait un usage injustifié de la violence dans des dizaines de cas et ont outrepassé leurs pouvoirs légaux. Leur réaction violente à des rassemblements pacifiques spontanés a constitué une grave violation du droit à la liberté de réunion pacifique et une menace injustifiée pour l'intégrité physique d'un grand nombre de manifestants. Les manifestations ont été marquées par l'utilisation **d'une grande quantité de gaz lacrymogène** ↗, qui a été lancée sans discernement dans les masses de manifestants pacifiques. Par conséquent, dans les jours suivants, de nombreux manifestants ont connu des problèmes de santé. Outre le fait que des quantités injustifiées ont été utilisées, l'attention du public s'est focalisée sur le fait que le gaz lacrymogène utilisé était périmé.

Les médias et le public lui-même ont également rapporté et documenté de nombreux cas d'abus policiers, dont celui de **trois jeunes hommes** ↗ qui étaient calmement assis sur un banc et qui ont été battus à plusieurs reprises à coups de matraque par un officier de gendarmerie. Lors d'un autre incident, un **jeune homme** ↗ a été jeté à terre et battu à coups de matraque par 19 officiers, alors que deux membres du bureau de l'Ombudsman étaient de service à proximité, précisément pour surveiller le comportement de la police. Un grand nombre **d'individus en civil** ↗ ont provoqué de nouvelles émeutes et violences. À l'époque, il n'a pas été possible de déterminer s'il s'agissait de policiers en civil ou de membres de groupes d'autodéfense ou de gangs criminels, mais plus tard, de nombreux indices ont semblé indiquer qu'il s'agissait de gangs criminels liés aux autorités et opérant sous leurs ordres.

Les médias ont également joué un rôle très important dans les manifestations. Dans ce contexte, de nombreux travailleurs des médias ont eu un comportement professionnel et ont rendu compte objectivement des manifestations, devenant souvent victimes de brutalités policières ou d'attaques de personnes infiltrées dans les manifestations pour inciter à l'agitation. Selon l'**Association des journalistes de Serbie** ↗ (NUNS), au moins 28 journalistes ont été agressés alors qu'ils couvraient les manifestations et 14 ont subi des blessures physiques, dans six cas nécessitant des soins médicaux urgents.

Cependant, les médias proches du gouvernement ont ignoré ou déformé la véritable image des manifestations, répandant des mensonges sur ceux qui les avaient organisées ou financées et sur ceux qui y avaient participé, et ignorant ou niant des cas évidents d'abus policiers. Les journalistes, les analystes et les activistes de la société civile qui ont publiquement soutenu les manifestations et ont critiqué le gouvernement et le président ont souvent été la cible de campagnes sensationnalistes et ont été diffamés par les hauts responsables politiques dans une tentative de discréditer leur travail.

La réaction de la police, l'usage aveugle de la force, la couverture biaisée et les représailles du gouvernement ont encore plus motivé les citoyens à protester. Les jours suivants, les gens sont descendus dans la rue en nombre encore plus important. Des manifestations ont également commencé à avoir lieu dans d'autres villes serbes en plus de Belgrade, comme Kragujevac, Nis, Novi Sad et Smederevo.

Cette réponse agressive aux manifestations n'est pas nouvelle en Serbie et les militants d'autres mouvements de contestation ont fait face à des attaques répétées. Parmi eux, Dobrica Veselinović, du mouvement Don't let Belgrade D(r)own, qui proteste contre le développement urbain nuisible et les dégâts environnementaux, et cherche à promouvoir la participation de la population dans la planification et la prise de décision en matière environnementale. Le mouvement des jeunes a durci sa critique de l'autoritarisme rampant de la Serbie, notamment en organisant des concerts de casseroles sous les verrous de la pandémie. Cette attitude, ainsi que leur opposition aux projets de développement économique promus par le parti au pouvoir, en ont fait une cible. Dobrica Veselinović a fait l'objet d'un harcèlement judiciaire régulier et d'actes de criminalisation, qui en 2020 lui ont valu ↗ une amende pour avoir organisé une manifestation à la suite de la mort d'ouvriers sur un chantier de construction, ainsi qu'une convocation pour un interrogatoire après avoir pris des photos du palais présidentiel. Une trentaine de procédures de ce type ont été engagées contre des

militants du mouvement pour avoir tenu ou participé à des réunions publiques. Des actions répressives similaires ont été déployées à l'encontre des militants et des dirigeants du mouvement « 1 of 5 million », qui à partir de 2018 a organisé des manifestations de masse contre l'autoritarisme croissant de la Serbie et les nombreux scandales liés à la mauvaise gestion.

Dans une situation marquée par une opposition parlementaire minimale, les actions menées en dehors de la sphère politique officielle visant à examiner les actions du gouvernement, à demander des comptes aux autorités et à promouvoir des politiques alternatives sont devenues plus importantes que jamais. Elles sont également plus difficiles à mettre en place, la société civile étant divisée et confrontée à des attaques. Pourtant, conclut Maja Stojanovic, il reviendra à la société civile de défendre la démocratie :

Il y a une polarisation au sein de la société civile, car il y a les GONGO — des organisations non gouvernementales créées par le gouvernement — qui sont clairement politisées, et puis il y a la société civile authentique. Au sein de la société civile indépendante, il y a également un conflit important parce nous reconnaissons que nous sommes sous un régime autoritaire à bien des égards, donc le centre du débat consiste à savoir si nous devons coopérer avec le gouvernement et si ainsi lui apporter une légitimité, ou si nous pouvons essayer de faire quelque chose d'un peu mieux pour les citoyens dans leur ensemble. Je dirais donc que la polarisation se situe entre ces deux extrêmes : devons-nous coopérer ou rester unis et poursuivre notre critique du gouvernement pour le bien de la démocratie ?

Je dirais que la société civile doit exercer un contrôle sur le gouvernement et que nous sommes les gardiens de la démocratie. Aucun parti ou gouvernement ne peut rendre la démocratie durable. Après l'an 2000 nous avons connu des problèmes liés à l'érosion de la démocratie. Je pense qu'en Serbie, ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro, nous devons maintenir la société civile sur ses gardes et nous devons nous assurer que les citoyens savent quand les partis politiques franchissent les limites. Je pense que nous avons besoin d'une discussion mondiale sur ces limites, car ceci se produit dans de nombreux pays où la démocratie est attaquée et où les réseaux sociaux renferment des risques. Nous devons donc analyser comment les militants et la société civile doivent agir pour éviter l'érosion de la démocratie et des droits humains.

POLOGNE : UN COMBAT SERRÉ ENTRE DEUX VISIONS QUI S'OPPOSENT

Une profonde polarisation s'est également emparée de la Pologne. Le président sortant l'a emporté lors de l'élection présidentielle, mais de justesse seulement, alors que le pays semblait partagé entre deux visions très différentes de son avenir. De plus en plus il semble qu'il y ait deux Pologne : celle des politiques réactionnaires et une autre de la résistance ; celle de la tradition, du nationalisme et des valeurs religieuses restreintes, et une autre Pologne où les populations se lèvent pour réclamer des droits et forger un pays, où les individus sont libres d'être qui ils sont, où l'on respecte la différence et où l'on accepte la contestation. Ces fractures sont apparues clairement en 2020, lorsque les forces ultraconservatrices ont tenté de restreindre encore davantage le droit à l'avortement, déjà fortement limité, et que les femmes se sont mobilisées avec acharnement et détermination pour y répondre (voir le chapitre consacré à la lutte contre l'exclusion), ainsi que lors des élections présidentielles de juin et juillet. Les forces du nationalisme, de l'ultraconservatisme et du sectarisme l'ont emporté, mais il s'en est fallu de peu, et nombreux sont ceux qui continueront à affirmer qu'une autre Pologne est possible.

Lors de cette élection Andrej Duda, le président sortant, qui s'est présenté théoriquement en tant qu'indépendant mais était soutenu par Droit et Justice (PiS), le parti au pouvoir, a dû faire face à Rafał Trzaskowski, maire libéral de Varsovie, la capitale, et candidat du parti Plateforme civique. Bien qu'en Pologne le premier ministre ait beaucoup plus de pouvoir que le président, ce dernier n'est pas un poste symbolique ni neutre politiquement et comporte certains pouvoirs clés, notamment le droit de veto législatif et le pouvoir de nommer des juges. Un président plus libéral pourrait jouer un rôle clé pour mettre un frein aux excès du PiS, qui grâce aux élections législatives de 2019 a pu conserver le contrôle de la Diète, la principale chambre du Parlement polonais.

Comme dans plusieurs des pays analysés dans ce rapport, la date de l'élection a créé la controverse. Contrairement à de nombreux autres États européens, la Pologne n'a pas déclaré l'état d'urgence, ce qui aurait automatiquement entraîné le report de l'élection, initialement prévue en mai. Vraisemblablement le PiS souhaitait respecter le calendrier électoral afin de profiter de l'élan de sa progression en 2019, de sa forte poussée dans les sondages et de sa domination de la sphère médiatique. Peut-être aussi espérait-il que la réponse à la crise en cours mobiliserait le patriotisme au bénéfice du président sortant, en tirant profit de la capacité du président, en tant que chef d'État, à assister à des événements et à se positionner de manière positive, alors que



Une femme tient une pancarte sur laquelle on peut lire « Scandale » lors d'une manifestation avec distanciation physique contre la méthode de vote par courrier le 7 mai 2020 à Varsovie, Pologne. Photo par Omar Marques/ Getty Images

les candidats de l'opposition étaient soumis à des restrictions de déplacement. Un report aurait pu signifier que la frustration liée à l'impact des mesures d'urgence et à la récession économique qui les accompagne aurait réduit l'avancée du président sortant. Cependant, une proposition alternative issue de certaines forces pro-gouvernementales visant à prolonger le mandat du président de deux ans était tout aussi désagréable pour beaucoup.

Les tentatives pour poursuivre les élections malgré tout se sont heurtées à une **opposition** ⁷. En mars Małgorzata Kidawa-Błońska, la candidate de l'époque de Plateforme civique, a **annoncé** ⁷ qu'elle suspendait sa campagne et a appelé au boycott des élections ; elle s'est retirée de la course en mai, après que les élections ont été finalement reportées. Les sondages d'opinion ont montré une opposition significative à la tenue du scrutin. Une pétition visant à reporter les élections a recueilli plus de 300 000 signatures et une campagne populaire s'est servie des panneaux d'affichage pour remettre en question la détermination du parti au pouvoir à poursuivre les élections. Même en avril, alors que les établissements d'enseignement et les parcs

étaient fermés, que les frontières étaient scellées et que les déplacements non essentiels étaient interdits, le Parlement a **voté** en faveur de la poursuite des élections, en stipulant que les bulletins de vote seraient distribués aux citoyens entièrement par courrier. Ce changement soudain des modalités de vote, quelques semaines seulement avant la date de l'élection, a suscité des inquiétudes quant à la sécurité du processus et à la capacité du système postal à y faire face ; des inquiétudes qui se sont accrues lorsqu'il est **apparu** que des responsables de la poste auraient tenté de recueillir des données des électeurs par des moyens peu sûrs. Les modalités de vote telles que le vote anticipé, l'envoi de bulletins de vote par la poste et le vote par correspondance — un sujet brûlant aux États-Unis également — ne sont pas intrinsèquement peu sûres et peuvent renforcer la participation, mais elles nécessitent des garanties précises et politiquement neutres, ainsi qu'une grande confiance des électeurs, ce qui est peu probable lorsque l'on introduit une nouvelle pratique au dernier moment dans un contexte déjà marqué par la polarisation politique.

Ce n'est que le 6 mai, quatre jours avant le début du scrutin, que le premier tour a été repoussé au 28 juin. **Małgorzata Szuleka**, de la **Fondation Helsinki pour les droits humains**, décrit les préoccupations de la société civile à propos du calendrier électoral et des circonstances dans lesquelles les élections se sont déroulées :

Les élections étaient initialement prévues pour mai et leur organisation posait un gros problème juridique car il n'y avait pas de mécanisme légal pour les reporter. La seule façon de les reporter était de déclarer l'état d'urgence, comme le prévoit la Constitution. D'un point de vue constitutionnel, une déclaration officielle reconnaissant que le pays subissait une épidémie aurait donné au gouvernement la prérogative d'imposer l'état d'urgence. Cependant, le gouvernement n'a pas suivi cette procédure. Les élections ont été reprogrammées et le second tour entre les deux principaux candidats a été reporté au 12 juillet sur la base d'arguments juridiques très douteux. Cependant, cela n'a été contesté ni par la majorité gouvernementale ni par l'opposition.

Les OSC ont d'abord fait pression sur le gouvernement pour que les élections se déroulent correctement, l'exhortant à déclarer l'état d'urgence. Lorsque cela ne s'est pas produit, les OSC ont essayé de soulever la question du contrôle international, principalement en termes d'équité et de financement des campagnes. Le problème était qu'on s'attendait à ce que les élections soient libres mais non justes. Les médias publics ont fait preuve de partialité à l'égard du président Duda et se sont montrés extrêmement critiques et plutôt peu



Une femme tient une banderole sur laquelle on peut lire « Pride not prejudice » lors d'une manifestation pour les droits des personnes LGBTQI+ avant le second tour de l'élection présidentielle de 2020 à Cracovie, Pologne. Photo par Omar Marques/ Getty Images

professionnels à l'égard de tout candidat de l'opposition. Bien que l'état d'urgence n'ait pas été déclaré, de nombreux droits fondamentaux, tels que la liberté de réunion et l'accès à l'information, se sont vus limités. Telles étaient les principales préoccupations.

L'organisation de la campagne a impliqué des mesures sanitaires en termes de distanciation sociale et d'utilisation de masques. Mais ces dispositions n'ont pas été pleinement respectées par les deux parties. Pour les besoins de la campagne, le gouvernement a assoupli certaines restrictions ; par exemple, bien que le port du masque facial soit obligatoire, des photographies ont été publiées dans lesquelles le premier ministre n'en portait pas en public. Le fait que de nombreux fonctionnaires aient participé à la campagne électorale aux côtés du président Duda est également préoccupant. Les institutions publiques ont été instrumentalisées par les hommes politiques du parti au pouvoir. Le centre de sécurité du gouvernement, responsable de la coordination et de l'information

en cas d'urgence ou de catastrophe naturelle, a envoyé des SMS de masse le jour des élections. Chaque électeur a reçu un message disant que les personnes de plus de 60 ans, les femmes enceintes et les personnes handicapées pouvaient voter sans faire la queue. Cela aurait pu être utilisé pour mobiliser l'électorat du parti au pouvoir. Ce n'est qu'un exemple, mais il pourrait être révélateur du rôle joué par les institutions de l'État pour faire pencher la balance en faveur du PiS.

Le parti pris des médias d'État a posé un sérieux problème dans une campagne où la plupart des citoyens étaient bloqués chez eux et dépendaient fortement des médias pour s'informer. Telewizja Polska (TVP), la télévision publique, n'a cessé de **faire l'éloge** ↗ du président Duda et de présenter son adversaire comme un ennemi du pays. Une étude a révélé que jusqu'au 19 juin, 97 % des reportages sur Duda dans le principal programme d'information de TVP le présentaient sous un jour positif ; en revanche Trzaskowski a bénéficié d'une couverture beaucoup moins importante et 87 % des reportages à son sujet étaient négatifs. Un débat présidentiel diffusé par TVP s'est articulé autour du programme du parti au pouvoir et les questions concernaient les principaux thèmes de sa campagne, à savoir son opposition aux droits des personnes LGBTQI+ et des migrants, et son soutien à l'éducation religieuse. L'OSCE a **surveillé** ↗ l'élection et a constaté que TVP avait « manqué à son obligation légale de fournir une couverture équilibrée et impartiale » et avait « agi comme un haut-parleur de la campagne du parti au pouvoir ».

Comme si cette couverture favorable ne suffisait pas, les **attaques** ↗ du parti au pouvoir contre les médias indépendants et les **médias étrangers** ↗ se sont intensifiées à mesure que son avancée dans les sondages diminuait. Gazeta Wyborcza, un média indépendant, a fait l'objet des **poursuites judiciaires** ↗ d'hommes politiques du parti au pouvoir et d'entreprises d'État à propos de ses reportages dans le but évident d'épuiser son énergie et ses ressources dans une défense juridique sans fin. En mai, une chanson populaire dans laquelle le chef du parti au pouvoir était critiqué a été **censurée** ↗ puis elle a été retirée de la radio publique, ce qui a déclenché une manifestation silencieuse des journalistes.

La couverture médiatique publique était absolument injuste. Le reste de la couverture, principalement par les médias privés, a été assez bon ; il n'a certainement pas été aussi mauvais que les médias publics, qui ont été utilisés à des fins de propagande et ont renforcé la campagne du président Duda.

L'une des **plaintes électorales** ↗ déposées auprès de la Cour suprême portait

spécifiquement sur la couverture médiatique. Elle a déclaré que la télévision publique soutenait le président tout en discréditant systématiquement son rival, et que les institutions et les fonctionnaires publics ont violé à plusieurs reprises le code de conduite en soutenant un seul des candidats. Mais le problème avec le mécanisme de plaintes électorales est qu'il exige la preuve non seulement que l'irrégularité alléguée a eu lieu, mais aussi qu'elle a eu un impact sur les résultats des élections. Lors d'élections présidentielles comme celle-ci, c'est une chose très difficile à prouver. De plus, le code électoral ne régit pas le travail des médias, il est donc difficile de soutenir juridiquement que les médias devraient fonctionner différemment. Et si on y parvient, il est également difficile de prouver que la couverture (ou l'absence de couverture) reçue d'un média par un candidat particulier a abouti à un résultat électoral particulier. C'est une chose que nous pouvons intuitivement supposer, en particulier face à des résultats aussi serrés, mais il est très difficile de créer un argument juridique solide.

Comme on pouvait s'y attendre, avant les élections le gouvernement a également intensifié son offensive contre la société civile en utilisant des lignes d'attaque identiques à celles mises au point en Hongrie et en Russie. En mai le ministre de l'Environnement a **déclaré** ↗ que le gouvernement envisageait une loi qui obligerait les OSC à déclarer toute source de financement étrangère. Après les élections, une loi en bonne et due forme a été **proposée** ↗ afin de rendre ces déclarations obligatoires à partir d'un faible seuil, sous la menace d'amendes et de la déduction de ces financements. Cette proposition de loi était similaire à celle de la Hongrie, que la Cour européenne de justice avait jugée contraire au droit européen en 2020.

Malgré tous les avantages dont jouissait le président Duda, lors du vote au premier tour, les résultats ont été beaucoup plus serrés que ce que les sondages avaient prévu, ce qui suggère que l'élection s'était transformée en une procédure de ratification de la gestion gouvernementale de la pandémie. La participation a été nettement plus élevée qu'en 2015, avec un taux de participation au premier tour d'environ 65 %, contre 49 %, et d'environ 68 %, contre 55 % au second tour. L'envoi des bulletins de vote par la poste pourrait bien avoir augmenté la participation, et le taux de participation pourrait également avoir reflété l'engagement des électeurs dans un contexte polarisé.

À l'approche du second tour, la réaction du président Duda face à la diminution de son avance a été d'intensifier sa rhétorique afin d'attirer une base culturellement conservatrice. Cette élection a **mis en lumière** ↗ toutes les divisions existantes entre les deux Polognes : entre l'est et l'ouest, les villes et les villages, les jeunes et les plus

âgés, entre les personnes instruites et celles qui le sont moins. Bien qu'il s'agisse d'une généralisation grossière, comme lors d'autres élections européennes récentes, celle-ci a fourni une indication assez fiable des préférences de vote des électeurs. Afin d'attirer un côté du spectre politique, le président Duda a multiplié ses invectives homophobes, et a aussi **diffamé** ⁷ George Soros en le qualifiant de mécène de l'ennemi, une tactique liée à l'antisémitisme couramment utilisé par les hommes politiques d'extrême droite. Lors d'un rassemblement le président Duda a décrit la défense des droits des personnes LGBTQI+ comme une idéologie pire que le communisme, et Trzaskowski a été attaqué pour avoir **soutenu** ⁷ les droits des personnes LGBTQI+ en tant que maire de Varsovie. Il semble que le président Duda ait voulu faire croire que l'élection était un référendum sur le mariage entre les personnes du même sexe.

Parmi tous les objets de campagne possibles, le président Duda a choisi d'alimenter l'homophobie. La campagne s'est déroulée dans le contexte d'un processus de longue date de recul de l'État de droit, au milieu d'une crise dans les relations entre la Pologne et l'UE, au cours d'un énorme défi sanitaire et au bord d'une crise économique qui touchera tous les Polonais. Mais aucune de ces questions n'a été au centre de la campagne électorale et du débat public. Le président Duda a surtout parlé des personnes LGBTQI+ qui représentent une menace pour notre héritage chrétien traditionnel, assimilant l'homosexualité à la pédophilie. La question s'est distillée dans le récit diviseur, scandaleux et déshumanisant du parti PiS. C'était un geste très pragmatique des astucieux propagandistes du PiS car il a mobilisé le noyau même de l'électorat. Soudain, les groupes et communautés LGBTQI+ sont devenus le bouc émissaire de tout ce qui ne va pas en Pologne. Il est scandaleux de constater à quel point cette question a été politisée et comment elle a été utilisée pour déshumaniser cette minorité. Ce fut un spectacle douloureux et déchirant.

Malheureusement cela a fonctionné à peu près. Au second tour du scrutin en juillet, le président Duda l'a emporté, bien que de justesse, avec environ 51 % contre 49 %. Ce partage égal résume la polarisation de la Pologne. Cependant, cette faible marge a conduit l'opposition et les groupes de la société civile à tenter des actions en justice, notamment sur le rôle des médias, des agents de l'État dans la campagne du parti au pouvoir et de l'échéance du vote, ainsi que sur l'apparente perte de nombreux votes des citoyens polonais vivant à l'étranger. Toutefois, en août la Cour suprême de Pologne a **confirmé** ⁷ ces résultats. Cette décision n'a pas été une surprise étant donné que le parti au pouvoir s'est toujours immiscé dans les nominations des juges et les a politisées.

Apparemment le parti au pouvoir n'a pas cherché à tendre des ponts après l'élection. Si la victoire du président Duda a pu sembler réaffirmer le pouvoir du PiS, sa majorité à la Diète repose sur une **coalition** ⁷ de différents partis conservateurs. Mener une politique identitaire est un moyen de **dissimuler** ⁷ les divergences de la coalition, notamment en ce qui concerne la réponse à la pandémie et le ralentissement économique. Après avoir adopté une ligne dure pour obtenir des avantages électoraux, le gouvernement doit répondre aux attentes de ses partisans inconditionnels ; il est difficile de revenir sur des positions extrêmes, d'autant plus que d'autres groupes conservateurs vont encore plus à droite et exercent des pressions. Après sa courte victoire à la présidentielle, le PiS a donc ciblé le droit à l'avortement et la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la violence domestique (voir le chapitre consacré à la lutte contre l'exclusion), tout en poursuivant ses attaques contre la société civile, principale source de pluralisme, de revendications des droits et de contrôle du gouvernement.

Et cela ne s'est pas terminé avec la campagne. En juin, le parti PiS a ciblé la population LGBTQI+. En juillet, elle a ciblé les **victimes de violence domestique** ⁷ en lançant un débat sur le retrait de la Convention d'Istanbul. En août, il a proposé un système de registre pour **les OSC qui reçoivent des fonds de l'étranger** ⁷. Maintenant, je ne sais pas qui sera son prochain ennemi. Ce n'est pas seulement que la majorité actuelle au pouvoir est homophobe, mais aussi qu'elle a tout le temps besoin d'avoir un ennemi à affronter ou à blâmer.

Pour ce qui est de l'avenir de la Pologne, tout dépendra de la capacité de l'union temporaire forgée pendant la période électorale entre ceux qui s'opposent au gouvernement et ceux qui veulent au moins limiter son pouvoir à se transformer en une alliance à long terme déterminée à contrôler le gouvernement et à faire respecter les droits. Comme en Hongrie, les gens demandent instamment à l'UE de prendre davantage d'initiatives dans un pays qui bénéficie largement des financements européens. Or, la Hongrie et la Pologne repoussent les dispositions de l'UE en matière d'état de droit (voir le chapitre consacré à la société civile sur la scène internationale). La société civile polonaise fera ce qu'elle peut, mais après une élection qui a fait miroiter la possibilité d'inverser la tendance régressive, de nombreux membres de la société civile sont naturellement consternés et craintifs.

Nous venons d'entrer dans une phase où il n'y aura pas d'élections pendant trois ans, alors attendez-vous à une consolidation majeure du pouvoir qui permettra au gouvernement de faire ce qu'il veut : exercer plus de pression sur les OSC,

polariser davantage les médias, attaquer les groupes minoritaires et intensifier le conflit avec l'UE, entre autres choses. On peut s'attendre à ce que tout cela se produise au cours des trois prochaines années. Je crois que la crise de la démocratie et les droits humains en Pologne va s'aggraver.

SLOVÉNIE : UN VIRAGE À DROITE POUR LE PIRE

La polarisation est également en marche en Slovénie sous l'impulsion d'un autre populiste de droite qui a pris le pouvoir en mars. Le gouvernement sortant avait été relativement ouvert à la société civile et celle-ci avait bénéficié de quelques partenariats positifs. Mais tout a changé lorsque le gouvernement minoritaire de centre-gauche s'est effondré en raison d'un conflit sur le financement des services de santé, permettant ainsi à Janez Janša de devenir premier ministre à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition. Janša et son Parti démocratique slovène (SDS) avaient été tenus à l'écart du gouvernement bien qu'ils aient remporté plus de sièges que tout autre parti lors des élections de juin 2018, car les autres partis avaient pris ses distances face à ses opinions extrémistes.

Brankica Petković ⁷, de l'Institut pour la paix ⁷, nous donne le contexte :

C'est la troisième fois que Janez Janša est élu Premier ministre ; c'est une personne très tenace qui se croit destinée à sauver la Slovénie des valeurs gauchistes et libérales. Cette année, la Slovénie célébrera 30 ans d'indépendance depuis l'éclatement de la Yougoslavie, et pendant la plupart de ces années, nous avons vécu sous des gouvernements de centre-gauche. Cette dynamique a été particulièrement frustrante pour Janša et le SDS, qui ont tendance à reprocher aux médias, qu'ils considèrent comme étant de gauche et contrôlés par d'anciens communistes, leur incapacité à accéder plus souvent au pouvoir. Janša a un esprit de conspiration et a affirmé qu'il a été arbitrairement envoyé en prison pour être écarté des élections. En réalité, il était en prison à la suite d'une décision du pouvoir judiciaire dans une affaire de corruption, que la Cour constitutionnelle a finalement annulée en appel, essentiellement au motif qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves contre lui.

Le SDS était autrefois un parti de droite, mais il est de plus en plus considéré, notamment par les observateurs extérieurs, et surtout européens, comme un parti d'extrême droite. Nous ne nous sommes pas encore adaptés à ce changement,

car nous l'avons historiquement identifié comme un parti de droite, mais il s'est progressivement déplacé vers la droite. Les valeurs qu'il défend sont fortement contraires aux droits des migrants et favorisent le racisme, et les méthodes qu'il utilise le placent de plus en plus à l'extrême droite du spectre politique

Le bloc politique de centre-gauche en général est instable : nous avons eu de nombreux gouvernements de centre-gauche, mais la plupart du temps, ils étaient composés de nouveaux partis qui sont apparus et ont disparu de la scène politique, et leurs législateurs et fonctionnaires manquaient souvent d'expérience suffisante. En revanche, le SDS est une présence permanente, il est stable, il est guidé par la discipline de parti et la direction incontestée de Janša, et il compte de nombreux politiciens expérimentés, notamment au Parlement.

Depuis des années, les organisations non gouvernementales (ONG) sont attaquées par Janša, le SDS et leurs alliés médiatiques, qui considèrent les ONG et les médias traditionnels comme leurs ennemis.



Un participant à une manifestation anti-gouvernementale pacifique montre son vélo anti-fasciste dans le centre de Ljubljana, en Slovénie, le 31 juillet 2020. Photo par Matic Zorman/Getty Images

Ce n'est pas une coïncidence si cette situation rappelle celle de la Hongrie, avec un leader populiste de droite qui diabolise les migrants et les personnes LGBTQI+, et qui attaque les OSC afin d'ébranler les valeurs libérales. Le premier ministre Janša et le premier ministre hongrois Viktor Orbán sont étroitement liés. La principale tactique d'Orbán consiste à contrôler les médias et à s'en servir comme tribune pour modifier le discours, favoriser la polarisation et attaquer les opposants. Cette technique a été reproduite en Slovénie avec le soutien de la Hongrie. Des entreprises médiatiques hongroises liées à Orbán ont acheté ses homologues slovènes et ont créé un groupe de médias dédié à la diffusion de la propagande gouvernementale.

Parce qu'ils accusent les médias de leur échec politique, ils ont formé leur propre groupe de médias. Vu les coûts impliqués, ils ont fini par s'associer avec un entrepreneur hongrois du secteur des médias proche d'Orbán. Le contenu produit par les médias de ce groupe est très biaisé et non professionnel. Ce qu'ils font, ce n'est pas du journalisme mais de la propagande, soit pour promouvoir Janša, soit pour mener des campagnes de diffamation et de dénigrement contre des personnalités de l'opposition et de la société civile. Ces médias traitent les organisations de défense des droits humains, des droits LGBTQI+ et de l'environnement comme des ennemis du peuple, des « privilégiés » et des « parasites ».

Les liens de Janša avec Orbán ne se limitent pas à un allié commun dans le domaine des médias ; ils ont également de solides relations politiques et personnelles. Ils se font l'éloge mutuellement et font chacun des apparitions lors des rassemblements électoraux de l'autre. Politiquement, ils sont très similaires, tout comme les stratégies qu'ils utilisent pour attaquer les ONG et les médias. Janša utilise les réseaux sociaux, en particulier Twitter, comme outil de communication politique et pour diffuser ses attaques. Il tweete de façon obsessionnelle et agressive, jour et nuit. La polarisation est le modus operandi de Janša et du SDS.

Heureusement, ce discours ne circule pas beaucoup dans les médias grand public, qui pour la plupart diffusent des informations de manière professionnelle. Le gouvernement a tenté de prendre le contrôle de la société de radiodiffusion publique et d'étouffer financièrement l'agence de presse nationale, mais jusqu'à présent il n'y est pas parvenu. Cela pourrait changer si Janša reste au pouvoir assez longtemps. Il peut également arriver à ce que le parti au pouvoir prenne le contrôle de certains médias privés, si leurs propriétaires acceptent de tels accords en échange de certains gros contrats d'État ou d'autres opportunités

commerciales. Mais pour l'instant, au-delà des médias sociaux, la haine et la propagande restent principalement limitées aux médias marginaux directement contrôlés par le parti au pouvoir. Cependant, ces organes de propagande sont de plus en plus populaires parce que le Premier ministre apparaît à l'écran et partage son contenu, et que les médias grand public couvrent ce que le Premier ministre fait et dit, ce qui finit donc par le faire entrer dans le cycle de l'information.

Janša s'est également **attaqué** tout au long de l'année aux médias indépendants, notamment en les désignant comme un obstacle à la réponse contre la pandémie ; les menaces de groupes non étatiques à l'encontre de journalistes indépendants ont suivi. Une journaliste a **raconté** que Janša l'avait traitée de « prostituée » et que, lorsqu'elle a intenté un procès, elle a dû faire face à une avalanche d'attaques sur Internet.

En plus de vilipender les médias indépendants, le nouveau gouvernement a dénigré les OSC et a cherché à les priver de fonds. Les subventions de l'État pour des questions essentielles telles que l'éducation civique, les droits des migrants et des réfugiés, et la lutte contre la désinformation ont été supprimées au motif que cet argent était nécessaire pour affronter la pandémie. Le train de mesures d'urgence adopté par le gouvernement en mars n'en contenait aucune visant à soutenir les OSC, et ce n'est qu'après avoir fait pression que le personnel des OSC a été autorisé à accéder aux mêmes dispositifs d'aide individuelle que ceux dont bénéficient les employés du secteur privé. Le gouvernement a également tenté de **supprimer** le Fonds pour les ONG.

Plusieurs ONG avaient signé des contrats avec les gouvernements précédents pour mettre en œuvre des projets visant à promouvoir l'égalité des enfants migrants dans les écoles et autres projets similaires, mais le gouvernement actuel a décidé de ne pas honorer ces contrats. Dès son arrivée au pouvoir, il a envoyé des lettres aux ONG concernées, dont l'Institut pour la paix, pour leur faire part de son intention d'annuler ces contrats, et lorsque les ONG ont refusé de les signer, les fonds ont tout simplement été retenus. Il s'agit de petites subventions, jusqu'à 10 000 euros (environ 12 200 dollars), mais pour les ONG de défense des droits humains, elles sont essentielles pour mener à bien leur travail.

Le gouvernement tente également d'entraver d'autres voies de financement. Le gouvernement précédent avait créé un Fonds ONG afin de soutenir la professionnalisation des ONG et d'augmenter la disponibilité des fonds pour leurs projets. Le Fonds ONG est constitué de la contribution de 0,5 % provenant de l'impôt sur le revenu. Ce fonds était le résultat de nombreuses années de

plaidoyer de l'organisation nationale des ONG, mais deux ans seulement après sa création, le nouveau gouvernement a tenté de le démanteler par le biais de dispositions incluses dans un projet législatif d'urgence face à la pandémie de COVID-19.

Le gouvernement retire également d'autres formes de soutien à la société civile. Par exemple, le bâtiment où nous avons nos bureaux appartient au ministère de la culture et, depuis 1997, il abrite 20 ONG travaillant dans le domaine des droits humains et de la culture indépendante. Après 23 ans, ils veulent maintenant nous expulser. Le Premier ministre Janša, son parti et ses médias décrivent quotidiennement les organisations qui habitent ce bâtiment comme privilégiées et parasitaires, et déclarent ouvertement qu'ils nous dépouilleront de nos bureaux et de l'accès aux fonds publics.

La **notification d'expulsion** 7 est arrivée le jour même où un nouveau couvre-feu pour combattre la pandémie a été imposé en réponse à une nouvelle vague d'infections ; le moment choisi semblait être une provocation délibérée. Une manœuvre similaire a été appliquée en janvier 2021 lors de l'**expulsion forcée** 7 d'une communauté alternative qui occupait depuis des années une usine de vélos désaffectée. Ces attaques contre les artistes et les formations culturelles indépendantes ne semblent pas être le fruit du hasard ; le gouvernement pourrait être accusé d'imposer sa version officielle de l'identité, de la culture et de l'histoire nationales, et d'exclure la diversité, le débat et la contestation qui accompagnent les expressions culturelles indépendantes. Les OSC environnementales ont également été confrontées à un contexte plus hostile. Habitues à participer aux processus de planification et de contrôle sous les gouvernements précédents, les OSC environnementales ont commencé à être exclues, la pandémie offrant un prétexte tout trouvé pour restreindre leur participation. Des changements législatifs proposés, et annoncés en janvier 2021, les **empêcheront** 7 de contester les décisions en matière de planification.

Les ONG environnementales ont été spécifiquement ciblées. Nous avions auparavant un niveau élevé de participation de la société civile dans les processus liés à la **Convention d'Aarhus** 7 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Mais le gouvernement actuel a infiltré la législation promulguée en réponse à la pandémie de COVID-19 avec des mesures destinées à entraver la participation. Nous avons un ministre de l'Environnement qui a été directeur d'une centrale hydroélectrique appartenant à l'État et qui exprime beaucoup plus d'intérêt pour

la promotion des investissements et la construction de centrales électriques que pour le souci de l'environnement. En fait, il utilise sa position actuelle au sein du gouvernement comme une plateforme pour freiner les ONG environnementales. Après avoir introduit les restrictions susmentionnées à la participation dans la législation d'urgence, il tente maintenant de les inscrire également dans la législation environnementale ordinaire.

Les ONG environnementales ont intenté un procès et la Cour constitutionnelle a mis ces dispositions en suspens. Pour l'instant, ils ont réussi à faire valoir leurs droits, mais le gouvernement a continué à introduire des restrictions similaires dans d'autres projets de loi en cours d'examen au Parlement.

La population s'est mobilisée rapidement pour protester contre le nouveau gouvernement. Les **reportages** 7 des médias sur le favoritisme dans l'attribution des contrats pour les EPI et les ventilateurs, et les coûts élevés qui en découlent, ont contribué à alimenter la colère des manifestants. Des **manifestations** 7 régulières ont eu lieu les vendredis dans Ljubljana, la capitale, et se sont étendues à d'autres régions du pays. Chaque semaine, avant la manifestation principale, un groupe différent venait parler de sa cause spécifique, comme les droits des femmes, les droits du travail et l'environnement. Ces actions revendicatives comprenaient des manifestations à vélo afin de protester en toute sécurité lorsque les restrictions liées à la pandémie sont devenues plus sévères, transformant ainsi le vélo en un symbole contestataire. D'autres manifestations à caractère artistique se sont déroulées devant le ministère de la Culture pour exprimer la colère contre le gouvernement pour sa décision de réduire le financement de la culture dans le cadre de sa réponse à la pandémie. En juillet des centaines de travailleurs des médias se sont rassemblés devant l'Assemblée nationale pour **protester** 7 contre un ensemble de lois sur les médias en cours de discussion qui détourneraient le financement de l'État du radiodiffuseur public vers d'autres médias et donneraient au gouvernement plus de poids dans les principales nominations des médias.

Des milliers de personnes - 5 000, 10 000 - se sont mobilisées à Ljubljana, et en plus petit nombre dans d'autres villes. La plupart des gens sont sortis indignés par les allégations de corruption. Beaucoup ont également protesté contre les restrictions auxquelles sont confrontés les écologistes, les attaques contre les journalistes et les médias, le sort des travailleurs culturels et de la société civile, et le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire. Il s'agit donc, de manière générale, de manifestations en défense de la démocratie.

Cependant, à partir d'octobre, une deuxième vague d'infections par COVID-19 a été déclarée et un couvre-feu a été imposé, les écoles ont été fermées et la vie publique est devenue presque inexistante. Les gens ont été effrayés par l'augmentation des infections et des décès, et c'est pour cela que les organisateurs des manifestations ont annoncé la fin des mobilisations de masse, tout en continuant à encourager les gens à agir individuellement. Les performances publiques, les manifestations de petits groupes de personnes et les caravanes de voitures ont continué à avoir lieu le vendredi. Le vélo est devenu un symbole de nos protestations, donc certains portent leur vélo sur le toit de leur voiture, ou mettent même des autocollants géants avec des images de vélos sur les voitures, et conduisent en signe de protestation.

La détermination contestataire de la population s'est heurtée à une vague de restrictions imposées par gouvernement, qui a utilisé la pandémie comme prétexte. Les manifestants s'exposent à des amendes et on a signalé que des policiers ont **battu** ⁷ des manifestants. C'est en partie pour tenter d'éviter les lourdes amendes que les manifestants ont organisé des manifestations en voiture, en faisant retentir leurs klaxons, et des actes de contestation individuels à pied, en portant des pancartes sur leur parapluies.

Lorsque les gens sortent pour protester, le gouvernement, et en particulier le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, non seulement les rejette et les dépeint comme des criminels - en utilisant même les données personnelles de certaines personnes pour les salir - mais il les surveille aussi excessivement et fait obstacle à leur mobilisation. Le vendredi après-midi, jour typique de protestation en Slovaquie, les rues et les places sont encerclées par des véhicules de police et des chevaux et survolées par des hélicoptères, dans une tentative d'intimidation des gens. Ceux qui continuent à manifester reçoivent une amende après l'autre pour avoir enfreint les mesures anti-pandémie. Les projets législatifs visant à lutter contre la pandémie ont introduit de fortes augmentations des amendes pour « se rassembler », qui s'élèvent à 400 euros. Les récidivistes ont déjà dû payer des milliers d'euros d'amendes.

Les personnes qui ont reçu des amendes les contestent et poursuivent la police en justice pour discrimination, car la police est très sélective : elle n'arrête et ne condamne à une amende que les personnes qui conduisent en signe de protestation. Il est clair que leur but n'est pas d'empêcher la propagation de COVID-19, mais d'empêcher les gens de protester.

Face à la répression et pour empêcher que la polarisation ne s'installe, la société civile devra continuer à travailler ensemble pour défendre à nouveau la valeur de la société civile et sa contribution à la démocratie. Une autre stratégie qui a connu un certain succès consiste à essayer d'exploiter les divisions au sein de la coalition au pouvoir.

Une chose que nous faisons est de profiter du fait que le SDS ne gouverne pas seul ; il y a trois autres petits partis dans la coalition au pouvoir. S'ils ne votent pas tous ensemble, les lois ne sont pas adoptées. Notre stratégie de plaidoyer vise donc à influencer les partenaires de la coalition, ce qui fonctionne parfois.

ÉTATS-UNIS : L'HÉRITAGE TOXIQUE DE TRUMP

L'élection qui a captivé le monde, dans des circonstances de polarisation sans précédent, était bien sûr celle des États-Unis. Finalement, le président Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris ont été investis pacifiquement et sans perturbation le 20 janvier 2021, alors que le président Trump quittait à contrecœur le devant de la scène. Les événements choquants du **6 janvier** ⁷, lorsqu'une foule galvanisée par les affirmations infondées de Trump sur la fraude électorale a pris d'assaut le Capitole américain, ont marqué le point culminant de la campagne de mensonges et de déni de Trump, mais ils ont également atténué le choc. Même de nombreux membres de la droite ont eu le sentiment que Trump était finalement allé trop loin et que l'image que les États-Unis ont d'eux-mêmes en tant que démocratie ordonnée et élégante dans ses procédures était en danger. Les répercussions de cet événement ont obligé Trump à s'engager à ne pas perturber la passation du pouvoir. Le 20 janvier 2021 ont été investis des hommes politiques professionnels, des personnes qui parlent et agissent comme des politiciens conventionnels, amenant de nombreuses personnes à pousser un soupir de soulagement. Plus que tout, elles étaient soulagées de voir la fin du mandat de Trump.

Trump avait été balayé lors d'une élection caractérisée non pas par la fraude, mais par des niveaux de participation sans précédent. Le taux de participation s'est établi à environ 67 %, contre 56 % en 2016, et a atteint son niveau le plus élevé depuis 1900. Biden a reçu le plus grand nombre de voix qu'un candidat à la présidence n'ait jamais recueilli. Ce taux de participation élevé reflète en partie la meilleure disposition des électeurs à voter par courrier et de manière anticipée en réponse à la pandémie, un changement qui a été âprement contesté à chaque instant par Trump et ses partisans jusqu'au point de **saboter** ⁷ le service postal. Ceci a également montré que beaucoup étaient déterminés

à se mobiliser pour battre Trump, pas nécessairement par un grand enthousiasme pour Biden et son programme, mais par le désir de mettre fin aux violations scandaleuses des droits humains et de revenir à une forme de gouvernement plus respectueuse des règles. Derrière les 81 268 924 voix de Biden se cachent des efforts considérables pour mobiliser des électeurs habituellement exclus parce qu'ils sont pauvres, noirs ou appartiennent à d'autres groupes exclus. D'ailleurs, cette exclusion se fait aussi au moyen de processus de plus en plus généralisés de suppression d'électeurs. Ainsi, dans l'État clé de Géorgie, par exemple, les initiatives visant à mobiliser les électeurs noirs ont peut-être changé la donne en attribuant l'État, puis ses sénateurs, à Biden (voir le chapitre sur la lutte mondiale pour la justice raciale). La société civile a saisi les tribunaux pour mater les tentatives de Trump pour empêcher que les électeurs votent, puis pour arrêter le décompte des voix ; il s'agit d'une méthode avec laquelle des organisations telles que l'American Civil Liberties Union sont familiarisées et qu'elles utilisent pour demander des comptes au gouvernement. D'ailleurs, cette organisation a déposé près de 400 plaintes contre Trump pendant son mandat.

Les efforts déployés pour élire davantage de femmes ont à nouveau porté leurs fruits. Si l'élection de Biden a signé un retour à une politique normale, il y a eu du nouveau. Kamala Harris est devenue la première femme vice-présidente et la première personne afro-américaine et asiatique-américaine à occuper ce poste. Ce gros titre s'accompagne d'un record historique du nombre de femmes élues au Congrès, ce qui reflète un plus grand nombre de candidatures féminines. Les efforts considérables de la société civile pour encourager la participation politique des femmes, non seulement en tant qu'électrices, mais aussi en tant que décideuses, ont commencé à porter leurs fruits (voir le chapitre consacré à la lutte contre l'exclusion). Il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire, puisque les femmes n'occupent encore qu'un peu plus d'un quart des sièges au Congrès, mais la direction prise semble positive.

L'élection s'est déroulée dans le calme. La violence des forces de sécurité qui, tout au long de l'année 2020 se sont mobilisées contre les manifestations de Black Lives Matter, a été largement absente, bien qu'il y ait eu des incidents épars, comme l'interruption d'un événement de Get Out the Vote par la police en Caroline du Nord, auquel participaient des membres de la famille de George Floyd ; les agents ont utilisé des spray au poivre et ont arrêté au moins douze personnes qui encourageaient pacifiquement les électeurs à voter. Des affrontements parfois violents se sont également produits entre des participants des manifestations pro-Trump et anti-Trump, notamment lors d'une contre-manifestation opposée à un rassemblement pro-Trump en Californie en octobre. À Portland, dans l'Oregon, au moins onze personnes ont été arrêtées lors de



Des manifestants tiennent une bannière anti-Trump sur la place Black Lives Matter pendant l'élection présidentielle de 2020 à Washington le 3 novembre. Photo par Eric Lee/ Bloomberg via Getty Images

manifestations post-électorales et la police a déclaré que tous les rassemblements dans la ville étaient illégaux. Le 14 novembre des dizaines de milliers de partisans de Trump ont pris part à un défilé à Washington, D.C., qui a fait office de démonstration de force, dans le but d'exprimer leur soutien aux fausses accusations de fraude ; quelques affrontements violents entre manifestants et contre-manifestants en ont résulté.

Au fur et à mesure que les votes étaient comptés, ce qui dans certains endroits s'est transformé en un long processus en raison des lois des États qui interdisaient le décompte anticipé des bulletins reçus avant le jour de l'élection, des manifestants pro-Trump hostiles et agressifs se sont rassemblés à l'extérieur des centres de dépouillement, parfois armés, insistant de diverses manières pour que l'on arrête le comptage ou pour que l'on compte toutes les voix, en fonction de ce qui convenait le mieux à Trump. Dans certaines villes, on a assisté au sinistre spectacle de partisans blancs de Trump intimidant des compteurs de votes majoritairement noirs, au point que la police a dû assurer leur protection pour leur permettre de travailler en toute sécurité. Mais bien

que Trump et ses acolytes aient fait tout ce qu'ils pouvaient pour inverser les résultats, les responsables électoraux et même de nombreux gouverneurs d'États républicains ont gardé leur sang-froid et ont privilégié leurs responsabilités constitutionnelles. Malgré quatre années de domination personnelle et de travail de sape systématique, les institutions démocratiques ont tenu bon à peu près.

Après que Biden a été donné vainqueur de l'élection, la société civile américaine a pu commencer à penser à l'après Trump. Beaucoup ont vu s'ouvrir des possibilités qui avaient été closes auparavant, car le gouvernement Biden s'est engagé à revenir sur de nombreuses mesures de Trump qui avaient supprimé les possibilités de la société civile pour s'engager dans le dialogue, pour demander des comptes à l'État et pour entreprendre des actions revendicatives, notamment le rétablissement de certaines **réglementations environnementales clés** et le retour des États-Unis dans une série de forums internationaux dont Trump s'était retiré (voir le chapitre sur la société civile dans l'arène internationale).

Mais bien sûr, le contexte reste profondément polarisé. Quelque 74 216 154 personnes ont voté pour Trump, ce qui signifie qu'après quatre années de mauvaise gestion plus de 11 millions d'électeurs supplémentaires ont voté pour lui en 2020 par rapport à 2016. Une grande partie de la société américaine a aimé ce que Trump a fait et estime que son mandat a été un succès. De nombreux partisans de Trump ont tout simplement refusé d'accepter la victoire de Biden et on peut s'attendre à ce qu'ils continuent à considérer sa présidence comme illégitime. Les mensonges insistants de Trump sur la fraude électorale ont fonctionné sur cette partie de la population : en janvier 2021 et malgré l'absence de toute preuve, **trois Américains sur dix** croyaient encore que l'élection avait été marquée par une fraude généralisée, et il est difficile de savoir ce qui les fera changer d'avis.

Une série de sénateurs républicains se sont rassemblés pour **condamner** l'insurrection du Capitole et retirer leur soutien aux accusations de fraude fallacieuses. Mais lorsque Trump a été mis en examen pour la deuxième fois pour son rôle dans la mobilisation des insurgés, beaucoup de ceux qui avaient condamné la violence ont quand même voté en faveur de son acquittement. Mitch McConnell, leader du Sénat jusqu'à ce que le Parti démocrate prenne le contrôle, a voté pour l'acquittement de Trump, mais a ensuite **prononcé un discours** dans lequel il l'a tenu comme « responsable moral et matériel » de l'émeute. Derrière cette position clairement contradictoire, articulée autour d'un détail technique, se cachait la reconnaissance d'une réalité politique : le trumpisme a pris le contrôle du parti républicain et tout homme politique républicain



En récitant son poème « The Hill We Climb » lors de l'investiture présidentielle du 20 janvier 2021, la jeune poète lauréate Amanda Gorman exprime l'espoir d'un changement aux États-Unis. Photo par Rob Carr/ Getty Images

qui veut progresser doit travailler avec cette force. Seuls sept sénateurs républicains ont voté pour la condamnation de Trump et ils ont dû faire face à une **riposte** instantanée des républicains des États qu'ils représentent, notamment la censure formelle de leur parti dans leur état et la promesse qu'ils affronteraient des concurrents pro-Trump lors des futures primaires. Le vote pour sa destitution ayant échoué, Trump pourra se représenter en 2024, mais qu'il choisisse de le faire ou non, il y a de fortes chances que le candidat qui remportera l'investiture républicaine soit celui qui parle le plus aux supporteurs de Trump. Trump a été vaincu, mais pas le trumpisme.

Même si elle s'efforce d'établir des liens constructifs avec l'administration Biden, la société civile le fera dans une atmosphère de polarisation constante. Trump a politisé tout ce qu'il a touché, y compris tous les aspects d'une pandémie qui, en raison de sa mauvaise gestion, a tué plus d'un demi-million de personnes dans son pays. Les réseaux sociaux sont toujours inondés de discours haineux et de désinformation, même après que les principales plateformes ont pris des mesures contre Trump, trop tard, en vérifiant ses mensonges scandaleux et en l'excluant seulement après que son emprise sur le pouvoir a commencé à s'effriter. Les théories du complot telles que QAnon, qui



Une statue coloniale fait l'objet d'une intervention d'un collectif féministe pour demander la prise en compte du point de vue des femmes autochtones avant les élections le 12 octobre 2020 à La Paz, Bolivie. Photo par Gastón Brito/ Getty Images

avait prédit que l'investiture de Biden n'aurait pas lieu, se sont avérées extrêmement **malléables** et ont été remises à jour pour ceux qui étaient déterminés à les croire. Trump a **augmenté ses soutiens** parmi les partisans blancs de classe ouvrière et aussi auprès de certains Latinos dans certains États clés, comme la Floride. Au Congrès, le parti républicain dynamite depuis longtemps les pratiques de bipartisme et Biden et Harris peuvent s'attendre à des appels fallacieux à la destitution à chaque tournant. Trump a fait en sorte que la Cour suprême soit remplie de conservateurs purs et durs, ce qui signifie que son programme toxique perdurera longtemps après son départ.

Pour les prochaines élections, y compris les votes de mi-mandat de 2022, beaucoup dépendra des progrès qui pourront être réalisés pour inverser la tendance à la suppression des électeurs ; ils ne devraient pas avoir à surmonter à nouveau les nombreux obstacles auxquels ils ont été confrontés en 2020. Il y aura encore un combat important : au moment de la rédaction de ce rapport, plusieurs États intensifiaient leurs efforts pour supprimer des électeurs, notamment dans l'État clé de **Géorgie**, où une loi a été adoptée pour rendre le vote encore plus difficile. Il faut résister à ces efforts et soutenir et renforcer la société civile afin qu'elle puisse aider à combattre la désinformation, à surmonter la haine et à dissiper la polarisation. La démocratie doit survivre non seulement à Trump, mais aussi à son héritage.

BOLIVIE : UNE NOUVELLE OPPORTUNITÉ POUR LA CONSTRUCTION D'UNE DÉMOCRATIE PLUS FORTE

On a eu parfois l'impression que les élections générales en Bolivie n'auraient jamais lieu. Elles étaient prévues pour mai, comme beaucoup d'autres, elles ont été reportées à cause de la pandémie, puis renvoyées à septembre. Mais en juillet, avant cette échéance, l'élection a été repoussée une nouvelle fois jusqu'à octobre. Dans un pays profondément polarisé, les nombreux partisans de l'ancien parti au pouvoir, le Mouvement vers le Socialisme (MAS), ainsi que d'autres personnes, soupçonnaient le gouvernement intérimaire de droite de vouloir retarder l'élection aussi longtemps que possible, probablement dans l'espoir de gagner du temps pour améliorer sa situation et faire passer davantage son programme. Le gouvernement intérimaire était **arrivé au pouvoir** dans des circonstances douteuses en novembre 2019, après la démission du président Evo Morales à la suite d'une élection contestée ; il avait agi non pas comme un gouvernement intérimaire mais comme s'il jouissait d'un mandat fort et a cherché à démanteler l'héritage de Morales.

L'engagement de tenir les élections le 18 octobre n'est intervenu qu'après les **manifestations** ↗ qui ont accueilli l'annonce du report en juillet. Plus d'une centaine de barrages routiers et d'autres formes de contestation ont été **signalés** ↗ dans toute la Bolivie. Les mouvements indigènes et paysans, ainsi que les syndicats proches du MAS, ont joué un rôle de premier plan dans ces manifestations et se sont parfois servi de dynamite pour bloquer des cols de montagne. Le gouvernement provisoire a menacé de déployer l'armée pour lever les barrages routiers, au motif qu'ils entravaient l'acheminement de matériel médical vital. Des violences ont été signalées entre les groupes pro-MAS et anti-MAS, et les forces de sécurité ont parfois utilisé des gaz lacrymogènes contre les manifestants.

Deux semaines de protestations ont pris fin lorsque la présidente intérimaire Jeanine Áñez a signé une loi stipulant que les élections se tiendraient avant le 18 octobre. Mais les perspectives de réconciliation semblaient bien minces à l'annonce de la mise en examen de plusieurs leaders de la contestation pour des motifs aussi graves que la sédition et le terrorisme, et de l'émission de **mandats d'arrêt** ↗ contre cinq d'entre eux. Si le blocage des routes symbolisait le dysfonctionnement de la Bolivie à un moment où les services médicaux devaient se déplacer rapidement et où le pays luttait pour faire face à la pandémie, la poursuite agressive des leaders de la contestation semblait incarner sa polarisation.

Après tous ces désaccords, l'élection s'est soldée par une victoire écrasante du MAS. En 2019 l'avance d'environ dix points de Morales sur Carlos Mesa, son principal adversaire de l'opposition, avait évité de justesse un second tour alors que Morales brigua un quatrième mandat présidentiel, et avait déclenché de vives accusations d'irrégularités qui ont conduit à la démission de Morales. Mais en 2020 le résultat ne faisait aucun doute. Luis Arce, le candidat du MAS, a remporté environ 55 % des voix, loin devant le 29 % de Mesa. La présidente intérimaire Áñez s'est retirée de la course en septembre, alors que les sondages la plaçaient loin en quatrième position. Le MAS a également obtenu la majorité dans les deux chambres parlementaires. Le nouveau Sénat compte **une majorité de** ↗ femmes. Fait encourageant, Mesa et Áñez ont rapidement **accepté** ↗ le résultat. Les observateurs internationaux **ont déclaré** ↗ qu'ils n'avaient constaté aucune fraude. Il y a eu quelques manifestations, mais elles étaient de faible ampleur et concernaient principalement des groupes d'extrême droite et n'ont pas touché le grand public.

Mais l'élection à elle seule n'a pas pu combler les profondes divisions politiques de la Bolivie. **Cristian León** ↗, d'**Asuntos del Sur** ↗, suggère que le pays reste tiraillé entre

deux camps opposés, formés sur de larges lignes identitaires et déterminés à ne pas s'entendre ni à dialoguer avec l'autre :

Ce gouffre qui se creuse est le résultat d'une fracture sociale et d'une racialisation de la politique, qui se sont intensifiées après la crise électorale d'octobre 2019, combinées à l'absence de mécanismes d'intermédiation. Nous avons un scénario qui s'inscrit dans une construction d'un « autre » à partir de la confrontation ethno-raciale et de classe.

En ce sens, le projet d'une Bolivie plurinationale sous la direction d'un leader populaire, qui a entraîné un déplacement relatif de plusieurs élites, a eu des conséquences évidentes. Pendant la durée de ce projet - les 14 années des gouvernements de Morales - la discrimination ethnique et raciale est devenue politiquement incorrecte et légalement punissable, car une loi a été adoptée contre toutes les formes de discrimination et de racisme. Cependant, ce changement formel n'a pas été consolidé dans la culture politique. Sous le gouvernement Morales, les élites déplacées, dont beaucoup sont issues des classes supérieures urbaines, ont dû émigrer ou s'exiler - dans certains cas en raison de persécutions politiques - et générer des projets dans les recoins de la politique, car elles n'avaient pas de réelles possibilités de reprendre le pouvoir de l'État. Puis, dès que le MAS a été affaibli, cette structure dormante a été reconstituée, ramenant les vestiges de tous les discours du passé.

En Bolivie, les partis ne sont pas forts, pas même le MAS, qui reste une structure corporative de mouvements populaires de base avec un seul dirigeant. La conséquence en est l'absence de débat d'idées et le manque de renouvellement du leadership. Si le MAS avait généré de nouveaux leaderships pour les élections de 2019, son projet se poursuivrait probablement avec la même force qu'en 2014 et ne se serait pas épuisé avec les tentatives de Morales pour obtenir un nouveau mandat.

Mais les autres partis ont le même problème. Lors des élections de 2019, nous avons eu pratiquement les mêmes candidats qu'en 2004, avant le premier mandat de Morales. L'absence d'institutionnalisation est très propice au radicalisme et à la polarisation. En même temps, elle transforme les partis en partis fourre-tout, de sorte que les idéologies progressistes et ultra-conservatrices, la politique de droite et les visions du monde de gauche, coexistent au sein de chaque parti. La politique cesse d'être une compétition de projets de gestion de l'État et devient une confrontation avec un autre qui est une construction raciale.

Nous resterons en transition jusqu'à ce qu'une force articulée et renouvelée émerge, avec, espérons-le, plus d'intelligence politique que ce que la plupart des concurrents ont démontré pour le moment.

Il faudra plus que le résultat incontesté des élections pour rassembler les Boliviens, les preuves de polarisation étant toujours présentes. Ainsi, des listes de militants et de journalistes qui critiqueraient le MAS ont été diffusées sur Internet et on les a accusés d'être des « gens de droite que la société doit juger et lyncher », selon les termes employés dans le groupe Facebook qui a publié la liste. Certaines personnes perçues comme des opposantes au MAS ont reçu des menaces de mort. Des partisans du MAS ont affronté des manifestants qui participaient à un sit-in devant l'assemblée législative en octobre contre une proposition visant à supprimer une disposition qui rend nécessaire une majorité des deux tiers pour voter des lois clés, un changement qui profiterait manifestement au MAS. Les groupes anti-MAS ont également employé des menaces : en novembre, des membres de groupes de jeunes anti-MAS ont menacé des journalistes qui couvraient leur manifestation contre les résultats des élections.



Une femme vote lors des élections générales du 18 octobre 2020 à La Paz, Bolivie. Photo par Gastón Brito Miserocchi/ Getty Images

Lors du retour d'exil de Morales en décembre, ses partisans ont agressé et menacé les journalistes qui couvraient l'événement à l'aéroport. L'ombre de Morales plane toujours sur la politique bolivienne et beaucoup attendent de voir si le président Arce saura imposer son propre leadership.

À cet égard, la décision du nouveau président de créer une commission d'experts chargée d'élaborer des propositions pour une réforme de la justice aura été une nouvelle positive à toute évidence, car l'indépendance de la justice était depuis longtemps compromise par des interférences politiques. Le nouveau gouvernement a donné l'espoir que l'impunité, au moins pour les violations notoires des droits humains, serait remise en question, et pour le prouver il a invité un groupe d'experts internationaux en les droits humains à enquêter sur le massacre de deux groupes de manifestants pro-MAS en novembre 2019 ; le rapport préliminaire du groupe a fait état de solides indices d'exécutions extrajudiciaires.

Mais la polarisation s'est poursuivie. Alors qu'en février 2021, une amnistie accordée aux personnes détenues pendant la crise politique de 2019 aurait bénéficié à plus d'un millier de partisans du MAS, le mois suivant, l'ancienne présidente intérimaire Áñez a été arrêtée pour terrorisme et sédition, et des mandats ont été émis contre d'autres membres du gouvernement intérimaire accusés d'avoir participé à un coup d'État. S'il est vrai que les atteintes aux droits humains doivent faire l'objet d'une reddition des comptes, on craint que le pays reste enfermé dans un cycle de représailles, où l'un des camps au pouvoir se serve des mécanismes de la justice pénale pour persécuter l'autre.

Dans un contexte aussi difficile, où quiconque qui n'est pas pour le MAS est supposé être contre lui, il est difficile pour la société civile de fonctionner et de travailler ensemble au-delà des clivages. Il est toujours nécessaire de tendre des ponts et de trouver un terrain d'entente, aussi difficile que cela puisse être. Après des élections longtemps reportées, la lutte pour construire une démocratie plus forte doit se poursuivre.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : LA SOCIÉTÉ CIVILE REVENDIQUE UNE MEILLEURE LÉGISLATION ÉLECTORALE

Les processus électoraux de la République dominicaine en 2020 ont été contestés et parfois ils ont été chaotiques et influencés par la pandémie de COVID-19, malgré cela ils ont abouti à un changement. Comme en Pologne, le candidat du parti au pouvoir a tenté de s'attirer

les faveurs des électeurs en se positionnant de manière positive en tant que leader de la réponse à la pandémie. Mais le résultat a été une défaite exceptionnelle pour le parti au pouvoir, dans une élection qui, en dépit de la pandémie, s'est caractérisée par la forte participation de la société civile et par sa détermination à assurer une bonne conduite électorale.

La société civile s'est mobilisée en réponse aux primaires présidentielles organisées par le Parti de la libération dominicaine (PLD) au pouvoir, âprement disputées alors que le président sortant, se retirant après deux mandats, tentait de garantir le pouvoir à l'héritier de son choix et d'empêcher qu'un rival ne remporte la candidature. Après avoir constaté ces manœuvres, la société civile s'est réunie et a proposé une réponse commune, le **Manifeste citoyen** ↗, afin de garantir que, quel que soit le vainqueur, les résultats électoraux représentent réellement les choix des électeurs. Le Manifeste citoyen a été lancé en tant qu'initiative multipartite dirigée par la société civile pour surveiller les élections municipales, législatives et présidentielles de 2020, et pour promouvoir la consolidation des institutions démocratiques. **Hamilk Chahin** ↗, de Citizen Manifesto, et **Addys Then Marte**, d'**Alianza ONG** ↗, un réseau d'OSC dominicaines, décrivent les origines de l'initiative :

Les élections primaires ont été très contestées, et ont donné lieu à de nombreuses manipulations. Elles ont laissé un goût amer parmi les citoyens : étant donné la possibilité que la fraude ait été utilisée dans une élection primaire, beaucoup se sont demandés ce qu'il adviendrait de l'élection nationale.

À ce moment-là, de nombreuses OSC ont commencé à réfléchir à ce qu'il fallait faire : nous avons établi des liens entre nous et avec les acteurs politiques, nous avons partagé des informations et nos évaluations de la situation. Nous avons décidé d'exprimer notre préoccupation et d'exiger des mesures correctives de la part des institutions et entités responsables de l'organisation des élections, à commencer par la JCE et en nous tournant vers le Tribunal Supérieur Electoral et le Bureau du Procureur Général de la République, qui sont chargés de poursuivre les crimes et les irrégularités. C'est ainsi qu'est née l'initiative du **Manifeste Citoyen** ↗, qui regroupe des acteurs du monde de l'entreprise, de la religion, du travail, des syndicats et du monde paysan. Nous avons fait campagne pour attirer l'attention de la société sur la nécessité de défendre et de surveiller le processus d'institutionnalisation démocratique à l'approche des élections. Et surtout, nous avons fait du plaidoyer auprès des acteurs politiques. Nous avons organisé des réunions avec les représentants des partis, afin que le manifeste bénéficie du soutien de tous les secteurs. Cela a également fait de nous un interlocuteur direct de la JCE.

La série d'élections de 2020 qui devait aboutir au choix d'un nouveau président a connu un début difficile. Pour l'élection de février, une nouvelle technologie a été introduite ; elle n'a pas fonctionné. Lorsque cette technologie est tombée en panne les populations sont descendues dans les rues pour protester.

Les élections municipales ont inauguré un nouveau système de vote double, entièrement électronique pour les zones urbaines à forte densité de population et manuel pour les zones rurales. Suite aux demandes du Manifeste citoyen d'apporter certaines garanties et certitudes au processus, le système de vote électronique comportait également une composante manuelle dans la phase de dépouillement des bulletins déposés ; nous avons également réussi à faire enregistrer les décomptes et avons ajouté un système de capture des empreintes digitales et des codes QR.

Bien que les mesures de sécurité aient été renforcées, la mise en œuvre du nouveau logiciel a posé de sérieux problèmes. Le 16 février, plusieurs heures après le début du vote, la JCE a découvert qu'il y avait un problème avec environ 60 % des machines à voter électroniques, et a décidé de suspendre les élections municipales.

Cela a provoqué une crise de confiance et des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester presque quotidiennement. Le 17 février, une manifestation devant le siège de la JCE a exigé la démission de tous ses membres. Le mécontentement a également touché le gouvernement, car de nombreux manifestants ont estimé qu'il avait tenté de tirer profit du mauvais fonctionnement des machines. Le 27 février, jour de l'indépendance, une **manifestation** ↗ massive a eu lieu pour demander une enquête sur ce qui s'était passé et une plus grande transparence dans le processus électoral.

Des **manifestations de la diaspora** ↗ en faveur de la démocratie se sont tenues dans plusieurs villes des États-Unis, notamment à Chicago, Los Angeles et New York, ainsi qu'au Canada, en France, au Mexique, en Espagne et au Royaume-Uni, entre autres.

Le report de ces élections signifiait que pour voter lors des élections municipales reportées, qui se sont finalement tenues en mars, les électeurs s'exposeraient à des risques croissants de contracter la COVID-19. L'urgence se poursuivant, les élections législatives et présidentielles ont été renvoyées au mois de juillet. La société civile est intervenue pour tenter de garantir des conditions de vote aussi sûres que possible.

Les élections municipales ont été reprogrammées pour le 16 mars et se sont déroulées sans vote électronique. A cette époque, la pandémie de COVID-19 avait

déjà commencé, mais suspendre les élections une seconde fois aurait été un coup dur. C'est pourquoi la République dominicaine a déclaré tardivement l'état d'urgence : le gouvernement a attendu que les élections aient lieu pour décréter trois jours plus tard l'état d'urgence et le couvre-feu.

En avril, face à cette situation prolongée, le corps électoral a décidé de reporter les élections nationales au 5 juillet, après consultation des partis et de la société civile. Il n'y avait pas beaucoup de marge car il fallait prévoir l'éventualité d'un second tour des élections qui devrait avoir lieu avant le 16 août, date à laquelle le changement de gouvernement devait avoir lieu. Bien sûr, il a même été question de la possibilité d'un amendement constitutionnel pour reporter le jour de l'investiture ; la société civile a dû jouer un rôle important pour désamorcer ces alternatives et organiser un calendrier électoral comprenant toutes les mesures sanitaires nécessaires.

Du côté de la société civile, nous avons essayé de faire en sorte que des mesures sanitaires adéquates soient imposées. Nous avons exhorté la JCE à suivre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation des États américains afin d'avoir la certitude que les mesures nécessaires seraient prises pour que les élections puissent avoir lieu. Ce fut un effort titanesque, car en République dominicaine, nous n'avions pas encore de politique efficace de prévention et de dépistage rapide, mais nous avons pu imposer des **protocoles sanitaires** ↗ comprenant la désinfection et l'assainissement, la distribution de matériel de protection et des mesures de distanciation physique.

Cependant, le parti au pouvoir n'a pas adopté une approche aussi responsable. Au contraire, il a essayé d'utiliser à son avantage les restrictions d'urgence imposées par la pandémie et a saisi toutes les occasions de promouvoir son candidat en profitant de son accès privilégié aux médias, tout en fermant les espaces à l'opposition.

L'importante épidémie de COVID-19 que nous connaissons aujourd'hui n'est pas exclusivement due au jour des élections, mais surtout aux deux mois et demi de campagne désorganisée et irresponsable menée principalement par le parti au pouvoir. Le gouvernement a tenté de tirer profit de la pandémie et des limites imposées par l'état d'urgence. Cependant, cela a pu jouer en sa défaveur. Il y a eu un tel gaspillage de ressources en faveur de la candidature du parti au pouvoir que les gens l'ont mal supporté. C'était grotesque : par exemple, tout comme en Chine, on a adopté la mesure consistant à asperger les rues de désinfectant ; mais alors qu'en Chine un robot ou un véhicule parcourait les rues la nuit et passait dans tous les quartiers, ici nous avons eu droit à un défilé d'une caravane de véhicules officiels

à 20 heures, avec sirènes, drapeaux, musique, tout un spectacle de campagne. Les gens n'ont pas apprécié, car cela a été interprété comme un gaspillage de ressources à des fins de propagande qui auraient pu être utilisées pour contrôler efficacement la pandémie.

Les conditions de la campagne étaient très inégales, car les fonctionnaires jouissaient d'une liberté de mouvement au-delà des heures fixées de couvre-feu, et les partis d'opposition se sont plaints que le parti au pouvoir pouvait poursuivre sa campagne sans restriction alors qu'ils étaient limités aux heures autorisées. L'accès aux médias était également inégal : la propagande en faveur du candidat au pouvoir était omniprésente, car elle était confondue avec la propagande du gouvernement. Dans ce sens, il y a eu une publicité qui a généré beaucoup de malaise, qui disait quelque chose comme « restez chez vous, nous nous occupons de l'aide sociale », et comportait les images des candidats officiels à la présidence et à la vice-présidence.

La pandémie a été utilisée politiquement de nombreuses manières. À un moment donné, la peur de la contagion a été utilisée pour promouvoir l'abstention : il y a même eu une campagne qui présentait le dessin d'une tête de mort avec le slogan « sortir tue ». Alors que nous menions une campagne avec le message « protégez-vous et allez voter », le gouvernement pariait sur l'instillation de la peur dans la classe moyenne indépendante, tout en prévoyant de faire voter ses partisans en masse. La réaction négative a été si forte qu'ils ont été contraints de retirer cette publicité après quelques jours.

De plus, l'État a été absent de la plupart des politiques mises en œuvre contre la pandémie, et a laissé la fourniture de l'aide sociale et la prévention entre les mains du candidat du parti au pouvoir. Ainsi, ce n'était souvent pas le gouvernement qui se chargeait de la fumigation, mais les entreprises du candidat. Ce sont les jets de la compagnie d'aviation du candidat, et non les avions d'État ou militaires, qui ont ramené les Dominicains bloqués à l'étranger. Les premiers kits de test ont été apportés de Chine par le candidat lui-même, bien sûr avec de grandes opérations de propagande.

Et pourtant, malgré toutes ces tentatives pour incliner le vote en sa faveur, le PLD a perdu après seize ans au pouvoir. Lors de l'élection précédente, le président avait recueilli environ 62 % des voix, mais en 2020, le soutien à son successeur désigné s'est effondré et n'atteint qu'environ 37 % des voix. Les bulletins en faveur de Luis Abinader, principal candidat de l'opposition et membre du Parti révolutionnaire moderne, ont bondi et sont passés de 35 % en 2016 à près de 53 %, ce qui lui a permis de remporter la course à la présidence

sans passer par un second tour. Les électeurs ont ainsi confirmé leur détermination en faveur du changement, une demande qui s'était répandue depuis longtemps. Pour la société civile le transfert de pouvoir offrait un signe encourageant de la robustesse des institutions démocratiques, que la société civile s'est efforcée de nourrir et de défendre, et l'espoir qu'un changement au sommet pourrait créer quelques opportunités pour des avancées plus significatives.

Face au fait qu'un seul parti a gouverné pendant 20 des 25 dernières années, les citoyens en ont eu assez et ont cherché des alternatives. Les citoyens se sont exprimés non seulement par la mobilisation et la protestation, mais aussi par un processus de sensibilisation qui durait depuis plusieurs années. Des plateformes d'expression très intéressantes ont vu le jour, comme le média numérique « Somos Pueblo » (« Nous sommes le peuple »), qui a joué un rôle très important avec sa chaîne YouTube. Le gouvernement faisant campagne dans les rues et les citoyens étant isolés par la pandémie, des stratégies créatives ont également été mobilisées pour contourner les limitations et protester sans sortir de chez soi, comme les « cacerolazos ».

Le désir de participer afin d'obtenir un changement s'est reflété dans le taux de participation aux élections, qui a dépassé 55 %. Si ce chiffre est bien inférieur à la moyenne de 70 % enregistrée lors des élections de la dernière décennie, il est remarquable dans le contexte de la pandémie. Face à la mauvaise gestion de la pandémie par le gouvernement actuel, les espoirs placés dans le nouveau gouvernement sont très élevés. Si nous parvenons à surmonter ce défi, nous aurons peut-être devant nous une ère de changements positifs en termes de renforcement des institutions et de consolidation de la démocratie.

SEYCHELLES : UN CHANGEMENT SANS PRÉCÉDENT À LA TÊTE DU PAYS

Si la défaite du parti au pouvoir en République dominicaine était inhabituelle, en octobre, un événement sans précédent s'est produit aux Seychelles : pour la première fois l'opposition a remporté une élection présidentielle et la passation du pouvoir s'est déroulé de manière pacifique. Le parti Seychelles unies, sous différentes appellations, avait dominé la politique seychelloise depuis un coup d'État en 1977, un an après l'indépendance du pays du Royaume-Uni, et était resté au pouvoir lors du retour des élections multipartites en 1993. Mais lors des élections de 2020 Wavel Ramkalawan a battu le président sortant Danny Faure avec environ 55 % des voix contre 44 %. Ce résultat marque le point culminant de la campagne acharnée de M. Ramkalawan, qui

s'est présenté à toutes les élections présidentielles depuis 1998 et est arrivé cinq fois en deuxième position, ne perdant que de 193 voix en 2015. Le parti du nouveau président a également remporté 25 des 35 sièges de l'Assemblée nationale, élargissant ainsi la majorité parlementaire qu'il avait obtenue pour la première fois en 2016 et donnant au nouveau dirigeant un mandat fort.

Ce changement extraordinaire a permis de faire le point sur les atteintes aux droits humains commises après le coup d'État et pendant une période de treize ans au cours de laquelle tous les partis ont été interdits, à l'exception du parti au pouvoir. Cette période a été marquée par des meurtres et des disparitions pour lesquels personne n'a eu à rendre de comptes. Les **audiences** de la Commission vérité, réconciliation et unité nationale, qui se sont tenues en 2019 et 2020, ont permis à la population de se remémorer les abus perpétrés par les membres du parti au pouvoir. Dans son discours de remerciement, Ramkalawan, **prêtre anglican**, a parlé de la nécessité de la **réconciliation et de l'unité** et, fait encourageant, le président sortant vaincu a assisté à ce discours pour signifier son acceptation du résultat.

Michel Pierre, de la **Citizens Engagement Platform Seychelles**, considère que ce changement était nécessaire et qui il s'appuie sur les récents processus de réforme et les élargit :

Au cours des quatre dernières années le président Faure a mis en place un nouveau style de leadership. Tout d'abord, lors de son investiture il s'est retiré de la direction de son parti déclarant qu'il était prêt à travailler pour tous et qu'il voulait mettre la politique hors du gouvernement, et il a commencé à introduire des innovations telles que la Commission anticorruption et la Commission vérité, réconciliation et unité nationale.

Nous avons vécu treize ans dans un État à parti unique. Pendant ce temps, des personnes ont été déportés ou intimidés. Il y avait beaucoup de frustration. Après l'introduction d'un système multipartite, les gens ont commencé à créer leurs propres partis politiques et à participer aux processus démocratiques. Toutes ces frustrations et les choses qui se sont produites pendant le régime de parti unique et lors de la session de réconciliation transmise en direct à la télévision, ont montré que les gens se sentaient frustrés, ils ont vu comment les jeunes étaient traités, et toutes ces situations sont devenues les principales raisons qui les ont poussés à croire qu'il fallait un changement après 43 ans avec le même parti au pouvoir.

Alors que les cas d'infection de COVID-19 aux Seychelles étaient peu nombreux, avec seulement 149 cas enregistrés au moment de l'élection, la pandémie a été au cœur des débats, compte tenu de son impact sur le **tourisme** ↗, source vitale d'emplois et de revenus. La **corruption** ↗ et les plaintes liées au favoritisme, au copinage et à l'inefficacité de l'État se sont également invitées dans la campagne. Pour rappeler qu'en réalité le pays est loin de ces images de carte postale. En outre, les îles sont toujours confrontées aux problèmes sociaux et aux coûts économiques importants causés par les cas de **dépendance à l'héroïne** ↗. Les Seychelles auraient le plus haut niveau de dépendance à l'héroïne par habitant au monde, avec entre 5 000 et 6 000 personnes dépendantes de cette drogue sur une population d'environ 94 000 habitants. Le nouveau président devra également déterminer sa posture par rapport à la **lutte** ↗ que se livrent la Chine et l'Inde pour l'influence régionale, après les controverses suscitées par la proposition du gouvernement sortant de céder à l'Inde le contrôle de l'une des 115 îles des Seychelles pour en faire une base navale.

En raison des mesures de lutte contre la pandémie, les rassemblements n'étaient pas possibles et les réseaux sociaux sont devenus le principal espace de campagne ; autre innovation, pour la première fois on a organisé un débat télévisé entre les candidats. Les travailleurs de la santé et les habitants des îles périphériques ont pu voter de manière anticipée. Malgré les défis, le vote s'est déroulé dans une atmosphère calme.

Je pense que les électeurs et les médias étaient libres de participer aux élections. Il s'agissait d'un véritable processus démocratique. L'élection a été très disputée ; environ 80 % des électeurs ont participé et voté, et le processus a été vraiment calme et pacifique. Les gens ont respecté les différents protocoles sanitaires en place, en portant des masques et en gardant leurs distances. Bien sûr, il y a eu des défaillances parce que la Commission électorale et son secrétariat manquaient d'expérience, donc il y a eu quelques failles dans le processus, mais cela n'a pas affecté les résultats.

Le changement politique après de longues périodes de régime à parti unique peut être synonyme d'opportunités pour la société civile pour faire avancer certaines idées et pour forger de nouveaux partenariats, mais aussi de dangers. Dans plusieurs pays qui ont connu des changements politiques inhabituels, il y a eu des cas où la société civile a tari sa critique envers les nouveaux gouvernements et n'a pas supervisé correctement la gestion du gouvernement. Cette situation peut s'exacerber si les dirigeants de la société civile accèdent à des postes gouvernementaux, ce qui peut à la fois priver la société civile de son leadership et l'exposer à des accusations de partialité. La société

civile seychelloise tentera de s'appuyer sur les récentes pratiques de participation constructive avec l'ancien gouvernement pour jouer son rôle dans le redressement post-pandémique et explorera les possibilités offertes par le changement de pouvoir.

La société civile a signé un protocole d'accord avec l'ancien gouvernement afin que nous puissions participer et apporter des discussions à la table. Nous avons également eu une réunion avec le nouveau président et il nous a assuré que nous obtiendrions le soutien du gouvernement et que nous travaillerions ensemble, notamment pendant la crise économique à laquelle nous sommes confrontés. Nous avons convenu de travailler ensemble dans l'intérêt du pays et avons mis en place des programmes pour aider le ministère de la santé afin que les citoyens puissent être informés sur la COVID-19 et sur les protocoles sanitaires. Ce processus a été très fructueux et le nouveau président a accepté de créer un nouveau bureau pour l'ancien président afin qu'il puisse continuer à apporter son expertise et ses connaissances.

Nous avons été des chiens de garde, nous sommes restés libres sur nos positions et avons consulté la population sur les changements qui se produisent aux Seychelles, déjà sous l'ancien gouvernement. Cela va continuer. Nous suivons l'évolution de la situation. Les Seychelles étant un très petit pays, avec une seule télévision d'État, une seule télévision privée et quelques stations de radio, nous parvenons à faire entendre notre voix. Nous prenons position par rapport à tous les changements qui se produisent. Le gouvernement est ouvert et il veut que nous l'informions si quelque chose ne va pas et que nous contribuions à l'élaboration des politiques publiques.

NOUVELLE-ZÉLANDE ET CORÉE DU SUD : LA RÉCOMPENSE D'UNE GESTION EFFICACE DE LA PANDÉMIE

En revanche, les sortants l'ont emporté en Nouvelle-Zélande et en Corée du Sud à l'issue d'élections incontestablement libres et équitables. Dans les deux pays, la gestion gouvernementale de la pandémie, qui a permis de dégager un consensus, a semblé être un facteur déterminant dans les choix politiques de la population.

La Corée du Sud a été le premier pays à organiser une élection nationale pendant la pandémie, son élection législative ayant eu lieu en avril. On aurait pu s'attendre à un

taux de participation plus faible, étant donné que les électeurs devaient voter à un moment où la pandémie se répandait et où l'on en savait peu sur la COVID-19. En février la Corée du Sud était le deuxième pays après la Chine pour le nombre de cas de COVID-19. En réponse à cette situation le gouvernement a mis en place une approche intégrant le dépistage, la traçabilité et la mise en quarantaine, qui a été **reconnue** 7 comme la norme internationale et a suscité une forte adhésion de la population. En conséquence, le nombre de décès dus à la COVID-19 par million d'habitants est devenu l'un des **plus bas** 7 au monde et le pays a pu contourner les mesures de confinement strictes et à long terme, ainsi que les impacts économiques associés.

Ceci a donné lieu à une élection inhabituelle pendant les premiers jours de la pandémie qui a pu se dérouler comme prévu, sans report et en toute sécurité, avec la mise en place de mesures rigoureuses, notamment des files d'attente éloignées et l'obligation de porter un masque. Dans les bureaux de vote les électeurs ont reçu du désinfectant pour les mains et des gants jetables, et on a contrôlé leur température ; les personnes ayant une température élevée ont voté dans des isolements spéciaux désinfectés après chaque usage. Les électeurs ne pouvant pas voter en personne en raison de la quarantaine ont pu voter par correspondance à l'avance, ou lors de votes anticipés organisés dans des bureaux spéciaux ; environ un quart des électeurs ont **voté** 7 de cette manière. Il est important de noter que les autorités ont fourni des **informations** 7 claires sur la manière de voter, notamment par des SMS aux personnes en quarantaine. Pour permettre l'observation des élections à distance, des transmissions en direct ont été organisées depuis les bureaux de vote.

Grâce à ces mesures il n'y a pas eu de flambée d'infections et les cas ont continué à diminuer dans les semaines qui ont suivi l'élection. Cela ne veut pas dire que l'élection s'est déroulée sans complications : de nombreux Sud-Coréens vivant à l'étranger n'ont pas pu voter comme d'habitude. Mais alors que l'on aurait pu s'attendre à une baisse de la participation, compte tenu des conditions et des restrictions, celle-ci a augmenté, passant de 58 % en 2016 à un peu plus de 66 % en 2020, soit le taux de participation le plus élevé pour ce type d'élections depuis 1992.

Ce taux de participation élevé semble refléter la confiance de la population dans les mesures sanitaires intégrales mises en place pour les électeurs, ainsi que la participation des jeunes âgées de 18 ans, qui ont pu voter pour première fois. Les résultats des élections suggèrent également que les électeurs ont approuvé la gestion gouvernementale de la crise. Les sondages réalisés avant la pandémie avaient laissé entrevoir une baisse du soutien au Parti démocrate du président Moon Jae-in, mais le résultat a été un **raz-**

de-marée 7 : le Parti démocrate et son parti frère, Platform, ont remporté 180 sièges sur les 300 que compte l'assemblée législative, soit la plus grande majorité depuis le rétablissement de la démocratie en 1987. Signe encourageant, **57 sièges** 7 ont été remportés par des femmes, le niveau le plus élevé jamais atteint, ce qui montre l'impact des quotas de genre dans la lutte contre l'exclusion structurelle des femmes de la représentation politique.

Bien sûr, la domination d'un seul parti dans la politique d'un pays n'est pas nécessairement positive et la société civile devra s'efforcer de garantir le maintien du contrôle sur le pouvoir exécutif et la supervision adéquate des décisions gouvernementales. Certaines OSC ont été accusées d'être trop proches du parti au pouvoir et de ne pas le critiquer, en partie à propos de la corruption flagrante et des abus de pouvoir de Park Geun-hye, la précédente présidente de droite, qui a été destituée en 2017 à la suite de vastes **manifestations de masse** 7, et a été condamnée à la prison en 2018. Il reste des questions urgentes qui préoccupent et divisent la société civile, notamment la **riposte** 7 conservatrice de plus en plus aiguë à l'égard des droits des personnes LGBTQI+ (voir le chapitre consacré à la lutte de l'exclusion).



Le comptage des votes dans un gymnase à Séoul, Corée du Sud, le 15 avril 2020. Photo par Kyodo News via Getty Images

La Nouvelle-Zélande est un autre pays où la réponse efficace à la pandémie a été manifestement récompensée par la victoire électorale écrasante du parti au pouvoir. Du fait du système électoral néo-zélandais, il est extrêmement rare qu'un parti obtienne une majorité absolue, mais c'est ce qui s'est produit en octobre, lorsque le Labour Party du premier ministre Jacinta Ardern a remporté 65 des 120 sièges de la Chambre des représentants, soit 19 de plus que lors des élections de 2017. La perception de la gestion de la pandémie semble avoir été un facteur déterminant ; avant que la COVID-19 ne frappe, les sondages d'opinion prévoyaient une course serrée entre le Labour Party et le National Party, le principal parti d'opposition.

La Nouvelle-Zélande est le seul État membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le club des plus grandes économies du monde, dont le taux de mortalité par habitant lié au COVID-19 est inférieur à celui de la Corée du Sud. La communauté internationale a salué la gestion gouvernementale en raison de son action rapide et décisive pour limiter la propagation du virus et qui comprenait la fermeture des frontières et un confinement national, accompagnés de messages clairs, d'un grand nombre de tests et d'un soutien financier aux personnes et aux entreprises touchées par les restrictions. En tant que dirigeante de son pays, Jacinta Ardern a reçu des éloges pour son approche calme et empathique. En conséquence, alors que les élections ont dû être reportées de septembre à octobre en raison d'une légère hausse d'infections due à l'assouplissement des restrictions, en octobre, alors que de nombreux pays du Nord devaient appliquer à nouveau des mesures d'urgence face à une deuxième vague d'infections, les restrictions sur les rassemblements avaient été levées en Nouvelle-Zélande. Au moment de la rédaction du présent rapport, la Nouvelle-Zélande n'avait enregistré que 26 décès dus à la COVID-19.

Anne Tolley ⁷, ancienne ministre et députée du National Party, souligne le rôle important de la réponse à la pandémie dans le résultat de l'élection :

La Nouvelle-Zélande a une longue histoire d'élections libres et équitables, et cette élection n'a pas été différente à cet égard, mais l'a été dans la mesure où elle a été dominée par la pandémie de COVID-19. Cela a changé la donne pour le gouvernement et pour la société civile. Pour expliquer cela nous devons revenir sur ce qui s'est passé lorsque la pandémie a frappé et sur les actions du gouvernement pour la contrôler. Étant une île isolée, le pays jouissait d'un avantage considérable par rapport aux pays qui partagent des frontières terrestres. Dès le début de l'année 2020 notre gouvernement a pris le contrôle de la situation, en utilisant un modèle fortement ancré dans la confiance et les messages très simples pour

expliquer aux gens qu'ils devaient rester chez eux, qu'ils devaient assurer leur sécurité et celle des autres membres de la communauté et qu'en agissant ainsi, nous pourrions vaincre le virus. Le directeur général de la santé et le premier ministre ont organisé des points de presse quotidiens et on a fait un usage intense des réseaux sociaux, ce qui a permis de toucher directement la population. Au sein de cette communauté de cinq millions d'habitants, ce modèle reposant sur la confiance a été extrêmement efficace.

Bien que la Nouvelle-Zélande ait bénéficié de nombreux avantages avant l'élection, il ne s'agissait pas d'une élection conventionnelle et son organisation a posé des problèmes.

Pendant quinze ans j'ai représenté un électorat qui comprenait de nombreuses petites communautés isolées, une population composée à 50 % de Maoris et à 50 % d'origine Européenne. En ce qui concerne l'élection, alors que je prenais ma retraite, nous aurions normalement dû sélectionner un candidat en janvier ou février, mais en raison des restrictions nous n'avons pas pu le faire avant la fin juin pour une élection en septembre. Dans tout le pays un certain nombre de candidats de plusieurs partis ont été confrontés à la même situation, parce qu'il n'était pas possible d'organiser des réunions de plus de dix personnes ni d'avoir un bon processus de sélection grâce à la technologie, puisque dans les petites communautés isolées tout le monde n'a pas accès à Internet.

Bien sûr, par rapport à d'autres pays les risques pour la démocratie étaient modérés, mais il y avait des risques auxquels il fallait penser. À l'approche des élections, nous avons connu de nouveaux confinements qui ont empêché toute réunion. Cela comporte des risques pour la société civile, car cela l'empêche de prendre part aux processus démocratiques habituels.

Julie Haggie ⁷, de **Transparency International Nouvelle-Zélande** ⁷, fait également état de certaines préoccupations, notamment en ce qui concerne la fracture numérique et le recours massif au vote anticipé qui constitue un moyen judicieux d'éviter les foules dans les bureaux de vote, mais qui risque de réduire le temps et l'espace nécessaires pour un débat constructif :

Le nombre d'électeurs ayant voté a été supérieur à celui des élections précédentes. Davantage de personnes ont voté avant les élections ; le vote anticipé a représenté 60 % de toutes les voix, ce qui a vraiment réduit le temps pour le débat public.

Les personnes qui se sont engagées ont souffert d'une légère fracture numérique. J'ai constaté que la société civile avait organisé de nombreux événements sur

Internet ; nous avons organisé un atelier sur la polarisation et un autre sur l'éducation où on a posé de nombreuses questions aux parlementaires. Mais à moins d'être en mesure d'y accéder, une grande partie de la population n'avait pas vraiment cette possibilité. Et ce sont eux qui ont besoin d'avoir un lien sur le terrain avec leur politicien local. Je pense que le cœur de la démocratie se trouve sur le terrain et le défi consiste maintenant à remettre la politique en mouvement sur le terrain aux niveaux local et régional.

Nous avons réussi à organiser une réunion avant l'élection. Nous ne savions pas si on allait nous autoriser, mais à la dernière minute, ils l'ont fait. Des politiciens étaient présents et ils ont dit que c'était l'un des rares événements comptant plus de quarante personnes auxquels ils avaient pu assister. Parce que même après la réouverture, les gens n'y allaient pas parce qu'ils étaient inquiets en raison de la COVID-19.

Comme en Corée du Sud, le défi pour la société civile est que, même si beaucoup de ses membres sont d'accord avec les valeurs du gouvernement, ils doivent encore jouer le rôle classique de la société civile, qui consiste à demander des comptes au gouvernement et à défendre l'espace pour la contestation comme une composante essentielle de la démocratie entre chaque échéance électorale. Avec une opposition en plein désarroi et un gouvernement jouissant d'une majorité rare, il y a des dangers selon Anne Tolley :

Lorsque le gouvernement bénéficie d'une telle confiance, il est totalement autonome. Maintenant, pour la première fois depuis plus de vingt ans, nous avons un parti qui domine notre gouvernement et qui a un contrôle total.

Comme le monde entier le sait, notre premier ministre est une femme politique extraordinaire. Elle possède d'énormes compétences en matière de communication et avec le concours du directeur général de la santé, elle a développé une énorme confiance sur le plan sanitaire. Cela a créé un dilemme au sein de la société civile pour savoir ce qui est le plus important : devons-nous contester la politique du gouvernement sur les gros emprunts, les grosses dépenses et sur tous ces autres sujets sur lesquels nous le ferions normalement ? ou devons-nous faire passer notre santé avant tout cela, car c'est la chose la plus importante ?

Le Labour Party a conclu un accord de coopération avec les Verts, l'un de ses anciens partenaires de coalition, qui continueront à occuper deux postes au sein du cabinet. Ce geste positif après les élections suggère qu'il pourrait encore être enclin à écouter

d'autres points de vue, plutôt que de gouverner seul comme il aurait pu le faire. Pour Julie Haggie, la diversité des élus est également porteuse d'espoir ; la Nouvelle-Zélande possède désormais l'un des parlements les plus diversifiés au monde : près de la moitié de ses membres sont des femmes et on compte de nombreuses personnes LGBTQI+ dans ses rangs, ainsi qu'une importante représentation des Maoris et des îles du Pacifique ; le gouvernement compte également une forte représentation de femmes et de Maoris :

Nous nous sommes retrouvés avec un parti unique plutôt qu'avec le gouvernement de coalition que nous avons eu pendant un certain nombre d'années. Mais au sein de ce parti unique il y a une énorme diversité, notamment beaucoup de femmes dirigeantes, et aujourd'hui la moitié des députés sont de femmes. Les communautés ethniques et LGBTQI+ sont davantage représentées et de nombreux membres du Parlement sont novices dans leurs postes.

En ce qui concerne la structure politique, le retour à un gouvernement à parti unique n'est pas idéal parce lorsqu'il y a une coalition il y a plus de débats sur la table et plus de tensions. Mais d'un autre côté c'était génial en termes de diversité.

Pour la société civile, une partie de son rôle consistera désormais à pousser la Nouvelle-Zélande à s'appuyer sur cette forte reconnaissance de la diversité et sur sa réputation internationale renforcée pour jouer un rôle de leader international plus important en menant la lutte contre le changement climatique, qui menace nombre de ses voisins insulaires du Pacifique, et en promouvant les droits des femmes, des personnes LGBTQI+, des peuples autochtones et d'autres groupes exclus. La société civile a la possibilité de pousser le gouvernement néo-zélandais, par le biais d'un dialogue et d'un partenariat constructifs, à faire preuve d'une pratique exemplaire, au-delà de sa réponse louable face à la COVID-19.

La Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud ont montré que plus d'un modèle de réponse efficace à une pandémie était possible. Alors que des États comme la Chine et le Vietnam ont appliqué des méthodes bien rodées de contrôle autoritaire, de maintien de l'ordre fondé sur la peur et de surveillance pour maîtriser le virus ; la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud ont montré que les démocraties elles-aussi pouvaient apporter une réponse efficace grâce à un espace civique relativement ouvert et au fait que la tenue d'élections libres et équitables ne présentait aucun obstacle pour la maîtrise du virus. Elles ont prouvé qu'il n'y avait pas de contradiction entre la démocratie et une gestion judicieuse de la pandémie.

LA CORÉE DU NORD : UN SUJET DE DISCORDE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE SUD-CORÉENNE

La société civile sud-coréenne est également divisée sur la politique à mener vis-à-vis de l'autre moitié autoritaire de la péninsule coréenne. En juillet, tous les voyants se sont mis au rouge lorsque le gouvernement a **annulé** [↗] l'inscription de deux OSC travaillant sur les droits humains en Corée du Nord et a annoncé que 289 autres OSC seraient soumises à des évaluations administratives. En décembre, on a **interdit** [↗] aux OSC de larguer des tracts au-dessus de la Corée du Nord et on a imposé de nouvelles limites aux émissions par haut-parleurs à la frontière ; des groupes de la société civile ont déposé un recours constitutionnel contre ces changements. Le gouvernement cherche à tendre des ponts diplomatiques avec la Corée du Nord, tandis que les OSC travaillant avec le pays sont toujours très critiques à propos du bilan **effroyable** [↗] de la Corée du Nord en matière de droits humains.

Ethan Hee-Seok Shin [↗], du **Transitional Justice Working Group** [↗], fait partie des personnes qui critiquent le traitement réservé par le gouvernement sud-coréen aux groupes de la société civile qui dénoncent les abus de la Corée du Nord, et souligne la polarisation de la société civile sur cette question :

Le gouvernement de Moon Jae-In a montré des tendances inquiétantes et illibérales envers les groupes qui, selon lui, se dressent sur son chemin, tels que les groupes nord-coréens de défense des droits humains et les transfuges, qui font face à une pression croissante pour garder le silence et cesser leur travail de plaidoyer.

Le gouvernement semble avoir déjà atteint son objectif de signaler clairement à la Corée du Nord qu'il est prêt à répondre à ses demandes en échange de liens plus étroits, quitte à sacrifier certains principes fondamentaux de la démocratie libérale. Le gouvernement a également envoyé un signal clair au transfuge nord-coréen et aux groupes de défense des droits humains, qui a eu l'effet dissuasif auquel on pourrait s'attendre.

Malheureusement, la société civile sud-coréenne est aussi polarisée que sa politique. La plupart des OSC sont dominées par des progressistes qui s'alignent politiquement avec le gouvernement actuel de Moon. Les progressistes sont relativement favorables à l'agenda des droits humains, mais restent généralement silencieux en ce qui concerne les droits humains en Corée du Nord, étant donné leur attachement au rapprochement intercoréen.

La plupart des groupes de défense des droits humains nord-coréens sont structurés autour de déserteurs nord-coréens et d'églises chrétiennes de droite politique qui caractérisent passionnément les gauchistes comme des marionnettes nord-coréennes. Beaucoup adoptent également une position hostile sur d'autres questions contemporaines des droits humains, telles que les droits des personnes LGBTQI+.

Les OSC établies, pour la plupart progressistes, n'ont pas été ciblées par le gouvernement dirigé par le président Moon ; au contraire, des personnalités éminentes de la société civile ont été nommées ou élues à divers postes ou ont reçu de généreuses subventions. Il y a ceux qui expriment en privé leur consternation et leur inquiétude face aux tendances illibérales du gouvernement, mais peu de gens sont prêts à soulever la question publiquement en raison de la profonde polarisation politique.

À la lumière de ce rapprochement de la société civile et compte tenu de l'écrasante victoire électorale du parti au pouvoir, les institutions internationales pourraient devenir une arène privilégiée pour la reddition de comptes et pour la surveillance du respect des droits humains, notamment en ce qui concerne la Corée du Nord.

Le parti au pouvoir a remporté les élections législatives, obtenant une écrasante majorité, remportant 180 sièges sur 300, grâce à son succès relatif à la contention de la pandémie de la COVID-19. L'opposition est désorganisée. Plutôt que de l'appeler à l'humilité, tout cela a enhardi le gouvernement, de sorte que ses tendances illibérales risquent de perdurer. En raison de la forte polarisation politique, il est peu probable que les politiciens du parti au pouvoir et leurs partisans prêtent beaucoup d'attention aux critiques internes.

La voix de la communauté internationale sera donc essentielle. Il est beaucoup plus difficile pour le gouvernement d'ignorer les préoccupations soulevées par les OSC internationales et de les écarter comme des attaques à motivation politique. Des visites en Corée du Sud du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, du Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits humains seraient d'excellentes occasions d'internationaliser la question et de faire pression sur notre gouvernement.

LA DÉMOCRATIE AU-DELÀ DES ÉLECTIONS

Dans les pays où le vote compte peu, les populations sont descendues dans la rue pour réclamer des libertés démocratiques, insistant sur le fait que leur voix devait être prise en compte. En Birmanie, le coup d'État militaire a été un affront à la démocratie et a effacé le résultat de l'élection de novembre qui avait montré à quel point le soutien de la population à l'armée était limité. Les Birmans ont fait preuve de désobéissance civile en guise de résistance, mais le comportement de l'armée a été fatal. Le tout jeune mouvement démocratique thaïlandais a également affronté la puissance militaire, bien que déguisée en régime civil, et s'est confronté pour la première fois au pouvoir royal antidémocratique. La brutalité qui peut résulter de la menace d'un pouvoir bien établi a toutefois été observée à Hong Kong, où la Chine a écrasé de manière vindicative ceux qui lui ont tenu tête. Des revers aussi profonds montrent clairement que la lutte pour la démocratie peut être longue, et dix ans après la grande vague de contestation qui a balayé le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, les populations d'Algérie et du Liban réclament toujours la révolution qui leur a été si longtemps refusée. L'efficacité de la contestation a été démontrée au Chili, où la population a massivement approuvé une proposition visant à élaborer une nouvelle constitution par le biais de processus de démocratie délibérative. Après être descendus dans la rue en grand nombre en 2019, les Chiliens ont désormais leur avenir entre leurs mains.

Au-delà des élections, la société civile a continué à trouver de nouveaux moyens pour défendre les libertés démocratiques. Trump a été déchu, mais de profondes divisions subsistent, et dans une série de pays les forces du populisme et du nationalisme de droite ont encouragé la haine et la polarisation partout où elles le pouvaient. La vague mondiale de manifestations anti-masque, anti-confinement et antivaccins est devenue le dernier outil de leur arsenal et a permis de montrer le pouvoir destructeur de la désinformation, des discours de haine et des théories du complot. Mais la société civile a riposté. Dans le monde entier les militants ont appliqué des approches en réseau et des tactiques innovantes pour combattre les attaques de l'extrême droite contre la démocratie, pour protéger les acquis démocratiques et pour exprimer les aspirations démocratiques. En Italie, le Mouvement des sardines, animé par des jeunes, s'est opposé au sectarisme en utilisant la créativité et en répandant la joie pour combattre ainsi la montée des forces anti-droits qui alimentent l'homophobie et font des migrants et des réfugiés des boucs émissaires. La culture des inconditionnels de la K-pop est apparue comme une réponse flexible à l'extrême droite, soulignant la fluidité et la diversité de la société civile contemporaine. Souvent, malgré de faibles chances de succès, la société civile s'efforce de maintenir la démocratie en vie.

LE DÉNI DE LA PANDÉMIE : UNE NOUVELLE OPPORTUNITÉ POUR LE POPULISME DE DROITE

La pandémie faisait partie du contexte dans lequel se sont développées les campagnes en faveur de la démocratie, et elle a souvent été le prétexte pour une répression étatique des libertés démocratiques. La crise a mis les populations à rude épreuve à bien des égards. N'importe qui pouvait attraper le virus, mais les personnes les plus pauvres et les membres de groupes exclus couraient un risque disproportionné de le contracter et devaient faire face à de plus grandes difficultés pour accéder aux soins de santé et aux aides. Les mesures de confinement qui ont interrompu ou ralenti l'activité économique ont également eu un impact sur les groupes déjà défavorisés. De nombreuses personnes avec peu de ressources ont été privées de leurs sources habituelles de revenus et n'ont pas bénéficié de filets de sécurité adéquats. Presque tout le monde a subi des restrictions sans précédent concernant la liberté de mouvement et la capacité à interagir avec d'autres personnes. De nombreux dirigeants politiques ont commis des erreurs qui ont eu un impact direct sur la vie et les moyens de subsistance des populations, ou ont été négligents dans les choix qu'ils ont faits ou omis de faire. Dans certains pays, les dirigeants politiques ont pris des décisions clairement intéressées, ou ont utilisé la pandémie comme prétexte pour réprimer l'exercice des droits pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec la lutte contre le virus.

En résumé, il y avait de quoi être mécontent et l'année 2020 a connu de nombreuses manifestations en réponse directe aux impacts de la pandémie et à la riposte des États, notamment à l'initiative des travailleurs et des syndicats qui réclamaient une meilleure protection sociale et des lieux de travail plus sûrs, ainsi que de nombreuses manifestations face au ralentissement de l'activité économique. De nombreux actes de contestation ont fait valoir les intérêts prioritaires et immédiats de ceux qui ont protesté, comme les propriétaires de petites entreprises, les travailleurs du transport et les professionnels de la santé, et ces manifestations ont parfois formulé des demandes contradictoires sur la réduction ou la reprise de l'activité. Dans ces manifestations et dans de nombreuses autres pendant 2020, les manifestants ont pris des précautions supplémentaires lorsqu'ils ont pu le faire, comme la distanciation physique et l'utilisation de masques, pour tenter d'atténuer les risques d'infection associés aux rassemblements.

Les perturbations causées par la pandémie ont rendu plus urgentes les demandes de changement politique, économique et social, et ont peut-être offert une opportunité pour faire avancer certaines alternatives et pour parvenir à des sociétés post-pandémie meilleures, socialement plus justes, plus équitables et plus respectueuses des droits. Isolés, les gens pourraient en venir à apprécier davantage la vie en communauté et décider d'être plus aimables et plus respectueux dans leurs interactions avec les autres.

Mais en même temps, les fortes tensions liées à la pandémie ont fourni une belle occasion aux tendances les plus inquiétantes de la politique moderne pour se réaffirmer. Alors que de nombreuses personnes se débattaient dans des conditions de confinement sans précédent et étaient privées de leurs interactions dans le monde réel, les fausses informations, les informations biaisées et les **théories du complot** ont prospéré. En parallèle aux manifestations qui posaient des questions légitimes, et parfois mêlées à celles-ci, on a assisté à des manifestations contre l'utilisation de masques, contre la vaccination et contre le déploiement du réseau 5G, ainsi qu'à une opposition générale à toute restriction d'urgence.

Toutes ces manifestations ne sont pas l'œuvre directe des forces politiques populistes de droite, mais parfois pour une question d'opportunisme, elles se sont jointes à ces

manifestations et se les sont appropriées. Ce type de contestation était souvent le plus fort dans les contextes où les forces d'extrême droite étaient déjà très actives, comme en Europe et en Amérique du Nord. Ces dernières années les groupes d'extrême droite qui se sont mobilisés contre les migrants et les réfugiés, les droits des femmes et des personnes LGBTQI+, en niant la réalité du changement climatique et en soutenant une conception nationaliste très étroite, ont rapidement adopté et affirmé un nouvel ensemble de convictions en rapport avec la pandémie. Les hommes politiques d'extrême droite se sont emparés du déni de la pandémie de manière opportuniste, comme moyen de recruter des soutiens et de se maintenir sous les feux des projecteurs. Les théories du complot ont été le fils conducteur qui a relié les réactions irrationnelles à la pandémie. Dans certains cas, le déni de la pandémie est venu d'en haut : des politiciens de premier plan, dont le président Trump et le président Jair Bolsonaro au Brésil, ainsi que leurs hérauts dans les médias de droite, ont ménagé un espace médiatique et ont donné de la visibilité aux théoriciens du complot, en normalisant le discours des voix qui auraient dû être marginales, en leur offrant une tribune et une légitimité qui les aura aidés à recruter des partisans.

Ceux qui niaient la pandémie sont allés jusqu'à affirmer, à différents moments, que le virus était un canular, ou qu'il avait été délibérément fabriqué en laboratoire, ou



Une bannière placée devant le siège des Républicains à Washington, États-Unis, en août 2020, exhorte le président Trump à cesser de nier la réalité scientifique de la pandémie et du changement climatique. Photo par Jemal Countess/ Getty Images pour Climate Power 2020

encore qu'il s'agissait d'un phénomène naturel qui ne constituait pas une menace sérieuse pour la santé et la vie humaines. Ils se sont demandé si les gens mouraient réellement du virus et ont contesté les chiffres officiels des cas et des décès. Des personnes jusqu'alors réputées pour ne pas prendre la santé mentale au sérieux ont affirmé que les effets des restrictions d'urgence sur la santé mentale étaient pires que les avantages qu'elles apportaient pour la santé physique. Elles ont affirmé que les masques étaient des sources d'infections et de problèmes respiratoires. En niant la gravité du virus et en défiant les règles mises en place pour empêcher sa propagation, les négationnistes ont peut-être facilité la propagation du virus et renforcé la nécessité de prolonger les mesures d'urgence. De nombreux opposants aux confinements ont également fait campagne contre les vaccinations qui semblaient offrir le meilleur moyen d'échapper aux restrictions. Dans de nombreux pays européens qui ont vu leur nombre de cas diminuer et les restrictions s'assouplir pendant l'été de l'hémisphère nord avant que les infections ne reprennent, certaines personnes ont insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de seconde vague et qu'il n'était donc pas nécessaire de réimposer des mesures de confinement.

Alors que de nombreuses personnes reconnaissent avoir des connaissances limitées sur une situation nouvelle et souhaitent débattre, faire part de leurs préoccupations et en savoir plus, les négationnistes de la pandémie étaient certains de leurs conclusions issues des théories du complot, ne toléraient aucune discussion et n'étaient pas prêts à changer d'avis. Ils utilisaient les réseaux sociaux non pas pour débattre, mais pour diffuser des informations biaisées. Si de nombreuses personnes ont fait de leur mieux pour se conformer aux règles d'urgence et ont compris que certaines répercussions sur leur vie étaient inévitables afin de protéger les personnes les plus vulnérables au virus, des inconnus dont elles ne voulaient pas mettre la vie en danger, d'autres ont privilégié une interprétation extrême de leur liberté individuelle au détriment de la santé et de la sécurité des communautés. Les préoccupations sincères de nombreuses personnes quant aux impacts des mesures d'urgence ont été manipulées par d'autres qui ont refusé de se conformer aux restrictions simplement parce qu'il s'agissait de restrictions, et parce qu'elles étaient imposées par l'État. Certains étaient méfiants et se sont donc opposés à toute mesure qui ressemblait à une intervention de l'État et qu'ils considéraient comme une limitation de la liberté ou un élément d'une conspiration, en particulier lorsqu'elle était associée aux gouvernements ou aux partis de gauche. Les États ont été accusés d'utiliser la pandémie comme une couverture pour imposer le communisme ou un gouvernement mondial.

Les théories du complot ont fait descendre les gens dans la rue en de nombreux

endroits. Elles ont inspiré des manifestations contre la fermeture des universités à **Melbourne** ⁷, en Australie, en septembre ; le même mois, de nombreuses personnes ont arboré des **symboles QAnon** ⁷ lors de manifestations à **Montréal** et à **Vancouver** ⁷, au Canada. Des drapeaux d'extrême droite ont été hissés lors d'une **manifestation d'étudiants** ⁷ contre la fermeture de dortoirs universitaires en Serbie en juillet, et une étudiante qui a demandé à ce que ces drapeaux soient abaissés a reçu des insultes sur Internet. On a constaté des manifestations contre les réseaux 5G dans de multiples contextes, notamment **aux Pays-Bas** ⁷, en **Macédoine du Nord** ⁷ et au Royaume-Uni, où plusieurs pylônes téléphoniques 5G ont été **vandalisés** ⁷, dont un fournissant des voies de communication vitales à un **hôpital d'urgence** ⁷. Signe de la montée de l'extrémisme, alors qu'une nouvelle variante du virus frappait durement le Royaume-Uni en décembre et que le système de santé était soumis à des tensions sans précédent, des négationnistes de la pandémie ont affirmé que les hôpitaux étaient **vides** ⁷ et se sont rassemblés **devant les hôpitaux** ⁷ pour insister sur le fait que le virus était un canular, ce qui a brisé le cœur des professionnels de la santé qui se battaient pour sauver des vies à l'intérieur. Il s'agissait d'opinions marginales — les **sondages d'opinion** ⁷ faits au Royaume-Uni tout au long de l'année ont montré un soutien large et durable aux mesures de confinement — mais elles ont attiré l'attention bien au-delà du nombre de personnes impliquées.

Aux États-Unis, la pandémie et la réponse ont été entièrement politisées et ont contribué à la polarisation, les partisans de Trump ayant associé les mesures contre le virus à l'opposition. Il y a eu de nombreuses mobilisations de négationnistes de la pandémie, notamment des rassemblements de masse. Un exemple bien connu de cette situation a été celui de l'incursion de centaines de personnes, dont beaucoup brandissaient des armes à feu, dans le bâtiment du capitol de l'État à **Lansing, dans le Michigan** ⁷, en avril, à la suite d'un rassemblement pro-Trump, alors qu'un débat sur le prolongement des restrictions était en cours. On a constaté des tactiques similaires à **Salem, dans l'Oregon** ⁷, en décembre, où un groupe de manifestants, parmi lesquels des membres du groupe d'extrême droite Patriot Prayer, a tenté de pénétrer de force dans le bâtiment du capitol de l'État pendant un débat sur les restrictions sanitaires.

Les manifestations liées à la pandémie ont souvent tourné à la violence, notamment lorsque les forces de sécurité sont intervenues pour faire respecter les mesures d'urgence, et des éléments marginaux ont parfois attisé la violence. En octobre à Prague, capitale de la République Tchèque, lors de l'introduction des restrictions pour combattre la deuxième vague, s'est tenue une **manifestation contre le confinement** ⁷ et contre les restrictions concernant les bars, les restaurants et l'interdiction des

compétitions sportives. Bien que la manifestation fût légale, elle a rapidement pris de l'ampleur et de nombreuses personnes sont restées sur place après que les organisateurs ont mis fin à l'événement, refusant de porter des masques et jetant des objets sur la police, qui a répondu par une force excessive, notamment en utilisant des gaz lacrymogènes et des canons à eau. En Pologne, ce qui a commencé comme une série de **manifestations** ↗ de propriétaires d'entreprises contre le manque de soutien adéquat dans le cadre des mesures d'urgence s'est vite transformé en un point de ralliement pour les groupes d'extrême droite et les théoriciens du complot, y compris **ceux opposés à la 5G** ↗, avec de violents affrontements entre les manifestants et la police. En Irlande, les manifestants anti-masque ont retourné leur violence contre **les contre-manifestants** ↗ : lors d'un incident en **septembre** ↗, un manifestant anti-masque d'extrême droite a été arrêté après avoir agressé un militant LGBTQI+ qui participait à une contre-manifestation.

Les théories du complot positionnent les médias grand public comme une source de désinformation et de mensonges, il n'est donc pas surprenant que les négationnistes de la pandémie s'en prennent aux journalistes. Au Canada, de nombreux journalistes ont déclaré avoir été **agressés et menacés** ↗ alors qu'ils couvraient les manifestations contre les masques, notamment à **Montréal et dans la ville de Québec** ↗ en juillet. Aux Pays-Bas, en octobre, le radiodiffuseur public a **retiré** ↗ son logo des camionnettes en réponse aux menaces et aux attaques des groupes d'extrême droite contre les journalistes, qui ont augmenté de manière significative pendant la pandémie. Le radiodiffuseur a également révélé qu'il avait commencé à déployer des agents de sécurité auprès de ses journalistes. Le président du parlement néerlandais s'est **inquiété** ↗ de l'impact des extrémistes sur la sécurité des parlementaires et du personnel, régulièrement harcelés lors des manifestations quotidiennes devant l'édifice.

Les manifestations organisées en Allemagne tout au long de l'année ont également été marquées par des attaques et des menaces à l'encontre des **journalistes** ↗. Alors que l'Allemagne avait reçu des éloges de la communauté internationale pour sa réponse à la pandémie, et même si les sondages ont montré tout au long de l'année que la population soutenait largement la position prudente du gouvernement, les gens **se sont mobilisés** ↗ en grand nombre pour défier les restrictions, avec des violences lorsque la police a tenté de disperser des manifestants pour non-respect des réglementations imposées pendant la pandémie. Près de 38 000 personnes se sont rassemblées à Berlin en août et ont **pris d'assaut les marches** ↗ du Reichstag, le parlement du pays, rappelant ainsi de sinistres périodes de l'histoire allemande, tout en arborant des

symboles d'extrême droite, tandis que 20 000 personnes se sont entassées sur une place centrale qui était censée en accueillir 5 000 à **Leipzig** ↗ en novembre.

Alors que l'extrême droite jouait un rôle protagoniste dans l'organisation des manifestations en Allemagne, notamment le parti Alliance pour l'Allemagne et les groupes d'extrême droite apparentés, des groupes d'extrême gauche ont également joué un rôle actif dans les manifestations, montrant ainsi comment des formations marginales, apparemment différentes et situées aux extrémités du spectre politique, pouvaient se retrouver en raison de leur soutien aux théories du complot et à leur opposition à l'autorité. De même, des groupes d'extrême droite et d'extrême gauche, dont le parti populiste de droite Vox, ont été accusés d'être à l'origine d'une série de **manifestations violentes** ↗ en Espagne au mois d'octobre.

Parfois les chefs religieux conservateurs ont eux aussi joué un rôle dans la promotion du déni de la pandémie. En Croatie, en avril, des journalistes ont été **agressés physiquement** ↗ alors qu'ils couvraient une manifestation d'extrême droite en faveur d'un prêtre qui avait célébré un office de Pâques au mépris des règles de confinement. De même, au Monténégro, en mai, de **violentes manifestations** ↗ ont eu lieu après que la police a arrêté un évêque de l'Église orthodoxe serbe qui avait enfreint les mesures de confinement afin d'organiser une procession religieuse.

Les mobilisations des négationnistes de la pandémie de 2020 ont montré à quel point les groupes politiques extrémistes sont flexibles et opportunistes, et capables d'utiliser n'importe quel événement qui se présente comme un moyen de recruter des soutiens et de faire avancer leurs programmes. Elles ont également rappelé à quel point les théories du complot sont malléables, prenantes et influentes. Pour beaucoup d'entre nous, la pandémie a été une épreuve en ce qui concerne notre capacité à faire de notre mieux et à accepter certains sacrifices dans l'intérêt commun. De nombreuses personnes ont fait ce qu'elles pouvaient et ont mis en pratique les valeurs — solidarité, compassion et altruisme — qui motivent la société civile. Mais certains ont rejeté ces valeurs, et des groupes extrémistes ont encouragé l'égoïsme et la témérité. Le déni de la pandémie a montré que l'extrémisme et la polarisation continuent de sévir dans de nombreux systèmes politiques, et qu'ils ont un impact réel sur la vie et le bien-être des gens. Il a montré comment même des aspects de la vie faisant l'objet d'un large consensus public peuvent être politisés et influencés par des groupes situés dans les marges de la politique, et a démontré l'ampleur d'un problème qui doit encore être traité.

LES INCONDITIONNELS DE LA K-POP : UNE NOUVELLE FORCE MILITANTE ?

Côté positif, en 2020 une force militante a émergé dans un milieu assez improbable et a réussi à avoir de l'impact. Alors que des milliers de personnes descendaient dans la rue aux États-Unis et dans le monde entier pour protester contre les brutalités policières et le racisme systémique (voir le chapitre consacré à la lutte mondiale pour la justice raciale), des réseaux de fans la **K-pop**, un type de musique pop sud-coréenne, ont mis à profit leurs compétences numériques dans des mobilisations virtuelles, soutenant et élargissant le mouvement Black Lives Matter, et formulant d'autres revendications essentielles en faveur des droits humains et du changement politique. Cette année, sur Internet, les fans de K-pop ont habilement utilisé des tweets, des publications et des mots dièses pour diffuser des informations, protéger les manifestants, amplifier les voix des exclus et faire dérailler la rhétorique raciste.

La base des fans de K-pop a souvent été considérée à travers un prisme dédaigneux et problématique, caractérisé avec condescendance comme un mélange de jeunes femmes et de filles impressionnables sans réelle compréhension des questions politiques, un stéréotype qui dévalorise l'influence et l'engagement des jeunes sur la culture et la politique. Il existe peut-être peu de définitions classiques de la société civile qui reconnaîtraient les fans de K-pop comme un mouvement de la société civile.

Ses inconditionnels sont tristement familiarisés avec l'exclusion et la marginalisation. La **majorité** sont des femmes et elles forment une communauté très diversifiée et mondialisée, comprenant de nombreuses personnes asiatiques, latinos, noires et LGBTQI+. Se sentant exclus de l'histoire de la pop américaine et du courant dominant, les fans de K-pop ont formé des réseaux résilients qui utilisent les réseaux sociaux pour développer la solidarité à travers les continents. Ils se servent de Facebook, Instagram, TikTok, Reddit et Twitter, ce dernier étant un outil particulièrement important pour exprimer des opinions et mobiliser les soutiens. Sur Twitter les fans de K-pop sont connus pour leur influence et impact importants sur la plateforme ; par exemple, les fans de la populaire boysband BTS ont établi de nombreux records concernant le plus grand nombre de tweets et la rapidité avec laquelle ils peuvent placer des sujets dans les tendances.

Ces compétences numériques, ces réseaux solides et ce fort engagement en faveur de la participation en ligne ont été immédiatement mis à profit pour mobiliser

des soutiens aux revendications en matière de droits humains. Un mois après le début de la vague de manifestations du mouvement Black Lives Matter de 2020, le **département de police de Dallas** a lancé un appel à la population pour qu'elle lui envoie des clips vidéo des actions de contestation. Peu après, un tweet viral a appelé les amateurs de K-pop à inonder l'application de la police de fancams, des vidéos centrées sur un artiste de K-pop. Cette action a rendu inutile l'application de la police et a empêché que ses agents accèdent à des séquences qui pourraient mettre en danger les manifestants.

Une autre action des fans de K-pop qui a fait la une des journaux s'est produite au début de la campagne électorale américaine, lorsque des fans de K-pop et des utilisateurs de TikTok — une plateforme émergente clé pour l'activisme — se sont unis et se sont inscrits au **rassemblement de Tulsa** du président Trump dans l'Oklahoma sans avoir l'intention d'y assister, gonflant les attentes de la campagne en termes de participation, pour ensuite les écraser avec une participation dérisoire d'à peine plus de 6 000 personnes, une humiliation publique pour un politicien qui aimait se vanter de la taille de foules qu'il rassemblait. De nombreux fans ont appliqué les mêmes techniques que celles utilisées pour répondre à la forte demande de billets de concerts de K-pop, en créant de nombreux comptes de messagerie pour maximiser leurs chances.

Les fans de K-pop se sont également employés à contrecarrer les campagnes des comptes d'extrême droite par le biais du « **déraillement de l'hashtag** », qui consiste à s'approprier les mots dièses de réseaux sociaux qui divisent. En 2020, les fans de K-pop ont détourné les tentatives des suprémacistes blancs pour placer certains mots dièses dans les tendances en faveur de White Lives Matter, MAGA et QAnon, ainsi que d'autres mots dièses favorables à la police. Les fans de K-pop ont fait en sorte que les mots dièses soient entièrement absorbés par des tweets sur la musique, leurs artistes K-pop préférés, des fancams et des liens invitant les gens à faire des dons pour soutenir Black Lives Matter, noyant ainsi les voix des suprémacistes blancs.

L'activisme des fans de K-pop a eu un impact dans divers endroits. En **2018** les fans de K-pop se sont rassemblés sur Internet pour soutenir les manifestations de jeunes pour la promotion de meilleures normes de sécurité routière au Bangladesh.

Un **rapport** ⁷ de 2019 du gouvernement chilien a imputé les vastes manifestations antigouvernementales (voir ci-dessous) à des « influences internationales », plaçant les fans de K-pop aux côtés des réseaux d'information russes et des activistes espagnols célèbres. Le gouvernement a accusé les fans de K-pop de faire des commentaires incendiaires contre les forces de police, qui ont exercé de la violence contre les manifestants.

Outre leur activisme sur Internet, les fans de K-pop se sont regroupés en 2020 pour collecter des fonds pour **venir en aide** ⁷ aux victimes de la COVID-19. Comme de nombreux concerts de K-pop ont été annulés à cause de la pandémie, de nombreux fans ont choisi de faire don du remboursement de leurs billets à des organisations et des efforts de secours en Asie. En juin, les fans de BTS ont lancé une collecte de fonds sous le mot dièse **#MatchAMillion** ⁷ après le don d'un million de dollars du groupe de musique au bénéfice de Black Lives Matter, dépassant leur objectif en moins de 24 heures. En Thaïlande, les fans de K-pop ont tourné leur attention collective vers les **manifestations pour la démocratie** ⁷ dans le pays (voir ci-dessous), récoltant près de 100 000 dollars pour soutenir le mouvement. Les fonds collectés par les fans de K-pop ont été utilisés pour acheter des équipements de protection pour les manifestants, notamment des casques, des imperméables, des gants et des lunettes de protection. Une grande partie des dons est allée à Thai Lawyers for Human Rights, un groupe de la société civile qui a fourni une assistance juridique gratuite à plus de 90 manifestants arrêtés.

Cela ne veut pas dire que la communauté n'est pas confrontée à ses propres défis. Malgré les efforts courageux de nombreux fans pour soutenir la lutte contre la brutalité policière et le racisme systémique, il existe toujours des problèmes de racisme interne et de xénophobie au sein de la vaste communauté des fans de K-pop. Les fans noirs de K-pop ont souvent été attaqués pour avoir critiqué les artistes de K-pop pour leur **appropriation culturelle** ⁷. Ils ont été victimes de harcèlement sur Internet et sont encore régulièrement réduits au silence par d'autres membres de la communauté des fans.

Après avoir organisé de nombreuses actions contestataires sur Internet en 2020, la communauté est divisée sur ce qu'il faut faire par la suite. Leur action militante n'a pas de leader. Mais ce qui a été démontré en 2020, c'est la façon dont les compétences, les réseaux et les cultures qui sont actifs dans une sphère ont le potentiel de se

tourner vers le militantisme lorsqu'une question électrisante se présente. Les actions des fans de la K-pop montrent la nécessité d'une conception dynamique et sans cesse renouvelée de ce qu'est la société civile, de qui elle est et de la manière dont elle concrétise le changement.

Comme beaucoup de mouvements décrits dans ce rapport, il s'agit d'un mouvement de jeunes. Une nouvelle génération se lève et insiste sur la justice, l'équité et le respect de la différence. La mobilisation politique actuelle des fans de K-pop est en fin de compte le prolongement de la lutte de nombreux jeunes contre le racisme, le sexisme et toutes les autres formes de discrimination ; de leur ferme conviction qu'il est possible de construire un monde meilleur ; et de leur confiance dans leur capacité à produire le changement.



Des personnes assistent à un cours de danse K-pop à Korea Town, à New York, États-Unis, le 17 octobre 2020. Photo par Noam Galai/ Getty Images

ITALIE : LE MOUVEMENT DES SARDINES SUSCITE L'ENTHOUSIASME

L'Italie a connu des mobilisations de négationnistes de la pandémie, notamment une manifestation d'environ 2 000 personnes⁷ contre la « dictature sanitaire » à Rome en septembre, tandis que des affrontements violents se sont invités dans des manifestations en octobre, ainsi que des menaces contre des journalistes⁷ couvrant les manifestations. En revanche, le **Mouvement des sardines**⁷ a respecté les restrictions et a donc choisi de ne pas organiser de rassemblements de masse. Il s'est mobilisé pour la première fois fin 2019 pour prendre position publiquement contre la Ligue, un parti populiste de droite. Cela a été d'un défi, car la tactique du mouvement avait consisté à encourager les gens à s'entasser, comme des sardines, sur les places publiques pour montrer de manière très visible que les politiciens d'extrême droite ne sont pas les seuls à pouvoir mobiliser le soutien populaire. Le mouvement a agi ainsi en prévision des élections régionales de janvier 2020 pour l'assemblée législative de la région d'Émilie-Romagne, dont le centre est la ville de Bologne. Mais alors que la pandémie s'est emparée de l'Italie, les « sardines » ont dû trouver des approches alternatives pour continuer à repousser les forces d'extrême droite.

Andrea Garreffa⁷, l'un de ses fondateurs, raconte les origines du Mouvement des sardines :

Le 26 janvier 2020, il y avait des élections régionales en Émilie-Romagne, notre région d'origine. Il y avait une grande vague d'extrême droite, représentée par la Ligue et son leader, Matteo Salvini. Il y avait des signes très effrayants en rapport avec la situation politique générale en Italie.

À l'approche des élections, mes amis et moi avons commencé à réfléchir à un moyen de nous exprimer et d'avertir la Ligue que le match n'était pas encore terminé. Nous voulions que cela soit très clair, tant pour les partis d'extrême droite que pour tous les citoyens qui recherchaient un stimulant pour se responsabiliser. La Ligue venait de gagner en Ombrie et s'était également annoncée comme vainqueur en Émilie-Romagne ; elle comptait sur cette victoire pour déstabiliser le gouvernement de coalition et revenir au pouvoir. Nous voulions faire quelque chose pour freiner ce processus

La dernière fois que Salvini était venu à Bologne, il avait dit que la Piazza Maggiore, la place principale de la ville, pouvait accueillir jusqu'à 100 000 personnes, en indiquant implicitement que c'était le nombre de personnes qui avaient assisté

à son événement, ce qui est physiquement impossible, puisque la capacité maximale de la place est d'environ 30 000 personnes entassées. D'une certaine manière, nous voulions également attirer l'attention sur les informations diffusées par les médias et nous assurer qu'ils ne pouvaient pas tricher.

Notre idée était d'organiser une démonstration de type flashmob sur la Piazza Maggiore de Bologne, le jour même où Salvini faisait son acte. Nous l'avons appelé « 6 000 sardines contre Salvini » car notre objectif était de rassembler environ 6 000 personnes et notre tactique était de montrer que nous étions nombreux ; nous avons donc utilisé l'image de foules entassées comme des sardines sur un banc de sable.

Le message s'est rapidement répandu, sur Internet et par le bouche à oreille, et une dynamique s'est créée grâce à une approche de l'organisation qui engageait directement les gens et offrait un débouché à ceux qui ne se sentaient peut-être pas capables de prendre position. Lorsque les gens se sont réunis pour la première fois fin 2019, ils ont eu le sentiment qu'une puissance collective venait d'être libérée.

Dans les quelques jours que nous avons eus pour nous organiser, nous avons établi le récit principal et préparé des modèles personnalisables afin que chaque participant ait la liberté de s'exprimer et d'utiliser sa créativité. Le nôtre était un message que tout le monde pouvait comprendre, et les actions requises étaient des choses que n'importe qui pouvait faire. Nous voulions nous débarrasser de tous les sentiments négatifs liés aux partis politiques existants, donc l'initiative était inclusive dès le départ. Elle n'était liée à aucun parti, mais ouverte à quiconque partageait les valeurs fondamentales de l'antifascisme et de l'antiracisme.

Nous avons envoyé une invitation, non seulement via Facebook, mais aussi, et surtout, en descendant dans la rue pour distribuer des dépliants et parler aux gens, afin que les gens puissent comprendre que l'événement était réel et que cela allait vraiment arriver. Le bouche à oreille fonctionnait incroyablement bien ; à mon avis, cela reflétait un besoin très fort pour les gens de faire quelque chose pour que Matteo Salvini ne gagne pas à Bologne et en Émilie-Romagne.

La nuit du 14 novembre 2019, nous nous sommes retrouvés entourés d'une foule incroyable - les médias ont rapporté qu'il y avait 15 000 personnes - et nous ne pouvions pas le croire. Personne ne savait ce qui allait se passer.

À 20h30 nous avons joué une chanson de Lucio Dalla, Com'è profondo il mare, qui se traduit par « combien la mer est profonde ». Dans une partie de la chanson, les paroles disent que nous sommes nombreux, que nous descendons tous du

poisson et que vous ne pouvez pas arrêter le poisson parce que vous ne pouvez pas bloquer l'océan, vous ne pouvez pas l'encercler. Cela a généré beaucoup d'émotion et les gens ont même pleuré parce que c'était un sentiment très puissant ; beaucoup de gens ne pouvaient pas croire que cela se produisait vraiment. Les personnes âgées se sentaient à nouveau jeunes, éprouvant des émotions qu'elles croyaient perdues à jamais. Les jeunes enfants ont eu l'occasion de participer à une fête massive et joyeuse, ce qui les a amenés à remettre en question l'idée que la politique est ennuyeuse et sans émotion.

Je pense que toute la vague qui a suivi a été générée cette première nuit ; elle est née de cette émotion initiale. Nous n'étions pas 6 000 mais bien plus, et nous avons envoyé le message que le match était loin d'être terminé et que, par conséquent, Salvini ne pouvait pas encore être considéré comme le vainqueur. C'est la clé : quel que soit le sport que vous pratiquez, si vous entrez sur le court en pensant que vous allez perdre, vous perdrez. C'était l'ambiance qui prévalait parmi les partis de gauche et les citoyens progressistes. Nous avons fait ce que nous avons pu pour faire croire à « notre équipe » en elle-même et en ses chances de victoire. On pourrait dire que ce que cherche le mouvement des Sardines, c'est de susciter la confiance en soi dans le camp progressiste.

À partir de cette première mobilisation réussie, la dynamique s'est développée. Les images du rassemblement de masse se sont répandues sur les réseaux sociaux et ont attiré l'attention nationale et internationale sur cette élection régionale. Alors qu'ils commençaient à recevoir des commentaires et des demandes de conseils, les organisateurs de « sardines » se sont mis en relation avec des militants de tout le pays et du monde entier. Les habitants de Rome ont suivi leur exemple.

Nous avons partagé notre expérience et expliqué à ceux qui nous ont contactés comment nous avons tout mis en place en seulement six jours : comment nous avons demandé des permis pour la manifestation et pour jouer de la musique, comment nous prenions soin des gens, ce genre de choses. Nous avons ensuite organisé toutes les informations afin qu'elles puissent être partagées avec toute personne souhaitant faire quelque chose de similaire ailleurs. Nous avons passé des heures et des jours à parler au téléphone avec des gens de toute l'Émilie-Romagne, puis d'autres régions, jusqu'à ce que le mouvement soit devenu si grand que nous avons été en mesure d'annoncer une manifestation massive qui se tiendrait à Rome en décembre 2019.

Pour l'événement de Rome, nous n'avons même pas eu grand-chose à faire, car

il y avait déjà des gens à Rome qui organisaient eux-mêmes la manifestation et ils nous ont invités comme orateurs. C'était en effet un aspect positif, car il ne s'agissait plus de gens de Bologne qui organisaient un événement pour Rome, mais de gens de Rome s'organisant, mobilisant leurs amis et voisins et invitant les gens à se joindre à eux.

Les « sardines » ont atteint leur premier objectif : elles ont empêché l'extrême droite d'accéder au pouvoir en Émilie-Romagne. Bien que les habitants de la région aient longtemps soutenu les partis de gauche, le soutien aux partis de droite avait augmenté, et la Ligue et ses alliés avaient de grands espoirs. Mais bien qu'ils aient augmenté le nombre de leurs sièges lors des élections de janvier, la coalition de centre-gauche s'est maintenue au pouvoir, obtenant environ 51 % des voix, contre environ 44 % pour la coalition de droite. L'augmentation colossale du taux de participation a été particulièrement significative, suggérant que le Mouvement des sardines a contribué à faire monter les enjeux et à persuader les électeurs de l'importance de voter.

Juste avant les élections, le 19 janvier, nous avons organisé un grand concert à Bologne, dans le but d'encourager la participation électorale. Nous ne voulions pas faire pression sur les gens pour qu'ils votent pour tel ou tel parti, mais pour encourager leur participation. Lors des précédentes élections régionales, l'indifférence avait prévalu : seuls 37 % des électeurs ont exercé leur droit. Le taux de participation le plus élevé que nous avons atteint cette fois, lorsque 69 % ont voté, était en soi une victoire pour la démocratie.

En plus d'avoir une résonance locale, le message et les méthodes du mouvement ont traversé les frontières. En Finlande s'est formé le Baltic Herring Movement, initialement en réaction aux discours haineux à l'égard des réfugiés, et s'est rapidement déplacé, après ses débuts sur Internet, vers des manifestations réelles. En février, près d'un million de personnes ont participé à une **fish mob** ⁷, un rassemblement de ses partisans, à Helsinki, la capitale, dépassant de loin une petite contre-manifestation d'extrême droite. Les liens entre les « sardines » et d'autres mouvements, notamment les mouvements de jeunes, d'étudiants, de femmes, de personnes LGBTQI+, et pour le climat et l'environnement, se sont rapidement développés en Europe et dans le monde. Et lorsque la pandémie a frappé, les « sardines » ont cherché d'autres moyens de maintenir les liens et de mobiliser la solidarité, grâce à l'action de ses bases.

Nous avons invité des gens de toute l'Italie à se concentrer sur le niveau local, car c'était la seule chose qu'ils pouvaient faire de toute façon. Et pour être crédibles,

nous avons donné l'exemple. À Bologne, de nombreuses personnes ont mis leur énergie au service des autres, par exemple en faisant les courses pour ceux qui ne pouvaient pas quitter leur maison et en s'impliquant dans d'innombrables initiatives, mouvements et associations locaux. Nous avons encouragé cette implication car nous n'avons jamais eu l'intention de remplacer les organisations existantes, mais plutôt de revitaliser l'activisme et la participation aux affaires publiques.

Mais nous avons demandé aux gens de rester en contact, et nous organisons régulièrement des conversations et des événements spécifiques. Par exemple, pour le 25 avril, Jour de la Libération, nous avons lancé une initiative à travers laquelle nous avons **partagé** ⁷ des clips vidéo illustrant la résistance au fascisme et au nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale et nous avons invité les gens à les projeter de ses fenêtres sur les murs des bâtiments voisins, et à filmer l'événement. Nous avons récolté les enregistrements et les avons rassemblés dans une **vidéo** ⁷ que nous avons diffusée sur les réseaux sociaux. Notre message central était que nous pouvions tous être présents même lorsque nous ne pouvions pas sortir physiquement.

Début mai, nous avons également organisé un flashmob symbolique sur la Piazza Maggiore à Bologne : au lieu de personnes, nous avons mis en place environ 6 000 plantes, que nous avons ensuite vendues en ligne. Nos bénévoles les ont livrés à vélo, et tous les fonds que nous avons collectés sont allés à la municipalité locale, qui s'était engagée à les doubler avec une contribution de ses propres fonds et à investir le montant total pour soutenir des événements culturels pendant l'été. Avant de remettre les plantes, nous avons réalisé une **performance** ⁷ artistique sur la place ; puis nous avons déplacé les plantes pour **tracer** ⁷ avec elles la silhouette d'un vélo au sol. À la suite de cette initiative, nous avons non seulement marqué notre présence dans l'espace public, mais nous avons également canalisé environ 60 000 euros (environ 69 800 dollars) vers des événements culturels. Plus tard, de nombreuses personnes dans d'autres régions d'Italie ont reproduit l'initiative ou nous ont fait part de leur intérêt à le faire.

Et puis un jour, la municipalité nous a dit qu'elle avait des parcelles de terrain inutilisées qui pourraient être transformées en jardins urbains et elle nous les a offertes. Nous avons organisé des volontaires qui voulaient y travailler, de sorte qu'ils sont maintenant devenus des **espaces avec des jardins** ⁷ où l'on cultive des légumes. Ceux qui décident d'investir leur temps et leurs efforts dans ces jardins conservent la moitié des produits qu'ils cultivent et livrent l'autre moitié aux cuisines communautaires qui aident ceux qui n'ont pas assez de ressources

pour acheter de la nourriture.

Nous avons organisé notre première École de Politique, Justice et Paix. Nous l'avons fait dans une petite ville, Supino, parce que cela correspond mieux au modèle d'auto-organisation locale que nous voulons promouvoir. Nous avons invité des acteurs politiques à interagir avec des militants d'une vingtaine d'années. L'idée était de fusionner ces mondes pour créer ce type de communication qui est si rare sur les plateformes de réseaux sociaux. Nous voulons créer des opportunités pour que les personnes d'idées progressistes puissent se rencontrer et discuter, pas nécessairement pour trouver la solution à un problème spécifique, mais pour établir un lien entre des personnes ayant un pouvoir de décision et des personnes intéressées à participer et à changer les choses mais qui ne savent pas vraiment comment le faire.

Même pendant le confinement nous avons pensé à Bologne comme un laboratoire où nous pourrions mettre en œuvre et tester nos idées et encourager d'autres personnes à faire de même, soit en reproduisant nos initiatives, soit en essayant quelque chose de différent pour voir ce qui se passe. Si vous testez



Une femme porte un masque de protection avec le symbole de la Résistance lors de la manifestation contre Matteo Salvini à Catane, Italie, le 3 octobre 2020. Photo par Fabrizio Villa/ Getty Images

des initiatives potentiellement reproductibles et faciles à mettre en œuvre, et que de nombreuses personnes emboîtent le pas, vous pouvez réaliser des changements à une échelle considérable.

Des expériences aussi diverses que celles des fans de la K-pop et des « sardines » ont montré qu'il n'existe pas de formule unique pour lutter contre la marée du populisme et du nationalisme de droite. Les combinaisons de méthodes de réponse, comprenant la mobilisation sur Internet, les manifestations de masse et l'articulation d'alternatives au niveau communautaire, auront toute leur place à mesure que les sociétés s'ouvriront à nouveau. Quand la pandémie sera derrière nous, les forces d'extrême droite passeront à un autre sujet, s'empareront d'un nouveau phénomène pour attiser l'indignation et pour diffuser des informations biaisées, des théories du complot et des discours haineux. Les mouvements de la société civile, tant nouveaux qu'anciens, doivent continuer à parfaire leurs compétences pour lutter avec compassion et solidarité, en créant de nouveaux liens et en utilisant la diversité comme une force.

CHILI : UN AVENIR DE PLUS EN PLUS DÉMOCRATIQUE

Le pouvoir de la contestation s'est fait sentir lorsque le Chili s'est rendu aux urnes en 2020. Le pays avait été le théâtre de **manifestations de masse en 2019** ⁷, initialement déclenchées par une hausse des prix des transports publics, qui ont débouché sur une vague de frustration face à la montée en flèche des inégalités économiques et sociales, à un système économique néolibéral qui en a laissé de côté beaucoup et à une élite politique déconnectée qui ne semble pas prête à écouter les demandes de changement. Le mouvement de contestation a refusé de se contenter de maigres compromis et a exigé la rédaction d'une nouvelle constitution par le biais d'un processus démocratique, car l'ancienne remontait à 1980, pendant la dictature, et **consacrait** ⁷ le rôle du marché et accentuait les inégalités, notamment en matière d'éducation, de soins de santé et de retraites. La pression a payé, et en novembre 2019 les manifestants ont obtenu du gouvernement, avec le soutien de tous les grands partis, l'engagement d'organiser un référendum sur une nouvelle constitution.

Le référendum devait se tenir en avril, mais il a dû être reporté au mois d'octobre. Lorsqu'il a finalement eu lieu, les résultats ont confirmé de manière retentissante les demandes des manifestants. Une majorité écrasante de 78 % des électeurs a soutenu la proposition d'une nouvelle constitution, et 79 % ont déclaré que le processus d'élaboration de cette constitution devait être dirigé par une convention constitutionnelle composée de



Des manifestations soutenues contre les inégalités et l'exclusion sont réprimées au canon à eau en novembre 2019 à Santiago, Chili. Photo par Marcelo Hernandez/ Getty Images

membres directement élus plutôt que par un modèle mixte dans lequel les politiciens élus constitueraient la moitié de la convention. Le résultat a été **célébré** ⁷ par les nombreux jeunes et personnes issues de groupes exclus qui ont joué un rôle majeur dans les manifestations et se sont ensuite rendus en nombre aux urnes.

Pour **Marcela Guillibrand De la Jara** ⁷, du réseau Red de Voluntarios de Chile et de **¡Ahora nos toca participar!** ⁷, le lien direct entre les manifestations et les scrutins a mis en évidence ce que les citoyens peuvent accomplir collectivement :

En octobre 2019, le Chili a réactivé sa vie politique et sociale collective sur l'ensemble de son territoire. Les citoyens sont **descendus dans la rue** ⁷ pour se rencontrer, pour parler et pour faire de la politique, comme ils ne l'avaient pas fait depuis longtemps. C'est ainsi qu'ont émergé leurs propres expériences participatives non conventionnelles, enracinées localement et ayant une identité locale, croisées avec des expressions de mécontentement et de frustration face à l'inégalité structurelle qui couvait et se manifestait depuis longtemps dans notre pays.

Bien que techniquement, ce qui l'a fait naître soit un accord entre divers secteurs politiques, ce moment historique constitutif est sans aucun doute un accomplissement de la part des citoyens.

La pandémie créant un long écart entre l'engagement de novembre 2019 d'organiser un référendum et le vote d'octobre 2020, la société civile s'est efforcée de maintenir l'engagement et la motivation de la population. La société civile s'est mobilisée, principalement sur Internet, pour encourager la participation et le vote dans des conditions sécurisés.

Nous avons été en quarantaine ciblée pendant plus de cinq mois en raison de la pandémie de la COVID-19, et les organisations avec lesquelles nous sommes liés ont vu leur attention se concentrer principalement sur la survie de leurs programmes et le soutien à leurs populations cibles, puisque la pandémie les a frappés très durement sur le plan économique. Cependant, elles ont progressivement montré un intérêt croissant pour la question constitutionnelle. Pour notre part, nous avons maintenu le lien avec elles et avons travaillé ensemble pour leur offrir une plateforme avec des contenus de formation citoyenne.

Nous avons lancé « C'est maintenant à nous de participer », une initiative du réseau Nouveau Pacte Social, qui rassemble un peu plus de 700 OSC. L'initiative vise à garantir la formation à la citoyenneté et la participation des citoyens dans le cadre du processus constituant éventuel. Notre objectif est d'activer les citoyens, de leur fournir des outils de formation et de créer conjointement des espaces de participation et de dialogue afin de retrouver un rôle de premier plan dans la prise de décision dans notre pays. Pour cela, dans une phase préalable au plébiscite, nous disposons d'une série de contenus initiaux divisés en plusieurs sections - participation citoyenne, constitution et itinéraire constituant - que nous mettons à la disposition des citoyens et des OSC par le biais de notre **plateforme web**, des réseaux sociaux et d'autres dispositifs. A partir de ces contenus, nous avons développé une offre de formation avec des supports accessibles en plusieurs langues, telles que l'aymara, le mapudungun et le rapa nui, ainsi qu'en créole.

La société civile a eu une grande influence sur la conformation de la convention constitutionnelle qui sera élue en mai 2021 : dans un geste novateur qui devrait créer un précédent international pour les processus d'élaboration des constitutions, la demande de la société civile en faveur de la parité hommes-femmes a été adoptée en mars, ce

qui laisse espérer que la nouvelle constitution permettra de débloquer des progrès en matière de droits des femmes.

La société civile a également réalisé une avancée historique dans les questions de genre. Diverses organisations sociales qui ont travaillé dur pour promouvoir et défendre les droits des femmes ont promu la demande de la parité des sexes dans le processus constituant, et ont pu l'imposer grâce au bon accueil des différents secteurs politiques au Congrès.

En outre, 17 des 155 sièges de la convention sont réservés aux représentants autochtones, choisis au niveau national par un vote des autochtones et structurés de manière à représenter les différents groupes autochtones du Chili. C'est un autre résultat de l'engagement de la société civile et quelque part une innovation au Chili, dont l'ancienne constitution n'avait jamais jusqu'alors reconnu officiellement les identités autochtones ni leurs besoins en matière de représentation. La communauté autochtone mapuche du Chili est depuis longtemps marginalisée. Les dangers auxquels sont confrontés les mapuches lorsqu'ils tentent de s'exprimer ont été illustrés en août, lorsqu'une occupation pacifique des bâtiments de l'administration locale dans la région de l'Araucanie s'est terminée par une **attaque violente** de **groupes extrémistes**, qui ont notamment incendié les véhicules de membres de la communauté. Les tensions se sont ensuite poursuivies dans la région et la police a réprimé d'autres manifestations des mapuches.

La brutalité policière est un problème persistant au Chili et la nécessité d'un changement a été mise en évidence par la **réponse** répressive et violente à une série de manifestations dans les mois précédant le vote. En avril, une petite **manifestation** a salué le report du référendum, et bien que les manifestants aient gardé leurs distances et porté des masques, cinq personnes ont été placées en détention pour avoir enfreint les mesures d'urgence. Plus tard dans le mois, une manifestation contre les brutalités policières a également été réprimée par la violence : la police a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau, et a arrêté plus de soixante personnes. En mai, lors de la Journée internationale des travailleurs, plus de cinquante personnes, dont des dirigeants syndicaux et plusieurs journalistes, ont été arrêtées lors de manifestations organisées par les syndicats, et là encore, des gaz lacrymogènes et des canons à eau ont été utilisés. Au cours de ces mois de confinement, les Chiliens ont organisé des **manifestations contre la faim** et le manque d'aide de l'État pour les personnes qui n'ont plus rien pour vivre, ce qui a entraîné une **réponse violente** de la police.



Un manifestant marche sur l'avenue Alameda à Santiago, Chili, en tenant une pancarte sur laquelle on peut lire « Assassins », le 20 novembre 2020. Photo par Marcelo Hernandez/ Getty Images

En septembre, dans le cadre d'autres **manifestations** à l'approche du référendum, environ 400 personnes ont **manifesté** contre les inégalités sur la place Dignidad à Santiago, dans la capitale, un site assez symbolique en tant que lieu principal des manifestations de masse de 2019. Cet événement, qui marquait le redémarrage de manifestations de plus grande ampleur qui avaient été temporairement interrompues en raison de la pandémie, a été accueilli par la même violence policière qui avait caractérisé la réponse initiale de l'État en 2019, la police ayant à nouveau utilisé des canons à eau et arrêté au moins vingt personnes. Lors des manifestations organisées quelques jours plus tard pour marquer l'anniversaire du coup d'État militaire de 1973, la police a également utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes, et **plus de cent personnes** auraient été arrêtées au cours de violents affrontements. Le mois suivant, une autre manifestation a été réprimée avec une force excessive. On a filmé un agent de police en train de **pousser** d'un pont un manifestant de seize ans vers une rivière, lui causant de multiples fractures. Au cours d'une année où, partout dans le monde, la population a pris conscience de la violence policière et y a opposé une résistance (voir le chapitre consacré à la lutte mondiale pour la justice raciale), cet événement a suscité de nouvelles manifestations contre les brutalités policières et des appels pour que la police rende des comptes ; l'agent responsable a été mis en examen

pour tentative de meurtre. Toutefois, les forces de sécurité ont de nouveau fait usage d'une force excessive, y compris de gaz lacrymogènes et de canons à eau, lors d'une marche ultérieure de la **Résistance Mapuche** qui cherchait à revendiquer les droits des populations autochtones.

En octobre, les Chiliens ont défilé à nouveau à l'occasion de l'anniversaire du début des manifestations de 2019. La journée a d'abord eu un air de fête, les manifestants célébrant le chemin parcouru par le mouvement et attendant avec impatience le référendum, mais elle a ensuite dégénéré en **affrontements violents** entre les manifestants et la police, et 580 personnes auraient été arrêtées. Les manifestations organisées en décembre pour **demander** la libération des nombreuses personnes détenues lors des manifestations de 2019 ont également donné lieu à des affrontements violents et au moins sept manifestants ont été détenus après que certains d'entre eux ont érigé des barrages routiers.

Les manifestations se sont poursuivies en 2021, car une proposition de loi visant à accorder l'amnistie aux personnes arrêtées ou condamnées lors des manifestations de 2019 n'a guère progressé. Une autre **proposition de loi**, élaborée par des politiciens de l'opposition en collaboration avec Fundación Los Ojos de Chile, une OSC qui soutient les victimes de traumatismes oculaires, a tenté d'empêcher la police d'utiliser des pistolets à plombs et à billes. En 2019, environ **460 personnes** auraient subi des blessures aux yeux, entraînant souvent une déficience visuelle, à la suite de l'usage de ces armes par la police contre les manifestants. Il est clair qu'une **réforme de la police** est nécessaire et la société civile continuera à faire pression pour que les choses changent en ce qui concerne l'hostilité bien ancrée de la police à l'égard des manifestations et sa fréquente impunité.

Malgré les défis posés par la pandémie et la répression policière des manifestations, la société civile a maintenu son engagement après le référendum d'octobre, encourageant la participation informée de la population au vote de mai 2021 pour sélectionner les membres de la convention, ainsi qu'à son processus ultérieur de rédaction et de ratification. Cette convention prendra ses décisions à la majorité des deux tiers et aura un an pour rédiger une nouvelle constitution, qui sera ensuite soumise à un autre référendum en 2022.

Ceux qui sont descendus dans la rue et qui se sont rendus aux urnes en si grand nombre continueront à se mobiliser pour que la nouvelle constitution reflète les aspirations des instigateurs du processus. L'abrogation d'une constitution imposée comme l'héritage



Des électeurs font la queue pour voter lors du référendum constitutionnel le 25 octobre 2020 à Santiago, Chili. Photo par Claudio Santana/ Getty Images

durable d'une dictature brutale ne doit pas signer la fin des changements, mais plutôt constituer le début d'un processus de transformation politique, sociale et économique plus profond. Sa pertinence pourrait aller au-delà du Chili, car les manifestants d'autres pays d'Amérique latine observent la situation avec intérêt et demandent que leur pays prenne une voie similaire (voir le chapitre sur l'activisme économique et environnemental). Longtemps considéré comme le banc d'essai du néolibéralisme économique en Amérique latine, le Chili a désormais la possibilité d'être un laboratoire d'un tout autre genre.

BIRMANIE : UN DÉNI DE DÉMOCRATIE

En novembre, les élections générales en Birmanie se sont soldées par une nouvelle victoire éclatante de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et n'ont pas été exemptes de défauts. Le principal problème était l'impossibilité pour certaines personnes de voter, dans un contexte marqué par le conflit, les persistantes violations de droits et l'aggravation de la pandémie. Le vote a été **annulé** dans les zones en conflit, où se

concentrent les groupes exclus en raison de leur appartenance ethnique, ce qui concerne environ **1,5 million de personnes**. Les rohingyas, victimes de décennies d'exclusion et, ces dernières années, d'une campagne soutenue de violence génocidaire, n'ont pas été en mesure de faire entendre leur voix ou de se présenter aux élections, étant donné que la citoyenneté et, donc, le droit de vote leur sont toujours refusés, tandis que le conflit en a contraint beaucoup à l'exil. Cela signifie qu'environ **2,6 millions de personnes**, soit près de 5 % de la population birmane, issues pour la plupart de groupes ethniques exclus, se sont vu refuser le droit démocratique le plus fondamental, celui du vote.

Cependant, rien de tout cela ne remet en cause le fait que la LND a remporté les élections ou qu'elle est restée **populaire** auprès de nombreuses personnes en Birmanie, notamment au sein des bamas, l'ethnie majoritaire du pays. Et aucune de ces critiques légitimes du processus électoral ne se trouvaient derrière les motivations de l'armée pour son coup d'État de février 2021.

L'armée a invoqué la fraude électorale, mais son argumentaire était fallacieux. Parmi les quelques cinq pour cent de la population exclue du scrutin, beaucoup n'auraient probablement pas voté pour la LND, mais il est peu probable qu'ils auraient choisi le parti de l'armée, puisque c'est cette même armée qui, depuis des années, les tue, viole leurs droits, détruit leurs maisons et les force à fuir. Ce qui se cache derrière le refus de l'armée d'accepter les résultats du vote, c'est un refus pur et simple de se défaire du pouvoir. Les militaires birmans ont dirigé le pays depuis le coup d'État de 1962 et jusqu'aux élections de 2015, lorsqu'un vote démocratique a enfin été organisé et respecté, et que la LND a été portée au pouvoir. Or, les militaires ont continué d'exercer une forte pression sur le pouvoir civil : l'armée a conservé le pouvoir d'attribuer 25 % de tous les sièges des députés et de contrôler les ministères clés, ce qui lui confère un droit de veto sur tout nouveau changement constitutionnel. Non contente de conserver les sièges qui lui ont été attribués et de jouir d'un pouvoir économique considérable, l'armée a créé son propre parti, qui s'est présenté aux élections, mais a vu son nombre de voix et de sièges diminuer. Au lieu de réfléchir à ses mauvais résultats électoraux, l'armée a renoncé à se faire passer pour un acteur démocratique et s'est réfugiée dans sa tradition dictatoriale.

La population a réagi avec méfiance. Des centaines de milliers de personnes ont protesté de toutes les manières possibles. Un **mouvement** de désobéissance civile non violente s'est rapidement développé, impliquant de nombreux groupes qui n'avaient pas pris part aux manifestations auparavant. Les syndicats ont appelé à des **grèves nationales** et ont boycotté les entreprises appartenant à l'armée, ce qui a eu pour

effet de **paralyser** l'économie, en insistant sur le fait que le travail ne pouvait pas se poursuivre normalement dans le contexte d'un régime militaire. Les groupes de femmes se sont mobilisés, notamment à l'occasion de la Journée internationale de la femme, et le salut à trois doigts des « Hunger games » du mouvement démocratique thaïlandais (voir ci-dessous) a rapidement été adopté comme signe d'opposition au coup d'État. Les contestataires ont piétiné les **photos** du chef militaire Min Aung Hlaing. Les militaires ne pouvaient certainement plus ignorer leur impopularité, confirmée lors des élections.

Peu après le coup d'État, **Bo Kyi**, de l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP), décrit les circonstances du coup d'État et la réaction de la population :

Le 1er février 2021, les militaires ont arrêté la leader et chef d'État de facto, Aung San Suu Kyi, ainsi que d'autres membres importants du parti au pouvoir, la LND. Les militaires ont également arrêté des fonctionnaires de la LND et des



Des manifestants font le salut à trois doigts contre le coup d'État militaire devant l'ambassade du Birmanie à Tokyo, Japon, le 7 février 2021. Photo par Yuichi Yamazaki/ Getty Images

activistes de la société civile dans plusieurs régions du Myanmar et ont coupé les télécommunications et l'internet. Dès le lendemain du coup d'État, l'AAPP s'est employée à documenter les arrestations et la situation des prisonniers politiques, tandis qu'un mouvement d'activistes utilisant la **désobéissance civile** contre le coup d'État s'est mobilisé dans tout le Myanmar.

La campagne de désobéissance civile menée par des fonctionnaires, des activistes et la société en général se répand rapidement dans tout le pays et bénéficie d'un soutien massif. Si les manifestations se sont multipliées si rapidement à travers le Myanmar, c'est parce qu'il n'y a pas si longtemps, en novembre 2020, le peuple a voté pour un gouvernement démocratique, et lorsque le parlement a essayé de siéger, les militaires se sont emparés du pouvoir illégitime par un coup d'État. En une seconde, un désir de démocratie accumulé au cours de plusieurs décennies a été arraché au peuple du Myanmar.

Les gens ont **réagi** en tapant sur des casseroles et en klaxonnant dans la capitale lors des manifestations nocturnes visant à « chasser les mauvais esprits », exposant ainsi symboliquement l'immoralité du coup d'État militaire et affichant leur mécontentement. L'escalade des manifestations, menées par une nouvelle génération d'activistes, d'étudiants, d'enseignants et de fonctionnaires, a conduit à une grève générale le 8 février. Ces actions reflètent l'intensification du désir de la population d'avoir un gouvernement civil démocratiquement élu.

Comme on pouvait s'y attendre, le mouvement de désobéissance civile a été durement réprimé. Même avant le coup d'État, l'espace civique s'était détérioré de plus en plus et il y a eu de **nombreuses restrictions** à la liberté d'expression, notamment à cause des coupures d'Internet dans l'État d'Arakan, de la censure et du recours à des procès en diffamation pour museler les journalistes, tandis que les manifestants, les militants et les journalistes risquaient depuis longtemps de subir la violence de l'État, d'être arrêtés et détenus. Une fois au pouvoir, les militaires ont intensifié la répression. De nouvelles coupures d'Internet ont été imposées et les militaires ont renforcé les lois existantes, y compris les lois sur Internet, en **criminalisant** les critiques envers le coup d'État et le gouvernement militaire. De nombreux **journalistes** ont été arrêtés et soumis à des violences lors de reportages sur les manifestations.

L'AAPP a documenté les arrestations liées aux manifestations et a constaté que les autorités prennent pour cible les manifestants dans tout le pays et commettent des actes arbitraires de persécution pour réprimer la dissidence. Nous craignons

que les contre-manifestants ne soient utilisés pour créer de l'instabilité, car une fois qu'ils auront réussi à provoquer des troubles, les militaires les utiliseront comme prétexte pour réprimer les manifestants pacifiques.

Les militaires n'ont pas agi dans le passé de manière à respecter les droits humains ou l'État de droit, donc on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils le fassent à l'avenir. La tentative de la junte militaire de saper la légitimité des élections de novembre 2020 en est un exemple clair. Nous voyons les militaires utiliser une politique de « diviser pour régner », créant une fois de plus un climat de peur. Les militaires accorderont des faveurs à certains partis et groupes ethniques afin d'isoler et d'opprimer la LND. C'est un sujet de grande préoccupation pour les groupes et les individus marginalisés de la société.

La junte militaire a perturbé la communication par le biais de plateformes de réseaux sociaux telles que Facebook et Twitter et a de nouveau coupé le service internet les 6 et 7 février. Il s'agit d'un problème grave car les communications, tant internes qu'avec la communauté internationale, sont essentielles pour garantir que les droits humains ne sont pas violés. La possibilité d'un black-out général est très préoccupante car elle laisserait les manifestants dans une position encore plus vulnérable.

Dès les premières heures du 1er février, les militaires ont rassemblé et détenu des législateurs et d'autres officiels élus démocratiquement et ont arrêté des dirigeants et des activistes de la société civile pour tenter de réprimer la dissidence. Nous ne savons toujours pas où se trouvent certains des détenus récents, et il existe une réelle inquiétude quant à la santé et aux conditions de certains des prisonniers les plus âgés, ainsi que d'anciens prisonniers politiques ayant des problèmes de santé résultant de la torture et des mauvaises conditions qu'ils ont endurées pendant leur captivité. Le traitement de ces prisonniers défie toute règle de droit international ou national. Si le coup d'État n'est pas renversé, il y aura beaucoup plus de prisonniers politiques.

Alors que l'attention internationale semblait fixée sur la détention d'Aung San Suu Kyi, la dirigeante de la LND, d'innombrables personnes se trouvaient dans la même situation. Le nombre de personnes jetées en prison a rapidement atteint un nombre à **quatre chiffres** ↗, et on a signalé des cas de torture en détention. Ceux qui se sont manifestés savaient qu'il leur fallait du courage, car l'armée avait déjà prouvé la brutalité dont elle était capable dans des endroits comme l'État d'Arakan. Pris de court par l'ampleur des manifestations déclenchées par le coup d'État, l'armée a tourné ses armes vers les citoyens de sa propre ethnie. Les manifestants ont été confrontés aux balles en

caoutchouc, aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau, ainsi qu'à de violentes attaques de groupes soutenant l'armée.

Lorsque les autres mesures n'ont pas permis de mettre un terme à l'opposition de la population au coup d'État, les militaires ont **eu recours à la force meurtrière** ↗ à de nombreuses reprises et en de multiples endroits, notamment en tirant à la mitrailleuse. Au moment de la rédaction du présent rapport, des centaines de personnes auraient été tuées ; à la mi-avril 2021, le suivi de l'AAPP a permis d'établir un bilan de **plus de 700** ↗ morts, dont plus de 40 enfants, et **plus de 80 personnes** ↗ auraient été tuées lors d'une seule attaque militaire contre des manifestants qui avaient érigé des barricades dans la ville de Pégou en avril 2021. En mars 2021, Thomas Andrews, le rapporteur spécial des Nations unies, a **déclaré** ↗ que l'armée était probablement en train de perpétrer des crimes contre l'humanité.



Des proches et des sympathisants font le salut à trois doigts lors des funérailles de manifestants abattus par les forces de sécurité le 5 mars 2021 à Rangoun, Birmanie. Photo par Stringer/ Getty Images

IL FAUT ENTENDRE LA VOIX DES ROHINGYAS

Les appels internationaux au retour de la démocratie ne doivent pas perdre de vue la dénégation permanente des droits dont sont victimes les Rohingyas de Birmanie. Le respect des droits des Rohingyas doit être l'un des critères essentiels de toute future société démocratique, et non leur répression. La première étape consiste à écouter les Rohingyas. **Yasmin Ullah** ⁷, militante des Rohingyas établie au Canada, raconte son travail pour sensibiliser la communauté internationale et faire en sorte que l'on entende les voix des Rohingyas :

Je suis la fille d'une personne qui se bat pour les droits des Rohingyas depuis des décennies. J'ai eu le sentiment que je devais aussi faire quelque chose, sinon ma famille et mon peuple seraient en danger et notre histoire serait complètement effacée. J'ai commencé à organiser des manifestations et des événements pour informer les gens sur l'identité des Rohingyas, car au Canada on n'a que rarement abordé cette question et ce problème n'a reçu aucune attention. J'ai commencé à tisser des liens avec beaucoup de gens ; ici il y a une petite communauté rohingya avec laquelle j'ai travaillé. Nous avons voyagé ensemble pour rencontrer des membres du Parlement à Ottawa. Nous avons élaboré des stratégies pour impliquer les décideurs politiques et le reste de la population, et nous nous sommes rendus dans des musées qui travaillent directement ou indirectement sur les atrocités de masse, comme le Musée canadien pour les droits humains.

Nous avons obtenu un peu d'attention des médias, et nous l'avons utilisée pour faire sentir qu'il y avait urgence, et enfin nous avons fait pression en faveur d'une exposition et nous avons réuni un groupe de personnes qui s'étaient installées au Canada en tant que réfugiés pour qu'elles racontent leurs vécus. Nous avons commencé à être reconnus comme membres de la société canadienne, contrairement à ce qui se passe en Birmanie.

*Il y a eu une certaine effervescence. Nous avons reçu des images d'un photographe canadien qui avait capturé l'exode, et sur lesquelles on voyait de nombreuses rangées de personnes traversant les frontières avec le Bangladesh. Il y avait quelques objets comme des cartes d'identité ainsi que des pièces d'artisanat qui illustraient l'identité des Rohingyas. L'exposition a été lancée en 2019 et s'est poursuivie tout au long 2020. Nous avons également travaillé sur le projet intitulé *Genocide Learning Tool*, destiné aux élèves du secondaire pour qu'ils en apprennent plus sur l'Holocauste et*

connaissent ce qui est arrivé aux Rohingyas. Nous avons travaillé sur la sensibilisation de la population et nous avons fait pression sur le gouvernement, en appelant constamment nos représentants au Parlement pour nous assurer qu'ils soient au courant des derniers développements.

En 2019 le Parlement canadien a adopté une motion définissant comme un génocide ce qui est arrivé aux Rohingyas. Le Gouvernement canadien a ensuite consacré 300 millions de dollars canadiens (environ 240 millions de dollars américains) au soutien des Rohingyas au Bangladesh et ailleurs. Nous avons également demandé au Gouvernement canadien d'engager une procédure contre la Birmanie auprès de la Cour internationale de justice, ce qu'il n'a pas fait. Mais il s'est engagé à intervenir, aux côtés des Pays-Bas, dans la procédure engagée contre la Birmanie par la Gambie pour violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (voir le chapitre consacré à la société civile au niveau international).



Des Rohingyas dans un camp de réfugiés au Bangladesh regardent la télévision alors que la Cour internationale de justice porte des accusations de génocide contre la Birmanie en janvier 2020. Photo par Allison Joyce/ Getty Images



Des personnes frappent des ustensiles en métal en signe de protestation contre le gouvernement militaire, le 4 février 2021 à Yangon. Photo par Stringer/Getty Images

Face à cette riposte mortifère à la contestation, et dans l'incapacité de gagner un combat de violence très inégal, la population a trouvé d'autres moyens, plus subversifs, de maintenir la pression. Les grèves et les boycotts économiques se sont poursuivis, au prix d'un coût individuel considérable pour ceux qui disposent de peu de ressources. Les manifestants se sont enduits de peinture rouge en signe de contestation, symbole du sang versé par l'armée, et ont aussi dessiné des graffitis subversifs. Ils ont organisé des manifestations éclair qui les ont rendus moins vulnérables. Par leurs actions continues, ils ont montré clairement que l'armée avait peut-être maintenant le pouvoir, mais pas l'autorité. Mais le déséquilibre des pouvoirs était tel que les manifestants pour la démocratie avaient également besoin d'un soutien international.

Dans le monde entier, l'un des facteurs clés du succès des rébellions populaires contre les régimes autoritaires est souvent la capacité des manifestants à convaincre une partie de l'armée de ne plus soutenir les dictateurs et de les aider, ne serait-ce que de manière indirecte, en acceptant de ne pas intervenir. Mais il y a peu de chances que cela se produise au Birmanie, où le pouvoir militaire est resté bien ancré même après le retour de la démocratie, et où les militaires ont des années d'expérience en matière de répression et ont l'habitude de l'impunité. Les militaires n'ont cédé qu'à contrecœur une partie de leur pouvoir en 2015, car la pression économique exercée sur la Birmanie avait montré que le régime militaire n'était plus viable. Désormais la pression internationale est devenue cruciale sur le plan politique mais peut-être encore plus sur le terrain économique. Les autres États et le système international doivent condamner la Birmanie à l'ostracisme et refuser toute coopération avec une dictature imprégnée de sang.

En mars, l'ANASE a appelé au retour de la démocratie, mais s'est abstenue ⁷ de condamner les violences militaires, reflétant ainsi l'hostilité envers les libertés démocratiques de plusieurs de ses membres. La Corée du Sud a **suspendu** ⁷ sa coopération en matière de défense et de sécurité, mais le Gouvernement chinois, qui a beaucoup investi en Birmanie et travaillé avec les **deux parties** ⁷, a, comme on pouvait s'y attendre, fait **peu** ⁷ de déclarations et de gestes. Plusieurs États extérieurs à la région ont réagi au coup d'État. L'Union européenne a imposé des **sanctions** ⁷ aux militaires et a retiré une partie de son aide. Le Gouvernement australien a **suspendu** ⁷ sa coopération militaire et la Nouvelle-Zélande a **suspendu** ⁷ tous les contacts de haut niveau et a imposé une interdiction de voyage aux chefs militaires, tout comme le **Canada** ⁷. Le Gouvernement britannique a également imposé des interdictions de voyage et a **gelé** ⁷ les avoirs des militaires. Le Gouvernement des États-Unis a **imposé** ⁷ des sanctions commerciales et à l'encontre des chefs militaires.

Après de nombreuses négociations, le Conseil de sécurité des Nations unies a publié une **résolution** ⁷ timide en février 2021, qui s'est abstenu de qualifier ces événements de coup d'État. Dans une **déclaration** ⁷ au mois de mars, le président du Conseil a condamné la violence à l'encontre des manifestants pacifiques et s'est dit préoccupé par les restrictions imposées au personnel médical, à la société civile, aux syndicats et aux journalistes, mais le Conseil a semblé essentiellement faire confiance à l'ANASE pour mener le combat.

La société civile a réclamé une action internationale plus forte : plus de 130 OSC se sont réunies pour demander un **embargo** ⁷ mondial **sur les armes** ⁷ afin d'empêcher les militaires d'acquérir leurs instruments mortels de répression. Les revendications se sont également concentrées sur le CDH, avec des résultats mitigés. Bien que le CDH ait réagi promptement au coup d'État en tenant une session spéciale en février 2021, la résolution finalement approuvée était plus modeste que ce que de nombreux membres de la société civile avaient demandé ; il semble que cette résolution édulcorée soit le prix à payer pour faire adopter une résolution par consensus, plutôt que de risquer qu'elle soit soumise à un vote qui aurait pu être perdu, étant donné la présence significative



Des manifestants anti-gouvernementaux se rassemblent avant le Nouvel An lunaire, le 19 janvier 2020 à Hong Kong. Photo par Anthony Kwan/Getty Images

d'États violateurs des droits au sein du Conseil (voir le chapitre sur la société civile dans l'arène internationale). Une autre résolution a **renouvelé** ⁷ le mandat du rapporteur spécial des Nations unies sur la Birmanie et lui a demandé d'évaluer la situation après le coup d'État. Ces résolutions permettront au moins de maintenir la Birmanie dans l'ordre du jour du CDH, mais cela n'empêchera pas la société civile de continuer à faire pression pour obtenir davantage.

Si les violations passées des droits humains avaient fait l'objet d'une plus grande reddition de comptes et d'une meilleure surveillance, l'impunité n'aurait peut-être pas bénéficié d'un si solide ancrage. Si l'on avait demandé des comptes à l'armée pour ses crimes contre l'humanité passés, elle ne trouverait peut-être pas si facile de tuer des civils aujourd'hui. À présent il devrait être tout à fait clair qu'il n'existe pour l'avenir aucune version de la démocratie birmane impliquant un compromis avec le pouvoir militaire. Il est impossible d'appivoiser l'armée, comme Aung San Suu Kyi a tenté de le faire, il faut donc la démanteler.

En outre, si la société démocratique birmane avait été plus inclusive à l'égard de tous ses peuples, elle aurait également été plus forte. Lorsque la démocratie sera rétablie, le **blanchiment** ⁷ du génocide devra cesser. D'ailleurs, San Suu Kyi avait été accusée de le faire en décembre 2019. La fin du pouvoir militaire est nécessaire, et ceux qui ont commis des crimes graves doivent en rendre des comptes, mais la démocratie à laquelle la Birmanie doit retourner doit être une démocratie dans laquelle il n'y ait aucune tolérance pour les violations des droits humains, quelle que soit la partie de la population qui les subit. Une démocratie véritablement inclusive doit être l'ultime riposte au régime militaire.

HONG KONG : LES RÊVES DE DÉMOCRATIE BRUTALEMENT ÉCRASÉS

En 2019, les **manifestants pour la démocratie** ⁷ de Hong Kong ont frappé l'imaginaire du monde entier avec leur campagne pour exiger le respect des droits humains et pour faire respecter le statut spécial du pays en tant qu'entité distincte de la Chine continentale. Mais en 2020, la vaste machine de répression autoritaire de la Chine a été déployée dans le but d'écraser cette contestation courageuse.

Lorsque Hong Kong est devenu une région administrative spéciale en 1997, c'était sur l'engagement, inscrit dans la loi fondamentale de Hong Kong, que le principe « un pays, deux systèmes » s'appliquerait jusqu'en 2047, permettant à Hong Kong de conserver

sa propre autorité sur les affaires intérieures, juridiques et économiques et, soi-disant, d'étendre les droits de vote. Or, 2020 restera dans les mémoires comme l'année où le principe « un pays, deux systèmes » a été abandonné unilatéralement par l'État chinois et où l'autonomie de Hong Kong a été effectivement effacée.

Tandis que le monde était distrait par la pandémie et qu'il savait que ses relations économiques asymétriques le protégeraient de la pression internationale, l'État chinois a poursuivi l'introduction d'une loi sur la sécurité nationale⁷, adoptée en juin. Cette nouvelle loi criminalise⁷ toute une série d'infractions mal définies, telles que la sédition, la subversion, le terrorisme et les menaces à la sécurité nationale, et a donné aux autorités toute latitude pour la loi, les personnes vivant à Hong Kong pourront être jugées en Chine continentale. Le gouvernement a également pris des mesures pour mettre en place une nouvelle agence de sécurité nationale⁷ à Hong Kong, plaçant ainsi l'autoritarisme chinois au cœur du territoire.

Patrick Poon⁷, chercheur indépendant sur les droits humains, décrit le dessein qui se cache derrière cette nouvelle loi et ses premiers effets :



Des manifestants se rassemblent contre la loi sur la sécurité nationale dans le quartier de Mongkok, Hong Kong, le 27 mai 2020. Photo par Billy H.C. Kwok/ Getty Images

La loi sur la sécurité nationale, imposée par le gouvernement chinois sans aucune consultation ni contrôle législatif, permet à la Chine d'étendre du continent à Hong Kong certains de ses plus puissants outils de contrôle social. La loi prévoit la création d'agences de sécurité secrètes spécialisées, autorise le déni du droit à un procès équitable, accorde des pouvoirs étendus à la police, accroît les restrictions imposées à la société civile et aux médias et affaiblit le contrôle judiciaire.

La nouvelle loi porte atteinte à l'État de droit et aux garanties des droits humains inscrites dans la constitution de facto de Hong Kong, la Loi fondamentale. Elle est contraire au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui fait partie du cadre juridique de Hong Kong par le biais de la Loi fondamentale et qui se traduit dans l'Ordonnance sur la déclaration des droits humains.

L'intention du gouvernement chinois est d'utiliser la LSN pour freiner le travail de plaidoyer et réduire le soutien à l'indépendance car de plus en plus de gens, et en particulier les jeunes, soutiennent l'autonomie de Hong Kong et embrassent l'identité de Hong Kong. Bien que la Loi fondamentale de Hong Kong consacre un degré élevé d'autonomie, le gouvernement chinois semble considérer les appels à l'autonomie et à l'autogestion gouvernementale comme un « danger pour la sécurité nationale ».

La LSN a gravement violé la liberté d'expression des habitants de Hong Kong et intensifie l'autocensure dans la ville. Dans le cadre de la LSN, les défenseurs de l'indépendance, ainsi que les hommes politiques et autres personnalités qui soutiennent les sanctions des gouvernements étrangers contre Hong Kong et contre les fonctionnaires chinois responsables de la promulgation de la LSN, ont été victimes de détention arbitraire. Le gouvernement tente évidemment de dissuader le gens de suivre l'exemple de ces personnes.

Les médias indépendants ont également été touchés par la répression. L'arrestation⁷ de Jimmy Lai, magnat des médias et fondateur d'un journal local très apprécié, Apple Daily, ainsi que d'autres cadres supérieurs de l'entreprise, a été une tentative du gouvernement de punir les médias critiques. La publication d'articles critiquant la LSN ou faisant état d'appels à des sanctions de la part de responsables de gouvernements étrangers devient un prétexte pour la répression des médias indépendants. Cela aura un impact à long terme sur les médias de Hong Kong, car cela intensifiera encore l'autocensure de certains médias.

La société civile a fortement réagi contre la loi parce que le processus de promulgation de celle-ci a violé le principe de l'État de droit et de l'équité procédurale à Hong Kong, et que les définitions vagues et larges de diverses

dispositions de la loi dépassent la compréhension normale de la loi dans la ville. Les politiciens et les responsables gouvernementaux chinois se sont efforcés de justifier la loi, mais leurs arguments sont absurdes.

L'introduction de la nouvelle loi a fait ressurgir les manifestations qui s'étaient poursuivies jusqu'au début de l'année 2021, avant de s'interrompre en raison de la pandémie. Mais cette fois les autorités disposaient d'une marge de manœuvre bien plus grande pour les réprimer. On a arrêté plusieurs organisateurs de la veillée annuelle du 4 juin, date anniversaire du massacre de la place Tiananmen, et pour laquelle des milliers de personnes avaient bravé une interdiction en y participant. Plus tard dans le mois de juin, des échauffourées ont éclaté lors d'une manifestation par ailleurs pacifique, et 53 personnes ont été arrêtées. On a refusé l'autorisation de la traditionnelle marche du 1er juillet qui commémore la rétrocession de Hong Kong par le Royaume-Uni, et de nouvelles arrestations ont suivi les rassemblements audacieux de milliers de personnes.



Des manifestants brandissent des feuilles vierges pour exprimer leur désaccord sans afficher les slogans politiques nouvellement interdits lors d'une manifestation dans un centre commercial de Hong Kong le 6 juillet 2020. Photo par Billy H.C. Kwok/ Getty Images

La première personne **arrêtée** en vertu de la nouvelle loi ce jour-là a été un homme dont l'acte de contestation avait consisté à brandir le drapeau de l'indépendance de Hong Kong. Il a été l'une des **370 personnes arrêtées**, dont 10 en vertu de la nouvelle loi, par la suite les arrestations se sont accumulées tout simplement. Si les manifestants cherchaient à tester la volonté de la Chine à utiliser ses nouveaux pouvoirs, ils ont rapidement obtenu la réponse. Un État qui a fait de la province du Xinjiang un vaste **camp de prisonniers** semblait tout aussi prêt à emprisonner autant de Hongkongais qu'il le fallait pour réduire au silence leurs revendications démocratiques.

La loi avait été introduite avant l'élection du Conseil législatif de Hong Kong, initialement prévue en septembre. En juillet, Carrie Lam, la chef de l'exécutif hongkongais, qui est fermement contrôlée par l'État chinois, a **annoncé** que l'élection serait reportée d'une année entière et renvoyée à septembre 2021, et que le mandat du Conseil actuel serait prolongé jusque-là. Elle a invoqué la pandémie pour justifier cette mesure, mais on **soupçonne** que cela laissera à Pékin plus de temps pour éradiquer les dissidents. L'espace du Conseil était devenu plus contesté à la suite des manifestations de masse du **Mouvement des parapluies** de 2014 ; plusieurs des jeunes leaders associés à ces manifestations ont remporté des sièges lors des élections de 2016. Des candidats prodémocratie avaient également remporté en trombe l'élection du conseil de district de 2019, et les autorités devaient craindre une répétition de ce phénomène en 2020 lors des élections au conseil législatif. La décision de report est intervenue après que les partis prodémocratie ont organisé en juillet des **primaires** jugés illégaux, mais qui ont offert à 600 000 personnes l'occasion d'exprimer leur méfiance en votant, et en soutenant de jeunes militants en particulier.

En fin de compte, le report des élections a été un stratagème qui a mis fin aux ambitions du mouvement démocratique de prendre le contrôle du Conseil législatif et d'endiguer la vague de répression. Depuis l'élection de 2016, les membres du Conseil prodémocratie ont été confrontés à une guerre d'usure au cours de laquelle plusieurs d'entre eux ont été exclus pour violation des règles. En novembre l'État chinois a déterminé que quiconque soutiendrait l'indépendance de Hong Kong, qui n'accepterait pas la souveraineté de la Chine sur Hong Kong ou qui serait considéré comme un collaborateur des puissances étrangères ou comme un danger pour la sécurité nationale serait exclu du Conseil, et sur cette base il a immédiatement **expulsé** quatre membres prodémocratie. En réponse, 15 autres membres prodémocratie ont démissionné, laissant le Conseil dépourvu d'opposition avec 27 sièges vacants. Ils savaient qu'il n'était plus possible d'utiliser cet espace pour résister à la répression et ont renoncé à légitimer une institution qui de toute évidence était devenue un instrument de contrôle supplémentaire de l'État

chinois. Ils ont eu raison d'agir de la sorte en mars 2021, lorsque le gouvernement chinois a **modifié** la loi fondamentale de Hong Kong, réduisant considérablement le nombre de membres du Conseil législatif élus au suffrage direct.

Avec la LSN nouvellement adoptée, le report des élections a été considéré comme faisant partie de la stratégie du gouvernement pour neutraliser le mouvement prodémocratie. Juste avant l'annonce du report des élections, 12 candidats de l'opposition avaient été **disqualifiés** et quatre jeunes anciens membres d'un groupe d'étudiants indépendantistes ont été arrêtés sous l'égide de la LSN à cause de leurs publications pro-indépendance sur les médias sociaux.

Le report de l'élection a créé un certain conflit au sein du camp prodémocratie, certains appelant à la poursuite de la lutte au sein du Conseil législatif tandis que d'autres appelaient au boycott de la décision du gouvernement de reporter l'élection. De la décision du gouvernement de disqualifier certains candidats prodémocratie pour leurs opinions politiques, il ressort clairement que le gouvernement ne veut pas écouter les voix dissidentes au sein du corps législatif.

À mesure que la répression s'intensifiait, de nombreuses personnes ont à juste titre adopté des stratégies défensives pour tenter de se protéger de l'emprise de l'État chinois. Dès l'adoption de la nouvelle loi le parti pro-démocratique Demosisto s'est immédiatement **dissous** ; d'autres groupes revendicatifs ont **cessé leurs activités** à Hong Kong, bien que certains aient exprimé l'espoir de les poursuivre à l'étranger. En réponse aux restrictions croissantes sur Internet, les citoyens se sont empressés d'**effacer** leurs empreintes numériques et de supprimer les fichiers des réseaux sociaux. Ils ont essayé d'adopter des tactiques de contestation plus subtiles, par exemple en installant des murs de post-it vierges à la place des « murs Lennon » de 2019 qui accueillait des notes sur les demandes de démocratie de la population, ou en brandissant des pancartes vierges plutôt que remplies des slogans.

De cette manière les Hongkongais ont essayé de préserver un espace de contestation sans enfreindre la loi. Mais le problème auquel ils sont confrontés est que les dispositions de cette loi sont si vastes qu'il n'est plus possible de savoir où se trouve la limite ; **presque tout** peut être considéré comme illégal. Ce qui est clair, c'est que c'est l'État qui décidera où se trouve la limite, et les premiers signes sont sombres. Le simple fait de chanter la chanson « Gloire à Hong Kong », un hymne non officiel en faveur de la démocratie, a été jugé déplacé ; en juillet, on a **interdit** aux écoliers de la

chanter. En décembre, même une manifestation d'étudiants contre les cérémonies de remise des diplômes sur Internet — privant les étudiants de la possibilité de faire un geste en faveur de la démocratie lors d'une cérémonie dans le monde réel — a donné lieu à huit **arrestations**. Ces actions ne pouvaient qu'encourager une vaste autocensure.

Une jeune génération de militants a été confrontée à un **choix** que personne ne devrait jamais avoir à faire : se taire, être emprisonné ou fuir à l'étranger. Plusieurs **contestataires de premier plan**, dont Nathan Law, ancien membre du Conseil législatif et l'une des jeunes figures de proue du mouvement prodémocratie, ont cherché à poursuivre leur action depuis le Royaume-Uni. Des militants exilés ont créé la **plateforme de conseil** Haven Assistance pour offrir une aide aux Hongkongais qui cherchent à fuir. Mais la douleur de l'exil demeure, de même que la distance avec la famille et les amis, et les **menaces** constantes. Tout le monde n'a pas réussi à s'échapper : **douze jeunes militants** mis en examen ont tenté de fuir en bateau vers Taïwan au mois d'août, mais les garde-côtes les ont arrêtés. En décembre, lors d'un procès sommaire à huis clos en Chine continentale, dix des douze militants ont été condamnés à des **peines** d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans ; les deux autres, âgés de moins de 18 ans, ont été renvoyés à la police de Hong Kong pour être placés en détention après avoir déjà passé plus de quatre mois en prison. En janvier 2021, onze autres personnes ont été **arrêtées** pour avoir participé à une tentative d'évasion.

D'autres pourraient suivre les traces de Nathan Law. On estime que 5,4 millions des quelque 7,5 millions d'habitants de Hong Kong ont le droit de **vivre au Royaume-Uni** à la suite des changements introduits par le Gouvernement britannique en janvier. L'État chinois a qualifié cette extension des droits de résidence d'ingérence injustifiée dans ses affaires intérieures et a **pris** des contre-mesures à l'encontre du Royaume-Uni ; il a clairement indiqué qu'il considérait toutes les personnes vivant à Hong Kong comme des ressortissants chinois indistincts des autres et, en janvier 2021, il a déclaré qu'il **ne reconnaît plus** le passeport national britannique pour les citoyens d'outre-mer que de nombreux Hongkongais détiennent. Pékin a également **critiqué** et qualifié d'ingérence une offre similaire du Gouvernement australien pour permettre aux détenteurs de visas de Hong Kong de rester plus longtemps sur son territoire et de devenir potentiellement des citoyens australiens.

Il s'agissait là du double langage habituel d'un État chinois de plus en plus interventionniste à l'étranger. Le Gouvernement de Hong Kong était lui-même heureux de s'assurer le soutien de l'étranger dans sa guerre de propagande, et a confié un **contrat** de

plusieurs millions de dollars à une société de relations publiques du Royaume-Uni, dans le but d'améliorer sa réputation internationale. En Australie, des étudiants chinois se sont mobilisés pour faire **pression** sur un universitaire qui réclamait une pression internationale sur la Chine en raison de ses violations des droits humains à Hong Kong ; l'université a cédé et supprimé les messages critiques des réseaux sociaux. Probablement sous pression, le directeur régional d'Asie-Pacifique de la banque multinationale HSBC, dont le siège est au Royaume-Uni, a **approuvé** les nouveaux pouvoirs de la Chine à Hong Kong.



Des militants prodémocratie tiennent une bannière de soutien aux leaders de la contestation jugés devant un tribunal de Hong Kong, le 1er avril 2021. Photo par Anthony Kwan/ Getty Images

Les autorités ont ensuite adopté une approche de plus en plus audacieuse pour l'arrestation et d'emprisonnement des dirigeants du mouvement démocratique, comme pour montrer que la notoriété publique ne garantissait aucune protection, et sans doute dans le but de dépouiller ce qui restait du mouvement de ses dirigeants. En décembre, Joshua Wong, ancien dirigeant de Demosisto, qui avait fait l'expérience de l'arrestation à plusieurs reprises, a été **condamné** à treize mois et demi de prison et mis à l'isolement pour avoir organisé une manifestation non autorisée en 2019. Ses collègues militants de Demosisto, Agnes Chow, condamnée à dix mois de prison, et Ivan Lam, à sept mois, ont été incarcérés. Le même mois, Tony Chung, qui avait été l'un des dirigeants du groupe prodémocratie Studentlocalism, a été condamné à quatre mois de **prison** pour insulte au drapeau chinois et est en attente d'un autre procès pour atteinte à la sécurité nationale.

Les **arrestations** et les emprisonnements de masse **se sont poursuivis** en 2021, l'État chinois **intensifiant** sa répression et élargissant ses pouvoirs. Au moment de la rédaction de ce rapport, le leader des médias Jimmy Lai faisait de nouveau partie des personnes bloquées en détention. Bien qu'il ait été libéré sous caution en août et que les Hongkongais aient trouvé un moyen subversif d'exprimer leur soutien en **achetant des actions** de sa société de médias, ce qui a fait monter en flèche le cours de l'action, il a été **arrêté à nouveau** pour des accusations de fraude présumée en décembre et est retourné en prison. Il fait maintenant face à des accusations de collusion avec l'étranger et en février 2021 il a été arrêté alors qu'il était en prison pour **avoir aidé** les douze militants qui ont tenté de s'enfuir à Taïwan. En mars 2021, Lai et le militant Lee Cheuk-yan ont **plaidé coupable** pour la participation à un rassemblement non autorisé et risquent cinq ans de prison.

Désormais la peur règne et l'on craint que l'État chinois ne rende **plus difficile** l'exil des militants prodémocratie, contraignant au silence les personnes qui ne peuvent pas partir. Alors que Pékin est sur le point de parachever l'abolition du statut spécial de Hong Kong, les gouvernements étrangers seront de plus en plus contraints d'adopter une attitude plus ferme. L'**accord commercial** entre l'UE et la Chine, qui sera soumis à la ratification du Parlement européen, a été et continuera d'être au cœur des actions revendicatives internationales, alors que la société civile **demande** des garanties plus solides en matière de droits humains, tant pour Hong Kong que pour le Xinjiang. En mars 2021 les militants prodémocratie de Hong Kong ont **appelé** l'UE à ne pas ratifier l'accord. Les militants hongkongais qui ont la chance d'être en exil plutôt qu'en prison essayeront de maintenir la pression à distance.



Une jeune fille avec un drapeau algérien peint sur son visage est assise sur les épaules de son père lors d'une manifestation de masse contre le président Abdelaziz Bouteflika à Paris, France, le 17 mars 2019. Photo par Omar Havana/ Getty Images

ALGÉRIE : LES DEMANDES D'UN CHANGEMENT EN PROFONDEUR SE POURSUIVENT

Le mouvement démocratique algérien a également connu une longue lutte. Dix ans après, dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les rêves des nombreuses personnes courageuses qui se sont soulevées lors de la grande vague de révolte communément appelée « printemps arabe » n'ont pas été réalisés dans leur grande majorité. En Algérie, la forme limitée de démocratie que l'on a proposée est encore loin de répondre aux attentes de la population.

Dans une victoire de l'action civique, le mouvement contestataire Hirak s'est insurgé en 2019 et a forcé le président de longue date Abdelaziz Bouteflika à quitter le pouvoir lorsqu'il a tenté de briguer un cinquième mandat. Mais ce changement n'a pas répondu aux demandes de la population, les élites politiques et militaires ayant pris soin de garder le contrôle. Les manifestants voulaient une refonte complète de l'ordre politique, mais tout ce qu'ils ont obtenu, c'est un nouveau président, Abdelmadjid Tebboune, qui était fermement installé dans l'establishment et avait fait son temps dans les gouvernements précédents. Il a été élu en novembre 2019 avec un faible taux de participation, de nombreuses personnes ayant signalé leur désaffection en restant à l'écart des bureaux de vote ou en rendant nuls leurs bulletins.

Le président Tebboune a tenu un discours consensuel sur sa volonté d'écoute à l'égard du mouvement contestataire, mais les actes ont démenti les paroles. Lorsque la pandémie a frappé de plein fouet, les militants du Hirak ont accompli leur devoir civique et, mettant les manifestations en suspens, se sont réorganisés pour aider à fournir des EPI aux hôpitaux et des vivres, en collaborant avec les autorités locales chaque fois que cela était possible. Mais l'État n'a pas réagi avec la même compassion. Au contraire, il a semblé voir dans la suspension des manifestations une occasion pour tenter de réprimer le mouvement et d'éradiquer la contestation.

Lorsque quelque 5 000 prisonniers ont été graciés et remis en liberté en mars afin d'éviter la propagation du virus dans les prisons, aucun dirigeant du Hirak n'en faisait partie. Au contraire, le gouvernement a continué d'envoyer des militants en prison, remplissant ainsi les places libérées avec des personnes qui ne partageaient pas son avis.

En avril, Abdelouahab Fersaoui, président de Rassemblement actions jeunesse, a été condamné à un an de prison pour « atteinte à l'intégrité du territoire

national » et « incitation à la violence pour nuire à la défense nationale ». Il avait publié sur Facebook des messages critiquant la répression des manifestants du Hirak et appelant à la démocratie. La militante pour la démocratie Amira Bouraoui a été arrêtée à de nombreuses reprises. Elle a été condamnée à une peine de prison en juin, avant d'être libérée dans l'attente d'un appel, mais en novembre elle a été condamnée à une nouvelle **peine de trois ans**. Une autre figure clé du Hirak, Karim Tabbou, a été condamné à **un an de prison** en mars, avant d'être libéré sous caution en juillet. Il a été condamné à une nouvelle **peine** d'un an avec sursis en novembre. Selon certaines informations, des personnes incarcérées ont subi des tortures et d'autres formes de mauvais traitements. Les journalistes n'ont pas été épargnés. En août, le journaliste Khaled Drareni a été condamné à **trois ans de prison** pour son reportage sur le Hirak. En novembre, le journaliste Said Boudour, qui défend également les droits des migrants et des prisonniers politiques, a été condamné par contumace à **un an de prison**.

Dans le cadre d'une **offensive** contre la liberté d'expression, le gouvernement a approuvé en avril une **nouvelle loi** ambiguë et inquiétante qui criminalise la diffusion de fausses nouvelles, et au moins six sites d'information indépendants ont été **bloqués** en avril et mai. De nouvelles restrictions sur les OSC ont été **imposées** en avril, limitant la capacité des OSC à recevoir et à utiliser des fonds de l'étranger, et criminalisant le non-respect de la loi.

Il est clair que le gouvernement n'avait pas l'intention de respecter les promesses de dialogue du président Tebboune. Il n'est donc pas étonnant que le référendum de novembre sur les changements constitutionnels ait suscité des inquiétudes. Ce qui était écrit sur le bulletin de vote n'était pas de toute évidence la transformation que les manifestants recherchaient. Les changements ont introduit quelques réformes positives, notamment la limite du nombre de mandats présidentiels et quelques nouveaux pouvoirs pour le Parlement et le pouvoir judiciaire, mais aussi des mesures plus controversées, notamment un élargissement des pouvoirs militaires permettant le déploiement de l'armée au-delà du territoire national. L'armée algérienne jouit d'un pouvoir considérable et a exprimé son soutien aux changements. Cependant, ceux qui ne partageaient pas l'enthousiasme de l'armée ont eu moins de possibilités de s'exprimer, car on a **empêché** les opposants aux changements de faire campagne et de tenir des réunions publiques. La mobilisation a été difficile compte tenu de la répression de la contestation dans les mois précédant le vote.

Avant le référendum, 31 OSC se sont réunies pour **condamner** ↗ la répression. Le mouvement de contestation a insisté sur le fait que les changements concernant la présidence, le Parlement et le système judiciaire étaient cosmétiques, conçus uniquement pour donner à l'Algérie l'apparence d'une démocratie qui fonctionne. Ils risquaient de blanchir les mesures de répression à l'étranger, rendant une réforme radicale moins probable. Lorsque du référendum, tout comme lors de l'élection présidentielle de l'année précédente, les Algériens ont exprimé leur désaccord de la seule manière possible : ils sont restés chez eux. Les changements ont été adoptés, mais avec un **taux de participation** ↗ historiquement bas d'environ 24 % seulement.

En 2021, la population est à nouveau descendue dans la rue pour exprimer ses revendications autrement, puisqu'elle ne peut pas le faire dans les urnes. À l'occasion du deuxième anniversaire du début du Hirak, **des milliers de personnes** ↗ ont manifesté. Des manifestations journalières ont suivi, avec une participation parmi les plus élevées depuis les mobilisations de masse de 2019. Les Algériens ont **réclamé** ↗ la fin du pouvoir de l'armée et la démission de l'ensemble de l'élite dirigeante. Les manifestations hebdomadaires se poursuivaient au moment de la rédaction de cet article.

À l'occasion de l'anniversaire du début du Hirak, le président Tebboune a reconnu son rôle dans le changement qui l'a porté au pouvoir et, sans doute pour ne pas rougir de son hypocrisie, a **remis en liberté** ↗ une soixantaine de militants du Hirak emprisonnés dans les jours précédant l'anniversaire. Cependant, on estime que **70 militants** ↗ sont toujours en prison et la population ne se satisfera des paroles en l'air. Alors que les manifestations ont repris, le gouvernement a montré que le changement n'est pas allé assez loin lorsqu'il a **proposé** ↗ une loi qui facilitera la déchéance de nationalité d'une personne, y compris pour des motifs tels que l'atteinte aux intérêts de l'État et à l'unité nationale, accusations souvent portées contre les manifestants emprisonnés. La crainte est que la nouvelle loi permette à l'État de rendre certaines personnes apatrides pour avoir exprimé leur désaccord, notamment celles qui ont fui vers d'autres pays pour leur sécurité.

Ces actions mettent à mal les paroles chaleureuses prononcées à l'occasion de l'anniversaire des manifestations. Elles montrent pourquoi les Algériens continueront d'exiger une véritable démocratie afin de pouvoir demander des comptes à leurs décideurs et d'exprimer leur désaccord sans craindre de perdre leur liberté.

LIBAN : UNE EXPLOSION MEURTRIÈRE ALIMENTE LES DEMANDES DE CHANGEMENT

Le chemin vers une véritable démocratie s'est avéré long et difficile au Liban également. Les revendications des Libanais en faveur d'un changement profond n'ont pas débuté avec l'explosion dévastatrice qui a déchiré la zone portuaire de Beyrouth, la capitale, au mois d'août. Un mouvement de contestation avait **vu le jour** ↗ en octobre 2019, lorsque la colère suscitée par un projet visant à taxer WhatsApp s'est rapidement transformée en un vaste mouvement de masse qui s'interrogeait sur les causes profondes du chômage généralisé, l'échec économique et les dysfonctionnements quotidiens, identifiant non seulement le gouvernement actuel mais aussi l'ensemble du système politique comme des structures corrompues, intéressées et incapables d'apporter des changements.

Ce mouvement s'est caractérisé par les nombreux jeunes et femmes qui le dirigent, ainsi que pour son dépassement des lignes sectaires qui ont longtemps favorisé l'impasse politique. Il a entraîné un renversement rapide des politiques impopulaires qui avaient initialement suscité la mobilisation, et plus tard la démission du premier ministre. Mais la transformation profonde à laquelle beaucoup aspiraient, à savoir un gouvernement complètement nouveau, libre de toute attache partisane, et la démission d'une classe politique corrompue et défaillante, liée à un système discrédité de politique sectaire, est resté lettre morte.

Les manifestations se sont donc **poursuivies** ↗ en 2020, notamment contre le budget du gouvernement, les coupures d'électricité et les restrictions bancaires imposées en réponse à une crise monétaire et à une inflation galopante, et elles ont été de nouveau confrontées à la violence de l'État et aux arrestations. L'élan ne s'est interrompu que lorsque la pandémie a frappé.

De nombreux manifestants et organisations se sont alors engagés à rediriger leur énergie vers la lutte contre la pandémie, sachant pertinemment que le gouvernement ne serait pas à la hauteur de la tâche, tout en se promettant de reprendre leur mobilisation une fois l'urgence passée. Les populations ont tout de même fait ce qu'elles pouvaient pour continuer à exprimer leur colère malgré les mesures d'urgence en vigueur. En mars, des militants ont formé une **chaîne humaine** ↗, tout en gardant leurs distances et en portant des masques et des gants, autour du Palais de justice pour protester contre la politisation des nominations judiciaires. Mais il semble que le gouvernement ait

utilisé la pandémie comme un prétexte pour faire disparaître une manifestation qui le gênait lorsqu'à la fin du mois de mars, il a arrêté des manifestants qui occupaient une place dans le centre de Beyrouth depuis octobre 2019, et a **détruit et enlevé** ↗ de force les tentes des manifestants, alors même que ceux-ci s'étaient engagés à les assainir régulièrement.

Au milieu de ce mécontentement latent et alors que la pandémie mettait encore plus à l'épreuve une économie déjà défailante et des systèmes de soins de santé et d'aide sociale qui s'écroulaient, l'explosion a été immédiatement considérée comme emblématique. Au moins 200 personnes ont perdu la vie et 7 500 ont été blessées ; si un confinement n'avait pas été mis en place, laissant les espaces publics vides, le bilan aurait pu être bien plus lourd. On estime que 300 000 personnes se sont retrouvées sans abri, des bâtiments situés jusqu'à dix kilomètres de distance ayant été endommagés. L'explosion ayant largement détruit les silos à grains, les pénuries alimentaires existantes se sont aggravées, tandis que des entrepôts de médicaments essentiels ont également été détruits et que plusieurs hôpitaux ont été si endommagés qu'ils ont dû fermer. L'État s'est révélé incapable de remplir ses fonctions les plus élémentaires : protéger la vie de la population et répondre à ses besoins fondamentaux, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le logement et les soins de santé. Pendant ce temps l'économie en voie d'effondrement a été encore mise à l'épreuve par la perte d'installations portuaires essentielles par lesquelles transitent de nombreuses marchandises.

L'explosion, l'une des plus grandes déflagrations non nucléaires de l'histoire, était emblématique parce que l'on aurait pu l'éviter. Ce n'était pas un accident surgi de nulle part. Elle trouve son origine dans la négligence et une mauvaise gestion humaine. Le nitrate d'ammonium qui a explosé avait été saisi sur un navire et stocké dans un entrepôt inadapté en 2014. Et il y est resté, malgré **de nombreuses alertes** ↗ au gouvernement signalant que la situation était dangereuse ; ces avertissements seraient restés sans réponse.

Lina Abou Habib ↗, une militante féministe établie à Beyrouth, parle de son expérience de l'explosion et de la réaction immédiate des Libanais, qui se sont portés volontaires pour aider, sachant que le gouvernement ne ferait pas grand-chose pour les secourir :

L'explosion de Beyrouth s'est produite le 4 août 2020, vers 18 h 10, heure de Beyrouth. J'étais chez moi et je savais depuis une heure qu'il y avait eu un grand incendie dans le port de Beyrouth. Lorsque le feu a commencé à se propager,

le ciel s'est assombri de fumée. Je regardais dehors, et la première chose que j'ai ressentie a été une sensation terrifiante, semblable à un tremblement de terre, et juste une fraction de seconde plus tard, une énorme explosion s'est produite. Les vitres autour de moi se sont brisées. Il m'a fallu quelques minutes pour comprendre ce qui venait de se passer. La première chose que nous avons tous faite a été de téléphoner à nos familles et à nos amis proches pour nous assurer qu'ils allaient bien. Tout le monde était dans un état d'incrédulité totale. L'explosion a été si puissante que chacun de nous a ressenti que cela se passait juste à côté de nous.

Les gens sont descendus dans la rue pour essayer d'aider les autres. Personne ne faisait confiance à l'État pour qu'il aide de quelque manière que ce soit ; en fait, l'État était responsable de ce qui s'était passé. Les gens ont pris la responsabilité de s'entraider, ce qui signifiait s'attaquer aux problèmes immédiats, comme nettoyer les rues des débris et parler à d'autres personnes pour savoir ce dont elles avaient besoin, comme de l'abri et de la nourriture. Environ 300 000 personnes se sont retrouvées sans abri et ont tout perdu en une fraction de seconde. Il y a eu une réaction extraordinaire de la part des gens ordinaires qui se sont mis à aider : des gens avec des balais et des pelles ont commencé à enlever les débris et d'autres ont distribué de la nourriture et de l'eau. L'indignation s'est transformée en solidarité.

Ces actes de solidarité et de bienveillance ont aussi été critiqués. La principale critique a été de dire qu'ils sont contre-productifs car dispensent l'État de s'acquitter de ses obligations et de ses devoirs. Je comprends cette critique, mais je ne suis pas d'accord avec elle. Pour moi, les actes de solidarité menés par la société civile et les gens ordinaires ont été nos principales réussites, des histoires de pouvoir et de résistance dont il est bon de parler. Il faut souligner la réponse immédiate apportée individuellement par les mêmes personnes qui avaient subi des blessures ou avaient beaucoup perdu. Les communautés de travailleurs migrants elles-mêmes, vivant dans des conditions extrêmes d'exploitation, de racisme et d'abus, sont sorties pour nettoyer les décombres et aider les autres. Je ne pense pas qu'il faille ignorer le sens de ces actes de solidarité.

Le gouvernement a rapidement déclaré une journée de deuil national et l'état d'urgence, et a promis une enquête, mais les Libanais ne croyaient pas qu'une enquête menée par l'État libanais puisse leur apprendre quoi que ce soit. La société civile a plutôt **demandé** ↗ une enquête impartiale et indépendante. Le gouvernement a mis en place un fonds d'indemnisation pour les personnes touchées, mais il fallait **rassembler** ↗ un nombre



Des centaines de lanternes en papier disposées en forme de drapeau libanais ont été allumées pour marquer le premier mois depuis l'explosion à Beyrouth, Liban, le 4 septembre 2020. Photo par Marwan Tahtah/ Getty Images

considérable de documents et se frayer un chemin dans une bureaucratie complexe pour en faire la demande ; ce fonds est devenu un autre symbole de dysfonctionnement.

Des manifestations se sont rapidement invitées dans les opérations de nettoyage de bénévoles, la population exigeant la chute du gouvernement et son remplacement par le biais d'un nouveau système électoral. Lorsque des milliers de personnes ont **manifesté** ⁷ le 9 août, les violences ont été aussi prévisibles et disproportionnées qu'avant l'explosion. Les forces de sécurité ont **riposté** ⁷ aux jets de débris — largement disponibles dans les décombres de l'explosion — par des tirs à balles réelles et par l'usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes ; certains journalistes et manifestants ont dû être hospitalisés. On a utilisé de la **grenaille de plomb** ⁷ contre une autre manifestation le 1er septembre et vingt personnes auraient été **blessées** ⁷. Un gouvernement qui avait tué et blessé sa population par négligence enfonçait le clou en envoyant à l'hôpital encore plus de personnes. L'état d'urgence, prolongé jusqu'à la fin de 2020, a été imposé dans un contexte où les manifestations faisaient déjà régulièrement l'objet d'une répression violente et où le gouvernement **restreignait de plus en plus** ⁷ la liberté d'expression. Il a largement accru les pouvoirs de l'armée, notamment pour empêcher les rassemblements, censurer les publications et juger des civils devant des tribunaux militaires, avec peu

de chances que l'armée rende de comptes pour ses actions. Plusieurs manifestants ont été soumis à des procès militaires.

De même que les conséquences de l'explosion auraient pu être pires sans le confinement lié à la pandémie, il est possible que les restrictions sanitaires aient offert au gouvernement une certaine protection face à des manifestations encore plus vastes.

Le samedi après l'explosion, des gens manifestaient dans les rues. J'étais là-bas et j'ai eu peur du déploiement de la violence par les forces de sécurité.

Face à tant de calamités, la seule raison pour laquelle les gens ne sont pas descendus en masse dans la rue est la pandémie de COVID-19. En ce sens, la pandémie a été une aubaine pour le régime. Il a imposé un couvre-feu, détruit les tentes que les révolutionnaires avaient installées sur la Place des Martyrs et procédé à des arrestations et des détentions, le tout sous prétexte de protéger les gens du virus. Mais, bien sûr, cela ne trompe personne. Les niveaux de contagion augmentent plutôt qu'ils ne diminuent. Le fait que le régime soit tellement corrompu que nous n'avons fondamentalement pas de service de santé vraiment fonctionnel n'aide pas.

Les limites créées par la pandémie et les craintes des gens pour leur propre santé limitent sérieusement les actions contre le régime ; cependant, je ne pense pas que cela arrêtera la révolution. Les gens en ont assez. Beaucoup de gens ont tout perdu. Et quand ils vous mettent contre le mur, vous n'avez nulle part où aller d'autre que de l'avant. Le régime continuera à utiliser la force brutale, il continuera à mentir et à mal gérer les fonds et les ressources, mais cela devient totalement inacceptable pour une partie croissante de la population.

Dans les jours qui ont suivi l'explosion et les manifestations, des ministres et des membres du Parlement ont commencé à démissionner, les politiciens cherchant à se distancier du gouvernement et rendant ainsi clair qu'une réforme n'était pas possible dans le cadre des structures existantes. Puis ce fut la démission de l'ensemble du cabinet et du premier ministre Hassan Diab, nommé récemment en janvier après la démission de son prédécesseur en réponse à la pression exercée par les manifestations ; lors de son départ, Diab a **attribué** ⁷ la catastrophe à la « corruption chronique ».

Mais cela ne signifie pas pour autant que les demandes des manifestants ont été satisfaites. Le système politique défaillant reste en place et, autre signe de la paralysie qui caractérise la politique libanaise, le premier ministre et son cabinet, après avoir

démissionné, ont été invités à rester en place en tant qu'intérimaires jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement puisse être formé. Au Liban la formation d'un gouvernement est un processus complexe impliquant des négociations et des compromis entre la représentation politique garantie aux différents groupes sectaires, un processus qui offre de nombreuses occasions pour le népotisme. En septembre, une tentative pour la nomination d'un nouveau premier ministre et d'un nouveau cabinet a **échoué** ⁷, et au moment de la rédaction de ce rapport, plusieurs mois après avoir démissionné, Diab reste le premier ministre du Liban. Tout comme le système a résisté aux manifestations de 2019, il semblerait que même l'explosion dévastatrice de 2020 n'ait pas ébranlé l'élite politique.

Le régime n'a rien fait de significatif en réponse à l'explosion. Le fait qu'il ait envoyé l'armée pour distribuer des colis d'aide alimentaire n'a pas une grande importance. En fait, ils ont refusé de livrer des articles d'aide alimentaire aux personnes non libanaises qui étaient touchées. Cela met en évidence la manière dont les couches successives de corruption, d'intolérance et de mauvaise gestion interagissent dans ce processus.

Il n'y a pas eu de réponse responsable du gouvernement. Je n'appellerais même pas ce que nous avons « gouvernement », mais plutôt « régime ». C'est une dictature corrompue, un régime autoritaire qui continue de se faire passer pour démocratique et même progressiste. Le régime dit qu'il incarne les réformes, mais ne les met jamais en œuvre. Par exemple, dix jours après la révolution, en octobre 2019, le président s'est adressé à la nation et nous a promis une loi civile égalitaire sur la famille, ce que les activistes féministes réclament depuis des décennies. C'était assez surprenant, mais il s'est avéré que ce n'était pas vrai, car rien n'a été fait à ce sujet. Les autorités disent simplement ce qu'elles pensent que les gens veulent entendre et elles semblent convaincues que le public est trop ignorant pour le remarquer.

Il faut donc replacer la réponse à l'explosion dans le contexte du récent soulèvement. La réponse du gouvernement à la révolution a été de ne pas reconnaître les problèmes que les gens signalaient : qu'il avait vidé les coffres publics, qu'il continuait à exercer le népotisme et la corruption et, pire que tout, qu'il démantelait les institutions publiques. La seule réponse du gouvernement a été de fermer l'espace de la société civile et d'attaquer les libertés d'association et d'expression et le droit de réunion. J'ai habité dans ce pays la plupart de ma vie, j'ai donc traversé une guerre civile et je crois que nous n'avons jamais connu une répression des libertés de l'ampleur que nous constatons actuellement sous

ce régime. Nous n'avions jamais vu des personnes citées par la police ou les institutions de sécurité pour ce qu'elles ont dit ou publié sur les réseaux sociaux. C'est exactement ce que ce régime fait et continue de faire. Le président agit comme si nous avions une loi de lèse-majesté et n'accepte aucune critique ; ceux qui le critiquent le paient de leur liberté.

Outre les institutions politiques, les factions sectaires se partagent le contrôle d'actifs économiques clés, dont le port qui était au centre de l'explosion, ce qui favorise une importante corruption. Si la reconstruction est contrôlée par les mêmes forces, les possibilités de corruption seront immenses. La méfiance à l'égard du gouvernement est telle que les offres d'aide de l'étranger qui sont arrivées immédiatement après la catastrophe ont été une bénédiction mitigée. Les donateurs ont rapidement **promis** ⁷ une aide d'urgence de plus de 300 millions de dollars américains, mais les Libanais se méfiaient de la gestion gouvernementale de cette aide et anticipaient les actes de corruption. La société civile libanaise a insisté sur le fait qu'elle devait être directement impliquée et en mesure de demander des comptes au gouvernement pour l'argent qui serait versé.



Des manifestants brandissent un drapeau libanais et accrochent des nœuds coulants, symbole de la colère populaire contre le gouvernement le 4 septembre 2020 à Beyrouth, Liban. Photo par Marwan Tahtah/ Getty Images



Une femme affronte un membre de l'armée lors de manifestations antigouvernementales le 8 août 2020 à Beyrouth, au Liban. Photo par Marwan Tahtah/Getty Images

Nous devons faire pression sur la communauté internationale, au nom du mouvement féministe libanais, pour qu'elle tienne le régime libanais responsable de chaque centime qu'il reçoit. Pour donner un exemple : nous avons reçu environ 1 700 kilos de thé du Sri Lanka, mais le thé a disparu ; il semble que le président l'ait distribué aux gardes présidentiels. Nous avons besoin de l'influence et de la pression de la communauté internationale pour demander des comptes à ce régime.

Je tiens à souligner le fait que l'aide internationale ne doit pas être sans conditions, car le régime en place n'opère pas avec transparence et responsabilité. Bien entendu, il n'appartient pas à la société civile de reconstruire ce qui a été endommagé ou de remettre l'infrastructure sur pied. Mais chaque centime qui va au régime pour ces tâches doit être livré dans des conditions de transparence, de responsabilité et de diligence raisonnable. La société civile doit être habilitée à exercer des fonctions de contrôle. Cela signifie que les OSC doivent avoir la voix et les outils pour surveiller. Sinon, rien ne changera. L'aide internationale s'évanouira ; cela ne fera qu'aider le régime à prolonger son règne tant que la ville reste en ruine.

Les manifestations se sont poursuivies, **marquant** le premier anniversaire du début du mouvement de masse en octobre, avec des marches dans le centre-ville de Beyrouth et dans d'autres villes. Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'impasse demeure. Alors que le procureur chargé d'enquêter sur l'explosion de décembre a **mis en examen** le premier ministre et trois anciens ministres, la population reste sceptique quant à la perspective d'une véritable sanction ou d'une investigation des puissants intermédiaires qui ont porté au pouvoir le premier ministre.

On pourrait croire que rien n'a changé. Mais les Libanais ont changé. La soif de révolution n'a fait que s'intensifier et beaucoup ont dépassé un point de non-retour, où seulement un système politique complètement nouveau et une économie qui fonctionne pour tout le monde fera l'affaire. Les espoirs de changement ne sont pas venus des élites et des institutions, mais de la société civile. Des mouvements inclusifs et de nouveaux leaders sont apparus, et les Libanais ont trouvé des moyens de contester leur propre exclusion. La seule véritable richesse du Liban réside dans son peuple, à qui il faut faire confiance pour créer son avenir.

Je pense que la mobilisation de rue a été un succès à plusieurs niveaux. On peut ne pas être d'accord et faire remarquer que le régime est toujours au pouvoir, et il est vrai qu'il faudra encore beaucoup de temps pour qu'il tombe. Mais le succès immédiat des manifestations a été de briser un tabou. Il y avait une sorte de halo ou de sainteté autour de certains dirigeants considérés comme intouchables. Maintenant, il est évident qu'ils ne bénéficient plus de cette protection. Bien que le régime ne soit pas disposé à céder, il ne fait que gagner du temps.

À mon avis, une réalisation importante a été le rôle de leadership joué par les groupes féministes lorsqu'il s'agit de réfléchir au pays que nous voulons, aux droits et prérogatives que nous exigeons et à la forme de gouvernement que nous voulons. Avec 40 organisations féministes, nous avons lancé une **liste de revendications**. Nous avons réfléchi ensemble et établi à quoi devrait ressembler une reconstruction humanitaire dans une perspective féministe et nous l'utilisons comme un outil de plaidoyer devant la communauté internationale. La manière dont nous intervenons indique que cette crise doit être gérée avec une vision féministe.

De plus, pour la première fois, la communauté LGBTQI+ a joué un rôle essentiel dans le façonnement du processus de réforme, du processus de transition et du façonnement du pays que nous voulons, à la fois en termes de forme de l'État et en termes de relations humaines. La voix de la communauté des migrants a également été amplifiée. Pour moi, ces réalisations sont irréversibles.

PÉROU : LA DESTITUTION DU PRÉSIDENT SUSCITE L'INDIGNATION

Au cours d'une année marquée par de nombreuses manifestations où les populations ont exigé la démission des chefs du gouvernement, le Pérou a offert un spectacle plus inhabituel en novembre, lorsque des dizaines de milliers de personnes ont **manifesté** ↗ contre la destitution de leur président.

Le président Martin Vizcarra, ancien vice-président, a été investi président en mars 2018, après que le président qu'il avait servi a démissionné en raison d'accusations de corruption. Or, le mandat de Vizcarra a lui-même pris fin prématurément en novembre 2020, lorsqu'il a été destitué et démis de ses fonctions, au motif vague d'« incapacité morale » en rapport avec des accusations de corruption. Les Péruviens sont tristement habitués aux politiciens corrompus : **tous les présidents récents** ↗ ont fait l'objet



Des manifestants tiennent des pancartes sur lesquelles on peut lire « Pas mon président » lors d'une manifestation contre Merino le 12 novembre 2020 à Lima, Pérou. Photo par Renzo Salazar/ Getty Images

d'accusations et de nombreux membres du Congrès ayant voté pour la destitution de Vizcarra ont également été accusés de corruption, tout en bénéficiant d'une immunité parlementaire que le président Vizcarra a tenté de supprimer. Le remplaçant initial de Vizcarra à la présidence, Manuel Merino, qui a formé un gouvernement de droite, a également fait face à des accusations de corruption dans le passé.

Le gouvernement non partisan de Vizcarra lui a valu une certaine popularité et ses tentatives de réforme et de lutte contre la corruption ont menacé de puissants intérêts bien établis. De nombreux Péruviens ont considéré sa destitution comme un coup d'État et estiment que les accusations de corruption à son encontre seraient fabriquées. **Rafael Barrio de Mendoza** ↗, du groupe **Respuesta Ciudadana** ↗, un consortium d'OSC péruviennes, décrit la source immédiate de la colère des manifestants et le profond fossé structurel existant entre les politiciens péruviens et leur population :

La cause immédiate a été la décision d'une majorité parlementaire de destituer le président Vizcarra, en utilisant un mécanisme rarement utilisé dans le passé et dont le contenu et le processus disposent d'une large marge d'appréciation. La publication des accusations contre Vizcarra s'est déroulée selon une séquence qui s'est révélée planifiée, et la sensation de son instrumentalisation par la soi-disant « coalition d'expulsion » a prédominé. Si la qualité des preuves des crimes qui auraient été commis contre Vizcarra pendant son mandat de gouverneur de la région de Moquegua il y a cinq ans suscite une certaine controverse, l'opinion publique s'accorde à dire que ces allégations auraient pu être poursuivies de manière crédible à la fin de son mandat présidentiel, d'autant plus que des élections générales étaient déjà prévues pour avril 2021.

Mais d'un point de vue plus structurel, la crise politique a été l'expression de la maturation d'une crise de la représentation politique, avec peu de liens organiques entre l'offre politique et les sensibilités citoyennes et un système de représentation politique précaire et cartellisé, dans lequel maintes intérêts illégaux, informels et oligopolistiques ont résisté aux générations successives de réformes - éducatives, judiciaires, fiscales et politiques, entre autres - qui cherchent à les réguler. Les révélations d'affaires de corruption impliquant une grande partie de l'establishment politique, comme l'affaire **Lava Jato/Odebrecht** ↗ et l'affaire des **Cols blancs** ↗, qui ont mis au jour un vaste réseau de corruption dans le système judiciaire, ont servi à installer le consensus d'une détérioration générale de la gestion du public. Au même temps, l'efficacité relative des mesures fiscales à l'encontre des dirigeants politiques impliqués

a nourri la perspective d'un nettoyage de la classe politique et la possibilité de cultiver une transition vers un meilleur système de représentation.

Dans une certaine mesure, le lien populiste établi par Vizcarra avec cette sensibilité - scellé avec la dissolution constitutionnelle du précédent Congrès, dans lequel le parti de l'ancien président Alberto Fujimori était majoritaire - a été le facteur qui a soutenu son gouvernement, manquant de soutien parlementaire, commercial, médiatique ou syndical. La vacance de Vizcarra a été vécue comme la restitution de la constellation d'intérêts qui jusqu'alors avait régressé avec le travail fiscal et les réformes éducatives, politiques et judiciaires.

Le conflit institutionnel est né de la précarité d'un système politique caractérisé par un nouveau Congrès avec de multiples bancs mais aucun officiel et un président populaire mais sans soutien institutionnel, dont la légitimité a été soutenue dans la gestion polyvalente du débat public par une combinaison de gestes politiques, le recrutement de techniciens compétents à des postes clés et un exercice calculé d'antagonisme avec le Congrès sur des questions clés telles que les réformes éducatives, politiques et judiciaires.

Les acteurs qui ont survécu à la dissolution du précédent Congrès ont réussi à se réinstaller dans le nouveau et à mener, avec certains médias, une campagne qui visait à détériorer la popularité de Biscaye en lançant des accusations de corruption dans des affaires peu claires. Telles sont les dynamiques qui ont nourri le conflit institutionnel.

Les sondages ont montré que la population était majoritairement opposée à la destitution de Vizcarra et qu'elle estimait qu'il y avait des motivations intéressées derrière. En opposition à ce retournement est né un mouvement non partisan de jeunes manifestants, longtemps considérés par les générations plus âgées comme politiquement désengagés. Un **fossé générationnel** ⁷ très visible s'est creusé entre les rangs des jeunes protestataires et un cabinet gouvernemental composé principalement de politiciens plus âgés et en poste depuis longtemps qui avaient été nommés par le président remplaçant. Ce mouvement était plus large que la base de soutiens de Vizcarra, ce qui indique un mécontentement plus général à l'égard de l'ordre politique péruvien, même parmi ceux qui pouvaient avoir des doutes sur Vizcarra.

Les manifestations quotidiennes **se sont étendues** ⁷ du centre de Lima, la capitale, à sa banlieue, puis à d'autres villes. Les manifestants nouvellement mobilisés ont travaillé simultanément dans des espaces virtuels et sur le terrain, empruntant des tactiques de contestation à certaines des autres grandes mobilisations récentes dans le monde.



Un manifestant allume des feux d'artifice lors d'une manifestation à Lima, Pérou, le 12 novembre 2020. Photo par Renzo Salazar/ Getty Images

Au début, les manifestants ont protesté contre la destitution du président Vizcarra et contre l'investiture de Mérimo. Un sondage ultérieur réalisé par Ipsos a montré qu'un peu plus des trois quarts de la population était d'accord avec la manifestation contre la destitution du président Vizcarra, et qu'au moins deux millions de personnes se sont mobilisées d'une manière ou d'une autre ou ont pris une part active aux manifestations.

Les manifestations ont été principalement menées par des jeunes de 16 à 30 ans, qui ont constitué l'épine dorsale de l'organisation et ont généré les répertoires et les tactiques de manifestation. Le sentiment général de lassitude a été mobilisé par la génération dite « du bicentenaire », originaire du numérique et, pour la plupart, mécontente de la politique conventionnelle. C'est une génération qui participe à des communautés virtuelles médiatisées par des plateformes numériques. Cela explique en partie la rapidité avec laquelle apparaissent des architectures organisationnelles suffisamment efficaces pour produire des répertoires, coordonner des actions, documenter des manifestations et générer des mouvements d'opinion publique. La médiation des réseaux sociaux et l'utilisation des applications de microtransferts monétaires ont favorisé une organisation décentralisée de la contestation, avec de multiples manifestations dans différents lieux, des appels convergents différents, une diversité de répertoires et des canaux pour le transfert rapide de ressources.

Les mécanismes de coordination fournis par les réseaux sociaux avaient déjà été testés lors de précédentes mobilisations urbaines, mais ces manifestations avaient été menées par des acteurs conventionnels, tels que des mouvements sociaux, des partis politiques et des syndicats. À cette occasion, de nouveaux groupes d'activistes ont été formés, tels que les brigades de gaz lacrymogènes et de secours médical, à l'instar des techniques de mobilisation testées dans d'autres contextes, comme les manifestations de Hong Kong et les manifestations du Black Lives Matter aux États-Unis. Cela témoigne de l'émergence d'espaces d'apprentissage de la manifestation au niveau mondial.

C'est en partie l'urgence sanitaire qui a conditionné la composition des manifestations, majoritairement composées de jeunes, tout en favorisant, chez les plus réticents à sortir à la rue, la diffusion de nouveaux répertoires, tels que les « cacerolazos » (casserolades), « bocinazos » (klaxons) et l'activisme numérique.

Pour sa part, la société civile a eu une réponse unifiée à la vacance de poste et au nouveau régime qui a été mis en place. Leur réponse allait de l'expression d'inquiétudes et de l'exigence de responsabilité à la condamnation ouverte de la mise en place de la nouvelle administration. Les manifestations et la répression

massives auxquelles ils ont été confrontés ont alimenté cette transition dans une grande partie de la société civile. De nombreuses OSC ont joué un rôle actif dans l'encadrement du conflit, la production d'un récit destiné à un public international et la pression exercée sur les acteurs publics avec lesquels elles interagissent.

Les manifestations ont commencé le 9 novembre, se sont succédées de jour en jour et ont atteint leur apogée le 14 novembre, date de la deuxième marche nationale. La mobilisation massive de ce qu'on appelle le 14N a été alimentée par l'expression soudaine d'un sentiment de ras-le-bol qui a traversé la société et a été particulièrement intense chez les jeunes. D'où son caractère exceptionnel dû à son ampleur, sa portée et son organisation, ainsi qu'à la mise en place rapide d'une identité citoyenne non partisane, qui ne s'explique que partiellement par le soutien apporté à Vizcarra, puisqu'elle l'a dépassé.

L'État a riposté à cette vague de manifestations par un recours excessif à la force, notamment l'utilisation de grenaille de plomb, de **billes de verre** et de bombes lacrymogènes. Deux personnes ont été tuées. Les habitants de Lima ont été confrontés à un niveau de violence auquel ne sont normalement exposés que ceux qui défendent les droits environnementaux, fonciers, indigènes et du travail dans les zones rurales du Pérou. En février, par exemple, plusieurs personnes avaient été **blessées** par les forces de sécurité lors d'une manifestation organisée par des indigènes contre un projet d'exploitation minière dans un parc national. Une violente **répression** policière a été exercée en réponse à une manifestation et à une grève des travailleurs des mines en juillet, alors que les gens demandaient le déblocage de fonds de solidarité pour les travailleurs touchés par la pandémie. Pire encore, en août, trois manifestants indigènes ont **été tués**, apparemment à l'aide d'armes à feu, par la police lors d'une manifestation réclamant des soins médicaux et une indemnisation de la part d'une compagnie pétrolière canadienne opérant au Pérou. Lors des **manifestations** de travailleurs agricoles qui se sont déroulées fin novembre et en décembre, plusieurs personnes ont été tuées, la police ayant apparemment utilisé des armes à feu.

La réponse de l'État à la pandémie a aussi été largement axée sur l'action des forces de sécurité, avec des dizaines de milliers d'arrestations, l'utilisation de gaz lacrymogènes et de multiples détentions qui ont été utilisées pour réprimer des **manifestations syndicales** contre le chômage et les mauvaises conditions de travail, ainsi que la détention de journalistes en vertu des dispositions liées à la pandémie et l'utilisation de canons à eau contre les **travailleurs de la santé** qui manifestaient. Au Pérou la pandémie a eu des impacts économiques parmi les plus sévères et le pays a été **l'un des plus touchés** par la COVID-19, à certains moments le Pérou a eu le taux de

mortalité par habitant le plus élevé du monde et a connu des **pénuries** ↗ d'oxygène ; cette expérience a elle aussi mis en évidence l'échec dramatique du gouvernement et a donné lieu à des manifestations.

Dans ce contexte, l'adoption en mars de la **nouvelle loi** ↗ pour la protection de la police dans les premiers jours de la pandémie a suscité de la préoccupation car elle a accru la protection de la police contre les poursuites judiciaires et a supprimé l'exigence légale de proportionnalité dans l'usage de la force par la police ; la nouvelle loi n'a pu qu'encourager la police à utiliser la force, y compris contre ceux qui ont manifesté en novembre.

Or, les meurtres de manifestants en novembre ont été un outrage de trop. Ils ont suscité une nouvelle vague de colère qui a été accompagnée de **veillées et de marches** ↗ pour réclamer justice pour les personnes tuées et blessées. Cette colère a entraîné une réponse rapide. Le président Merino a démissionné à la suite de ces décès, après



Des manifestants portent un drapeau péruvien géant lors d'une marche contre la destitution du président Martín Vizcarra devant le Palais de justice à Lima, Pérou, le 14 novembre 2020. Photo par Beto Barón/ Getty Images

la démission de la plupart des membres de son cabinet. Il n'était président que depuis cinq jours.

Le 14N a culminé avec la mort de deux jeunes manifestants sous une grenaille de plomb. Merino avait pris le pouvoir le 10 novembre et avait formé un gouvernement radicalement conservateur. Le vrai visage de son cabinet a été rapidement révélé dans l'autorisation de la répression sévère de la manifestation, surtout à Lima. Après les premiers jours de violence policière, le président du Conseil des ministres a félicité les brigades de police impliquées et leur a garanti une protection. Les morts du 14N ont déclenché une cascade de désaffection chez les quelques partisans politiques qui ont soutenu le régime en réponse à la pression écrasante des citoyens, et à midi le 15 novembre, Merino avait démissionné.

Merino a été remplacé par Francisco Sagasti, un centriste autoproclamé qui s'était opposé à la destitution de Vizcarra, devenant ainsi le troisième président du Pérou dans l'espace d'une semaine. Sagasti a licencié plusieurs hauts responsables de la police et nommé un nouveau chef à la tête de l'institution, affirmant qu'il n'y aurait pas d'impunité pour les abus de la police.

En dépit de ces premiers pas qui ont été bien accueillis, les demandes de changement se sont poursuivies et semblent s'être exprimées lors des élections générales d'avril 2021. Le fait que 18 candidats se soient présentés à l'élection présidentielle a donné une certaine idée de la fragmentation politique et, malgré cet éventail de choix apparent, de nombreuses personnes auraient **voté blanc** ↗ pour signifier leur désaffection et leur conviction que tout vainqueur serait complice de la même corruption que les dirigeants précédents. Dans un paysage politique aussi fragmenté, aucun candidat ne s'est approché de l'objectif des 50 %, mais la **surprise** ↗ est venue de l'enseignant et dirigeant syndical de gauche originaire d'une région rurale du Pérou Pedro Castillo, qui s'est qualifié pour le second tour de juin 2021. Il y affrontera Keiko Fujimori, une candidate de droite et fille de l'ancien président dictatorial Fujimori, qui, inévitablement, faisait déjà l'objet d'accusations de corruption. Une bataille semble engagée entre des idées opposées et très différentes du Pérou, entre la gauche et la droite, mais aussi entre les zones rurales et urbaines, et entre les nouveaux venus et l'establishment.

Beaucoup parmi ceux qui ont manifesté espèrent avant tout une rupture avec la corruption. La nécessité d'un changement a été démontrée une fois de plus en février 2021, lorsqu'il a été **révélé** ↗ que des centaines de politiciens, de hauts fonctionnaires et

d'autres personnes bien placées avaient été vaccinées plus tôt que prévu, avant même les travailleurs de la santé. Parmi ceux qui ont devancé le reste de la population se trouvait le ministre de la Santé qui était aux manettes lors de la catastrophe sanitaire péruvienne, et, plus grave encore, **Vizcarra** ⁷. De manière tout aussi prévisible, le journaliste qui a révélé l'affaire de corruption des vaccins a reçu des **menaces de mort** ⁷. Il semble qu'il fallait plus qu'un changement de président. Au Pérou comme au Guatemala (voir le chapitre sur l'activisme économique et environnemental), certains ont commencé à s'inspirer de l'exemple du Chili pour exiger un changement constitutionnel radical.

L'espace généré par la mobilisation a été peuplé d'un certain nombre de revendications hétérogènes, allant du rétablissement de Vizcarra à la demande d'un changement constitutionnel qui cimenterait la sortie du néolibéralisme, en passant par des propositions plus clairement citoyennes axées sur la défense de la démocratie, la continuité des réformes, l'injustice de la répression et l'insensibilité de la classe politique à l'urgence sanitaire de la pandémie. Ces revendications demeurent ferventes.

THAÏLANDE : LES MANIFESTATIONS POUR LA DÉMOCRATIE EXIGENT UNE CONFRONTATION AVEC LE POUVOIR ROYAL

En Thaïlande aussi, la soif de démocratie reste insatisfaite. L'État avait présenté les **élections de mars 2019** ⁷ comme le signe d'un retour à la démocratie après cinq ans de régime militaire, cependant les demandes de démocratie de la population ont été frustrées, les militaires gardant une mainmise sur les leviers du pouvoir. Les militaires ont formé leurs propres partis et fait pression sur les électeurs pour qu'ils votent pour eux, ils ont réprimé le libre débat et, surtout, ils ont gardé le pouvoir d'attribuer tous les sièges de la chambre haute du Parlement. Prayut Chan-o-cha, le chef de la junte et de l'armée, a mis de côté son uniforme militaire et a revêtu un costume civil afin de rester premier ministre. Ce gouvernement militaire habillé en civil s'est ensuite employé à consolider sa victoire en poursuivant la répression des partis et des militants qui avaient osé lui tenir tête, tandis que la population continuait à manifester contre la dictature en cours et à réclamer une véritable démocratie. En 2020 les demandes de démocratie ont été constantes et les Thaïlandais ont commencé à questionner avec véhémence non seulement le pouvoir du gouvernement mais aussi le pouvoir de la monarchie.

En février le gouvernement a poursuivi son offensive contre la démocratie en **dissolvant** ⁷ Future Forward, un nouveau parti qui avait attiré les voix de nombreux jeunes en 2019. Sous prétexte d'une violation présumée des lois sur les dons aux partis, seize dirigeants de Future Forward ont été interdits de participation à la vie politique pendant 16 ans, et ses membres élus au Parlement ont eu 60 jours pour rejoindre un nouveau parti. Thanathorn Juangroongruangkit, le fondateur de Future Forward, est resté sous le coup de multiples enquêtes et accusations criminelles.

Cette décision a été accueillie par des manifestations, annonçant celles pour la démocratie qui allaient se poursuivre tout au long de l'année, et qui seraient constamment confrontées à la répression de l'État. **Piyanut Kotsan** ⁷, d'**Amnesty International Thaïlande** ⁷, retrace le contexte des manifestations et la réponse de l'État :

En plus d'exprimer leur mécontentement face à la gestion de la pandémie et leur indignation face à l'utilisation de la pandémie comme excuse pour réprimer la dissidence, les manifestants ont remis en question la dissolution de Forward Future. Les jeunes, en particulier, ont exprimé leur point de vue sur le contexte d'incertitude politique et ont remis en question le fait que le gouvernement sape leurs droits et compromette leur avenir. Les manifestants ont fait remarquer qu'après le premier décret d'urgence, censé protéger la vie des gens et limité à la restriction du droit à la libre circulation, d'autres règlements et annonces avaient été publiés qui ont révélé que le véritable objectif du gouvernement était de limiter l'exercice du droit aux libertés d'expression et de réunion pacifique. Ainsi, un large éventail de tactiques répressives a été déployé en 2020, une tendance qui semble se poursuivre en 2021, car la législation d'urgence n'a pas encore été levée, et les procédures judiciaires engagées suite à sa mise en œuvre n'ont pas été suspendues.

Les manifestants exigent la fin du harcèlement et du pouvoir arbitraire du gouvernement, et demandent la démission du premier ministre, la dissolution du parlement, l'élaboration d'une nouvelle Constitution et la réforme de la monarchie. La monarchie est protégée des critiques par des dispositions de lèse-majesté, ce sont donc des revendications assez radicales. Certains groupes ont même **proposé** ⁷ une liste de 10 recommandations pour la réforme de la monarchie et ont demandé que ces dispositions soient incluses dans la nouvelle Constitution.

Parmi les manifestants figurent des personnes qui avaient participé aux manifestations précédentes, qui ont eu lieu après le coup d'État de 2014.

Cependant, la plupart des leaders des manifestations actuelles sont de jeunes étudiants universitaires, et il y a même beaucoup d'enfants qui assistent aux manifestations. Ainsi, il y a quatre enfants parmi les personnes accusées d'avoir commis des crimes graves, dont la lèse-majesté, qui interdit de diffamer, d'insulter ou de menacer la famille royale, et la sédition, un crime vaguement défini qui peut être appliqué à toute personne partageant ses opinions politiques. Ces infractions sont passibles de longues peines de prison.

La réponse du gouvernement n'a pas été conforme à la loi. La plupart de ses actions visent à réprimer et à limiter les libertés d'expression et de réunion pacifique. Le harcèlement judiciaire et la violence physique sont tous deux utilisés pour empêcher les gens de participer aux manifestations et autres types de réunions. Au 14 février 2021, au moins 358 personnes avaient été poursuivies dans 198 affaires judiciaires.

Janvier a donné le ton pour le reste de l'année lors de la « **Course contre la dictature** »⁷, qui a rassemblé 10 000 coureurs dans un parc de Bangkok, la capitale, pour réclamer des libertés démocratiques. Certains coureurs étaient déguisés et beaucoup ont fait le salut à trois doigts de « Hunger Games », un symbole durable de la démocratie utilisé depuis que les militaires ont pris le pouvoir en 2014. Des courses similaires ont eu lieu dans d'autres villes, tandis que les partisans du gouvernement ont organisé leur propre course qui n'a bénéficié que d'une bien moindre affluence. Plusieurs des personnes ayant contribué à l'organisation de ces courses ont été **menacées et harcelées**⁷, et l'organisateur principal, l'étudiant universitaire Thanawat Wongchai, a été soumis à un interrogatoire de police pour son rôle dans un événement de Future Forward.

Les restrictions mises en place pour combattre la pandémie ont provoqué une interruption des manifestations de masse pendant un certain temps. Les pouvoirs supplémentaires que le gouvernement s'est octroyés ont été maintenus même lorsqu'il est apparu clairement que le virus avait été maîtrisé ; bien sûr, on soupçonnait que les lois d'urgence convenaient au gouvernement, car elles lui ont offert encore davantage d'outils pour réprimer la contestation. Pendant la pandémie, la surveillance et la censure gouvernementale des réseaux sociaux **se sont intensifiées**⁷, et on a criminalisé les personnes qui critiquaient la réponse du gouvernement face à la pandémie. Entre-temps, deux militants prodémocratie ont été **arrêtés**⁷ en mai pour avoir organisé un acte de commémoration à l'occasion du sixième anniversaire du coup d'État militaire, bien que les participants aient porté des masques et que la technologie de balayage thermique ait été utilisée pour détecter toute personne susceptible d'avoir une température élevée.

En dépit de ces restrictions, des manifestations se sont tenues en juin à la suite de l'enlèvement du militant prodémocratie **Wanchalearm Satsaksit**⁷. Des séquences vidéo l'ont montré en train de se faire arracher de sa maison d'exil au Cambodge par un groupe armé. Plusieurs militants thaïlandais prodémocratie vivant en exil dans les pays voisins ont disparu ces dernières années, certains ont ensuite été retrouvés morts. À ce jour on ignore toujours où se trouve Wanchalearm. Son enlèvement a suscité un élan de **solidarité**⁷ et des appels à l'ouverture d'une enquête sur Twitter, une campagne d'affichage de photos de lui et d'autres personnes disparues, ainsi qu'une manifestation devant l'ambassade du Cambodge contre sa complicité présumée dans l'enlèvement. Quatre étudiants ont été **arrêtés**⁷ pour avoir attaché des rubans blancs — un autre symbole du mouvement démocratique — au monument à la démocratie à Bangkok. Le gouvernement semblait lui aussi comprendre l'importance des symboles, puisque l'on a été **informé**⁷ que ce n'étaient pas seulement des personnes qui disparaissaient, mais aussi des statues qui rendaient hommage aux dirigeants de la révolution de 1932, qui a marqué la limitation du pouvoir monarchique absolu. Le gouvernement semblait même tenter d'effacer la longue histoire de lutte pour la démocratie du pays.

Le mois suivant, **plusieurs milliers**⁷ de jeunes sont descendus dans la rue pour réclamer une nouvelle constitution, de nouvelles élections et l'abrogation des lois restrictives. C'est alors que s'est produit un événement sans précédent : les manifestants ont commencé à remettre en question la constante influence de la monarchie sur leur pays. C'était une voie bien dangereuse. Les lois thaïlandaises sur la lèse-majesté, qui interdisent toute critique de la monarchie, sont les **plus strictes**⁷ du monde, et imposent des peines de prison pouvant aller jusqu'à quinze ans aux personnes jugées coupables de diffamation de la monarchie. Elles constituent un outil que le gouvernement, tant sous sa forme militaire que pseudo-civile, a déployé pour réprimer la contestation ces dernières années, faisant de la Thaïlande l'un des rares pays au monde où l'influence monarchique grandit.

Alors que Bhumibol Adulyadej, le roi précédent, a régné pendant plus de 70 ans et semblait bénéficier d'un large et sincère respect, son successeur, Vajiralongkorn, est moins populaire. Il a passé la majeure partie de sa vie hors de Thaïlande et jouit à la fois d'une grande fortune personnelle et d'une réputation de don Juan. L'une des premières mesures qu'il a prises après son accession au trône a été de prendre le contrôle direct du bureau des biens de la couronne, dont la valeur avoisinerait les 40 milliards de dollars. Même après être devenu roi, il a passé une grande partie de son temps à vivre dans une fastueuse villa en **Allemagne**⁷. Mais cette distance ne l'a pas empêché d'intervenir dans la vie politique thaïlandaise. Lorsque les militaires ont réécrit la constitution en 2017, le roi a demandé et obtenu des **modifications**⁷ des clauses concernant le pouvoir

royal. En 2019, il a pris le contrôle direct de deux régiments militaires. Le roi a été accusé d'être trop proche des militaires et de ne pas soutenir la démocratie, tandis que le parti au pouvoir a tenu à promouvoir ce qu'il caractérise comme des valeurs thaïlandaises traditionnelles dans lesquelles, comme le laisse entendre sa suppression des monuments à la démocratie, le respect de la monarchie est privilégié par rapport aux libertés démocratiques. Nombre de ceux qui en appellent à la démocratie associent et identifient de plus en plus le roi et les militaires comme partie intégrante du même problème.

De même, les lignes de bataille semblaient tracées lorsque des manifestations ont commencé à exiger des changements dans le pouvoir monarchique, ainsi que la démission du premier ministre et des élections entièrement démocratiques. Lors d'une

manifestation en août, où de nombreux participants avaient revêtu des **habits d'Harry Potter** et brandi des baguettes, se présentant comme les forces du bien combattant le mal du gouvernement, des orateurs ont ouvertement demandé l'annulation des lois qui avaient élargi les pouvoirs du roi. C'était, pense-t-on, la première fois que de telles demandes étaient formulées publiquement. On avait le sentiment qu'un tabou venait d'être brisé. Peu de temps après, un groupe de manifestants a **réclamé** la légalisation de la critique de la monarchie, la limitation de la capacité du roi à interférer dans la politique et la réduction de son budget. Lorsque des **dizaines de milliers** de manifestants sont descendus dans les rues de Bangkok le 16 août, les demandes de dissolution du gouvernement et de changement constitutionnel ont été accompagnées d'un appel à la réforme de la monarchie. Si le pays devait adopter des pratiques démocratiques, les Thaïlandais auraient fait comprendre que cela devait passer par une renégociation



Des manifestants prodémocratie font le salut à trois doigts lors d'un rassemblement le 24 mars 2021 à Bangkok, Thaïlande. Photo par Getty Images

leur permettant de mieux exprimer leur avis sur un pouvoir royal intrinsèquement antidémocratique.

Les manifestants commencent à tourner le roi en dérision, à le parodier et à satiriser son style de vie fastueux. Le langage des manifestants devient de plus en plus **insolent** et même vulgaire, remettant ainsi en cause le conservatisme qui obligeait jusqu'alors à utiliser un lexique royal spécial plutôt que le langage courant pour parler de la monarchie. La colère à l'égard du mode de vie luxueux et de la richesse du roi s'est intensifiée à mesure que la population constatait que les élites bénéficiaient d'un traitement spécial pendant la pandémie, tandis que les inégalités se creusaient et que le gouvernement ne parvenait pas à apporter un soutien adéquat aux personnes les plus touchées par la pandémie et la récession économique.

Le salut à trois doigts s'est répandu comme un moyen facile de signaler le soutien à la démocratie et d'identifier les autres partisans. Les étudiants font le même geste lors de l'exécution quotidienne de l'hymne national dans les écoles. Ils font partie d'un mouvement de **jeunes** auquel participent beaucoup de ceux qui avaient soutenu Future Forward, pour finalement voir leur parti réprimé et leur vote méprisé. Ce mouvement accueille aussi des personnes encore plus jeunes, notamment en âge d'aller à l'école : des citoyens qui n'ont pas encore l'âge de voter mais qui perçoivent une injustice évidente et exigent un changement pour la première fois. Le mouvement Bad Students (« les mauvais étudiants ») a **mobilisé** des jeunes pour réclamer la démocratie et une réduction du pouvoir monarchique, ainsi qu'une modernisation du système éducatif, en demandant des règles scolaires moins strictes et un changement de l'approche militaire de l'éducation. Le mouvement a attiré l'attention sur les abus sexuels et physiques dans les écoles et a réclamé des droits pour les filles et les étudiants LGBTQI+. Les jeunes ont établi un parallèle entre l'autoritarisme politique et celui qu'ils subissent dans l'éducation, notamment par le biais d'un programme scolaire nationaliste et monarchiste, et ont lié les demandes de démocratie au respect des droits des groupes exclus. Ils ont été accueillis par une répression prévisible et on a **signalé** que la police était rentrée dans les écoles et qu'elle avait interrogé et intimidé les élèves, et cherché à faire pression sur leur famille également. Des étudiants ont été punis pour avoir simplement porté des rubans blancs ou fait le salut à trois doigts.

En septembre des manifestants se sont dirigés vers le palais royal pour **remettre** une lettre demandant des limitations au pouvoir royal, un autre acte sans précédent. Les manifestants portaient des **maillots** faisant allusion à l'Allemagne, en référence au lieu de résidence habituel du roi. En octobre des manifestants occupant un espace en face

du siège du gouvernement ont accueilli un **cortège royal** avec le salut à trois doigts lors d'une rare visite du roi à Bangkok. Au fil des manifestations les manifestants thaïlandais ont commencé à **faire cause commune** avec ceux qui réclament la démocratie à Hong Kong et à **emprunter des tactiques** aux manifestations de Hong Kong de 2019. Des manifestations de solidarité ont eu lieu à Taïwan, en Europe et en Amérique du Nord.

L'audace avec laquelle les Thaïlandais semblaient prêts à braver le risque d'une longue peine de prison pour critiquer le roi s'est transformée en un nouveau défi pour le gouvernement. Mais sa réaction a été conforme à ses antécédents, puisqu'il a commencé à **arrêter** des militants à partir du mois d'août. Ne voulant vraisemblablement pas nourrir davantage le sentiment antimonarchique, les manifestants n'ont d'abord pas été mis en examen en vertu des lois de lèse-majesté, mais pour avoir enfreint les mesures contre la pandémie, et pour des accusations graves comme la sédition. Dans les mois qui ont suivi, alors que les manifestations se poursuivaient sans relâche, la criminalisation des manifestants **s'est intensifiée** : au moins 90 personnes ont été **arrêtées** rien qu'entre le 13 et le 21 octobre. Le 15 octobre le gouvernement a déclaré un nouvel état d'urgence encore plus sévère, qui, en outre des restrictions existantes, interdisait les rassemblements de cinq personnes ou plus à Bangkok et la publication d'informations et de messages sur Internet susceptibles, selon les termes généraux, de susciter la peur, de nuire au moral de la population ou de porter atteinte à la sécurité nationale ; ces restrictions supplémentaires ont été **levées** le 22 octobre. Pour tenter d'empêcher le déroulement des manifestations, le gouvernement a eu recours à la fermeture des transports et au blocage physique des sites où se tenaient les manifestations, notamment à l'aide de clôtures en fil de fer barbelé. La police a dispersé une manifestation le 13 octobre. Le 16 octobre, lors d'une autre manifestation, la police a chargé contre les manifestants à l'aide de matraques et de boucliers, et a utilisé des **canons à eau** contenant un colorant dans le but de pouvoir identifier et arrêter les manifestants ; en réaction, certains manifestants ont commencé à porter des **casques et des lunettes de protection** par précaution.

En parallèle à ce harcèlement des manifestants, les journalistes ont été pris pour cible et l'expression sur les réseaux sociaux a été davantage **restreinte**. La retransmission en direct des manifestations et la publication de selfies pris sur les lieux de manifestation ont été jugées illégales. Les médias internationaux, dont la BBC, ont été bloqués sur le principal opérateur de télévision par câble de Thaïlande. En octobre une décision a permis au gouvernement de **clôturer** toutes les activités en ligne de Voice TV, une chaîne critique du gouvernement ; cette décision a été annulée par une juridiction supérieure le

lendemain. Le gouvernement a également tenté de bloquer l'application de messagerie Telegram et a demandé aux principaux réseaux sociaux, dont Facebook et Twitter, de censurer certains contenus. En août, Facebook a **bloqué** un groupe de plus d'un million de membres qui discutait de la monarchie. Les forces pro-gouvernementales semblaient également tenter de manipuler la perception de la population via les réseaux sociaux : en novembre le pays a pris connaissance d'un **vaste réseau** de faux comptes Twitter qui amplifiait les messages en faveur de la monarchie et discréditait les défenseurs de la démocratie.

Les manifestations ont atteint leur **paroxysme** en novembre lorsque les membres du Parlement ont débattu des changements constitutionnels proposés, à la suite d'une pétition signée par environ 100 000 personnes. À ce stade, un important **contre-mouvement** de soutien à la monarchie s'était également mobilisé, dont beaucoup portaient le jaune comme symbole. Dans une certaine mesure, ce phénomène témoigne d'une polarisation en partie générationnelle, et en partie entre ceux qui soutiennent le parti au pouvoir et ceux qui s'y opposent. Le parti au pouvoir avait sans doute coordonné certains contre-manifestants, mais quelques-uns étaient aussi motivés par le sentiment que les manifestants étaient allés trop loin et qu'ils se comportaient de manière irrespectueuse envers une institution qu'on leur avait appris à respecter toute leur vie.

Le 17 novembre, après que le Parlement a **rejeté** la proposition soutenue par les manifestants visant à remplacer les sénateurs nommés par l'armée par des hommes politiques élus et à supprimer les protections constitutionnelles contre toute réforme de la monarchie, ces deux groupes opposés **se sont affrontés** devant le Parlement et les forces de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogènes, de sprays au poivre et de canons à eau colorée. La police n'a pas réussi à séparer les deux groupes et a été accusée d'aider les manifestants monarchiques. Six personnes auraient été abattues et **plus d'une cinquantaine** auraient été blessées, dont un grand nombre par inhalation de gaz lacrymogènes, au cours des pires scènes de violences observées en réponse aux manifestations. Le lendemain, au moins 10 000 personnes ont **défilé** vers le quartier général de la police, en tirant avec des pistolets à eau et en jetant des bombes de peinture pour protester contre la répression violente des manifestations, et en portant de grands canards gonflables qui étaient devenus un autre **symbole de la contestation** populaire.

L'enjeu est monté d'un cran lorsque les manifestants se sont dirigés vers le siège de la Siam Commercial Bank, dont le roi détient près d'un quart des actions, pour **réclamer** un contrôle accru des finances royales, exiger la **restitution** des fonds publics placés sous le contrôle direct du roi et affirmer leur droit à la parole en tant que contribuables.

La manifestation suivante a pris la forme d'une **marche** devant les casernes de la garde royale pendant laquelle les manifestants ont demandé au roi de renoncer à une partie de son pouvoir sur les forces armées. Les manifestants avaient fait des avions en papier avec les copies de leur déclaration, où ils accusaient le roi d'étendre ses prérogatives et qualifiaient le premier ministre de « marionnette royale », par la suite ils les ont fait voler vers la police anti-émeute qui gardait la caserne.

La retenue temporaire de l'État dans l'utilisation des lois de lèse-majesté a pris fin étant donné que ni les restrictions imposées aux manifestations ni la violence n'avaient réussi à stopper l'élan contestataire. Le gouvernement a convoqué **douze militants** pour répondre aux accusations portées contre eux, dont beaucoup comptent parmi les visages les plus connus du mouvement prodémocratie. Ce nombre est passé à **37** fin 2020 et comprenait des personnes âgées d'à peine 16 ans, souvent pour des actions parodiques ou sarcastiques sur les réseaux sociaux qui seraient considérés comme triviaux dans toute autre contexte. Début 2021 le gouvernement aurait envisagé d'**agrandir** ses prisons pour y détenir le nombre croissant de prisonniers politiques, ce qui ne serait guère le geste d'une démocratie saine. En janvier 2021 le gouvernement a également déclaré que des accusations de lèse-majesté viendraient s'ajouter à sa campagne de répression contre Thanathorn Juangroongruangkit, après que cet homme politique de l'opposition a **critiqué** l'approche nationale concernant la production d'un vaccin contre la COVID-19. Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement a choisi une société appartenant au bureau des biens du roi pour fabriquer les doses.

Alors que 2020 cédait la place à 2021, rien n'indiquait que les demandes de changement allaient diminuer. Les manifestants avaient beaucoup appris sur leur pays. Ils avaient monté une campagne audacieuse, créative et pleine de couleur, capable de mobiliser le pouvoir de la satire et des mèmes, et de rire au nez à un pouvoir antidémocratique. Cependant, ce régime austère et à la défensive n'a su leur répondre que par la répression. Une génération de jeunes gens enthousiastes a opposé ses espoirs de changement à ceux qui semblaient vouloir défendre une institution archaïque et anachronique. Ils ont commencé à s'opposer au pouvoir d'un monarque absent qui, d'une manière ou d'une autre, a réussi à étendre ses tentacules à tous les aspects de la vie politique, économique et militaire du pays. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de véritable dialogue, car une partie veut que les questions essentielles portant sur une réforme et la modernisation soient sur la table et l'autre veut qu'elles demeurent des sujets strictement tabous. Mais maintenant que ce tabou a été brisé, le mouvement démocratique thaïlandais ne pourra peut-être plus faire marche arrière.



Un groupe de percussion composé de manifestants anti-gouvernementaux se produit lors d'un rassemblement devant le quartier général de la police royale thaïlandaise, le 23 février 2021 à Bangkok, en Thaïlande. Photo par Sirachai Arunrugstichai/Getty Images